L'AMIE

TROISIÈME PARTIE (1).

XII.

Germaine, au retour de la promenade, avait été entraînée à l'écart et interrogée par Gisèle.

La situation qui lui était faite avait de quoi l'embarrasser. Dissimuler et mentir, c'était non-seulement trahir encore une fois la confiance et l'affection de son amie, mais s'exposer à de nouvelles entreprises de la part de M. Rivols. D'un autre côté, dire la vérité, c'était bouleverser et désoler Gisèle, en même temps que courir peut-être au-devant d'un scandale. Car il n'y avait guère d'illusion possible quant au caractère de plus en plus sérieux de la passion de Maxime ; il était évident que, surexcitée par des obstacles imprévus, enfiévrée par les ardeurs d'une curiosité aussi souvent déçue que provoquée, cette passion pouvait et devait logiquement aboutir à quelque redoutable éclat. Outre que M[me] April, comme le plus grand nombre de ses pareilles, avait l'exacte notion des troubles et des ravages que causait sa beauté, elle n'ignorait point que les plus enfans parmi les hommes sont les écrivains et les artistes,

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et du 1[er] octobre.

capables moins que tous autres, de se gouverner eux-mêmes et de régenter leurs impressions.

Aussi le colloque entre les deux amies avait-il été bref et peu compromettant.

— T'a-t-il dit quelque chose ? avait demandé Gisèle.

— Oui, avait répondu Mme April. Mais j'ai affecté de prendre cela gaîment; je lui ai donné l'assurance que je lui saurais gré de me traiter en amie, sans aucune arrière-pensée, et... tout me porte à croire qu'il s'y résignera d'assez bonne grâce.

Comme si Maxime eût été au courant de l'entretien, et comme s'il eût eu à cœur de ne pas trop faire mentir Germaine, il se montra, pendant quelques jours, très bon enfant, très simple, très cordial avec tous. Il accompagnait souvent sa femme dans les visites qu'elle faisait aux habitans du Nid.

Un matin, passant sur la plage, à une allure de flâneur, sous les fenêtres de la villa, il fut aperçu par Mme Carjal et tout aussitôt hélé par elle.

La jeune femme, affublée d'un long sarrau noir, peignait près de la fenêtre de la salle à manger. A l'approche de Maxime, une forme féminine, enveloppée de laine blanche, qui se mouvait à l'intérieur de la pièce, disparut, dans une envolée rapide vers le fond, et Rivols, ayant pénétré dans la maison, sur l'invitation de Mme Carjal, ne trouva que Maria et le petit Éric, l'une mettant, avec un soin minutieux, des couleurs sur une petite toile, l'autre en plaquant, à tort et à travers, sur une grande feuille de papier.

— Votre avis sur cette petite machine ?

— Sur laquelle ? demanda l'écrivain, avec son impertinence tranquille, en promenant son monocle du petit tableau à la grande feuille barbouillée.

— Allons ! c'est jugé... Je m'étais pourtant bien appliquée.

— Pourquoi ne faites-vous pas cela à l'aquarelle ? Ce serait bien moins salissant, pour vous et pour ce jeune homme.

— Vous ne voyez pas que j'ai un tablier ?

— Justement. Je ne comprends pas qu'une femme mette un tablier, un tablier noir, comme un pharmacien ou un typographe ! Laissez donc cela à ceux qui en ont besoin pour vivre. Ah ! les vilaines femmes qu'on est en train de nous faire, ou plutôt de faire à nos enfans ! Elles savent tout, même l'orthographe, même la ponctuation, même la peinture à l'huile, et les moins sérieuses encore ! Et elles se tachent les mains... Tenez, vous, je parie que, malgré vos gants, vous avez de la couleur aux doigts.

Il lui enleva fort adroitement, d'un seul coup, le long et large gant de Suède qui recouvrait sa main droite.

— Qu'est-ce que je vous disais ? Du vermillon jusqu'au bout des ongles... Ah ! non... c'est naturel. Pardon !.. et complimens.

Il baisa galamment les ongles qu'il avait calomniés à dessein, et Mme Carjal parut ravie de cette boutade qui s'achevait en un assez pauvre madrigal. Mais une des portes qui donnaient dans la salle à manger fut ouverte brusquement, livrant passage à Germaine, dont la physionomie, d'ordinaire trop souriante, était empreinte de sévérité et de mécontentement. Elle avait remplacé son peignoir blanc par une *matinée* en cachemire ivoire, garni de dentelles crème, du plus vaporeux effet. — Germaine avait l'horreur du deuil, du noir, ce qui n'était pas une preuve de goût.

— Je me permets d'entrer, dit-elle, quoique la visite ne soit pas pour moi.

Son air était singulier, un peu rogue, vexé, boudeur.

— Je n'ai fait que répondre à l'appel de Mme Carjal, s'empressa de dire Maxime. Faute de cet appel, je ne me serais certes pas cru autorisé à m'introduire chez vous de si bonne heure.

Germaine n'ayant rien répliqué et s'occupant avec affectation de son fils, qui, tout maculé de couleurs brouillées, comme une palette sur laquelle il a plu, était venu se jeter dans ses jupes, Rivols se retourna vers Maria.

— Savez-vous, madame, lui dit-il, ce qui vaudrait mieux pour vous que cette peinture matinale? Ce serait une pêche aux équilles. La mer est basse, c'est le moment, et je suis votre homme.

Le visage de Mme April se rembrunit encore, tandis que la petite Mme Carjal, frappant dans ses mains, s'écriait avec transport :

— Voilà une bonne idée ! Sans compter que j'ai un costume tout neuf... et non un vulgaire costume de pêcheuse de crevettes, mais un vrai costume d'opéra-comique, dessiné et en partie exécuté par moi : rouge et noir, avec des bas et des gants noirs... quelque chose d'étonnant, d'inédit !

— Je ne pense pas, Maria, que tu sois disposée à aller seule à la pêche avec M. Rivols, dit Germaine froidement.

— Je ne tiens pas du tout à y aller seule avec lui, riposta Mme Carjal en prenant à son tour un petit air pincé. Mais, si tu ne veux pas nous accompagner, je ne vois pas pourquoi je me priverais de cet innocent plaisir... Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'entreprendre une nouvelle excursion comme celle de l'autre jour, où l'on court le risque de s'égarer avec son guide, ainsi que cela t'est arrivé,.. car ce n'est pas moi qui me suis perdue, étant restée fort tranquillement à la même place, après avoir vainement cherché à vous rejoindre par des chemins... que l'on eût pu croire choisis exprès pour m'en dégoûter.

Une vive rougeur couvrit les joues de Mme April.

— Allez donc vous habiller, madame, dit Rivols, qui voulait couper court à la scène; allez revêtir ce costume idéal; je déciderai bien Mme April à nous suivre. Et, si je ne l'y décide pas, ma foi, tant pis! nous irons bravement tous les deux. Honni soit!.. Après tout, c'est là, en face de la maison, à portée du regard, que nous opérerons.

Mme Carjal se précipita hors de la pièce, comme enchantée de rompre en visière à Germaine et de manifester son indépendance.

Quand elle fut partie, un silence assez long et des plus embarrassans régna dans la vaste salle. Germaine s'était assise en face de Maxime et avait pris le petit Éric sur ses genoux, passant ses belles mains trop blanches dans les cheveux noirs et touffus de l'enfant, et découvrant ainsi jusqu'au coude ses bras bien modelés, mais moins blancs que ses mains.

— Vous adorez cet enfant, n'est-ce pas?

— C'est assez mon rôle, vous en conviendrez. Mais la vérité est que je ne vis absolument que pour lui. Je vais peu dans le monde, en ayant perdu l'habitude depuis mon mariage; je ne lis pas, ou à peine, étant ignorante, à la mode d'autrefois...

— Je ne vous aurais crue ni si ignorante, ni si indifférente aux choses de l'esprit.

— Oui, je sais, vous vous obstinez à me juger tout de travers. Vous m'avez imaginairement dotée de toutes sortes de facultés qui me manquent. Il n'y a que les vertus que vous m'ayez un peu trop marchandées, peut-être... Croyez-moi, il faut retrancher d'un côté et ajouter de l'autre.

— Du tout; je persiste à voir en vous une femme moitié bohème, moitié XVIIIe siècle, embourgeoisée par accident ou par calcul, une millionnaire de l'esprit, qui a de l'or plein la cervelle et ne dépense guère que des sous, faute probablement d'occasions tentantes.

— Rappelez-vous donc, mon cher ami, ce que je vous ai dit.

— Oui; la femme pot-au-feu. Je connais cette antienne.

Il se leva et passa derrière la chaise de Germaine, qui, gênée, posa à terre le petit Éric en l'invitant à aller jouer dehors, à se faire conduire sur le sable, après un nettoyage tout à fait nécessaire.

— Votre pot-au-feu, reprit Maxime dès que l'enfant fut sorti, il y a longtemps qu'il est répandu. Ça sent le brûlé chez vous... Du reste, si j'étais sûr que cela ne sent ainsi que depuis que j'y suis entré, je trouverais que ça sent bon.

— Dites-moi, c'est comme préparation à ces gentillesses fort dé-

placées,.. en tout cas absolument prohibées, que vous étiez en train, lorsque j'ai ouvert la porte, de faire la cour à Maria?

Maxime sourit avec une satisfaction très apparente et se garda bien de se disculper.

— Ne pas faire la cour à une femme, c'est l'insulter, surtout quand son mari n'est pas là.

Germaine eut une moue fâchée.

— Vous êtes la perversité même, dit-elle avec sérieux. Je vous en prie, laissez en repos cette enfant, qui n'a aucune prédisposition à se mal conduire, mais qui ne sait pas se conduire du tout et qui vous trouve à son gré, je crois... Il paraît qu'elle aime les impertinences... D'ailleurs, il faut bien en convenir, il y a beaucoup de femmes dans son cas; cela nous repose un peu des fadaises complimenteuses... Mais les impertinences comme les vôtres, qui finissent en baisers sur les doigts, sont particulièrement redoutables pour les jeunes femmes comme Maria... Encore une fois, je vous en prie, respectez-la davantage et tâchez qu'elle vous apprécie moins.

Il se pencha au-dessus d'elle pour lui dire, d'un ton doux :

— Quittez donc cette mine revêche et ne me chapitrez plus de la sorte. Vous savez bien que Mme Carjal m'est fort indifférente, que toutes les femmes sont pour moi, en ce moment, comme si elles n'étaient point... Germaine, rappelez-vous ce que vous m'avez dit l'autre jour...

Elle souriait, à présent, rouge de plaisir, dans cette attitude d'involontaire extase qui avait déjà frappé Maxime.

Il se pencha plus avant et lui répéta, très bas, tout près de l'oreille, les paroles qu'elle avait prononcées bien plus haut naguère et avec un accent de passion vibrante, qu'il s'appliquait à reproduire en sourdine :

— Oui, je vous aime,.. je vous aime passionnément...

— Achevez donc, s'écria-t-elle en se levant avec tant de brusquerie que, dans son mouvement, elle heurta l'épaule du jeune homme, achevez... Voulez-vous que je le fasse pour vous?.. Je vous aime passionnément, mais je...

Il lui mit la main sur la bouche.

— Non, fit-il, non! Le reste était inutile, insensé... Enfin, ce sera comme vous voudrez... N'ayez plus peur de moi. Laissez-moi seulement vous parler, vous dire ce qui me passe par la tête, ce que j'éprouve, enfin être votre ami... C'est cela que vous voulez, pourtant?.. Alors, il faut me laisser dire et faire à ma manière. Je n'ai pas encore l'habitude, voyez-vous, de l'amitié des femmes; je ne m'en suis jamais beaucoup soucié. Mais cela viendra, à la longue; je me plierai à ces façons glaciales; j'apprendrai ce fade

jargon. Je vous aimerai, si vous le désirez, comme un frère aime sa sœur,.. quand il en a été très amoureux, ce qui est inconvenant, sans doute, mais non pas inédit. En attendant, qu'il me soit permis de vous exprimer mon attachement, ma tendresse, vaille que vaille, au hasard des mots... Dites-moi que vous ne me fuirez plus, que vous ne vous tairez plus, que vous m'accueillerez, que vous me ferez bon visage toutes les fois que je viendrai vous voir...

Il lui tenait les deux mains dans les siennes et les pétrissait amoureusement, sans la menacer d'aucune caresse plus vive et plus troublante. Elle s'abandonnait davantage. Ses admirables yeux bruns, qui semblaient sillonnés de fibrilles d'or, et qui roulaient sur un globe blanc de nacre humide, à l'ombre du cillement des paupières, s'alanguissaient d'instant en instant, et sa tête finit par s'abattre, appesantie, vaincue, sur l'épaule du jeune homme, qui sut la respecter. Alors, confiante et rassurée, Germaine leva vers Maxime son beau regard noyé, que faisaient trouble l'amour et le désir.

— Pourquoi est-ce impossible? murmura-t-elle. Si vous saviez ce que j'éprouve, quel mélange de volupté et de souffrance!.. Si vous saviez comme je vous aime, moi qui suis femme depuis si longtemps, et qui, depuis si longtemps, attends en vain l'amour!.. Et il faut que ce soit vous, vous, le mari... Vous ne comprenez pas? Mais c'est que, si je n'ai aucune vertu réelle, moi, pas de croyances solides, pas de retranchemens inexpugnables, je me suis cependant attachée à Gisèle de toute la force de mon âme, parce qu'elle représentait à mes yeux ce qu'une femme peut être de plus parfait et de plus exquis, parce qu'elle était pour moi la preuve vivante qu'il existe des créatures toutes différentes de celles qui m'ont élevée ou au milieu desquelles j'ai vécu d'abord... Si je succombais, je mourrais ensuite de chagrin et de honte... Et il n'y a que cela qui puisse m'empêcher de me donner à vous. Que cela, vous m'entendez?.. Eh bien! soyez généreux ; laissez-moi m'en aller, sous un prétexte quelconque, ne faites rien pour me rejoindre, n'affligez plus Gisèle, ne la tuez pas,.. car vous la tueriez... Et surtout, grand Dieu! que ce ne soit pas la curiosité qui vous passionne à mon endroit ou vous retienne enchaîné ; je n'ai rien d'intéressant, je vous jure, rien qu'une tenue suspecte, un genre équivoque, une séduction de mauvais aloi, de l'esprit qui est à tout le monde, un certain art, une certaine entente de l'arrangement, rien de personnel, d'original ni de rare... Et que ce ne soit pas non plus l'amour-propre, ce mauvais amour-propre d'homme, d'homme gâté par les femmes, qui vous conduise à l'entêtement de la poursuite. Hélas!

il n'est que trop évident que votre pouvoir et vos mérites ne sont pas en échec...

Tout cela, susurré d'une voix douce et lente, humble et affligée, avait une indicible magie de grâce et d'émotion. Elle était touchante autant qu'admirable, cette altière et superbe brune humiliée, cette coquette suppliante et désarmée, malgré le soupçon de maquillage et la profusion de bagues qui lui maintenaient illogiquement son aspect de comédienne.

Depuis qu'elle s'était tue, Maxime la tenait mollement enlacée, continuant de lui prêter son épaule et la soutenant par la taille, sans chercher à l'étreindre de plus près. Sous les rondeurs de la gorge, il sentait les battemens précipités du cœur de la jeune femme contre sa poitrine; et une tiédeur parfumée enveloppait son corps tout entier, tandis que, sur sa main, le contact d'un bras nu lui causait une impression de fraîcheur, presque de froid, et que, le long de sa joue, erraient ou voltigeaient des mèches indomptées. Hésitant et troublé, il doutait. Il ne pouvait se résoudre à croire ce qu'on lui disait, mais cherchait en vain quel mobile secret, quel intérêt caché eût induit la jeune femme à jouer pareil jeu ou à adopter pareille tactique. Germaine devina ce qui se passait en lui.

— Que croyez-vous, dit-elle, si vous ne croyez pas ce que je vous dis?

D'un mouvement d'impatience et de colère il la repoussa.

— Que voulez-vous qu'on croie avec les femmes telles que vous? Sait-on jamais où vous cessez de mentir?

— Vous doutez que je vous aime? Vous doutez que ce soit uniquement par affection, par dévoûment et par respect pour Gisèle que je vous résiste et que j'essaie de vous fuir?

— Eh bien! oui, je doute...

Il souffrait tout de bon, car il passa sa main crispée sur son visage et secoua la tête d'un air las. Elle le regarda alors avec une étrange expression de douleur et de regret, puis ferma les yeux, qu'elle avait pleins de larmes; et, lentement, les paupières closes, elle appuya sa bouche rouge sur les lèvres pâles et serrées du jeune homme, en lui disant :

— Et maintenant, douteras-tu?

Après quoi, elle s'échappa de ses bras, et, d'un regard impérieux, quoique mouillé encore de pleurs, elle le tint à distance.

Il la contempla quelques secondes d'un œil avide et enquêteur. Il venait de se rappeler leur première entrevue et le résultat de son premier examen, cherchant avec rage, sur la personne de Germaine, quelqu'une de ces imperfections qu'il y avait su découvrir d'abord. C'était le premier effort sincère qu'il tentât pour se déro-

ber au joug de sa passion ; il le tentait trop tard. La Germaine qui était devant lui n'avait plus aucune imperfection visible ; elle rayonnait d'une aveuglante et invincible beauté. Et lui n'avait plus même à son service cette ironie légère, plus brillante que terrible, qui était pourtant sa meilleure défense et son plus solide rempart contre les atteintes de l'amour.

— Maintenant que vous n'avez plus le droit de douter, lui dit-elle, vous allez m'obéir. Avant peu, je partirai ; vous, vous resterez ici, et vous ne ménagerez rien pour rendre à Gisèle le bonheur que vous lui devez et dont je vous ai aidé à lui voler une part... Car, il faut que je vous le dise, Gisèle n'ignore rien,.. sauf le dernier incident, celui de la falaise.

D'une haleine, elle lui raconta ce qu'il avait encore à apprendre.

— Après cela, ajouta-t-elle, vous comprendrez qu'il n'y ait plus pour nous d'autre parti possible que celui que je vous indique : nous séparer.

Il était abattu, découragé. On eût dit que son amour, épuisé par de trop rudes combats ou lassé par trop d'embûches, s'affaissait et renonçait à la lutte. Néanmoins, il se redressa, lorsqu'il entendit Germaine parler de séparation.

— Pourtant, dit-il, si je vous promettais...

Mais elle, le regardant avec un air de douloureuse charité et de tendre compassion :

— Que pouvez-vous promettre, ami, que vous soyez en état de tenir ? Quel serment pourriez-vous faire dont je fusse, en toute circonstance, capable de vous imposer le respect ? Je sens à ma faiblesse ce que doit être la vôtre.

— Mais, si je vous disais, reprit-il d'un ton moins résigné, que je suis encore plus faible que vous, puisque ma faiblesse à moi va jusqu'à m'empêcher de concevoir désormais la vie hors de votre présence ?

Il entama une longue confession, où il mit à nu toutes les infirmités de son âme ; et Mme April put mesurer, non-seulement l'étendue des ravages qu'elle y avait faits, mais la débilité pitoyable, l'anémie morale de ces organisations d'artistes, toujours vibrantes et sans cesse énervées, qui n'ont d'énergie que pour le désir.

— Vous voyez que je suis plus gravement atteint que vous ne le pensiez vous-même, dit-il pour conclure. Tout à l'heure, votre tête reposait sur mon épaule ; il faut l'y remettre, Germaine. Ne vous en allez pas, ou c'est moi qui tomberais... Que risquez-vous ? N'avez-vous pas bien su me contenir ? Ne serai-je pas toujours à votre merci ? Tout ce que je vous demande, tout ce que j'implore de vous, à cette heure, en échange de ma soumission, c'est

votre présence, c'est votre appui. Aimez-moi comme vous voudrez, comme vous vous croirez le droit de le faire; par exemple, pour mes infirmités qui sont un peu les vôtres, pour ces traits communs à nos deux natures qui nous ont rapprochés l'un de l'autre et réciproquement captivés... Mais ne vous en allez pas, pas maintenant!.. Tenez, pour Gisèle, dans son intérêt même, ne me quittez pas à présent! Je me rappelle ces derniers mois... Quel vide vous laissez derrière vous, et quelle obscurité partout où vous avez passé!

— Soit! murmura Germaine, je resterai... Mais...

Elle fut interrompue par la rentrée brusque de Mme Carjal.

— Voilà!.. Qu'est-ce que vous dites de cela? hein!.. Les bas et les gants surtout, c'est prodigieux comme effet, n'est-ce pas? Tu viens, ma grande? Nous ne sommes pas fâchées, tu sais? Nous ne nous fâchons jamais, nous autres.

— Va, va, Maria. Je ne suis pas d'humeur à m'équiper de la sorte. Notre ami t'accompagnera; il n'a pas besoin, lui, d'un costume spécial pour aller pêcher dans le sable. D'ailleurs, c'est lui qui est l'auteur de la proposition. Vous trouverez des engins de pêche, des traînes et des tridens quelque part dans la cour.

— Ce n'est donc plus inconvenant d'aller seule avec M. Rivols? demanda Maria malicieusement.

— Non, pas pour aujourd'hui.

Rivols sortit avec Mme Carjal; mais le costume inédit n'eut pas beaucoup de succès ce matin-là, ni même les jambes rondes, moulées dans les grands bas de laine noire à grosses côtes.

XIII.

Un soir d'août, Jenny ayant eu la fièvre tout le jour et ayant toussé, de cette petite toux sèche et fréquente qu'elle avait parfois, — une toux nerveuse, disait sa mère, — on la fit coucher de très bonne heure; et Mme Rivols, qui devait aller dîner à la villa avec son mari, pria celui-ci d'y aller sans elle et de l'excuser. Maxime refusa d'abord obstinément. Il paraissait fort inquiet et interrogeait, anxieux, attristé, le mince et long visage, si gracieux et si pâle, de la fillette, alitée comme une vraie petite malade, la tête appuyée à deux oreillers revêtus de fine batiste et de dentelle.

Dans la chambre étroite, que tapissait une étoffe bleue, semée de bouquets roses un peu passés, le soleil entrait, mal tamisé par de clairs rideaux de mousseline, le grand soleil d'août, chaud et aveuglant jusqu'au soir. Ses rayons d'or et de flamme inondaient de

lumière la modeste chambre, où il y avait bien juste place pour le lit de la bonne à côté de celui de l'enfant. Celle-ci abritait ses yeux de sa main fluette et transparente, dont les doigts grêles semblaient plus décolorés encore que de coutume dans cette brutale clarté. Sa mère se leva pour aller fermer la persienne.

— Non, pas vous, mère, dit Jenny en retenant Mme Rivols par sa robe. Vous, père, s'il vous plaît; je n'aime pas que maman me quitte quand je suis malade.

— Cela ne te fait donc rien que je m'éloigne, moi?

— Oh! si... si... Mais, quand je suis couchée dans le jour, ça me fait moins que si c'est maman qui s'en va.

— Et ta mère qui prétend que tu m'aimes plus que tu ne l'aimes!

— Je vous aime peut-être un peu plus qu'elle, c'est vrai, quand je suis bien portante, mais un peu moins quand je suis malade. Alors, vous voyez, c'est la même chose.

— Ma foi! si c'est comme ça, — dit Rivols, avec un rire philosophique sous lequel perçait un vague et inconscient dépit, — je vais aller dîner chez ces dames.

— Allez, père, et rapportez-moi des images d'Éric; il en a de plus belles que les miennes.

Maxime embrassa sa femme, puis sa fille. Peut-être, dans le baiser qu'il donna à cette dernière, mit-il un peu moins de tendresse et d'effusion qu'il n'en mettait à l'ordinaire. Les hommes n'aiment jamais avec désintéressement; les pères sont jaloux comme des amans.

L'indisposition de Jenny se prolongea. Ce n'était point une maladie pourtant. La toux avait cessé et la fièvre était tombée; c'était une torpeur, une lassitude, à laquelle le médecin ne pouvait ou ne voulait assigner aucune cause précise, se contentant de dire qu'il vaudrait mieux, à l'avenir, aller plus au midi, même l'été. Gisèle quittait à peine sa fille. Quant à Maxime, sa tendresse paternelle en alarme le retenait souvent une partie de la journée au chevet de l'enfant, à laquelle il expliquait des contes illustrés, avec une abondance de détails et de saillies qui n'étaient généralement pas dans le texte. Mais le soir, souvent, il sortait; et, quelquefois, il entrait à la villa.

La soirée, dès qu'il avait senti se calmer l'étrange battement de cœur qu'il ne manquait pas d'éprouver en passant le seuil de la maison de Germaine, s'écoulait doucement entre les deux femmes, qui, à travers toutes leurs taquineries réciproques, s'entendaient à miracle. Du reste, à voir ainsi Mme April dans son intérieur, on comprenait qu'elle exerçât sur son entourage une espèce de fascination

continue. C'était le Génie de la conversation intime. Elle trouvait toujours quelque chose à dire que l'on n'attendait point; ce n'était pas toujours remarquable, mais c'était toujours imprévu. Et puis, c'était chez elle un constant désir de plaire ; plus que cela : d'être aimée. Et non pas seulement des hommes ; de tout le monde indistinctement. Or, c'est ce désir-là qui est, par excellence, l'agent, le pivot de la sociabilité ; quand on n'est aimable que par devoir, on ne l'est jamais qu'à demi ; il faut l'être par goût et par besoin pour charmer ceux qui vous approchent, du moins pour les charmer longtemps.

Mme Carjal était constamment là. Elle aimait beaucoup Maxime, qui, du reste, possédait de quoi se faire aimer, car il n'avait rien de commun avec les marchands d'esprit qui vous donnent des indigestions de leurs finesses. Il avait le talent d'être bête de temps à autre, pour faire comme tout le monde, ce qui est le seul moyen qu'ait un homme spirituel de ne fatiguer personne. Il savait dire des enfantillages et des calembredaines ; il savait même en écouter, ce qui est autrement méritoire. Enfin, il possédait au superlatif l'art d'amuser les femmes en s'occupant d'elles, de leur donner cette impression piquante et délicieuse d'un amour qui va, vient autour d'elles, se débat, s'échappe et revient, sans cesse apprivoisé, jamais enchaîné. Il avait retrouvé sa bonne humeur, ses saillies, ses boutades à l'emporte-pièce et ses madrigaux de talon rouge. Non-seulement l'ère des tempêtes semblait close, mais il était difficile de se souvenir, en ce milieu paisible et gai, des orages de la veille. Et c'était un sujet d'étonnement pour Germaine que cette rapide métamorphose, — d'étonnement mêlé de dépit, à en juger par certaines pointes qu'elle dirigeait volontiers contre les natures d'artistes, à propos de la disproportion existant entre les appétits et la capacité de ces cœurs aussi exigus qu'exigeans, qui consomment tant de sentimens et en retiennent si peu.

— Comment, dit-elle un soir, pourrait-il y avoir tant de place dans un si petit local ? Car vous n'avez pas le cœur plus grand que les autres ; au contraire.

— Ce n'est pas une question d'espace, répliqua Maxime, mais de température. Nous avons le cœur chaud... Jugez-en, ajouta-t-il, en essayant de saisir la main de Mme April, comme pour une plaisanterie vulgaire. Chaud et dévoué... Tâtez.

— Ne tâtez pas trop, fit Germaine en retirant sa main. En tout cas, moi je n'aurais pas confiance.

D'ailleurs, pendant ces courtes soirées, ils paraissaient s'étudier l'un l'autre et se chercher encore sous les mines de commande qu'ils étaient souvent obligés de prendre, à cause de la présence de

Mme Carjal. Celle-ci, outre que sa naïveté d'étourdie leur était suspecte depuis qu'elle avait fait allusion à leur duo de la falaise, montrait, par la constance maligne de son importunité, que soulignait encore, de loin en loin, un mot ou un sourire à double sens, le souci de les gêner et de les pousser à bout.

Quant à Gisèle, elle était toute à sa fille, dont elle s'occupait plus qu'elle ne l'avait jamais fait, et même peut-être plus que ne le comportaient ses inquiétudes réelles, grandement atténuées, sans doute, par les assurances, évasives, mais suffisantes, que lui avaient données les médecins. Elle ne vit guère Germaine, pendant tout ce mois d'août, que lorsque celle-ci la vint voir au chalet; encore Maxime était-il, en général, présent. La première fois, le petit Éric avait accompagné sa mère; mais les couleurs vives et la peau brune du garçonnet produisaient un si singulier effet à côté de la pâleur de moins en moins mate, de plus en plus diaphane de Jenny, que Mme Rivols ne put s'empêcher de marquer de la tristesse en faisant une comparaison qui s'imposait.

— Oui, belle carnation, avait dit Maxime pendant que le bambin embrassait la fillette. Dommage qu'il ne déteigne pas un peu, votre fils!

Et le petit Éric ne revint plus. Gisèle, du reste, recevait à merveille son amie; mais elle ne fit pas une seule tentative pour obtenir de nouveaux détails, ce qui surprit légèrement Mme April. Il faut ajouter que Germaine, deux ou trois fois, sentit peser sur elle le regard de Gisèle, et que ce regard, pour n'être pas chargé de malveillance ni de rancune, ne lui en parut ni moins lourd ni moins inquisitorial.

Les choses allèrent ainsi jusqu'au 1er septembre. A cette date, M. Luc Carjal fit son apparition, que l'on n'attendait plus. Il la fit même dans les conditions les plus avantageuses pour sa personne.

Ce fut, en effet, par un matin ensoleillé, sur la plage, que M. Rivols aperçut le jeune consul pour la première fois. Celui-ci était en costume de bain, s'apprêtant à entrer dans la mer avec toute la *maestria* qui sied à un beau garçon vêtu d'un maillot rouge, lorsque sa femme, qui allait se baigner aussi, le présenta à Rivols, en riant aux éclats, comme si elle eût vu là une exquise gaminerie. Les deux hommes se saluèrent, malgré l'inégalité du costume, c'est-à-dire que M. Carjal s'inclina gravement, tandis que Maxime lui tirait son chapeau. — C'était vraiment un homme remarquable que M. Luc Carjal, remarquable par des formes d'une pureté païenne, que surmontait une tête *caractéristique*, comme disent les peintres. Il avait des traits accentués, mais réguliers, des yeux noirs, extraordinairement fendus

et ombragés par des cils épais; une barbe brûne bien plantée, et encore mieux coupée que plantée; la peau blanche; des muscles solides et très enveloppés. En un mot, c'était l'Antinoüs, l'Apollon des consulats. Et, avec cela, il n'avait vraiment pas l'air plus bête que bien des tortillards ou des avortons. — Le système des compensations n'existe décidément que dans l'imagination des disgraciés philosophes et dans les discours des satisfaits.

Après quelques paroles échangées avec Maxime, le consul courut à l'eau, *piqua* gracieusement dans la vague et rejoignit sa femme, à cent mètres au large, en tirant sa coupe avec l'élégance suprême qui est de règle en pareil cas. On parla longtemps sur le sable du modelé de son torse et du galbe de ses jambes.

C'était, du reste, tout ce que Maxime et les baigneurs d'Houlgate en devaient voir de quelque temps, car M. et Mme Carjal partirent, dès le lendemain, pour une excursion le long de la côte: ils avaient le projet, à ce qu'apprit Maxime, de revenir passer deux jours à la villa, puis de faire route ensemble sur Paris, où auraient lieu les adieux, le consul fraîchement nommé ayant à gagner Smyrne en hâte et ne pouvant encore y emmener sa femme.

Germaine restait donc seule à la villa. Rivols en éprouva d'abord plus de gêne que d'enchantement. Soit qu'elle eût persisté à être aussi inquiète de sa fille qu'elle l'avait été tout d'abord, soit qu'elle eût affecté longtemps des angoisses qu'elle ne ressentait plus, Gisèle ne s'était pas départie jusqu'alors de son régime d'isolement et de claustration, non plus que de son empressement à encourager son mari dans les sorties du soir, qu'il ne ménageait guère. Mais la solitude de Germaine créait un nouvel état de choses. Maxime allait-il, sachant la peine secrète de sa femme, continuer ses visites? Mme April les recevoir toujours? Gisèle les tolérer encore?

Deux jours après le départ des Carjal, la question fut tranchée. Gisèle invita Germaine à dîner, et, le soir, l'emmena dans sa chambre, tandis que Rivols fumait au jardin.

— Tu t'es étonnée peut-être que je ne t'aie plus entretenue de Maxime. Il y a deux raisons à cela. D'abord, la maladie de ma fille m'a rendue plus mère et moins épouse, ou moins amante : il a fallu cette circonstance pour que je comprisse enfin que l'amour est une transition et n'est pas un état, et que la femme devient mère pour se consoler d'être épouse. Ensuite, j'ai voulu vous laisser le temps de prendre définitivement position l'un en face de l'autre. Ce doit être fait... Attends; ne m'interromps pas. Je n'ai pas renoncé à ramener Maxime à son devoir; mais je sens bien que seule j'y serai toujours impuissante. Dès le principe, d'ailleurs, j'ai vaguement compté sur

ton concours. Tu m'as affirmé depuis que tu es une bonne et fidèle amie, malgré tout. Voici l'heure de me le prouver. Maxime t'aime encore, et tout autant, plus peut-être qu'autrefois?

— Mais...

— Tu dois le savoir... Tu le sais... Le crois-tu?

— Oui. Pourtant...

— Étiez-vous seuls, ces jours passés? Avez-vous été seuls, quelquefois, longtemps?

— Non.

— Eh bien! reprit Gisèle avec effort, vous allez en avoir le loisir... Ne fuis plus le tête-à-tête; au besoin, recherche-le. Je t'y autorise, je t'en prie.

— Que veux-tu dire?

— Tu as fait le mal, répare-le. Tu as causé la blessure, guéris-la... en y portant le fer... Écoute, Germaine. J'ai bien acquis, je présume, le droit de te dire quelques vérités... Oh! pas bien dures, rassure-toi. Ta sincérité et ton affection m'ont touchée; je ne veux plus douter de toi. Mais, vois-tu, on ne se corrige pas en un jour d'un défaut aussi invétéré que l'est ta coquetterie. Tu gardes, à ton insu, dans ta manière d'être, ce quelque chose d'indéfinissable qui entraîne les hommes dans ton sillage ou qui les retient garrottés à tes pieds... Penses-tu que, si Maxime ne devinait ou ne croyait deviner quelque complaisance sous tes rigueurs, il ne se lasserait pas, il ne se fût pas lassé déjà?.. Comme tous les hommes, comme tous les hommes de sa sorte, il a plus d'amour-propre que d'amour, plus d'orgueil que de constance... Il aurait déjà quitté la partie, si tu l'avais voulu, bien voulu...

— Tu te trompes, Gisèle. J'ai fait, pour le détacher de moi, tout ce qu'une femme peut faire.

— Par exemple? demanda Gisèle en fixant ses yeux doux sur ceux de son amie.

Celle-ci se troubla.

— Tu vois bien, reprit Gisèle, tu n'as rien fait, rien fait de ce qu'il fallait faire.

— J'atteste encore une fois que, non-seulement je ne l'ai pas encouragé, mais que je lui ai signifié avec netteté, avec énergie, d'avoir à cesser toute poursuite, comme aussi à délaisser toute espérance pour l'avenir.

Gisèle secoua la tête.

— Oui, dit-elle avec plus de tristesse que d'amertume, tes paroles disent : Non, et tes regards : Peut-être.

— J'accepte tout de toi; mais sois juste, Gisèle. Ce n'est pas moi qui ai créé cette situation nouvelle; ce n'est pas moi qui ai voulu

continuer ou reprendre les relations amicales; ce n'est pas moi enfin qui ai tenu à venir ici.

— Ce n'est pas moi non plus, riposta vivement Gisèle, qui ai cherché à t'y attirer. Que devais-je faire? Informer ton mari? Lui dire que tu avais été en correspondance réglée avec Maxime, lui dire cela juste au moment où il venait de m'apprendre que son indulgence s'arrêtait en-deçà des coquetteries épistolaires? Le lui dire sans lui montrer aucune lettre qui précisât ton rôle et restreignît ta faute? Ou bien mettre sous ses yeux le billet où tu faisais si bon marché de tes devoirs d'épouse, de ses droits à lui et de son honneur?

— Non, non, s'écria avec effusion Germaine, tu as fait, toi, tout ce que l'amitié la plus délicate et la plus dévouée pouvait t'inspirer... Mais moi, je ne sais plus, je te jure que je ne sais plus... Écoute, il n'y a qu'un moyen. Trace-moi un plan de conduite, un nouveau. L'ancien ne valait rien. Les affectations de bonne camaraderie ne sont pas plus efficaces que les affectations de froideur. Au surplus, tout cela a échoué ; j'ai commencé par la froideur pour essayer ensuite, d'après ton propre conseil et ton propre vœu, de la camaraderie : nous en sommes toujours au même point. Tu n'es pas satisfaite,.. ni moi ; tu n'es pas tranquille, je ne le suis pas davantage. Tu parais, à présent, désireuse que je tente de nouveaux efforts pour détacher de moi ton mari, et tu doutes, en même temps, que ma bonne volonté parvienne jamais à dompter ma coquetterie, que mes regards, du moins, ne démentent pas constamment mon langage. C'est contradictoire, avoue-le... Tu vois bien qu'il faut autre chose. Mais quoi? Je ne vois absolument que mon départ...

— Ton départ, c'est cela ! interrompit Gisèle en prenant les mains de son amie. Je n'osais pas t'en parler la première... Maintenant, la saison est très avancée; tu peux, sous un prétexte ou sous un autre, justifier aux yeux de ton mari une réduction de séjour... Ta belle-fille ne va-t-elle pas quitter Houlgate définitivement ces jours-ci?.. Oui, va-t'en, cela vaudra mieux pour tout le monde. Et je t'en serai éternellement reconnaissante ; c'est moi qui deviendrai ton obligée... Comprends-le, Germaine, quoique bien plus résignée à la perte de mon bonheur, j'aime encore, j'aimerai toujours Maxime d'une tendresse inquiète, jalouse, un peu trop passionnée ; ma fille a repris la part d'affection dont son père lui faisait tort dans mon cœur, mais je sens qu'il gardera, tant que je vivrai, sa part d'époux, sinon sa part d'amant. Comprends-le et excuse-moi.

— Je le comprends, murmura rêveusement Germaine.

Et Gisèle, sans paraître se douter de l'effet que pouvaient produire sur son amie les cendres chaudes de ses souvenirs ainsi re-

muées près d'elle, ni de quel prestige la tendresse persistante d'une femme environne toujours un homme, aux yeux d'une autre femme, reprit :

— Comprends qu'il a tout fait d'abord, longtemps même, pour être aimé ainsi. Ces premières années de mon mariage ont été un long enchantement, qui me semble aujourd'hui avoir été bien court. Quatre ans! Il ne m'a peut-être pas aimée tout ce temps-là, mais il me l'a si bien fait croire! Les hommes comme lui ont de si douces paroles quand ils le veulent! Moins bien que les autres ils savent aimer peut-être, mais qu'ils savent mieux exprimer l'amour! Et que vaut l'amour sans l'expression? Et puis, ils sont de bonne foi, vois-tu! leurs phrases leur servent d'ailes : c'est là-dessus qu'ils nous emportent, nous enlevant bien haut avec eux, toujours plus haut, jusqu'à ce que, las du fardeau ou de l'effort, ils retombent lourdement à terre, nous entraînant dans leur chute... Et c'est fini pour nous. Eux, au contraire, il faut qu'ils repartent, qu'ils reprennent l'essor, qu'ils aiment de nouveau pour utiliser leurs ailes, leurs phrases : ils sont comme ce grand oiseau trop ailé, auquel se comparait un poète, et qui ne peut pas marcher, ne sachant que planer. Hélas! ils ne planent pas assez longtemps.

Très triste, mais d'une tristesse toujours résignée, Gisèle parlait avec cette douceur plaintive, murmurante à la manière des sources et des ruisseaux, qui rendait sa peine plus communicative et plus touchante. Quant à Germaine, elle paraissait douloureusement unie de cœur à Gisèle, étroitement associée à ce chagrin dont elle était la cause et dont, une fois de plus, elle recueillait l'écho et essuyait la plainte. On eût dit même, tant étaient grands et apparens son trouble et sa prostration, qu'elle était personnellement affectée de ce désastre intime. Ce fut avec une espèce de hâte, d'empressement fébrile qu'elle dit à son amie, dès que celle-ci se fut arrêtée :

— Décidément, oui, je dois partir, et m'y voilà toute prête. Mais, si ton mari...

Elle s'interrompit, comme effrayée, embarrassée plutôt de ce qu'elle allait dire.

— Si mon mari? demanda Gisèle.

— Si ton mari, sans égard pour toi ni pour moi...

Elle n'acheva pas encore. Puis, changeant de ton, changeant probablement aussi de phrase et d'idée, elle poursuivit :

— Si ce remède suprême, auquel j'avais songé déjà, tu t'en souviens peut-être, mais dont tu ne paraissais pas vouloir et dont l'application était d'ailleurs assez difficile pour moi, à cause de mon mari, si ce remède échoue, que feras-tu?

— Que veux-tu que je fasse? Je me résignerai, j'attendrai.

— Je disais cela parce que j'ai peur de tout maintenant... Mais je suis sûre que nous réussirons.

— Quand lui annonceras-tu ton départ?

— Ah!.. Il faut donc que je le lui annonce?

— Oui. Franchement, j'aime mieux cela. Une fuite dissimulée, entourée de mystère, lui donnerait, sans doute, fort à penser sur la nature de tes sentimens secrets et produirait peut-être une aggravation de peine pour lui... et pour moi. En un mot, voici ce que j'attends de ton dévoûment, de ta loyauté. Prochainement, demain, par exemple... ou ce soir même, si tu veux, tu lui feras part de ta résolution, en ayant soin, bien soin de lui dire que, tout en te sentant parfaitement à l'abri de la contagion et des défaillances, il ne saurait te convenir de rester plus longtemps exposée à des assiduités sur le caractère desquelles il t'est trop souvent difficile de te méprendre; que tu es lasse de cet état de choses, que tu le trouves contraire à ta dignité autant qu'à la mienne... Ma conviction est, à présent, que Maxime se déprendra comme il s'est épris, très rapidement. Selon toute apparence, il te traitera, au moins en son particulier, de damnable coquette; il te maudira huit jours... et t'oubliera.

— Je t'obéirai, dit Germaine, dont le visage exprimait presque autant de résignation et de douleur qu'en montrait un instant auparavant celui de Gisèle.

— Tu es bonne! s'écria celle-ci, et je t'aime autant que par le passé... Va, cela ne durera pas toujours, ces vilains souvenirs. Quand tout cela sera oublié, nous retrouverons, rajeunie et fortifiée par l'épreuve, notre amitié d'autrefois.

— Il sera fait, de point en point, comme tu le désires; mais promets-moi de n'avoir plus ni doutes ni arrière-pensées, quand, par mon éloignement, je t'aurai débarrassée du plus importun et du plus pressant de tes soucis.

— Je te le promets.

Les deux amies confondirent, en un mutuel embrassement, leurs mutuels ennuis; et, une heure plus tard, Germaine s'acheminait, au bras de Maxime, vers la villa.

La soirée était limpide et fraîche, avec cette sereine transparence du ciel, ce rayonnement sans éclat des étoiles, ces pâleurs de lune qui présagent le prochain retour des nuits froides. Aucune buée lumineuse n'errait dans l'atmosphère, comme aux soirs tièdes de l'été ou pendant les nuits encore clémentes du début de l'automne, aucune émanation chaude ne semblait s'échapper du sol pour remonter dans l'air avec l'effluve vital et les parfums de sève puisés dans la terre : c'était déjà la mélancolie âpre et poétique à la fois, le

charme attristant des premières vêprées d'hiver. Les arbres et les haies tranchaient en noir sur la poussière de la route, comme le contour net et lointain des collines sur l'azur décoloré des cieux; les maisons éparses au milieu des terrains plantés se détachaient très blanches sur les sombres verdures : toutes les lignes du paysage étaient arrêtées, rigides; tous les plans, marqués; tous les effets, sévèrement accusés, rudement contrastés.

Par un chemin de traverse, coupant diagonalement la vallée vers Beuzeval et bifurquant ensuite vers le centre d'Houlgate, où était située l'habitation de Mme April, le trajet du chalet à la villa pouvait se faire en cinq minutes. Néanmoins, cédant à une franche pression de la main de Germaine sur son bras, Maxime suivit la grande route, et ensuite remonta du côté d'Houlgate, mais dans la direction opposée à celle de la villa.

— Vous tenez à prendre par là? dit-il, surpris. C'est plus long; et puis, le chemin monte, tourne, se divise, se ramifie : c'est un vrai labyrinthe, que je ne connais guère, la nuit surtout.

— Je le connais, moi, répondit simplement Mme April.

Elle continua sa marche en silence, et Maxime, comprenant qu'elle voulait avoir avec lui un nouvel entretien, s'abstint de toute réflexion.

Lorsqu'ils furent parvenus au sommet d'une courte montée, où le chemin se partage pour embrasser une sorte d'îlot de gazon sans clôture, Germaine s'arrêta et s'assit au bord de la route, comme essoufflée.

— Mon ami, dit-elle d'une voix remarquablement douce, quoique un peu haletante, voici ce que m'a dit Gisèle tout à l'heure.

Elle reproduisit, presque mot pour mot, la partie essentielle de la conversation et ajouta :

— Maintenant, il est de toute évidence que je n'ai qu'à m'en aller. Je compte, en effet, partir dès la fin de la semaine; j'ai trouvé mon prétexte : le désir de ne pas laisser Maria seule à Paris après le départ de Luc. Seulement, il faut que vous vous engagiez à ne rien faire qui compromette mon repos par la suite, à ne rien faire non plus qui afflige davantage votre femme.

Maxime, qui s'était assis à côté de Germaine, se releva brusquement et frappa de sa canne un tas de cailloux, avec tant de violence qu'il fit voler les pierres autour de lui.

— Ah! c'est cela, vous en aller, maintenant!.. C'est ainsi que vous paierez ma sagesse, ma réserve... Grand merci!

— Mais,.. je croyais que vous étiez devenu beaucoup plus raisonnable, ces derniers temps.

— Oui. Mais pourquoi? Sûr que vous m'aimiez, relativement

heureux de ce bonheur imparfait qui consiste à vous voir, à vous entendre, le seul auquel vous ayez fini par me reconnaître des droits, je m'étais calmé... S'il faut, à présent, vous dire adieu, renoncer même à ces pauvres joies que vous paraissiez m'abandonner comme une aumône ou une indemnité, est-ce que je sais ce que je deviendrai?.. Je vous répète, pour la troisième ou pour la centième fois, que je ne peux pas, que je ne peux plus me passer de vous. Comprenez-vous cela? Je ne peux pas, je ne peux pas...

Il redisait ces mots, comme un enfant rageur, à qui l'on impose une tâche dont il ne veut même pas entendre parler, et il se promenait avec agitation devant Germaine, martelant le sol du bout de sa canne rudement secouée :

— Veuillez donc vous rappeler, mon ami, lui dit Germaine, toujours avec la même douceur émue, que cette résolution que vous m'imputez à crime, je ne l'ai prise qu'à mon *cœur* défendant.

Elle avait longuement insisté sur le mot *cœur*, en adoucissant encore sa voix pour le prononcer, et, dans sa bouche, ce mot bref avait mollement vibré avec de musicales résonances.

Mais Maxime, au lieu de s'apaiser, parut se révolter davantage et s'écria, de plus en plus violent et indigné :

— Allons donc! Est-ce que je ne vous connais pas assez pour vous deviner tout entière?.. Est-ce que je ne sais pas bien que c'est simplement là une manœuvre de coquette?.. Vos pareilles ne veulent pas seulement qu'on les aime; elles veulent qu'on en souffre et ne seraient pas fâchées qu'on en mourût.

— Vous avez un moyen bien simple de vous éclairer là-dessus. Au point où nous en sommes, je crois que vous pouvez parler de cela à Gisèle. Elle vous dira que c'est elle-même qui... Ce n'était pas dans nos conventions de vous le révéler; mais je ne veux pas, moi, que vous m'accusiez, que vous m'accusiez comme elle, que l'on m'accuse toujours...

Sa voix tremblait et se mouillait.

— C'est vrai, reprit-elle, on oublie un peu trop que moi aussi je suis capable de sentir et de souffrir... J'ai fait de mon mieux pour réparer le mal que j'avais causé. Est-ce ma faute si je n'ai pas réussi? Qu'y ai-je épargné?.. Vous, du moins, vous que j'aime, ménagez-moi, ménagez-moi d'autant plus que vous me savez plus faible et plus méritante...

Elle s'était levée et pleurait tout à fait.

— Vous voyez bien, Germaine, que c'est fou de vous défendre ainsi, que votre résistance vous blesse et vous déchire autant qu'elle me désespère... Je vous en prie... Germaine, je t'en supplie!..

Il lui prit les mains et lui baisa les yeux, buvant des larmes dont la saveur saumâtre achevait de l'enivrer. — Sur la blancheur poudreuse du chemin, la lune pâle, éternelle veilleuse de la grande alcôve, déversait sa clarté veule et blême.

— Eh bien ! soit ! va-t'en, murmurait-il en sa folie balbutiante; va-t'en, mais laisse-toi rejoindre... Plus d'hypocrisie, plus de mensonge. Fuis, je te suivrai.

— Crime! lâcheté! bégayait Germaine en se débattant et en soustrayant sa bouche aux baisers qui l'assaillaient de toutes parts.

— Crime, si tu veux! Je voudrais être avec toi de moitié dans un crime pour me sentir plus étroitement uni à ta vie, à ton âme, à ta pensée... Être criminel avec un complice qu'on aime, c'est goûter l'amour dans sa plénitude et dans sa perfection, c'est n'avoir à deux qu'une conscience, c'est partager ce qu'il y a de plus personnel, de plus inaliénable, ce qui échappe constamment au despotisme des tendresses humaines, avec un être que l'on a choisi, après tout, non pas seulement pour lui donner le meilleur de soi-même, mais tout ce qu'il y a en soi de mystérieux et de caché... Tu m'appartiendras!

— Non!

Il voulut l'emprisonner dans ses bras; mais, rapide, elle esquiva l'étreinte et reprit, en marchant d'un pas pressé, le chemin d'Houlgate, dont on apercevait les lumières au bas de la petite pente ombreuse qu'il lui restait à descendre.

Il fit un mouvement pour s'élancer derrière elle; puis, comprenant sans doute le ridicule et l'odieux d'une telle poursuite, il s'arrêta, en regardant la silhouette de Germaine se perdre dans l'obscurité. Elle fuyait, drapée d'une mantille de laine blanche, sur la pente de l'allée, s'enfonçant sous l'arche sombre et semblant glisser dans la nuit. Quand elle eut disparu, il se laissa tomber sur l'herbe roussie qu'humectait le serein, à la place même que venait de quitter Mme April, et il interrogea les profondeurs de son âme, comme on sonde une blessure fraîche, avec ménagement et avec angoisse.

Au milieu de ce silence et de cette sérénité qui l'enveloppaient, il n'eut pas de peine à se ressaisir; l'air humide du soir rafraîchissait sa tête, baignant son front et ses tempes d'une rosée calmante: il lui semblait qu'une main légère y promenait avec précaution de froides et molles compresses. Dans cet apaisement soudain, la vision de son amour et des circonstances parmi lesquelles cet amour était né, s'était développé, avait grandi jusqu'à l'exaltation, jusqu'au délire, s'offrit à lui avec une netteté relative. Il revit Germaine, cette Germaine du premier jour, qu'il avait inutilement tenté d'évo-

quer naguère; il la revit avec ses défectuosités physiques et morales. Mais il y avait beau temps qu'il en aimait les défauts autant, et plus peut-être, que les qualités; c'est le privilège de l'amour ou sa misère de ne rien apercevoir qu'à travers le prisme et le mirage de son enthousiasme; il n'est pas aveugle, comme on le prétend : c'est bien plutôt un voyant, un halluciné, un imaginatif. Tout est imagination dans l'amour; mais la belle avance de le constater! L'imagination n'est-elle pas une faculté comme une autre, par où nous doivent nécessairement venir autant de tortures, au moins, que de jouissances? Maxime revoyait nettement Germaine telle qu'elle lui était apparue; mais il cherchait en vain à se rappeler l'instant précis où son caprice, sa curiosité, sa sympathie, le sentiment quel qu'il fût qui avait été l'embryon de son amour, s'était tout à coup haussé et épanoui pour le subjuguer et l'asservir tout entier. Il ne trouvait pas de réponse à la question qu'il se posait obstinément à lui-même : Depuis quand l'aimé-je? Tous les instans étaient, à cet égard, confondus dans sa pensée, et c'était une inexprimable fatigue pour son esprit que de chercher à les distinguer. Tout au plus se rendait-il compte que c'était venu sans gradation sensible, qu'il s'était laissé séduire par cette femme imparfaite en l'étudiant de trop près, et qu'elle-même, de son côté, si vraiment elle l'aimait, avait dû, comme lui, être envahie, submergée, sans notion du péril ni de l'heure. Ils s'étaient réciproquement pris à leurs manèges, à leurs jeux, à l'insconscient et fatal exercice de leurs instincts, de leurs penchans... Mais l'aimait-elle? Eh! oui, ces larmes, tout à l'heure, et, l'autre jour, ce baiser, le premier baiser de femme qui n'eût pas été un désenchantement, une déception pour ses lèvres... Cependant, cette résistance affolante, abritée d'un scrupule de nature fragile et qui pouvait n'être qu'un prétexte... Et alors, il passait de l'attendrissement à la colère, et de la colère aux soupçons injurieux. La conduite, d'abord, la conduite de cette créature, qui, jeune fille, avait eu des amours de nuit; qui, femme, avait mis en émoi tous les hommes l'ayant approchée et avait porté le trouble jusque dans la famille de son mari, qu'avait-elle été au juste, cette conduite? Le savait-il? Où tout cela s'était-il arrêté? Ce Luc Carjal, ce bourreau de femmes, pourquoi n'aurait-il pas été son amant? Le benêt de mari, avec son indulgence imbécile, était-il en état de jauger son infortune?.. Ce Carjal, son amant, certes! et peut-être encore à l'heure présente; qui savait?.. Non, ce n'était pourtant pas une criminelle ni une dévergondée; elle était moindre et pire : c'était une simple coquette, de cette race exécrable que l'on devrait étouffer, écraser sans pitié, de cette race de vampires sourians qui pompent la vie dans le cœur

des hommes... Oui, elle était cela et n'était que cela... Et il ne lui vint plus guère à l'esprit qu'elle pût être sincère, posséder une qualité parmi ses défauts, avoir un genre de retenue parmi ses divers genres d'impudeur, être enfin une créature faible comme lui sans être un monstre abominable ou une méchante sirène.

XIV.

Rentré chez lui, Maxime s'enferma dans sa chambre, à la manière de tous les amoureux, désespérés ou exultans. Les habitudes et le régime intérieur de son ménage s'étaient trop profondément modifiés, depuis quelques mois, pour que cette séquestration volontaire lui fût d'une pratique difficile. Il occupait une pièce lambrissée du second étage, sous le toit, assez vaste et presque pareille à celle que jadis il avait habitée chez son père, sous les combles, — près du bleu, comme il disait alors, — dans la vieille propriété de famille de la Lozère, depuis longtemps convertie par lui en titres de rentes et en obligations de chemins de fer.

Quand il eut bien arpenté son local,— sans songer qu'une oreille inquiète épiait, sans doute, au-dessous de lui l'allure orageuse de sa promenade, — il ouvrit toute grande sa fenêtre, avança sa table de travail vers l'hiatus noir que faisaient dans la nuit les deux battans écartés, alluma sa lampe, toujours prête, et se mit à noircir fiévreusement du papier à lettres, sans souci des papillons ni des moustiques, de toutes sortes de corpuscules ailés qui tourbillonnaient autour du cristal brûlant, sous l'abat-jour de carton vert. C'était un bourdonnement confus, un murmure plaintif et doux, une chanson de petites ailes, que ponctuait mélancoliquement, de temps à autre, la brève crépitation d'un petit corps incendié, le pétillement timide d'un auto-da-fé d'insecte.

Après chaque lettre écrite et déchirée (car son expérience d'écrivain ne lui servait positivement de rien), le jeune homme appuyait quelques secondes sa tête sur ses mains et paraissait chercher dans le mystère de la nuit le secret de sa défaite autant que la teneur future de sa prochaine épître. Une seule fois, il se demanda s'il n'avait pas manqué d'éloquence, s'il n'eût pas dépendu de lui de triompher à la fin, en étant plus pressant ou plus entêté. Mais sa conscience ne lui reprochait rien ; il avait mis dans sa harangue et dans ses gestes toute la conviction, toute l'ardeur, tout l'élan dont il était capable, et il ne lui était pas permis de croire à son insuffisance. Car, si l'on sait de moins en moins prouver qu'on aime par des faits, à mesure qu'on s'y exerce davantage, chaque essai nouveau marquant une nouvelle déchéance du cœur, on sait d'autant

mieux le dire qu'on l'a dit plus souvent; les preuves effectives relèvent du sentiment, mais le langage et la mimique de l'amour relèvent surtout de l'habitude.

Ayant décidé, vers deux heures du matin, qu'il avait tout mis en œuvre pour réussir, et que Germaine ne pouvait colorer d'un prétexte avouable sa décevante retraite, il finit par s'arrêter à cette rédaction brutale pour sa lettre de congé :

« Il vous plaît de vous dérober à ma poursuite, après avoir tout fait pour exalter ma passion. C'est une manœuvre qui doit vous être familière. Je me résigne : il ne fallait pas m'attaquer à une coquette. En échange de la leçon, je vais vous donner un conseil; j'en ai donné tant de mauvais que je puis bien vous en donner un bon. Soyez franchement, ou honnête femme, s'il en est temps encore, ou le contraire; ne vous placez pas entre les deux catégories : vous ne connaîtriez jamais ni le respect, ni l'amour des hommes.

« Si je croyais qu'un peu d'amour sincère justifie les procédés de conquête auxquels vous avez eu recours, je m'entêterais jusqu'à la mort, car je vous aime, je vous aimais du moins. Mais, croyant voir nettement enfin ce que vous êtes, je ne puis que vous plaindre et vous céder à d'autres, moins difficiles ou plus illusionnés.

« Adieu! Puissé-je vous avoir guérie! En tout cas, rappelez-vous qu'une femme n'obtient jamais que les hommages qu'elle mérite.

« M. »

Il était tout bouillant encore de sa colère, et cette lettre si dure, si blessante, était bien ce que le ressentiment d'un échec définitif peut inspirer à un galant sérieusement épris et cruellement déçu. Ardens, puis lâches ou brutaux, tels sont bien les hommes à bonnes fortunes, les hommes sensuels, quelque rang social et intellectuel qu'ils occupent.

Le grand avantage de ces violences de style ou de langage, et leur excuse, c'est qu'elles soulagent ou donnent l'illusion d'une accalmie bienfaisante. Quand on a été battu, il faut battre quelqu'un ou quelque chose; on heurte, au besoin, de ses poings fermés, les tables et les murailles. Après avoir ainsi sommairement exécuté l'objet de son amour, Maxime put s'endormir.

Le lendemain, il essaya de se persuader, au réveil, qu'il était débarrassé du lourd fardeau moral qui pesait désormais sur sa vie; il tenta de se démontrer à lui-même que, comme ces enfans gâtés qui veulent toutes les friandises passant à leur portée, mais qui cessent d'avoir envie de l'amande dès qu'on leur a permis de lécher le sucre de la dragée, il avait pris de Germaine ce qu'il y avait

de meilleur en elle : ses baisers et ses larmes. Mais il ne tarda point à s'apercevoir que l'imagination, qui suscite l'amour, est totalement impuissante à le faire disparaître. Et il se reprit à souffrir comme la veille. Il n'avait jamais souffert ainsi. Il est vrai qu'on croit toujours cela, que la dernière douleur vous paraît toujours la plus vive; mais lui, vraiment, ne s'était jamais vu à pareille épreuve. Le souvenir de ses amours passées, fort nombreuses pourtant, et de qualité, ne lui suggérait aucun motif de consolation ou d'espérance : s'il se guérissait vite autrefois, c'est qu'il n'était guère malade. Un sonnet, un petit voyage, ou l'application homéopathique d'une nouvelle passion sur son cœur meurtri, il n'en fallait pas plus pour enrayer le mal et bannir la souffrance. C'était tout différent, cette fois. Il avait trop longuement travaillé à se rendre heureux d'une félicité imaginaire pour n'être pas, quelque temps, la proie d'une réelle infortune; trop souvent il avait cru porter la coupe à ses lèvres pour ne pas gémir, en conscience, de se la voir si prématurément briser entre les doigts.

Dès le matin, il envoya sa lettre par la poste; et, vers le milieu du jour, il alla se promener, — faire le guet, plutôt, — sur la plage.

Les fenêtres de la villa étaient ouvertes; rien ne révélait qu'un changement quelconque y fût survenu ou s'y préparât. Il le constata avec surprise: ce que nous admettons le plus difficilement, c'est que nos émotions soient sans effet sur les choses, et surtout qu'aucun contre-coup de nos tourmens et de nos maux ne s'accuse dans la physionomie des objets qui en ont été les témoins directs.

Comme il entamait son dixième tour de plage, il vit s'éloigner de la villa Mme April en compagnie de M. Carjal. Tous deux marchaient de ce pas lent et désorienté que l'on prend dans les endroits où l'on vit en passant, où l'on sort sans but, parce qu'il faut sortir. Ils causaient d'un air tranquille, tantôt à distance l'un de l'autre, tantôt familièrement rapprochés, en gens accoutumés à se fréquenter et peu en peine de la correction de leurs allures. Germaine, qui, décidément, portait son deuil en blanc, avait une toilette blanche à broderies noires; M. Carjal, un veston noir et un pantalon blanc. Cette similitude de nuances dans leurs costumes respectifs agaça Maxime.

S'il y avait eu, dans le voisinage, une maison, un arbre, un abri quelconque pour le dérober aux regards, il eût eu recours à sa protection. Il éprouvait une espèce de honte indéfinissable à se laisser voir; et, faute de mieux, il décrivit un long circuit pour passer loin des promeneurs, et aussi pour se retrouver derrière eux. En exécutant cette manœuvre, il lui semblait qu'on l'épiait, que, sur cette

plage nue et vide, sa personne était l'objectif de tous les regards, et particulièrement de ceux de Germaine.

En cet instant, il regrettait d'avoir envoyé sa lettre ; il eût voulu que les choses fussent demeurées au point où les avait mises l'entrevue de la veille. Et il pestait contre lui-même. Mais, au moment où, revenu sur ses pas, il s'apprêtait à suivre le couple, déjà fort éloigné, il fut interpellé par Mme Carjal, qui, à son tour, sortait de la villa.

— Hé! monsieur Rivols!

— Déjà de retour ! balbutia Maxime.

— Mon Dieu ! oui. La côte n'a plus de mystères pour nous, et les grands apprêts du départ de mon mari nous réclament... Tiens ! vous avez l'air drôle. A propos, vous savez que Germaine part avec nous, après-demain, pour Paris?

— Non, je ne savais pas,.. c'est-à-dire que...

Il n'acheva pas, se sentant gauche et sans contenance. La petite Mme Carjal, rose et fraîche, pimpante en sa toilette blanche, à galons de velours noir, qui était comme un rappel de celle de Germaine, le contemplait avec une compassion railleuse.

— Monsieur Rivols, je vous en prie, ne laissez pas voir cet abattement... Mon Dieu ! que je serais donc fière d'allumer partout ainsi sur mon passage de ces incendies d'hommes et de laisser derrière moi semblable parfum de roussi ! Mais voilà, tout le monde est aimable avec moi, et personne ne m'aime... comme on aime Germaine... Donnez-moi donc le bras que je rejoigne M. Carjal... Tenez! mon mari lui-même, il n'a jamais eu à mon endroit de ces sentimens qui flattent profondément une femme ; et il est pourtant capable d'avoir de ces sentimens-là : il me l'a prouvé... avec d'autres. Allons, votre bras !

— Mais, madame, je n'avais pas l'intention de troubler l'entretien de Mme April avec M. Carjal.

— Eh! oui, vous aussi, je sais bien, fit Maria en soupirant avec une petite mine gouailleuse, la plus maligne du monde... Oh! c'est étonnant ce qu'elle en a mis en cet état .. des amis, des parens, le commis qui lui vend de la soie ou des gants, le médecin qui la soigne... Je suis sûre que, à son lit de mort, elle décochera des œillades au curé qui viendra l'administrer... Et cela, pour rien, pour le plaisir, quelquefois même sans le faire trop exprès. Eh bien ! à mon avis, ce n'est pas juste, ces choses-là ; les femmes comme elle devraient y être prises de temps en temps, pour l'exemple, pour la morale. Ça lui arrivera peut-être un de ces jours, mais pas encore cette fois-ci, puisqu'elle s'en va, vous abandonnant à votre malheureux sort.

— Ma foi! madame, dit Maxime, qui avait eu le temps de se re-

mettre, je devine que ce que vous me faites l'honneur de me dire renferme un sens des plus plaisans, mais c'est vainement que je m'évertue...

— Bah! laissez donc! interrompit Mme Carjal en s'emparant du bras de Rivols et en l'obligeant à faire quelques pas avec elle. Je m'y connais : j'ai vu cela de près. Heureusement, ça passe, comme le reste, comme l'amour des maris pour leurs femmes. Que ce soit pour les leurs ou pour celles des autres, au point de vue du sérieux et de la durée, c'est bien la même chose, allez!.. Enfin, vous m'affligez. Mais, croyez-moi, renoncez-y, n'y songez plus; vous n'arriveriez jamais à rien : Germaine est la vertu même,.. parole d'honneur!

Elle lui lâcha le bras et le salua de la tête, toujours souriante, mais avec une singulière ironie, mêlée de sérieux, dans le sourire.

En s'entendant bafoué de la sorte par les moqueries de Mme Carjal, Maxime avait senti redoubler son malaise; pourtant, ce fut une impression de soulagement, presque de satisfaction, qu'il éprouva dès qu'il lui fut loisible d'analyser les propos qu'il venait d'entendre, autrement dit dès que la joviale Maria, décidément moins enfant qu'elle n'en avait l'air, se fut éloignée. Quand, encore sous le coup de sa terrible déconvenue, il avait aperçu Germaine côte à côte avec Luc Carjal, il ne s'était pas fait faute d'évoquer les conjectures les plus désobligeantes sur le caractère des relations, — au moins des relations passées, — de ces deux personnages. Car sa rancune hésitait encore entre deux jugemens : il ne savait pas bien, en définitive, s'il avait eu affaire à une coquette du genre le moins énigmatique, et aussi le plus inoffensif, à une coquette dévergondée, pouvant aller, dans certains cas, jusqu'à compléter ses avances par l'offre de sa personne, ou, au contraire, à une coquette de l'espèce froide et impassible. Les larmes répandues par Germaine étaient aussi difficiles à expliquer dans une hypothèse que dans l'autre, puisque les femmes sans mœurs ne s'amusent guère à pleurer avant la faute, et que les simples coquettes n'ont pas le don des larmes, n'étant pas d'émotile complexion. Et, en vertu du besoin de sévérité rancunière des mécontens, il inclinait naturellement vers la sentence la plus rigoureuse et la plus flétrissante. Mais son amour-propre et son amour n'y trouvaient qu'à demi leur compte. C'est, en effet, une insupportable humiliation pour un homme d'échouer auprès d'une femme qui, n'étant pas invaincue, ne saurait être considérée par lui comme invincible; et, si l'on peut, à la rigueur, se consoler d'avoir été berné par une inhumaine, faisant profession d'inhumanité, le déboire est autrement senti lorsqu'il s'agit d'une cruelle intermittente. Aussi Rivols avait-il quelque joie à se dire, en voyant se perdre dans le lointain ensoleillé de la

plage les deux silhouettes blanches et noires, que les allusions, si directes et si intentionnellement explicites, de Mme Carjal avaient eu surtout pour but de lui révéler une Germaine à l'abri des égaremens sensuels et des défaillances inopinées, une Germaine également habile à se promettre et à se refuser. Celle-là, il pouvait déplorer de l'avoir perdue, il pouvait lui reprocher de lui avoir donné beaucoup d'espoir pour bien peu de félicité ; mais il pouvait aussi l'aimer encore sans nouvel affront et sans abaissement plus complet. Il n'était pas assez vicieux pour connaître expérimentalement cet attrait de l'abjection, ce vertige de la boue, par suite duquel, aux yeux de certains hommes, les mouchetures de fange valent des grains de beauté, comme, aux yeux d'autres pervertis, les laideurs et les tares physiques valent des charmes rares : une Germaine déjà souillée d'adultère l'eût moins sûrement retenu captif qu'une Germaine à tout jamais insensible et décevante. Il était incapable d'éprouver la moindre recrudescence de passion en acquérant des preuves de l'inconduite de la femme aimée, autant qu'il était peu disposé à se réjouir des misères secrètes de sa beauté, à pousser des cris de joie en lui découvrant des taches ou des verrues sur le corps : il lui suffisait des défauts visibles qui l'avaient séduit de prime-abord.

Tous les hôtes du Nid vinrent ensemble faire leurs adieux aux habitans du chalet des Berceaux ; et ce fut une visite singulièrement pénible et difficultueuse pour tous, — même pour M. Carjal, qui, n'ayant fait qu'entrevoir les Rivols et devinant, à l'allure traînante de de la conversation, quelque mystérieux refroidissement entre eux et Mme April, avait bien du mal à louvoyer au milieu des récifs et des écueils qu'il devinait à fleur d'eau, sans les distinguer. Heureusement pour lui, il avait beaucoup voyagé, ce qui lui permettait de parler longtemps sans avoir rien à dire. Gisèle embrassa Germaine à la porte du jardin, avec la tendresse accoutumée.

— J'irai, lui dit-elle, t'embrasser encore demain matin.

— Non, non, je t'en prie, répondit Mme April, ne te dérange pas. Nous serons dans les malles, dans les paquets jusqu'au cou... Nous nous reverrons bientôt, n'est-ce pas ? Dès lors...

Elle avait l'air de ne pas tenir énormément à l'accolade de l'étrier, ce qui dénotait comme une vague rancune ou une gêne, après tout assez explicable.

Il était près de sept heures ; la nuit venait, après un jour un peu sombre, avec cette affligeante promptitude, ces allures de surprise, qui, dès la mi-septembre, vous jettent aux épaules des frissons d'hiver, aussitôt que le soleil a cessé de rougir l'horizon. Du fond de la vallée, comme une haleine humide, une fraîcheur montait ; au loin, par-delà les maisons, sous le gris opaque du ciel, que ne teintait plus le pourpre du couchant, on devinait la mer, grise aussi, morne et

somnolente. Gisèle, subitement transie, rentra la première, tandis que Maxime, qui s'était avancé sur la route, saluait ses visiteurs d'un dernier adieu et d'un dernier souhait de bon voyage. M. et Mme Carjal avaient pris les devans. Le jeune homme se trouvait à quelques enjambées de Germaine. Depuis un instant, il la regardait qui s'enveloppait d'un air frileux dans un court manteau noir garni d'une frange espagnole, dont ses frissonnemens coquets secouaient artistement les pompons et la chenille; il la regardait, qui s'apprêtait à rejoindre ceux qu'elle accompagnerait le lendemain, pour le fuir à jamais; et il la regardait avec un attendrissement terrible, sentant les sanglots se nouer dans sa gorge, et son cœur se fendre, et gémir tout son être en un grand déchirement. Elle, ne le regardait pas, mais, sans hâte, quoique frissonnante, cherchait pour la troisième fois, avant de se remettre en marche, à rattraper le pan de son manteau qui lui échappait. Tout à coup, Maxime franchit la distance qui le séparait de Germaine et, l'aidant à se draper dans son vêtement :

— Germaine, fit-il à voix basse, pardon!

— Ah! murmura-t-elle, vous avez raison de me demander pardon. Votre lettre est abominable ; elle est encore là dans ma poche, et elle me brûle... Tenez, la voici ; reprenez-la et relisez-la, pour bien apprendre jusqu'à quel degré d'injustice et de brutalité un homme peut s'abaisser, et ce qu'un moment de faiblesse ou d'oubli peut valoir à une femme d'humiliations et d'offenses!

— Germaine, répéta-t-il en froissant la lettre qu'elle lui tendait, pardon!.. Ah! croyez-moi, pour apprécier avec exactitude l'intensité d'un amour quelconque, il est plus sûr de sonder l'abîme où il peut nous faire descendre que de mesurer les cimes où il peut nous faire monter...

— Bien, bien! je vous pardonne, dit-elle avec cette grâce agressive et ce regard enjôleur dont il semblait qu'elle ne pût se déshabituer. Adieu! Tout ce qui m'importe, c'est que vous n'ayez pas de moi d'autre mauvaise opinion que celle que vous en a justement donnée ma trop expansive sympathie.

D'un mouvement prompt, elle serra autour d'elle les plis de son manteau, et elle s'éloigna rapidement, en faisant sonner ses talons sur la route.

Maxime regagna le chalet à pas lents : il tournait le dos à l'amour et rebroussait chemin vers le devoir.

XV.

— Comment! tu vas aller à Paris? Mais nous y devons rentrer à la fin du mois!

— Il le faut bien ; ma pièce,.. mes affaires... C'est d'autant plus indispensable que, si Jenny ne va pas tout à fait bien, cet hiver, il faudra la conduire à Cannes, ou à Menton, ou en Italie.

— Alors, tu partiras demain ?

— Demain matin, oui.

— Tu ne songeais pas à ce départ, pourtant, avant-hier ?

— Je n'y songeais pas, parce que je n'avais pas lieu d'y songer, dit Maxime en se levant de table. C'est un écho de théâtre, lu ce matin même, qui m'a mis la puce à l'oreille.

— Ah ! fit Gisèle en quittant la table à son tour, c'est bien !

Dans la petite salle à manger rectangulaire, meublée tout en bambou, un gai soleil entrait par l'unique fenêtre, devant laquelle les roses remontantes de l'automne entrelaçaient leurs dernières floraisons.

— Enfin, pour combien de temps pars-tu ?

— Pour quelques jours, peut-être une semaine,.. peut-être moins,.. que sais-je ? En tout cas, pas pour longtemps.

— Et... c'est pour affaires, par nécessité, que tu me quittes,.. que tu nous quittes ?

— Évidemment.

— Ah !

Gisèle, debout près de la table, où elle appuyait sa main, était pâle, avec les narines pincées et les yeux gros des gens qui dominent à grand'peine une forte émotion ou une colère grandissante.

— Eh bien ! reprit-elle, et ton café, que tu oublies ?

Elle s'apprêtait à le lui verser. C'était une de ses habitudes les plus anciennes et les plus chères que de le servir de la sorte, aussi souvent que possible, après avoir congédié la femme de chambre, en se chargeant elle-même de tous les détails du service. Au temps lointain de leur lune de miel, elle avait exigé qu'il ne recourût qu'à elle en ces mille circonstances où elle pouvait l'assister sans le secours de personne. — Ce gracieux besoin de domesticité volontaire, cette interversion des rôles n'est-elle pas, d'ailleurs, la forme la plus fréquente et la moins suspecte de toute grande tendresse de femme ? Toute femme éprise ne pourrait-elle pas bien dire, avec certaine héroïne rustique : « Ma joie, c'est tout le mal que je me donne pour lui ? »

— Merci, dit-il, merci !.. ma chérie. J'ai fini.

Elle reposa avec une certaine brusquerie la cafetière fumante sur la table. Puis, le regardant en face, mais parlant avec effort :

— Maxime, ce que tu vas faire n'est pas bien.

— Ce que je vais faire ?.. Mais... Ah ! ma chère enfant, il ne faut pas que ton affection devienne à ce point tyrannique. Par faiblesse,

par condescendance, par tendresse aussi, j'ai constamment sacrifié ma liberté, sachant que mes absences, même les plus courtes et les plus motivées, ont le don de te faire larmoyer. Cependant, je ne peux pas sacrifier mes intérêts, qui sont un peu les tiens et ceux de notre fille...

— Les miens! s'écria Gisèle avec une amertume qu'elle n'essayait plus de dissimuler. Ceux de ta fille!.. Ta fille, sais-tu seulement qu'elle est malade?

— Je le sais, et je m'en préoccupe, puisque je me propose de la mener vers le soleil avant l'hiver.

— Soit; mais moi?

— Morbleu! ma chère petite, c'est enfantin, c'est ridicule! Il s'agit d'une absence de quelques jours. Ne dirait-on pas, vraiment?..

— Enfantillage, tant que tu voudras; mais je te demande de ne pas t'éloigner en ce moment, de remettre ce voyage,.. de ne pas le faire, puisque, dans quinze jours, il sera inutile. Dès que nous en aurons fini avec cette petite rechute de Jenny...

— N'insiste pas, Gisèle, dit Maxime, qui s'impatientait. Je t'assure que c'est ridicule et irritant.

— Tu ne veux pas m'accorder cette légère satisfaction, me faire ce petit sacrifice?.. Eh bien! va; tu es le maître. Je ne te menace pas, remarque... Mais je t'affirme que ta conduite est coupable et que tu te repentiras...

— Ah! c'est vraiment trop! Que diable signifie?..

Il rencontra le regard de sa femme, obstinément fixé sur le sien, et il eut peur d'entendre une réponse catégorique s'il achevait sa question. Aussi se borna-t-il à ouvrir la porte en haussant les épaules avec dédain et colère.

Toutefois, il eut un remords et revint sur ses pas.

— Allons! plus de ces sottises, de ces sornettes... Tu sais que je t'aime bien. En ce moment, je suis mal disposé, je m'emporte facilement. Bah! cela ne durera pas toujours. Nous sommes des lunatiques, nous autres. Mais ne me contrarie pas, ne t'amuse pas à me contredire... Encore une fois, je t'aime bien.

— Ah! si tu m'aimais comme je t'aime, pourtant! murmura Gisèle.

— Hélas! c'est la phrase de tous les amans, répliqua distraitement Maxime. Pourquoi est-ce l'histoire de tous les amours?

— Et c'est tout ce que tu trouves? dit Gisèle d'une voix sourde. Ah! tiens, va-t'en si tu veux. Je ne te demande plus rien. Va-t'en... Il y aura bientôt quarante-huit heures que tu ne l'as vue,.. celle qui ne t'aime pas non plus comme tu l'aimes!.. et qui me l'a dit.

— Hein? fit Maxime en se retournant.

— Va, va, pars ce soir plutôt que demain. Je préfère ne plus te revoir.

Un moment interloqué, Maxime fit un geste d'impuissance, comme quelqu'un qui renonce à comprendre. — Le soir, il était parti.

Derrière le rideau de la chambre de sa fille, Gisèle, les yeux secs, l'avait vu s'éloigner, une grande et lourde valise à la main. Lorsque la bonne de Jenny vint la relayer auprès de la petite malade, dont l'état ne s'était pas sensiblement aggravé, mais qui avait été reprise par une fièvre légère, laquelle ne cédait pas aussi vite que lors de la première atteinte, l'enfant lui dit :

— C'est drôle ! père est parti, et tu ne pleures pas, comme l'autre fois, quand il a été passer huit jours à Paris.

— Non ; cette fois, cela n'en vaut vraiment pas la peine.

Elle dut néanmoins se hâter vers la porte pour ne pas laisser voir ses larmes. De retour dans sa chambre, elle réfléchit longuement, la tête dans ses mains, laissant échapper des phrases entrecoupées : « Qui sait?.. Combiné, arrangé d'avance, peut-être... C'est elle qui a parlé la première de s'en aller... Lui, le surlendemain, il part aussi... Et cette hésitation qu'elle a eue, en me demandant si je croyais à l'efficacité du remède!.. Ah ! ce serait bien odieux de leur part ! Mais, maintenant, tout est possible... Oui, cela doit être... Cela est....Eh bien ! nous verrons ! »

Elle courut à une petite table, sur laquelle était posé un buvard de velours bleu, et, après avoir paru chercher l'adresse dans son souvenir, elle rédigea la dépêche suivante :

Albert April, envoyé de France, Radialstrasse, Buda-Pesth, Hongrie.

Présence peut être utile. Venez. Essentiel venir directement.

GISÈLE RIVOLS.

La jeune femme porta sa missive au télégraphe sans perdre une heure.

HENRY RABUSSON.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

MELCHIOR GRIMM

I.

LES DÉBUTS DE GRIMM A LEIPZIG ET A PARIS. — *LE PETIT PROPHÈTE.* — L'OPÉRA COMIQUE.

I. *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, par Grimm, Diderot, etc., nouvelle édition, par M. Maurice Tourneux, 1877-1882, 16 volumes. — II. Danzel, *Gottsched und seine Zeit*, 2e édition. Leipzig, 1855. — III. *La Jeunesse de Madame d'Épinay*, par MM. Lucien Perey et Gaston Maugras, 1882. — IV. *Dernières Années de Madame d'Épinay*, par les mêmes, 1883. — V. *Lettres de Catherine II à Grimm*, 1774-1786, publiées sous les auspices de la Société impériale pour l'histoire de Russie, par M. Grot. Saint-Pétersbourg, 1878. — VI. *Lettres de Grimm à l'impératrice Catherine II*, publiées par le même, publication non achevée. — VII. *Lettres manuscrites de Grimm à la landgrave Caroline de Hesse*, conservées aux archives grand-ducales de Darmstadt; inédites.

La renommée de Grimm a été tardive. A l'exception de deux ouvrages célèbres, et dans lesquels il apparaît surtout comme mêlé à des événemens de la vie privée, son nom tient peu de place dans les souvenirs et les correspondances du temps. Voltaire, qui le prenait pour un gentilhomme bohémien, ne le connut qu'assez tard et en Suisse. Marmontel avait été des dîners de garçons que donnait à quelques amis le jeune secrétaire du jeune comte de Frise, mais c'est tout ce qu'il en dit. Dans cette galerie de portraits un peu trop étudiés, posés un peu trop noblement, agréables du reste, qui orne ses *Mémoires*, celui de Grimm est absent. Les mémoires de l'abbé Morellet présentent la même lacune, et elle est encore plus inattendue chez

un ami de Diderot, un partisan de la musique italienne et un hôte assidu des salons littéraires. Morellet ne nomme Grimm qu'une fois, pour l'avoir vu aux vendredis de Mme Necker, et il l'oublie dans la liste des hommes de lettres dont il avait fait la connaissance chez le baron d'Holbach. Garat, à la vérité, met Grimm au nombre des étrangers de distinction que Suard avait rencontrés dans le monde, mais Garat déjà était averti ; il écrivait après la publication des *Confessions* de Rousseau et de la *Correspondance littéraire* elle-même. Qu'est-ce à dire, et comment s'expliquer l'indifférence apparente des contemporains à l'égard d'un homme qui nous paraît tenir, au contraire, une place assez considérable dans l'histoire littéraire du XVIIIe siècle? Comment concilier un rôle si effacé avec l'attachement extraordinaire que Diderot portait à Grimm, avec le portrait surtout que nous a laissé Rousseau, c'est-à-dire le peintre le moins prévenu en faveur de son modèle qui ait jamais tenu le pinceau? Grimm, dans les *Confessions*, est un bon compagnon, recherché, fêté, des plus répandus, doué en même temps d'un ascendant naturel devant lequel pliaient ses amis. Le problème, à y regarder de plus près, ne semble pas insoluble. Les pages des *Confessions* auxquelles je viens de faire allusion se rapportent à la jeunesse de Grimm, aux premières années de son séjour à Paris. Il était alors, en effet, homme du monde, passionné de musique et de spectacles, et son amour pour Mlle Fel, son rôle comme tenant du coin de la reine, son *Petit Prophète* l'avaient mis à la mode. Peu à peu, cependant, sa vie changea. Il avait entrepris la rédaction de la *Correspondance*, tâche considérable, à laquelle il était obligé de donner beaucoup de temps. De là des habitudes sédentaires. Ses relations avec Mme d'Épinay, femme d'une mauvaise santé, achevèrent de l'enlever au monde. C'était une éclipse. L'éclipse fut plus complète encore lorsque Grimm devint courtisan et diplomate, fit de fréquens voyages en Allemagne et de longs séjours en Russie. Il disparut dès lors des cercles littéraires, de sorte que ceux-ci finirent par l'oublier. Ainsi s'explique le silence qui se fait de plus en plus autour de son nom à mesure qu'on avance dans la seconde moitié du siècle. La personne de Grimm, ne l'oublions pas, ne nous est devenue familière que par les *Confessions* de Rousseau et les *Mémoires* de Mme d'Épinay. Or la seconde partie des *Confessions*, celle où il est question de Grimm, ne parut qu'en 1788, à la veille de la révolution, et les *Mémoires* ne virent le jour que trente années plus tard, lorsque l'ami de Mme d'Épinay était mort depuis onze ans. C'est à nous également qu'il était réservé d'apprendre toute la valeur de Grimm comme écrivain, sa réputation littéraire reposant essentiellement, on peut le dire, sur une correspondance qui était

destinée à être secrète et qui l'est restée, en effet, jusqu'en 1812. On comprend dès lors ce qui est arrivé. Le Grimm que nous connaissons avait échappé à ses contemporains. Ses débuts, à la vérité, avaient été brillans, ses premiers succès assez vifs, mais il s'était ensuite condamné à une sorte de retraite; il y avait disparu, et les révélations qui ont fait de Grimm, pour nous, l'une des figures du XVIIIe siècle sont postérieures à l'existence de la société qui personnifie ce siècle à nos yeux. La célébrité de Grimm est une célébrité posthume. Ajoutons que, pour nous-mêmes, elle est jusqu'ici restée dans le demi-jour. Grimm a été longtemps négligé au milieu des recherches dont l'époque où il vivait est devenue l'objet. Aucune étude importante ne lui avait été consacrée, sauf deux articles de Sainte-Beuve, en 1853, articles d'un grand prix comme tout ce qui est sorti de cette plume, mais dans lesquels le critique s'était exclusivement attaché aux jugemens littéraires de son confrère et précurseur. Le fait est qu'on manquait d'informations suffisantes. Une sorte d'anonymat continuait à peser sur le personnage. On avait à peu près dit tout ce que l'on en savait lorsqu'on avait résumé les récits de son ennemi et de sa maîtresse, et, quant à la *Correspondance*, personne n'était d'humeur à faire de ces nombreux volumes l'analyse rigoureuse, le dépouillement complet sans lequel il était impossible d'apprécier le penseur, le critique, l'écrivain, et, sous ces diverses faces, de retrouver l'homme.

Hâtons-nous de reconnaître qu'il n'en est plus ainsi. Plusieurs découvertes sont venues coup sur coup, et par une coïncidence inopinée, nous fournir une partie des renseignemens qui nous faisaient défaut.

On ne saurait proprement ranger au nombre des sources récemment ouvertes l'ouvrage allemand de M. Danzel sur *Gottsched et son Temps*, qui a paru en 1848, mais ce qui est vrai, c'est qu'on avait jusqu'ici négligé d'y chercher les passages qui concernent Grimm. Gottsched avait exercé une influence considérable sur la littérature de son pays. Il en avait été le législateur, l'oracle. Il reste comme le principal représentant de l'époque où régnaient les règles, et où ces règles consistaient dans l'imitation de nos écrivains du XVIIe siècle. Ce rôle, soutenu par une incessante activité et de nombreux ouvrages, avait donné au professeur de Leipzig une certaine notoriété de notre côté même du Rhin. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer dans le volume de M. Danzel un chapitre consacré aux relations de Gottsched avec les hommes de lettres de notre pays, et moins encore de trouver dans ce chapitre des lettres de Grimm, puisque celui-ci avait connu Gottsched avant d'arriver à Paris. Ces lettres ont un double prix pour nous : elles sont

curieuses par elles-mêmes, et elles jettent du jour sur une période de la vie de l'écrivain qui était entièrement ignorée.

Les *Mémoires* de Mme d'Épinay, où Grimm occupe une si grande place, nous étaient connus sous une forme incomplète; le premier éditeur en avait eu entre les mains une copie défectueuse, ou s'était permis des retranchemens. De nouvelles recherches ont récemment découvert le tort qui nous avait été fait et l'ont réparé. MM. Lucien Perey et Gaston Maugras ne se sont pas contentés de consulter un second manuscrit qui se trouve pour partie aux Archives, et pour le reste à la bibliothèque de l'Arsenal; ils se sont, en outre, mis en rapport avec les membres de la famille d'Épinay qui vivent encore, et ils ont été assez heureux pour en obtenir la communication d'un grand nombre de lettres. De ces matériaux sont sortis deux volumes, dont le premier, consacré à la jeunesse de Mme d'Épinay, renferme des morceaux qui ne le cèdent en rien aux meilleures pages des *Mémoires*. Le portrait de Mme de Roncherolles, ceux de Mme de Maupeou et de M. de Preux sont des chefs-d'œuvre de piquant et de grâce. Le second volume, qui nous retrace les dernières années de Mme d'Épinay, n'est pas sans quelques longueurs. Le récit de la ruine du mari et des extravagances du fils y tient trop de place. Mais ce défaut est racheté par les détails donnés sur le séjour de Mme d'Épinay à Genève, sur Voltaire, sur Grimm enfin et les voyages toujours plus fréquens auxquels l'obligeaient ses aspirations diplomatiques. Cette partie de la carrière de l'écrivain avait justement, et à l'égal de sa jeunesse, besoin d'éclaircissemens. On remarquera en particulier, dans l'ouvrage de MM. Perey et Maugras, un fait qui était resté inconnu, la disgrâce qui mit fin à la mission de Grimm comme ministre de la ville libre de Francfort à Paris, et les causes de cette destitution.

La publication de la correspondance entre Grimm et Catherine a été un événement, j'ose le dire, pour la mémoire de l'un et de l'autre. L'impératrice s'y montre avec tant d'abandon, elle y laisse si bien voir la femme à côté de la souveraine, tout ce spectacle est si nouveau, si étrange, qu'on se prend d'abord à oublier la place que Grimm occupe dans ce commerce épistolaire. Et, cependant, c'est une addition bien précieuse aussi à la biographie de l'écrivain que le chapitre dont elle vient ainsi de s'enrichir. On y prend sur le fait le courtisan, l'homme d'affaires, l'agent politique; on saisit quelque chose de cette activité secrète qu'on savait avoir rempli sa vie pendant les vingt années qui précédèrent la révolution, mais dont on ignorait absolument les détails. La publication de ces inestimables documens est due à la Société impériale d'histoire de Russie, dont les travaux avaient déjà mis au jour plusieurs pièces in-

téressantes pour l'histoire et la littérature de notre pays. Les lettres de Catherine, qui ont paru en 1878, remplissent tout un volume de la collection ; Grimm avait religieusement conservé ces lettres, il était parvenu à les faire sortir de France en 1791, et il avait pris des mesures pour qu'elles fussent renvoyées à Pétersbourg après sa mort. Il ne paraît pas que Catherine eût mis tout à fait le même soin à conserver les réponses de Grimm. Le fascicule qu'en donna la Société d'histoire russe en 1880 ne renfermait que les débris d'une correspondance qui avait duré vingt ans, mais une heureuse trouvaille dans un château de Pologne a dernièrement doublé cette collection, et les éditeurs, au lieu de faire de ces lettres un supplément au volume déjà imprimé, ont jugé avec raison qu'il valait mieux les fondre dans une réimpression complète. M. Jacques Grot, qui s'est chargé de cette nouvelle tâche comme il s'était chargé de la première, touche aujourd'hui au terme d'un travail auquel il a apporté autant de compétence que de zèle. C'est lui qui a bien voulu obtenir pour moi de la Société d'histoire russe la communication des bonnes feuilles de la publication dont il s'agit ; je le prie de recevoir, ainsi que ses collègues, l'expression de ma reconnaissance pour cet acte de confraternité littéraire. Je n'ai pas été moins sensible aux services que m'ont rendus M. Wilhelm Creizenach, aujourd'hui professeur à l'université de Cracovie, en me fournissant divers éclaircissemens, et M. Walther, de Darmstadt, en faisant copier pour moi les lettres de Grimm qui sont conservées dans les archives grand-ducales de cette ville.

Après tout, le vrai titre de Grimm à notre attention, ce n'est ni ses relations avec Catherine, ni sa liaison avec Mme d'Épinay, ni sa brouille avec Rousseau; tout cela exciterait évidemment moins d'intérêt si Grimm n'était l'auteur de la *Correspondance littéraire* dont M. Maurice Tourneux vient de nous donner une meilleure édition. Parmi les documens dont la récente publication semble appeler une nouvelle étude sur l'écrivain qui va nous occuper, les volumes de M. Tourneux prennent le premier rang.

La *Correspondance littéraire* de Grimm était restée secrète pendant tout le temps qu'elle dura. On a même lieu de s'étonner que le mystère ait été si bien respecté, car il n'est pas un passage, dans les écrits contemporains, qui trahisse la connaissance du travail si assidu, cependant, si absorbant, auquel se livraient l'auteur et ses secrétaires. L'existence du journal manuscrit ne fut guère révélée que par la publication qui en fut faite en 1812 et 1813. La copie qui servit à cette impression avait été trouvée, dit-on, en 1806, à Berlin, lors de l'occupation française. L'ouvrage, malgré les mutilations qu'il avait subies du fait, soit des éditeurs,

soit de la censure, appela tout de suite l'attention, et à l'étranger aussi bien qu'en France. Il s'en fit même une réimpression en Angleterre. Jeffrey, dans la *Revue d'Édimbourg*, lui consacra deux articles; la *Quarterly* alla jusqu'à trois. Byron lisait Grimm à Ravenne, en 1821 : « Un grand homme en son genre, » écrivait-il. Ce succès, non moins que les imperfections de l'édition, engagea M. Taschereau à en donner une seconde, qûi parut en 1829 et 1830, en quinze volumes, auxquels on joint un volume de supplément formé des morceaux jadis supprimés par la police impériale. Il restait cependant encore beaucoup à faire pour donner la *Correspondance littéraire* en un état qui pût être appelé définitif. Un grand nombre de passages étaient restés inédits malgré le supplément de 1829 : il importait de les rétablir. Le manuscrit sur lequel avait été faite la première édition ayant été détruit, il fallait tâcher d'en découvrir un autre afin d'instituer une collation sans laquelle le texte aurait manqué d'une autorité suffisante. Il y avait enfin à ajouter, et beaucoup, aux annotations des précédens éditeurs. Telle est la tâche que s'est imposée M. Tourneux, déjà mis en train et en goût de recherches par la part qu'il avait prise à l'édition des œuvres de Diderot. Son zèle l'a d'ailleurs bien servi. Ayant su que la bibliothèque ducale de Gotha possédait un exemplaire des feuilles manuscrites de Grimm, et s'étant rendu sur les lieux pour en prendre connaissance, il y trouva, outre ce qu'il cherchait, une autre correspondance. C'est celle qu'avait rédigée l'abbé Raynal, et dont l'entreprise de Grimm fut proprement la continuation. Il était donc naturel de l'y joindre, et personne ne reprochera à M. Tourneux de l'avoir mise au jour. Mais le plus grand service que le jeune savant ait rendu au lecteur est incontestablement d'avoir séparé ce qui, dans la *Correspondance littéraire*, appartient au rédacteur principal et ce qui a été l'œuvre de ses collaborateurs et continuateurs. Grimm, après quinze années de labeur, se lassa de sa tâche de nouvelliste et tourna ses vues vers des occupations à la fois plus lucratives et plus honorifiques. Dès 1768, il se néglige, s'absente, et laisse volontiers la plume à Diderot. Mme d'Épinay, qui l'avait certainement déjà aidé, prend également une part croissante au travail de son ami. Puis vint l'abandon définitif. Grimm, en 1773, partant pour l'Allemagne et la Russie, s'en était remis, pour le gros de la Correspondance, à Henri Meister, un jeune Zurichois qu'il s'était attaché comme secrétaire; de retour à Paris après dix-huit mois d'absence, il fit plus, et, selon l'expression de Meister lui-même, il « lui remit toute la boutique avec ses charges et ses bénéfices. » Il en résulte que, de 1773 à 1790, époque à laquelle le journal prit fin, ce journal n'est plus l'ouvrage de Grimm, et que, pour connaître les opi-

nions et apprécier le talent de celui-ci, c'est aux vingt années précédentes, c'est-à-dire à huit volumes environ sur les seize de l'édition nouvelle, que nous devons nous en tenir. L'importance de cette distinction est mise dans tout son jour par l'erreur où, faute d'avoir été averti comme nous le serons désormais, Sainte-Beuve est tombé dans ses articles des *Lundis*. Il y attribue à Grimm, sur Shakspeare et Montaigne, sur Duclos et Rousseau, des jugemens qui datent d'une époque où Grimm était devenu étranger à la *Correspondance*. Le morceau sur Montaigne, en particulier, que Sainte-Beuve qualifie de délicieux, porte visiblement l'empreinte d'une autre manière. Il est plus délicat que n'était Grimm, et moins échauffé que n'était Diderot; je n'hésite point, pour ma part, à le mettre au compte de Mme d'Épinay, une fine et charmante plume et qui ne me semble pas estimée à son prix (1).

Aux obligations que nous avons à M. Tourneux pour la manière dont il a rempli ses fonctions d'éditeur, nous devons ajouter un texte beaucoup plus complet que celui des éditions précédentes, un grand nombre de lettres jusqu'ici dispersées dans d'autres publications ou inédites, l'abondance des notes, enfin et surtout une table générale à laquelle, après un long usage, je n'ai véritablement pas grand'chose à reprocher. C'est dans cette table qu'on trouvera l'indication, au moyen d'un astérisque, des morceaux qui paraissent aujourd'hui pour la première fois. A la bonne heure! mais pourquoi ne pas avoir plutôt fourni cette indication dans le cours de l'ouvrage, en tête de chacun des articles qu'elle concerne? M. Tourneux s'est ainsi fait tort à lui-même en dissimulant tout ce que son édition présente de vraiment nouveau. Comment aussi ne pas regretter que la table des noms propres n'ait pas été suivie d'un index des sujets traités dans ces volumes? Un pareil travail aurait considérablement facilité l'usage d'un livre destiné à être consulté plutôt qu'à être lu. Quant à la biographie de Grimm, M. Tourneux n'a pas cru devoir ou pouvoir l'aborder; nul, cependant, n'était mieux en état que lui de combler cette lacune de notre littérature, et j'avoue que je lui en veux un peu de m'en avoir laissé le soin.

I.

Frédéric-Melchior Grimm naquit à Ratisbonne, le 26 septembre 1723. « Je suis né, dit-il quelque part dans la *Correspondance*, ci-

(1) Une indication du manuscrit de Gotha paraît attribuer l'article dont il s'agit à Meister, mais Meister déclare lui-même qu'il arrangeait à sa façon les pages que lui fournissait Mme d'Épinay, et telle a été vraisemblablement ici la part des deux écrivains.

toyen libre d'une ville impériale. » Et ailleurs, écrivant à Catherine : « Je suis venu au monde sans fortune. » Son père, l'un des pasteurs de la ville, était recteur ou président (*superintendant*) des églises luthériennes du Palatinat. Nous ne savons rien de sa famille que par quelques allusions dans ses lettres. Sa mère vivait encore en 1769, âgée de quatre-vingt-cinq ans. Il la revit à cette époque, ainsi que des frères, des neveux et des nièces, et se montra enchanté de la visite qu'il leur avait faite. La vanité pouvait y être pour quelque chose, car il avait retrouvé les siens en possession d'une position honorable dans sa ville natale. « Si Votre Altesse, disait-il à la landgrave de Hesse, passe jamais par Ratisbonne, c'est mon frère aîné qui aura l'honneur de la haranguer en bel allemand, à la tête du *magistrat* (c'est-à-dire du corps municipal), en lui présentant le vin d'honneur. » Il hérita même plus tard de ce côté-là.

Fils de pasteur, l'éducation de Grimm dut être soignée. Ses goûts littéraires, en tout cas, furent précoces, témoin la lettre suivante adressée à Gottsched, professeur de philosophie et de poésie à l'université de Leipzig. Grimm n'avait pas dix-huit ans lorsqu'il écrivit cette lettre et il n'avait pas encore quitté Ratisbonne.

« C'est véritablement un acte d'audace inouïe que je me permets, mais le respect inexprimable que m'inspire votre immense mérite m'a donné un tel désir de faire votre connaissance que je n'ai pu y résister plus longtemps. Il est vrai que j'aurais quelques prétextes à alléguer pour excuser ma démarche. Mon frère, qui a servi de compagnon à M. le docteur Steger dans ses voyages, qui a eu l'honneur de faire la connaissance de Votre Magnificence, et qui se trouve en ce moment à Francfort, dans la suite et comme *hofmeister* du baron de Schœnberg, à l'occasion de l'élection impériale, m'a chargé de rassembler pour vous et de vous envoyer les pièces ci-jointes. Je ne nierai pas, cependant, que mon principal motif ne soit de montrer à Votre Magnificence quelle vénération j'éprouve pour ses incomparables mérites. Je l'avouerai donc sans détour, je suis un jeune homme qui doit se rendre à l'université de Leipzig dans un an et demi. Outre que j'étudie ici, au gymnase, la langue latine et autres branches de la littérature, je trouve mon plus grand plaisir dans les ouvrages des moralistes, et, en général, dans les livres qui me paraissent bien écrits... Notre Ratisbonne, malheureusement, n'a pas une seule véritable boutique de libraire. C'est ainsi que je n'y ai jamais rencontré un seul des incomparables écrits de Votre Magnificence. Mais mon frère, celui dont je parlais tout à l'heure, m'a fait, il y a quelques années, et avant de partir pour ses voyages, le plaisir de me donner votre *Art poétique*, ainsi

que le *Traité des études* de Rollin, traduit par Schwab. Je ne saurais décrire la joie avec laquelle j'ai lu ces livres. Mes yeux se sont ouverts pour la première fois et ont vu ce que c'est que la véritable science. Mon frère, en outre, en revenant dernièrement de Leipzig, m'a apporté votre *Traité de l'art oratoire*, que j'ai lu avec la même avidité et qui a achevé de m'ouvrir l'esprit. J'ai découvert que j'avais souvent pris pour des beautés le vernis dont quelques faux savans aiment à se parer. Toutefois, que Votre Magnificence me permette de le lui dire, j'ai trouvé, dans les deux ouvrages que je viens de nommer, une modestie exagérée. Je tiens pour sot et vil celui qui ne reconnaît pas que l'Allemagne vous doit, à vous uniquement, le développement de sa langue, de sa poésie et de son éloquence, et j'espère vivre assez pour voir l'Allemagne dépasser l'étranger dans toutes ces branches de la littérature. Et c'est au grand Gottsched qu'on le devra, car c'est par ses glorieux efforts que le bon goût a été réhabilité dans notre patrie. C'est lui qui a éperonné ses concitoyens et les a poussés à la noble imitation des anciens Grecs et Romains et des modernes Français. Mais il m'est impossible, aujourd'hui, de croire que l'Allemagne ne soit pas tout aussi avancée que les autres états. En Italie, le mauvais goût règne généralement. La France est très avancée; mais, à un Boileau, un Rollin, un Fontenelle, un Voltaire, en un mot à toutes les grandes lumières de ce pays, n'avons-nous pas notre Gottsched à opposer? Ce que l'Angleterre admire dans son Newton, son Addison, son Steele, etc., ne le vénérons-nous pas aujourd'hui dans notre immortel Gottsched? En lui tout seul nous possédons réuni tout ce qui, dans les autres pays, existe divisé. Et si la France se glorifie de sa Mme Dacier, nous pouvons nous vanter de notre Mme Gottsched!

« ... L'admiration que je ressens pour Votre Magnificence a été souvent pour moi d'un grand avantage. C'est elle en particulier qui m'a valu l'intime amitié de M. de Schœnberg, le digne fils du ministre de Saxe. D'une tête excellente et d'un esprit ouvert, il a toujours trouvé son plus grand plaisir à feuilleter avec moi vos écrits. Il a fini par m'appeler le *critique*, parce que nous mettions tout en question et jugions tout selon notre sentiment : « Critique, me disait-il quelquefois, j'ai entendu aujourd'hui un mauvais sermon; c'était contraire au bon goût! »

La lettre est longue, et quelque amusante qu'elle soit par sa naïveté, je n'ose la donner tout entière. Le jeune enthousiaste envoie au maître, avec diverses productions du cru natal, des poésies de sa propre façon, une satire contre les contempteurs de la philosophie et une ode. Il s'enhardit enfin et ne cache pas que son plus ardent désir serait, possédant déjà le portrait de Gottsched en

tête d'un de ses ouvrages, d'avoir également celui de Mme Gottsched, auteur aussi de plusieurs livres. Il en avait lu un et il en avait remporté la conviction que personne n'était digne d'être uni à une pareille femme, excepté Gottsched lui-même. Grimm termine en se plaignant de nouveau de l'état de la librairie dans la ville qu'il habite. Il a vu dans les journaux l'annonce du *Théâtre allemand selon les règles des anciens Grecs et Romains*, recueil de pièces dramatiques de divers auteurs, dont Gottsched avait commencé la publication l'année précédente ; il a chargé son libraire de lui rapporter cet ouvrage de la foire de Leipzig, et il l'attend avec une impatience qu'il ne saurait décrire, mais il craint que ce ne soit en vain. Cet homme ne lui avait-il pas promis les *Essais critiques* depuis plus d'un an, et il ne les a pas encore reçus : « Telle est, dit-il, la difficulté d'avoir de bons livres à Ratisbonne ! »

La candeur juvénile de cette lettre n'aurait pas suffi pour me la faire citer, mais à part le coup d'œil qu'elle nous permet de jeter sur la condition des lettres en Allemagne au milieu du siècle dernier, il semble qu'on y saisisse déjà deux des traits du caractère de Grimm tel que nous le verrons se dessiner plus tard : la curiosité de l'esprit et le manque de mesure et de finesse dans la flatterie, — à moins pourtant que la finesse en ce genre soit précisément de n'y pas mettre de mesure. Grimm était né courtisan. Précoce et utile savoir-faire ! N'oublions pas qu'il se trouva de bonne heure dans une position de dépendance et presque de domesticité. Les fils du pasteur de Ratisbonne avaient besoin de protecteurs. La lettre que je viens de citer a ceci de curieux qu'elle nous montre le frère aîné remplissant précisément les offices dans lesquels Melchior devait lui-même débuter. Il sert de compagnon de voyage à l'un, il est attaché à la maison de l'autre. Nous allons bientôt voir notre Grimm *hofmeister* à son tour et, qui plus est, dans la même famille. Ratisbonne était, depuis quatre-vingts ans, le siège des diètes de l'empire ; le baron, plus tard comte de Schœnberg, qui représentait la Saxe électorale à la diète, y résidait. Protestant lui-même, il y avait fait la connaissance du superintendant ecclésiastique et s'était intéressé au sort de ses enfans. Ainsi que nous venons de le lire, il avait pris l'aîné à son service et l'avait emmené à Francfort. Le second, le nôtre, achevait pendant ce temps ses études au gymnase, où il avait pour camarade et ami l'un des fils du comte. Ces Schœnberg ou Schomberg, comme on les appelait chez nous, étaient, j'imagine, de la même souche que les Schomberg de Misnie qui s'étaient établis en France dès le XVIe siècle et qui nous ont donné trois maréchaux, celui, entre autres, qui épousa Marie de Hautefort, l'amie de Louis XIII et l'ennemie de Richelieu. Jean-

Frédéric de Schœnberg, le protecteur de Grimm, était, en Saxe, conseiller privé, ministre du cabinet, et, nous l'avons dit, ambassadeur près la diète. Il eut deux fils, dont le second entra au service de son pays et suivit exactement la même carrière que son père, tandis que l'aîné, Gottlob, entra au service de France, devint lieutenant-général et ne quitta notre pays qu'à la révolution. C'est avec celui-ci, plus jeune que lui de trois ans, que Grimm s'était lié sur les bancs de l'école : « C'est mon ami depuis l'âge de onze ans, écrivait-il à Catherine en 1790; il risque d'être ruiné de fond en comble par la sublime assemblée nationale, ainsi que tout le militaire de France ; mais il est philosophe et il n'a qu'une passion : c'est celle de la bonne femme. » (Catherine elle-même.) M. Tourneux a découvert et publié cinq lettres du général Schomberg à Grimm, auxquelles il en faut ajouter trois communiquées par Grimm à la tsarine. Ces lettres sont intéressantes à plus d'un titre. Schomberg s'y montre admirateur enthousiaste de Frédéric, de Catherine et de Voltaire, qu'il n'appelle que l'homme admirable. Il a conservé le goût des lettres, cite son Horace et se console dans l'émigration par la lecture de Plutarque, grâce auquel, dit-il, il est parvenu à se rendre presque aussi heureux que s'il était mort. Pessimiste prononcé, bien que sans aigreur, il se raille des profondeurs de sagesse et de bonté qu'on attribue à la Providence. Ses relations avec Grimm, après cinquante années de connaissance, étaient restées des plus affectueuses : « Veuillez, lui demande-t-il, écrire de temps en temps quelques lignes à votre ami le plus ancien, le plus fidèle et le plus tendre. »

Le second des fils du comte de Schœnberg, celui qui revêtit des fonctions publiques en Saxe, avait huit ans de moins que son frère, de sorte que Grimm, qui avait été le camarade de l'un put être le précepteur de l'autre. Il l'avait eu pour élève pendant quatre ans, dit-il à Catherine en le recommandant pour un cordon de Saint-André.

Mais revenons au collégien que nous avons laissé au gymnase de Ratisbonne, envoyant à Gottsched des épîtres tout émues de crainte et d'admiration. Il annonce, dans une seconde lettre, un nouveau fruit de sa veine poétique. Il a fini par se procurer le *Théâtre allemand*, et il s'est mis en tête de faire, lui aussi, une tragédie. Melchior en est déjà au troisième acte ; il espère avoir fini pour l'époque de la foire et envoyer alors son ouvrage à Gottsched pour le soumettre à son jugement. Il faudra que le maître soit bien difficile pour ne pas être satisfait, car son disciple lui apprend qu'avant de se mettre à l'œuvre, il a eu soin de lire la *Poétique* du professeur, et il l'assure qu'il s'est appliqué à observer les trois unités et toutes

les autres règles dont il a connaissance. Gottsched, à en juger par une troisième lettre, accueillit, en effet, assez bien l'essai du jeune homme. Grimm lui écrit en vers, cette fois, et, dans un morceau où la pesanteur du style fait contraste avec l'ardeur des sentimens, il remercie de son approbation le grand esprit que l'on place à bon droit à côté d'Horace et auquel Boileau est obligé de céder la palme.

Le départ de Grimm pour l'université de Leipzig mit fin pour le moment à cette correspondance. Il allait faire la connaissance personnelle et entendre les leçons de l'illustre professeur! Gottsched l'accueillit paternellement; il lui donna des conseils au sujet de sa pièce, lui indiqua des lectures à faire, si bien que le jeune homme finit par mettre de côté son premier essai et par refaire l'ouvrage sur un nouveau plan. Ainsi refondue, *Banise* parut, en 1743, dans l'un des volumes du *Théâtre allemand*. L'auteur avait alors vingt ans. Il la revit encore, et, nous dit-on, l'améliora considérablement pour la seconde édition du recueil où elle figurait. Le succès ne se borna pas, d'ailleurs, à l'honneur de l'impression. La pièce fut représentée, en 1747, à Strasbourg et à Francfort, et, à ce que nous assure Gottsched, aux applaudissemens des spectateurs. Les lecteurs de Goethe se rappelleront peut-être que Wilhelm Meister avait trouvé la *Deutsche Schaubühne* dans la bibliothèque de son grand-père, et que Chaumigrem, le tyran de la tragédie de Grimm, figure parmi les personnages du théâtre de marionnettes. Une gloire à laquelle Grimm fut certainement plus sensible encore est la flatterie recherchée dont *Banise* fournit l'occasion à Frédéric. Le roi, la première fois qu'il reçut Grimm, l'accueillit en lui déclamant le commencement de la pièce et en y mettant une verve dont le souvenir, longtemps après, attendrissait encore l'auteur. On se demande comment Frédéric, assez peu versé dans la littérature allemande, savait ces vers par cœur. Les avait-il appris tout exprès? Un juge plus compétent, il faut le dire, s'était montré moins flatteur. Lessing rangeait *Banise* au nombre des pièces qu'il reprochait à Gottsched d'avoir fait fabriquer à la mode française au lieu de consulter le goût et le génie de sa nation. Mais à l'époque où Lessing s'exprimait ainsi, Grimm, nous le verrons, était devenu de l'avis de son critique et ne demandait pas mieux que de brûler lui-même ce qu'il avait adoré.

Grimm avait tiré le sujet de sa tragédie d'un roman d'aventures chevaleresques, *la Banise asiatique, ou le Pégu sanglant mais triomphant*. Cet ouvrage, d'un auteur célèbre du siècle précédent, Anselm von Ziegler, avait eu une vogue extraordinaire en Allemagne. Outre les nombreuses éditions qui en avaient été faites,

il avait donné lieu à toute sorte d'imitations; il y eut une Banise allemande, une Banise anglaise, princesse de Sussex, une Banise égyptienne. Le théâtre s'était à son tour emparé du sujet, et l'héroïne orientale avait fourni à la scène quelques-unes de ces représentations populaires où la boursouflure se mêlait aux arlequinades et qui faisaient le désespoir de Gottsched. Grimm, au témoignage de son maître, avait suivi d'aussi près qu'il avait pu le roman de Ziegler, mais en se proposant, bien entendu, d'exciter les vraies passions tragiques: la pitié et la terreur. A mon sens, il aurait voulu provoquer la gaîté qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Les unités y sont; l'action commence à l'aube, finit à midi et se passe tout entière dans un temple, où, comme dans *Athalie*, tout le monde semble s'être donné rendez-vous. Ce temple est celui de Karkovita, le dieu de la guerre du Pégu. Il y a un usurpateur, Chaumigrem, qui a fait périr l'empereur légitime du pays et qui rappelle visiblement la fille de Jézabel, mais le défunt a laissé une fille, dont Chaumigrem entend se débarrasser en la sacrifiant sur l'autel de Karkovita, à moins pourtant qu'elle ne consente à l'épouser. Cette fille, qui est Banise, ne rappelle naturellement que de loin le petit Joas, mais, en revanche, il y a un mauvais grand-prêtre qui est tout à fait Mathan et un chef des gardes du corps qui est copié sur Abner. Au second acte, le ton s'élève; on y lit un monologue de Banise adressé au jour qui va finir ses peines, puis une scène avec Chaumigrem, partagé entre la passion et la vengeance, et enfin un nouveau monologue de l'héroïne qu'il est difficile de lire en gardant son sérieux :

Dieux, donnez-moi donc seulement la paix avec moi-même!
Aujourd'hui un joug inconnu pèse continuellement sur moi;
Rien ne me rassasie plus, et je l'avale tout de même (1).

Je ne sais comment donner une idée de la versification de Banise. Il faudrait pour cela remonter jusqu'à l'enfance de notre théâtre, et encore aurait-on peine à y rencontrer quelque chose d'aussi parfaitement enfantin, une déclamation aussi plate, une manière aussi empêtrée. On dirait un écolier s'exerçant à écrire dans une langue qu'il est en train d'apprendre. Pas un vers heureux, pas un passage lisible. L'impression qui domine dans l'esprit du lecteur lorsqu'il a achevé cette étrange production est un sentiment de surprise en voyant d'où sont parties la langue et la littérature de l'Al-

(1) *Nichts macht itz mehr satt, und ich verschlinge es doch.*

lemagne, ce qu'elles étaient encore au milieu du siècle dernier, et ce qu'elles devinrent à cinquante ans de là.

Il semblerait que Grimm, à Leipzig, eût dû subir pour toute la vie l'influence du maître dont les écrits lui avaient inspiré tant d'admiration et près duquel ses débuts littéraires avaient trouvé un si bienveillant accueil. C'est le contraire qui arriva, et ce furent les leçons d'un autre professeur qui donnèrent à son esprit la direction définitive. Ernesti était un homme d'un mérite hors ligne et qui à une profonde érudition unissait un goût sévère. Ses éditions de divers auteurs grecs et latins, celle de Cicéron surtout, ont fait époque dans l'histoire des études classiques. Il n'a pas moins marqué dans la théologie, et par les mêmes qualités de bon sens et de sagacité. Sans se porter en novateur, ni tirer de sa méthode toutes les conséquences qui devaient en découler plus tard, il fut le premier à insister sur l'application aux livres saints des règles d'interprétation qui faisaient loi pour les autres ouvrages de l'antiquité. Écrits dans la langue de leur temps, rédigés dans des circonstances et pour des lecteurs déterminés, il fallait, selon Ernesti, avoir égard avant tout à leur sens grammatical et à leur caractère historique. L'usage dogmatique ou édifiant n'était pas exclu, loin de là, mais il ne pouvait venir, si j'ose m'exprimer ainsi, qu'après l'intelligence humaine du texte. Tel a été le point de départ d'une grande révolution, l'étude critique de la Bible. Quand Ernesti tourna ses études vers la théologie, Grimm avait depuis longtemps quitté Leipzig, mais il n'oublia jamais l'impression qu'il avait reçue de l'enseignement philologique d'un si bon maître. Il avait surtout conservé le souvenir d'un cours sur le *De Officiis*, dans lequel les beaux développemens moraux s'alliaient à l'interprétation du livre. Il aimait à rappeler ces souvenirs ; le nom d'Ernesti se trouve sous sa plume dès son premier écrit, les *Lettres au Mercure*, et, à plusieurs reprises, dans la *Correspondance littéraire*; il se plaît à rapporter à son ancien professeur sa connaissance de l'antiquité ; il vante le grand goût et le grand style qui le distinguaient. Il prétend n'avoir jamais rencontré à Paris qu'un seul homme qui sût le latin comme le voulait Ernesti, et cet homme était un Italien, Galiani. Citant une inscription composée dans cette langue par « l'illustre et cher abbé : » « On pilerait, dit-il, l'Académie des inscriptions tout entière dans un mortier plutôt que de lui faire faire une inscription dans ce goût-là. » Le ton ici est à remarquer ; Grimm a la conscience de la supériorité qu'une solide instruction lui donne sur la légère et superficielle culture du monde où il vit. Mais je n'hésite pas à attribuer également à l'influence d'Ernesti le changement qui s'opéra, à Leipzig, dans les inclinations

du jeune homme. Quand il quitta l'Université, il avait rompu intérieurement, non-seulement avec Gottsched, mais avec lui-même, avec ses premiers penchans et ses premiers essais. Sa propre *Banise* ne lui inspirait plus que de la pitié ; il avait reconnu, au contact des grands modèles et à l'épreuve des leçons sévères, que son tour d'esprit ne le portait pas à la poésie ; le sens critique s'était éveillé en lui, et c'est vers la discussion et le raisonnement qu'il se tournera désormais.

Grimm ne resta guère plus de deux ans à Leipzig, et ne paraît pas y avoir suivi un cours d'études bien déterminé. Il y vivait, malgré la différence des conditions, — c'est sa propre expression, — dans l'intimité de Gottlob Schœnberg, lisant avec lui Tite Live et Cicéron et fréquentant avec lui les cours d'Ernesti et de Mascov. Faute de ressources suffisantes, selon toute apparence, il abrégea ses études et revint à Ratisbonne pour se charger de l'éducation du jeune frère de son ami. Au besoin, secrétaire du père dans les voyages de celui-ci. C'est en cette qualité, du moins tout l'indique, qu'il alla à Francfort, en 1745, lors de l'élection de François I[er] à l'empire. Nous assistons ici à l'entrée de Grimm dans le monde. Ses lettres à Gottsched, avec lequel il a repris sa correspondance, nous le montrent également occupé des événemens publics qui s'accomplissent devant lui, des manèges qui forment le dessous habituel des affaires humaines, et des plaisirs qui ne pouvaient manquer à une réunion de princes de l'empire. Grimm donne à son correspondant des nouvelles de la Neuber, cette actrice que Gottsched avait associée à ses tentatives de régénération du théâtre. Elle va jouer *Britannicus*, mais elle a affaire à forte partie ; la foule préfère Arlequin et le beau monde court à la pantomime. Dans ses réflexions sur la politique, Grimm trahit déjà les penchans qui finirent par l'emporter chez lui sur les goûts mêmes de littérature et de théâtre, je veux dire l'intérêt qu'il trouve au spectacle des hommes et des choses. « J'ai été ici, écrit-il, le témoin de tout ce qui s'est fait, et j'ai eu un bonheur tout particulier, celui de voir de près. C'est aujourd'hui que l'empereur a reçu les hommages de la ville... On a ici la meilleure occasion possible d'observer toute espèce d'individus, et si j'avais seulement une parcelle de l'esprit de notre poétesse comique (M[me] Gottsched), je crois que je pourrais écrire d'excellentes comédies et de mon fonds. »

Grimm, après ce piquant intermède d'une diète d'élection, passa encore trois ans dans la maison Schœnberg, séparé de son ami Gottlob qui achevait ses études universitaires, mais donnant ses soins au jeune frère, travaillant pour son propre compte, et continuant d'écrire à Gottsched, sans lui dissimuler toutefois le change-

ment qui était survenu dans ses inclinations. Au sujet d'une réimpression de la *Deutsche Schaubühne :* « J'ai toujours jugé ma *Banise*, écrit-il, indigne de figurer dans cette collection. Le ciel n'a évidemment pas voulu que je devinsse un poète, quelque amour et quelque respect que j'aie pour la poésie. D'un côté, la conscience du manque de talent naturel ; d'autre part, ma position, ont été cause que j'ai renoncé à la poésie, ou plutôt à la versification, presque dès le début de mes études universitaires. C'est à la bienveillance qui vous porte à encourager les essais des jeunes gens que ma *Banise* doit d'avoir été admise dans votre recueil, mais comme il ne peut plus être question de me donner des encouragemens, et puisque j'ai renoncé entièrement aux occupations de ce genre, vous avez parfaitement le droit d'omettre ma pièce dans une nouvelle édition et de la remplacer par une meilleure. »

Parmi les occupations qui avaient succédé, pour Grimm, aux tentatives poétiques, il en était de fort sérieuses, témoin une dissertation latine qu'il publia, en 1747, en l'honneur de Gottlob Schœnberg qui venait de terminer ses études à Leipzig. C'est un vieil usage académique, en Allemagne, que de célébrer un souvenir ou d'honorer un personnage par la publication d'un mémoire scientifique et, bien entendu, in-quarto et en latin. Grimm avait pris pour sujet les changemens apportés au droit public impérial sous le règne de Maximilien Ier. Dans ce travail approfondi, détaillé, il passait en revue toutes les modifications que la constitution germanique avait subies pendant la période désignée. En somme, une étude historique et juridique tout à fait recommandable pour un jeune homme de vingt-trois ans.

Les passe-temps de Grimm n'étaient pourtant pas tous aussi graves. Sa vocation littéraire, en se transformant, s'était portée vers la critique et vers la France. Il écrit, dans un journal de Ratisbonne, un article sur les poésies d'Ulrich von Kœnig ; il est à l'affût des *Nouvelles littéraires* de Raynal, lit nos auteurs et, selon toute apparence, se prépare déjà à aller à Paris. On parlait certainement le français dans la famille Schœnberg, comme on le faisait alors dans toute la société polie de l'Allemagne ; Grimm l'y avait appris, et il en savait déjà assez pour se croire en état de l'écrire. Ayant rencontré le *Mémoire sur la satire* de Voltaire, il eut un moment l'idée de le faire réimprimer avec une introduction française de sa façon.

L'événement qui devait décider de la direction de toute sa vie arriva enfin. C'est dans les derniers jours de 1748, ou au commencement de l'année suivante que Grimm partit pour la France. On ne sait pas positivement pour quel motif, mais on peut suppo-

ser que, sans carrière et cherchant fortune, il s'était décidé à la chercher au loin et n'attendait qu'une occasion. Elle ne tarda pas à se présenter. Son élève, le plus jeune des fils du comte de Schœnberg, était envoyé à Paris, probablement pour un court séjour, car son âge n'en comportait pas davantage, et Grimm fut naturellement désigné pour l'accompagner. Ce n'était pas tout, cependant, que de franchir les distances; une fois à Paris, il fallait y vivre. L'intérêt qu'on lui portait dans la famille Schœnberg dut l'y aider. Le jeune aventurier était d'ailleurs, avant même son départ de Ratisbonne, en relations avec le baron de Studnitz, qui, sans mission régulière, représentait le duc de Saxe-Gotha en France. Or le jeune prince héréditaire de cette maison était justement en séjour à Paris, avec gouverneur, chapelain, tout un établissement, de sorte qu'il ne fut pas très difficile de trouver près de lui une position provisoire pour notre Melchior. « Il servait de lecteur au prince, dit Rousseau, en attendant qu'il trouvât quelque place, et son équipage très mince annonçait le pressant besoin de la trouver. » Rousseau est si mauvaise langue, si sujet à caution dans tout ce qui regarde son ancien ami, que j'ose à peine noter l'accusation d'avoir demeuré quelque temps « chez des filles du quartier Saint-Roch. » Ce qui est certain, c'est que le provisoire même qu'il avait dû accepter, ainsi que les protections qui le lui avaient procuré conduisirent bientôt Grimm à une situation plus sortable. Le comte de Frise (1), compatriote du comte de Schœnberg, entendit parler du jeune étranger et, celui-ci lui ayant plu, il se l'attacha comme secrétaire. Le secrétaire, raconte Marmontel, ne tarda pas à devenir l'ami intime de son patron, brillant officier de vingt ans, d'une jolie figure, d'une grande fortune, de beaucoup d'esprit et fort livré au plaisir. Un homme qui, malgré sa propre jeunesse, montrait un caractère sûr, et qui pouvait être le confident d'une vie de dissipations sans s'y abandonner lui-même ni perdre la tête, cet homme devait être précieux à un étourdi tel que Frise. Lorsque, trois ou quatre ans plus tard, Grimm entreprit la *Correspondance*, y trouva son gagne-pain, mais eut en revanche besoin de tout son temps, il quitta le service du comte tout en continuant de demeurer chez lui.

Si Grimm, avec son sens pratique imperturbable, ne perdit jamais de vue l'essentiel, c'est-à-dire sa fortune à faire, son avenir à assurer, ce n'est pas à dire pour cela qu'il restât étranger aux plaisirs qu'une ville comme Paris offrait à ses vingt-cinq ans, plai-

(1) Proprement Friesen, mais Besenval, Marmontel et Grimm lui-même, dans ses lettres à Gottsched, écrivent constamment Frise.

sirs où l'esprit et les lettres avaient du reste leur part. Grimm donnait une fois par semaine, dans son appartement de l'hôtel de Frise, des dîners de garçons, dont étaient Diderot, Rousseau, Helvétius, Marmontel et où « régnait, nous dit ce dernier, une liberté franche. » Rousseau, s'il faut en croire le même témoin, se distinguait dans ce monde joyeux par une réserve craintive, une susceptibilité inquiète, une attitude d'observation et de défiance. Les récits de l'auteur des *Confessions* ne nous offrent rien de semblable. Ils nous font assister à d'autres repas, ceux que Jean-Jacques lui-même donnait quelquefois à Grimm et à Klupfel, ses plus intimes amis de cette époque. « La sensualité ne présidait pas à nos petites orgies, mais la joie y suppléait, et nous nous trouvions si bien ensemble que nous ne pouvions plus nous quitter. » On plaisantait Grimm de ses germanismes, car, nous fait-on observer, « il n'était pas encore devenu puriste. » Klupfel, lui, payait son écot en polissonneries. Et les polissonneries, ainsi que le montre la suite du récit, ne se bornaient pas toujours aux propos de table. Il y a une aventure de la rue des Moineaux qui ne supporte guère d'être redite, et dont je ne parlerais point si je n'en trouvais le souvenir dans une lettre écrite quinze ans après. Klupfel, malgré son genre particulier de gaîté, était, à l'époque de son séjour à Paris, le chapelain du jeune prince de Saxe-Gotha. Il devint ensuite le gouverneur du prince à la place du comte de Thun, puis échangea ces fonctions contre quelque autre place à Gotha même, se rangea et se maria. Il revoyait quelquefois Grimm dans les voyages que celui-ci faisait en Allemagne et il lui écrivait dans les intervalles pour lui demander toute sorte de services. C'est Grimm qui lui faisait faire ses perruques à Paris, qui envoyait à sa femme de l'élixir pour les dents, et qui faisait graver le frontispice de l'Almanach de Gotha, à la naissance duquel nous fait assister une correspondance retrouvée par M. Tourneux. Klupfel avait conservé un souvenir non moins fidèle à Rousseau. « J'avoue que je serais bien charmé de le revoir, écrit-il à Grimm. Vous savez comme j'ai été avec lui. Je l'aime toujours parce que je ne puis que me le représenter toujours tel que l'ai connu. » Et une autre fois, après avoir lu les *Lettres de la montagne* : « Ce pauvre Rousseau s'écarte furieusement de mon système de tranquillité générale. Aussi faudra-t-il l'abandonner et ne garder de lui que ce qu'il a été dans la rue des Moineaux. » Il est juste, toutefois, de rappeler qu'il y a, dans la correspondance de Rousseau, une lettre de cette époque même, adressée à Klupfel, et du ton le plus affectueux. Rousseau voudrait pouvoir espérer de le revoir. « Ce serait une grande consolation pour moi de vous embrasser

encore une fois en ma vie, et de retrouver en vous l'ami tendre et vrai près duquel j'ai passé de si douces heures et que je n'ai jamais cessé de regretter. »

C'est au beau temps de l'amitié, de la jeunesse et des rêves que nous rapporterons l'anecdote racontée par Garat : Rousseau, Diderot et Grimm s'enflammant un jour d'un projet de voyage en Italie, à pied, à frais communs, avec une bourse où chaque mise ne devait être que de cent louis et avec la carabine sur l'épaule pour défendre au besoin la bourse. On passait le Cenis ou le Saint-Bernard, on poussait jusqu'au fond de la Calabre. On plaisantait d'avance sur les aventures que devait faire naître l'intempérance de paroles de Diderot, et dont le pauvre Rousseau devait être la victime. « Je riais alors comme eux, disait Jean-Jacques, mais depuis j'y ai réfléchi. » Le malheureux faisait remonter jusqu'à ces plaisanteries de jeunesse les complots qu'il croyait ourdis contre lui.

La note la plus fâcheuse pour Grimm, à ce moment de sa vie, est son intimité avec le comte de Frise lui-même. Besenval, qui avait beaucoup connu ce dernier, qui se vante d'avoir été dans sa plus étroite confidence, qui se donne même pour le complice de ses intrigues galantes, n'en a pas moins laissé un triste portrait. La mère de Frise, la comtesse de Cosel, ayant été fille naturelle d'Auguste II, l'électeur de Saxe et le roi de Pologne, Frise se trouvait être neveu du maréchal de Saxe. Il dissipa très jeune une grande fortune et eut recours à la protection de son oncle, sous les ordres duquel il servit. Présent à la prise de Maestricht, ce fut lui qui fut chargé d'en porter la nouvelle au roi. Doué d'une figure agréable et d'un vif esprit, il se distinguait malheureusement par les raffinemens de dépravation que personnifient les héros de Richardson et de Laclos. La galanterie n'allait plus, dans ce monde-là, sans la cruauté, sans le plaisir de désoler, de flétrir les victimes d'une odieuse stratégie. Besenval, qui, je le répète, avait trempé dans les complots de son ami, ne peut s'empêcher de prononcer, à cette occasion, les mots de méchanceté et de noirceur. Il est vrai que le même écrivain, à la mort de Frise, avait vanté en vers la magnanimité du défunt et « les mille vertus » qui paraient sa jeunesse. On regrette pour Grimm que tel ait été son hôte et son protecteur. Son nom figure justement dans une lettre du comte, et mêlé, il faut le dire, à une plaisanterie à la fois profane et libertine.

On voit assez bien, en somme, ce que pouvait être Grimm à cette époque de ses débuts à Paris : spirituel et séduisant, car il réussit très vite ; bon compagnon, mais gardant un certain quant-à-soi ; souple au besoin, mais exerçant de l'ascendant autour de lui ; c'était déjà Tyran le Blanc. Je suppose qu'il imposait malgré lui à Rous-

seau, dont il fut quelque temps l'ami le plus intime. La musique les avait liés; ils jouaient tous deux du clavecin, et Grimm bâtissait des paroles pour les airs de l'autre. Cette liaison avait conduit Grimm à des relations encore plus étroites, mais surtout plus durables, avec Diderot. C'est également Rousseau qui l'avait introduit dans l'hôtel du baron d'Holbach, dont il devint l'un des familiers, et à la Chevrette, chez M[me] d'Épinay, à cette époque tout entière encore à Francueil. Grimm, au témoignage des *Confessions*, n'était pas depuis deux ans à Paris qu'il avait pris pied dans le grand monde, recherché et fêté de tous. La conséquence en était que le pauvre Jean-Jacques commençait à se sentir négligé. Les liens du nouveau Parisien avec l'Allemagne s'étaient également relâchés. Grimm écrit plus rarement à Gottsched et ne lui écrit plus qu'en français; bientôt il ne lui écrira plus du tout. Je ne prendrai pourtant pas congé de cette correspondance sans en tirer un *post-scriptum* : « Mon adresse est à l'hôtel de Frise, rue Basse-du-Rempart, faubourg Saint-Honoré, sans autre qualité, car je n'ai plus celle de secrétaire du comte de Frise. Les gens de lettres de ce pays-ci aiment mieux n'être rien que d'être attachés à quelqu'un. J'ai suivi leur exemple; je me suis fait un petit revenu d'une occupation littéraire et, quoique je n'aie plus l'honneur d'être attaché à M. le comte de Frise, j'ai pourtant celui de demeurer dans sa maison. Je vous supplie, monsieur, d'être exact dans les adresses pour la sûreté de vos lettres. » Il revient, une autre fois, sur cette question des adresses, à laquelle il paraît attacher une grande importance : « Je vous supplie de ne jamais me donner ni qualité, ni titre; l'un et l'autre sont ridicules en ce pays-ci, où l'on trouve qu'un honnête homme ne peut rien porter de plus honorable que son nom tout court. » Grimm ne sera pas toujours si dédaigneux des titres; lorsqu'il en aura, il ne trouvera pas du tout mauvais qu'on les lui donne. Mais le passage qu'on vient de lire nous avertit qu'un changement notable s'est accompli dans sa vie : Grimm a renoncé à la domesticité qu'il s'était habitué dans sa première jeunesse à regarder comme sa destination naturelle; c'est à sa plume qu'il a pris le parti de demander la fortune ou du moins l'indépendance.

Rappelons, avant d'aborder l'histoire littéraire de Grimm, deux passions romanesques et malheureuses qu'il éprouva dans les premières années de son séjour à Paris. La première, au dire de Meister, resta toujours un secret pour celle qui l'avait inspirée, une princesse allemande, sans jeunesse, dit-on, sans beauté et même sans esprit, mais à qui Grimm n'en avait pas mois voué en secret un attachement exalté. « Cet amour, pour être le plus pur, le plus platonique du monde, n'en dévorait pas moins son cœur et son imagi-

nation. Le premier de ses amis qui, je ne sais par quel hasard, pénétra ce terrible secret, fut l'abbé Raynal. Les confidences qu'il ne put refuser alors au zèle d'un ami si profondément touché de sa passion et de son malheur, les lièrent plus intimement, et c'est à cette liaison qu'il dut l'offre que lui fit l'abbé de lui céder sa *Correspondance littéraire* avec quelques cours du nord et du midi de l'Allemagne, entreprise dont d'autres travaux ne lui permettaient plus de s'occuper avec assez de suite. »

L'abbé Raynal remplit également le rôle de confident et de consolateur dans la seconde aventure. Je veux parler de l'amour dont le jeune Allemand se prit pour Mlle Fel, la célèbre chanteuse de l'Opéra. Rousseau a tellement caricaturé la passion de son ami qu'on ne sait vraiment trop qu'en penser. Grimm, d'après l'auteur des *Confessions*, aurait joué les grands sentimens et fait semblant d'être malade et d'en vouloir mourir, à seule fin de se rendre intéressant. « Il passait les jours et les nuits dans une continuelle léthargie, les yeux bien ouverts, le pouls bien battant, mais sans parler, sans manger, sans bouger, paraissant quelquefois entendre, mais ne répondant jamais même par signe, et du reste sans agitation, sans douleur, sans fièvre et restant là comme s'il eût été mort. L'abbé Raynal et moi nous partageâmes sa garde. » Et Rousseau continue en insinuant que le stratagème réussit et que Grimm, grâce à ses beaux sentimens, devint tout à coup un homme à la mode. Les Mémoires de Mme d'Épinay nous donnent naturellement une tout autre version, mais ils confirment et l'amour de Grimm pour l'actrice, et la violence de cet attachement. On y lit, en effet, un entretien dans lequel Diderot rappelle à son ami le mal que lui avait fait sa passion pour la Fel. « Quand je songe à l'état où je vous ai vu plus de deux mois, entre la vie et la mort, le délire et la raison! Quelle dureté, quelle hauteur de sa part! de la vôtre quelle ivresse, quel abandon! » Grimm, d'ailleurs, n'avait lui-même rien caché à Mme d'Épinay sur cet épisode de sa jeunesse. « J'avoue, lui avait-il dit, que j'ai eu pour elle la plus violente passion qu'il soit possible de ressentir pour une femme. Je me suis cru quelque temps écouté ; c'est vraisemblablement moins sa faute que celle de mon amour-propre. J'ai reconnu mon erreur, j'en ai pensé mourir de chagrin; mais elle a mis alors tant de dureté, de hauteur et de manque d'égards dans sa conduite avec moi, que j'en suis guéri pour la vie. Je puis tout pardonner, jusqu'à l'infidélité de mon ami, mais je ne pardonne pas le mépris. Je me mésestimerais et je croirais me manquer si je revoyais jamais quiconque m'en a manqué. »

Ainsi, de la part de Grimm, amour aveugle, exalté, puis réaction

non moins énergique de l'orgueil blessé lorsque le dédain de la femme eut dissipé les illusions de l'amant; passion allant jusqu'au délire, jusqu'à mettre la vie en danger, et guérison subite lorsque le voile s'est déchiré, qu'on s'est senti dédaigné, et que la dignité personnelle a été en jeu. Voilà ce que les aveux faits à Diderot et à Mme d'Épinay nous laissent reconnaître de vrai sous la charge tracée par Rousseau. Ajoutons que nous avons là un Grimm fort différent de celui qu'on se représente quelquefois, et quand nous l'entendrons analyser plus tard l'inclination qu'il ressentira pour Mme d'Épinay, nous reconnaîtrons sans trop de peine les mêmes sentimens, la fierté, la tendresse et le besoin d'idéalité en amour (1).

II.

Nous voici arrivés à l'entrée de la carrière littéraire de Grimm. Il est devenu l'un des nôtres, il va s'essayer dans notre langue et ne tardera pas à prendre une place parmi nos écrivains. Le fait est, nous l'avons vu, qu'il avait assez vite et, vraisemblablement de propos arrêté, renoncé à sa langue maternelle. M. Danzel, à la vérité, suppose qu'il envoyait des articles de critique théâtrale à une revue trimestrielle fondée par Mylius et Lessing. Les comptes-rendus approfondis des théâtres de Paris, selon le biographe de Gottsched, ne pouvaient guère provenir d'un autre que de Grimm, qui avait connu Mylius à Leipzig. Cette collaboration dans tous les cas ne dura guère et n'a pas grand intérêt (2).

Je ne range pas au nombre des premiers essais de Grimm en français une lettre en vers et en prose, adressée à Mme d'Houdetot, que M. Tourneux a accueillie sans nous dire sur quelles preuves, et qu'il m'est impossible de tenir pour authentique. Cette épître, où il est question de la Chevrette et de son théâtre, porte la date d'août 1750, alors que Grimm n'habitait Paris que depuis dix-huit mois, et n'était

(1) Lire l'entretien de Grimm avec Diderot au sujet de Mme d'Épinay, dans les *Mémoires* de celle-ci, édition Boiteau, t. II, p. 103 et suiv. Après quoi, et si l'on ne veut être dupe ni des uns ni des autres, il conviendra de se rappeler que les *Mémoires* sont une réponse aux *Confessions*, et que Grimm lisait nécessairement par dessus l'épaule de son amie alors qu'elle rédigeait leur commune apologie. J'estime pourtant que, même la part faite aux besoins de la réfutation, la vraisemblance, sur la passion de Grimm pour la Fel, n'est pas du côté de la version de Rousseau.

(2) C'est dans sa biographie de Lessing que M. Danzel hasarde cette conjecture. La revue de Mylius portait un titre que je ne m'aventurerai pas à traduire : *Beiträge zur Historie und Aufnahme des Theaters*. Elle prit fin après quatre numéros en 1750.

certainement pas en état de faire de petits vers galans dans notre langue, sans compter qu'il n'aurait pas parlé à vingt-sept ans comme un homme qui regrette sa jeunesse. Les vrais débuts du nouveau venu sont deux lettres au *Mercure* sur la littérature allemande. C'est déjà de la critique et du journalisme. C'est en même temps un étranger qui, s'il demande droit de bourgeoisie chez nous, n'entend pas pour cela déguiser son origine. J'insiste sur ce point : Grimm n'a nullement honte de sa nationalité, il y appuie plutôt, rappelant qu'il n'est pas des nôtres et qu'il nous juge du dehors. Le passage suivant, tiré de la *Correspondance littéraire*, n'est pas le seul où il joue à la fois l'étranger et le naïf. Voltaire, selon lui, vers 1750, était loin d'avoir la renommée que méritait sa supériorité et qu'il conquit depuis à force de chefs-d'œuvre ; « je me rappellerai toute ma vie, continue Grimm, l'étonnement et la confusion d'un jeune nigaud débarquant d'Allemagne avec la plus haute admiration et le plus profond respect pour M. de Voltaire, en l'entendant traiter d'homme médiocre en tout par des gens qui parlaient en oracles, au milieu de Paris, où l'on devait apparemment mieux savoir ce qui en était qu'à Ratisbonne. Ce nigaud d'Allemagne resta longtemps convaincu qu'il aurait mieux fait de s'appliquer à faire des déductions de droit public, et que le sort ne l'avait jeté en France que pour lui faire connaître à quel excès effrayant il était sot et sans ressources. Il l'était sans doute beaucoup de juger, dans le pays des airs et des prétentions, des lumières des gens d'après le ton important qu'ils prennent ; mais Dieu, qui ne veut pas la mort du pécheur, lui a fait la grâce de le retirer de cet état d'aveuglement et lui a appris à se connaître en sottise à prétention, et à réserver son suffrage pour le vrai mérite. M. de Voltaire quitta Paris peu de temps après l'arrivée du nigaud d'Allemagne, et ce fut l'époque de la justice que lui rendit sa patrie. »

Grimm, dans ses lettres au *Mercure*, cherche à faire connaître son pays natal ; il voudrait servir de truchement entre les deux nations. L'Allemagne n'a ni les grâces, ni le goût, mais elle a le génie, « le génie avec lequel tout se fait et auquel rien ne peut suppléer. » L'Allemagne n'a ni poètes, ni orateurs, mais la France n'a pas toujours eu des Bossuet et des Boileau, et l'Allemagne aura peut-être les siens quelque jour. Cette idée, ce pressentiment de l'avenir littéraire réservé à son pays hante l'esprit de Grimm. Il y revient à la fin de ses articles. « Depuis environ trente ans, écrit-il, l'Allemagne est devenue une volière de petits oiseaux qui n'attendent que la saison pour chanter. Peut-être ce temps glorieux pour les muses de ma patrie n'est-il pas éloigné. » Mémorable exemple de divination, car si Grimm avait déjà entendu parler de Klopstock

et de *la Messiade*, Lessing, au moment où ces lignes étaient tracées, n'avait que vingt et un ans, Wieland n'en avait que dix-sept, et Goethe venait de naître.

A part cette prophétie, les lettres au *Mercure* ont l'intérêt d'un début et n'en ont guère d'autre. La première donne en six pages un aperçu général de la littérature allemande, et la seconde revient avec un peu plus de détails sur les périodes récentes de cette histoire. Le tout assez solide, mais sec, sans vues ni agrément. Une langue à peu près suffisante, mais gâtée par le style de l'époque : le feu sacré d'Apollon, la lyre d'Horace, la trompette de Virgile. Grimm, du reste, n'y met pas de prétention. Le français, avoue-t-il en terminant, lui est une langue trop étrangère pour qu'il essaie de citer, en les traduisant, les poètes dont il vient de vanter le mérite.

Les lettres de Grimm devaient avoir une suite, mais un autre gibier traversa la piste et fit perdre de vue à l'auteur l'espèce d'engagement qu'il avait pris. Il était, au fond, encore plus passionné de musique que de littérature. Nous l'avons vu musiquer avec Rousseau, y passer la soirée et la nuit; il composait à l'occasion. Dès son arrivée à Paris il fréquenta assidûment l'Opéra, où, avec Rousseau, Diderot, d'Holbach, d'Alembert, l'abbé de Canaye, il occupait le coin de la reine. Il avait eu l'occasion d'entendre l'opéra italien en Allemagne, et il en avait apporté un enthousiasme qui ne se refroidit jamais pour la musique de Pergolèse et le drame lyrique de Métastase.

Ce sont ses écrits sur la musique qui mirent Grimm en évidence. Une lettre sur l'opéra d'*Omphale*, du compositeur Destouches, commença d'attirer sur lui l'attention. On y répondit, et il y eut des réponses à cette réponse. Vint ensuite *le Petit Prophète*, qui fit événement. Il enflamma la guerre des deux coins; il conféra à l'auteur la notoriété si difficile à acquérir pour un étranger; il lui valut enfin un suffrage qui le naturalisait du coup : « De quoi s'avise donc ce Bohémien, avait dit Voltaire, d'avoir plus d'esprit que nous? » *Le Petit Prophète* fit la fortune de Grimm.

Le Petit Prophète a trait à la controverse soulevée par l'arrivée des Bouffes à Paris, en 1752. La *Lettre sur Omphale* fut antérieure de quelques mois à cet événement, mais elle était déjà un manifeste contre l'opéra français et exprimait déjà, avec l'éloge de la musique italienne, les vues particulières de notre dilettante sur le récitatif, les airs, les duos. Seulement tout cela était encore exprimé avec une certaine mesure; le genre de la tragédie lyrique n'était pas encore proscrit; et l'écrivain parlait de Rameau avec une admiration dont il rabattit terriblement plus tard. *Pygmalion* était divin, *Platée* sublime. On sent que cet étranger, qui vient nous

donner des leçons, comprend la nécessité d'y mettre des ménagemens. Il use même de flatteries et, selon son usage, sans goût ni délicatesse. L'écrit se termine par un morceau de bravoure dans lequel, après avoir exprimé son admiration pour le vrai talent en tout genre, « comme son plus grand bien après l'amour de la vertu, » Grimm déclare qu'il a érigé en son cœur un temple aux mortels privilégiés de la nature. Suit l'énumération des divinités qui reçoivent un culte dans ce temple du mérite. Dupré, de l'Opéra, devient le dieu de la danse et a un autel « à côté de celui de l'immortel Maurice. » Mondonville est l'Orphée de la France. Après l'Opéra, tout le personnel des Français. Les écrivains, cela va sans dire, ne sont pas oubliés, et Montesquieu trouve sa place dans ce Panthéon non loin de « ce violon immortel, » M. Pagin. Divinités subalternes au reste, et qui forment la cour d'une puissance supérieure. Il y a un autel principal au milieu du temple, et sur cet autel est assis le grand Frédéric, « ayant le gouvernail de ses états dans une main et sa flûte dans l'autre. » « Le ciel, ajoute Grimm, pour le dédommager du malheur qu'il a de régner, lui a accordé le précieux privilège, dont il est digne, de répandre ses bienfaits sur les talens qu'il a le bonheur d'admirer. » Curieuse période où le jargon philosophique déguise l'adulation du solliciteur. Grimm, évidemment, avait pensé que ce coup d'encensoir lui vaudrait une gratification. Ce n'est pas la dernière fois, du reste, que nous le verrons tendre la main, et de ce côté-là. Notre Allemand restera jusqu'au bout courtisan et quémandeur. Quant au goût et au talent, on voit qu'il avait des progrès à faire, mais il les fera.

La distribution de couronnes qu'avait faite la *Lettre sur Omphale* provoqua des réclamations. Il parut à ce sujet un écrit anonyme, auquel Grimm répondit dans le *Mercure*, s'excusant et s'expliquant d'assez bonne grâce. Rousseau, lui, entra plus sérieusement en lice contre l'anonyme, saisissant, avec son ardeur et son amertume, l'occasion de vanter la musique italienne aux dépens de la française. « Une oie grasse, disait-il, ne vole pas comme une hirondelle. » Très lié encore à cette époque avec Grimm, Rousseau lui donnait des louanges qui lui firent plus tard supprimer cet écrit de la collection de ses œuvres. Il terminait par une sorte de bienvenue adressée à l'étranger et au débutant : « Continuez, disait-il à son ami, d'aimer et de cultiver des talens qui vous sont chers et dont vous faites un bon usage, mais n'oubliez pas pourtant de jeter de temps en temps sur tout cela le coup-d'œil du sage, et de rire quelquefois de tous ces jeux d'enfans. »

L'affaire des Bouffes va nous montrer Melchior et Jean-Jacques

combattant de nouveau à côté l'un de l'autre et se partageant encore les rôles, le premier escarmouchant, le second écrasant tout sous le poids de son argumentation gourmée.

Un mot sur l'origine de ce débat, où Grimm, comme nous l'avons dit, gagna ses lettres de naturalisation française.

L'opéra qui se jouait à l'Académie royale de musique, — tel était dès lors le titre officiel, — ne jouissait plus que d'une faveur de convention. Tout le monde s'ennuyait, bien que tout le monde n'en fît pas l'aveu, de cette déclamation musicale consacrée par l'autorité de Lulli, et que toute la science de Rameau n'était pas parvenue à faire sortir de sa monotonie. La *Lettre sur Omphale*, dont nous parlions tout à l'heure, avait été un symptôme de cette lassitude, et en même temps la protestation d'un amateur qui avait entendu à l'étranger des œuvres écrites dans une inspiration différente et qui venait rabattre la vanité des Parisiens à l'endroit de leur scène lyrique. C'est sur ces entrefaites que les Bouffes ou, comme on disait alors, les Bouffons italiens, arrivèrent à Paris. Une assez pauvre troupe, à laquelle l'Opéra fit la charité de prêter ses planches, mais qui ne réussit que trop bien, puisque le succès lui devint fatal. Deux sujets firent tout de suite la fortune de la bande, un chanteur nommé Manelli et la prima donna, Mlle Tonelli. Leur médiocrité, reconnue de ceux-là mêmes qui les patronnèrent le plus chaudement, disparaissait sous le charme d'un art inconnu jusque-là. Ils chantaient avec brio et ils chantaient du Pergolèse. « Quoiqu'ils fussent détestables, a écrit Rousseau, et que l'orchestre, alors très ignorant, estropiât comme à plaisir les pièces qu'ils donnaient, elles ne laissèrent pas de faire à l'opéra français un tort qu'il n'a jamais réparé. La comparaison de ces deux musiques, entendues le même jour sur le même théâtre, déboucha les oreilles françaises ; il n'y en eut point qui pût endurer la traînerie de leur musique après l'accent vif et marqué de l'italienne ; sitôt que les Bouffons avaient fini, tout s'en allait. On fut forcé de changer l'ordre et de mettre les Bouffons à la fin. »

Telle fut l'origine de la querelle des Coins. « Tout Paris se divisa, continue Rousseau, en deux partis plus échauffés que s'il se fût agi d'une affaire d'état ou de religion. L'un, plus puissant, plus nombreux, composé des grands, des riches et des femmes, soutenait la musique française ; l'autre, plus vif, plus fin, plus enthousiaste, était composé des vrais connaisseurs, des gens à talens, des hommes de génie. Son petit peloton se rassemblait à l'Opéra sous la loge de la reine. L'autre partie remplissait tout le reste du parterre et de la salle, mais son foyer principal était sous la loge du roi. Voilà d'où vinrent ces noms de partis, célèbres dans ces temps-

là, de Coin du roi et de Coin de la reine. La dispute, en s'animant, produisit des brochures. »

Grimm a raconté la chose plus vivement. « Les brouilleries du parlement de Paris avec la cour, son exil et la grand'chambre transférée à Pontoise, tous ces événemens n'ont été un sujet d'entretien pour Paris que pendant vingt-quatre heures, et, quoi que ce corps respectable eût fait depuis un an pour fixer les yeux du public, il n'a jamais pu obtenir la trentième partie de l'attention qu'on a donnée à la musique. Les acteurs italiens qui jouent depuis dix mois sur le théâtre de l'Opéra de Paris, et qu'on nomme ici Bouffons, ont tellement absorbé l'attention de Paris que le parlement, malgré toutes ses démarches et procédures, qui devaient lui donner de la célébrité, ne pouvait pas manquer de tomber dans un oubli entier. Un homme d'esprit a dit que l'arrivée de Manelli nous avait évité une guerre civile, parce que sans cet événement les esprits oisifs et tranquilles se seraient sans doute occupés des différends du parlement et du clergé, et que le fanatisme, qui échauffe si vivement les têtes, aurait pu avoir des suites funestes. Manelli est le nom de l'acteur qui joue dans les intermèdes. Nous nous réservons de parler un jour de cette étrange révolution des Bouffons; il y a peu d'événemens qui puissent donner une idée plus juste du caractère de la nation française. »

Le Coin de la reine a naturellement sa description dans *le Petit Prophète*.

« Et encore qu'il fût obscur, il était occupé par des gens lumineux. Et c'est là que s'assemblent les philosophes et les beaux esprits, et les élus de la nation jusqu'à ce jour; et les réprouvés n'y entrent point, car ils en sont exclus.

« Et l'on y dit le bien et le mal, et le mot et la chose. Et c'est là qu'on entend le mot qui désole les mauvais poètes, et la chose qui fait trembler les mauvais musiciens.

« Et l'on s'y ennuie rarement parce qu'on n'écoute guère, et l'on y parle beaucoup encore que la sentinelle dise : « Messieurs, ayez la bonté de baisser la voix; messieurs, ayez la bonté de baisser la voix.

« Et l'on n'y fait aucun compte de ce que dit la sentinelle, car on aime mieux converser que d'entendre ce qu'ils appellent chanter. »

Il est difficile de juger les écrits d'occasion. Le meilleur s'en perd avec le sens des allusions qu'ils renferment et avec le refroidissement des passions qu'ils devaient servir. La *Lettre* de Rousseau *sur la musique française* paraît un peu pesante à distance, *le Petit Prophète* un peu léger. Ce dernier appartient à ce genre d'un goût médiocre, la parodie biblique, dont le sel principal consiste dans la division du

discours en versets et dans des tours hébraïques de langage. Grimm en avait bien quelques modèles; le *Babouc* de Voltaire n'est autre chose qu'une imitation du livre canonique de Jonas; mais il est juste de reconnaître que Grimm a consacré le genre, qu'il l'a presque fondé par l'éclat de son succès, et qu'il a eu à son tour toute une lignée d'imitateurs. L'un des pamphlets qui furent opposés au sien, les *Prophéties du grand prophète Monnet*, affecte la même forme. Les querelles philosophiques et littéraires en firent usage aussi bien que la controverse musicale. L'abbé Morellet publia une *Vision* contre Palissot, Borde une *Prédiction tirée d'un vieux manuscrit* contre *la Nouvelle Héloïse*, un anonyme une *Prophétie de l'abbé Joachim* contre tous les écrivains en renom du XVIIIe siècle. Rousseau lui-même ne dédaigna pas d'employer le style prophétique dans ses misérables démêlés personnels de Motiers. Est-il nécessaire enfin de rappeler que l'exemple le plus illustre du pastiche biblique nous a été offert par *les Paroles d'un croyant?*

Le tour que Grimm donna à sa brochure musicale n'a donc rien, en somme, qui puisse nous surprendre. Il s'explique à la fois par le goût du temps pour la plaisanterie irréligieuse et par une inclination particulière de l'écrivain pour ce genre de burlesque. Comme il a parodié ici les prophètes, il parodiera une autre fois le langage de la chaire dans un souper de nouvel an chez d'Holbach, le credo et la liturgie dans une requête adressée à Catherine, sans compter de perpétuelles allusions et à tout propos. C'est proprement chez lui à l'état de tic. Ce que j'ai plus de peine à m'expliquer, c'est le cadre que Grimm a assigné à sa fiction. D'où vient le nom de Nepomucenus Franciscus de Paula Waldstorch? Que font ici le bourg de Bœhmischbroda dont ce fatidique personnage est originaire, la ville de Prague où il a étudié chez les jésuites, et, en général, toute cette mise en scène si précise qu'on a de la peine à n'y voir qu'un caprice? On n'y saurait supposer la trace de souvenirs personnels, puisque Grimm, ainsi qu'il l'atteste lui-même, n'avait alors jamais mis les pieds en Bohême (1). En revanche, il avait certainement rencontré à Leipzig de ces étudians bohémiens, *Prager Musikanten*, qui, pendant les vacances, parcouraient l'Allemagne et gagnaient quelque argent en violonnant dans les foires, et l'on ne saurait douter que Grimm ait emprunté à cette réminiscence la donnée de son Waldstorch; mais, quant à poursuivre plus en détail les traits de cette fantaisie, si tant est qu'elle ait été autre chose qu'un jeu d'imagination, il est clair qu'il faut aujourd'hui y renoncer.

(1) *Correspondance littéraire*, t. VIII, p. 354.

La fable qui se développe dans le cadre que je viens d'indiquer n'a rien de compliqué. L'étudiant de Prague jouait du violon dans son grenier lorsqu'une voix lui annonça qu'il allait être envoyé à un peuple frivole et présomptueux pour lui annoncer de dures vérités. Là-dessus une main le saisit par les cheveux et le transporte à Paris, dans la salle de l'Opéra. Étonné, comme il l'est, de tout ce qu'il voit et entend, il le décrit plaisamment. Le chef d'orchestre d'abord, qui frappe de son bâton comme un bûcheron de sa hache; puis les chanteurs et les chanteuses, les ballets, les divertissemens. « Et je vis qu'on nommait cela en France un opéra, dit-il, et je notai cela dans mes tablettes pour m'en souvenir. » La toile tombée, la voix ordonne à Waldstorch de se placer dans un coin, qui est le Coin de la reine, et d'écrire la révélation qu'il devra ensuite annoncer à Paris. On devine quelle est cette révélation. C'est une satire moins gaie que mordante, mais singulièrement juste dans son amertume, de la France du XVIIIe siècle. Le dieu qui parle avait élevé très haut ce pays. « Ce peuple est gentil, j'aime son esprit, qui est léger, et ses mœurs, qui sont douces, et j'en veux faire mon peuple, et il sera le premier, et il n'y aura point d'aussi joli peuple que lui. » Et, en effet, la France devient, sous Louis XIV, la patrie de tous les talens et le foyer même de la civilisation. Aujourd'hui encore, elle a des philosophes, des poètes, des artistes sans nombre, et sa réputation s'est conservée chez ses voisins, mais, au fond, cela commence à sonner creux. La France s'est livrée au mauvais goût; elle court après l'esprit, un esprit qui est faux comme les voix de son opéra; elle s'est jetée dans la frivolité et tranche journellement sur tout sans jamais réfléchir à rien. « Et j'ai caché ta honte et ta décadence à tes voisins, continue la voix, et je leur ai inspiré du respect et de l'admiration pour toi, comme si tu n'avais pas perdu le goût des grandes et belles choses; et je les ai empêchés de te voir rampant dans la petitesse de tes idées. »

La réprimande, on le devine, devient plus dure encore quand elle arrive à la musique. Lulli, dont on a fait une idole, n'avait qu'une lueur de génie. Rameau a eu de la force, du feu, l'abondance des idées, et il aurait pu servir à préparer les voies. On a eu de même la Fel, Jélyotte, d'admirables artistes, mais qu'on a condamnés à de mauvais rôles. « Et jusqu'à ce jour, s'écrie le dieu, tu ne sais pas distinguer ce qui est beau d'avec ce qui ne l'est pas, ni ce qu'il faut approuver d'avec ce qu'il faut rejeter, et ton ignorance ne t'empêche pas de décider avec confiance dans l'aveuglement de ton imbécillité. » La France, cependant, n'est pas encore tout à fait condamnée; un dernier miracle va être fait en sa faveur : elle va avoir les Bouffons italiens, elle entendra la

musique de Pergolèse ; ce sera une révélation, le temps des signes et des miracles ; le philosophe, pour entendre ces chants merveilleux, bien qu'exécutés par une troupe de rencontre, le philosophe quittera son cabinet, le géomètre ses calculs, l'astronome son télescope, le chimiste sa cornue. Mais cela durera-t-il? Et le mauvais goût, les préjugés ne reprendront-ils pas le dessus ? Dans tous les cas ce sera le dernier avertissement, et si la nation n'y prête l'oreille, elle sera livrée à l'impénitence finale; son Opéra sera fermé ou deviendra un jeu de paume. « Et je me souviendrai, dit la voix, de toutes tes lâchetés, depuis le jour où tu sifflas *le Misanthrope* ; et je t'ôterai le théâtre de la Comédie-Française et je l'établirai chez les nations étrangères ; et l'on admirera, sous l'astre de l'Ourse, les génies que je t'ai donnés, et toi seul tu ne les entendras plus ; et la farce deviendra ton spectacle favori et tu le trouveras délicieux ; et l'indécence et la platitude des propos ne te chagrineront plus ; et l'on outragera les mœurs chez toi impunément, car tu n'en auras plus et tu ne sentiras plus ni ce qui est bien, ni ce qui est mal ; et tes philosophes ne t'éclaireront plus et je les empêcherai d'écrire. »

Le Petit Prophète, on le voit, conserve de son intérêt. La forme en a vieilli, à supposer qu'elle ait jamais été bien piquante, mais on y distingue, sur l'état des lettres et des arts au siècle passé, des vues qui étaient propres à Grimm, qui reviendront souvent dans la *Correspondance*, et qui pénétraient si droit dans notre caractère national qu'elles n'ont en vérité rien perdu de leur justesse. Quoi qu'il en soit et quelque sévère qu'elle fût, la satire de Grimm eut une vogue extraordinaire. Il en écrit à Gottsched après la publication. « Je n'ose presque pas vous envoyer *le Petit Prophète de Bœmischbroda* ; on en a fait une édition chez vous ! Il est affreux que vous l'ayez reçu autrement que de ma main. Je vous l'envoie pourtant, avec une comédie de M. Rousseau dont la préface a fait beaucoup de bruit. Le *Prophète* a eu un succès prodigieux à Paris ; on en a fait trois éditions en moins d'un mois ; je vous envoie la véritable, faite sous les yeux de l'auteur. Pour bien entendre cette brochure, il faudrait être au fait de mille petites circonstances qu'on ne saurait expliquer aux étrangers, et qui font le sel de la plaisanterie... Je vous envoie les *Trois Chapitres*, suite du *Petit Prophète* ; vous devriez les imprimer en Saxe, de même que *le Prophète*, d'autant plus que cela est extrêmement rare ici. *Le Devin du village* est un intermède charmant dont les paroles et la musique sont de M. Rousseau. »

La comédie de Rousseau dont la préface avait fait du bruit est *Narcisse*, qui avait paru au commencement de l'année, et dont l'au-

teur avait pris occasion pour revenir sur les idées de son discours de Dijon. L'explication au sujet du *Devin du village* se rapporte à un passage du *Petit Prophète* dans lequel Grimm avait glissé un éloge de cette pièce. « Je l'ai fait faire, disait la Voix, selon mes désirs, par un homme dont je fais ce qu'il me plaît, encore qu'il regimbe contre moi, car je le gouverne malgré qu'il en ait. » Allusion à la contradiction, chez Rousseau, entre l'artiste et le philosophe qui condamnait les arts. Quant aux *Trois Chapitres*, c'était l'une des innombrables brochures soulevées par la querelle des Coins; on l'attribue à Diderot, ainsi qu'une ou deux autres parmi les cinquante ou soixante écrits que fit éclore cette controverse. Ajoutons que *le Petit Prophète* ne fut pas seulement contrefait à Leipzig, il y fut traduit ou plutôt imité par Mme Gottsched. Tout en retenant le titre de l'original, elle en avait tourné la pointe contre une opérette allemande alors en vogue, l'ouvrage d'un certain Weisse auquel Gottsched en voulait comme à un rival dans le genre sérieux, et la Gottschedin comme au patron d'une musique frivole.

Tout l'esprit mis au service du Coin de la reine ne parvint pas à sauver les Bouffes des colères du parti national. Mondonville, qui avait un opéra à faire représenter et qui redoutait les sifflets de la cabale « ultramontaine, » parvint à nouer des intrigues à Versailles. Grimm, vingt ans après, racontait dans la Correspondance comment les choses s'étaient passées. « Le patriotisme se réveilla. Mme de Pompadour crut la musique française en danger et frémit. On résolut de faire réussir *Titon et l'Aurore* à quelque prix que ce fût. Toute la maison du roi fut commandée. Le jour de la première représentation, dès midi, le Coin de la reine fut occupé par MM. les gendarmes de la garde du roi; MM. les chevaux-légers et les mousquetaires remplissaient le reste du parterre. Lorsque MM. du Coin arrivèrent pour prendre leurs places, ils ne purent en approcher et furent obligés de se disperser dans les corridors et au paradis, où, sans rien voir, ils furent témoins des applaudissemens les plus bruyans qu'on eût jamais prodigués à une première représentation. Un courrier fut dépêché à Choisy, où était le roi, pour porter la nouvelle du succès. Notre défaite fut complète; on osa bientôt aller plus loin et congédier la troupe des Bouffons, source de tant de discorde; et cela se fit si heureusement qu'on n'a pas entendu chanter une seule fois depuis sur le théâtre du Palais-Royal, et qu'on y crie jusqu'à ce jour avec une force de poumons que le patriotisme national peut seul endurer. J'avais proposé alors humblement au Coin de signaler notre attachement pour la bonne musique à la dernière représentation des Bouffons, de louer les deux premières loges de chaque côté, de nous y rendre tous en grands

manteaux de deuil, en pleureuses, en cheveux épars, en chapeaux rabattus et garnis de longs crêpes; de garder un profond silence convenable à notre triste situation, et de nous borner à nous saluer réciproquement de la manière la plus lugubre et avec des révérences aussi allongées que nos visages. Le projet de rendre les derniers devoirs aux malheureux objets de notre passion fut rejeté, de peur que tout le convoi funèbre ne fût prié d'aller achever les obsèques à la paroisse de la Bastille. »

Le congé donné aux Italiens n'était pas fait pour calmer les ressentimens de Grimm contre la musique française. Il venait justement de commencer sa chronique manuscrite adressée à des cours étrangères, et il profitait de la liberté dont il y jouissait pour dire sans réserve sa pensée sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres. Adieu les ménagemens dont, jusque dans *le Petit Prophète*, il avait cru devoir envelopper ses critiques. L'opéra devient « le spectacle le plus froid, le plus puéril et le plus gothique qu'il y ait actuellement sur la terre; et vous espérez que ces gens-là se connaissent jamais en musique! Jamais, jamais, cela est sans ressource. » L'insipide et plat Lulli, — le révérend père Lulli, comme il est encore appelé,— est l'auteur de « cette sacrée psalmodie dont nos aïeux nous ont transmis l'habitude de nous extasier. » Grimm n'avait garde autrefois de refuser le génie à Rameau, aujourd'hui il traite ses ouvrages théoriques de radotage et ses partitions de pires que le galimatias de M. de Cahusac. Grimm réserve tous ses éloges pour les ouvrages de Duni, sans s'apercevoir du démenti qu'il donne par là à plusieurs des idées dont il s'était fait le champion, et, à ce qu'il paraît, sans comprendre lui-même toute l'étrangeté de la révolution musicale dont il était le témoin.

Les Bouffes avaient dégoûté de l'opéra, et le renvoi de la troupe étrangère ne ramena pas les amateurs à l'Académie royale de musique. On chercha, au contraire, à se dédommager du départ des Italiens en imitant le genre qu'ils avaient fait connaître. On s'y prit de deux manières à la fois. D'abord en adoptant *l'intermède*, c'est-à-dire la pièce bouffe où tout se chantait. On en avait déjà un exemple dans *le Devin du village*; la traduction de *la Serva padrona* de Pergolèse fut un autre pas dans la même voie : « Tout Paris, selon Grimm, y courut avec une espèce d'enthousiasme. » Mais ce qui remplaça véritablement pour les Parisiens le spectacle dont ils avaient été privés par ordre supérieur, ce fut l'opéra comique. On désignait par ce nom la comédie à ariettes, la pièce en prose entremêlée de chants, un genre de représentations qui ne se donnait qu'aux époques des foires, à la Saint-Germain et à la Saint-Laurent, et sans qu'un local permanent y fût affecté. De là le nom de théâtre

de la Foire que conserva longtemps l'Opéra-Comique. Le grand Opéra, qui avait le privilège de la musique et de la danse, vendait aux entrepreneurs du spectacle de la Foire l'autorisation de faire chanter et sauter ses acteurs. Telles sont les conditions dans lesquelles fut donnée, en 1757, une pièce qui, je le répète, fit une révolution. *Le Peintre amoureux de son modèle* était de Duni, un Napolitain établi à Paris depuis quelques années et qui mettait de la musique italienne sur des paroles françaises. En vain Grimm avait-il protesté jadis, au nom des principes, contre le passage du dialogue au chant et du chant au dialogue; le bon goût, d'après lui, aurait exigé une déclamation intermédiaire entre le chant et la parole, en d'autres termes un récitatif. Il n'en fut pas moins charmé par le caractère de la musique qu'il entendait et finit par admirer franchement le genre qui venait de prendre fortuitement naissance. Sedaine, dont Grimm appréciait le talent autant qu'il dédaignait celui de Favart, fut pour quelque chose dans cette espèce de conversion; mais les vrais séducteurs furent Philidor et Grétry. Duni, le fondateur du genre, continue de charmer le critique; il est Italien, cela lui suffit. Pour Monsigny, il reste constamment assez froid, ne lui accorde que de « maigres talens. » C'est aussi par la froideur qu'il commence avec Philidor; peu à peu, cependant, la glace se fond, et notre mélomane prend une assez vive inclination pour ce musicien qui a su se mettre à l'école de l'Italie. Il est amusant de suivre la progression de l'éloge, non-seulement d'un opéra à l'autre, mais au sujet de la même pièce. « Il y a dans la musique de très belles choses, » tel est, au début, le jugement sur *Tom Jones*. L'ouvrage est repris l'année suivante, et Grimm se plaît à y reconnaître le nerf et la chaleur. Encore deux ans, et *Tom Jones* devient « le plus bel ouvrage qui soit au théâtre. » Quant à Grétry, l'écrivain fut gagné du premier coup. Il faut lire son compte-rendu de ce *Huron*, qui révéla le talent du nouveau-venu et, du jour au lendemain, lui conféra la célébrité. « Ce M. Grétry est un jeune homme qui fait ici son coup d'essai, mais ce coup d'essai est le chef-d'œuvre d'un maître et élève l'auteur sans contradiction au premier rang. Il n'y a dans toute la France que Philidor qui puisse se mesurer avec celui-là, et espérer de conserver sa réputation et sa place... Grétry entraîne d'une manière plus douce, plus séduisante, plus voluptueuse; sans manquer de force lorsqu'il le faut, il vous ôte par le charme de son style la volonté de lui résister. Du côté du métier, il est savant et profond, mais jamais aux dépens du goût. La pureté de son style enchante : le plus grand agrément est toujours à côté du plus grand savoir. Depuis le grand tragique jusqu'au comique, depuis le gracieux jusqu'aux finesses d'une déclamation tranquille et sans

passion, on trouve dans son opéra des modèles de tous les caractères. Cet ouvrage a réveillé en moi la fureur de la musique, à laquelle mes occupations m'empêchent de me livrer, et que j'ai tant de peine à dompter malgré toute l'assistance que je reçois de la part des compositeurs français. M. Grétry est de Liège; il est jeune, il a l'air pâle, blême, souffrant, tourmenté, tous les symptômes de génie. Qu'il tâche de vivre, s'il est possible (1)! Il a passé dix ans de sa vie à Naples, et quand on entend son harmonie et son faire on n'en peut douter. Il a passé quelque temps à Genève et puis il est venu à Paris. J'ai quelque regret de le voir abandonner une langue divine pour une langue si ingrate en musique, mais si c'est là son arrêt de condamnation, qu'il s'y soumette et qu'il nous enchante! »

L'enthousiasme de Grimm pour Grétry ne souffrit point de refroidissement. « Cela est à tourner la tête, » dit-il du *Tableau parlant*. Il en vint à appeler l'auteur le Pergolèse de la France. L'amitié n'était pas étrangère à cette admiration; une anecdote, rapportée dans la *Correspondance*, nous fait voir l'intimité qui s'était établie entre le compositeur et le critique. « Grétry, raconte celui-ci, voulant savoir mon opinion sur son travail, me pria, l'été dernier, d'entendre les principaux airs de *Zémire et Azor*. Le jour fut pris; il se mit à son clavecin, et chanta sans voix, en maître de chapelle, c'est-à-dire comme un ange. Il s'aperçut aisément du plaisir que me faisaient la plupart de ces morceaux. A l'air du tableau magique, je dis comme aux précédens: *Cela est charmant*, mais je le dis d'un ton très différent, plutôt de politesse que de sentiment. J'attribuai d'abord à quelque distraction de ma part le peu d'effet que m'avait fait ce morceau; mais réfléchissant ensuite le soir, chez moi, sur ce phénomène, je crus en avoir découvert la cause, et comme le succès de cet air me paraissait de la plus grande importance pour le succès de la pièce, j'allai voir l'auteur le lendemain matin pour lui faire part de mes réflexions. Grétry me laisse dire et me répond: « Je me suis bien aperçu hier que mon trio ne vous plaisait pas, que vous ne l'aviez loué que par politesse; cela m'a tracassé toute la nuit et j'ai employé la matinée à le refaire. » En même temps il se mit à son clavecin et me chanta le morceau composé un moment auparavant; il avait choisi mon ton et fait usage de toutes mes observations avant de les avoir entendues. Je l'embrassai et lui dis en sortant: « Je vois bien qu'avec vous les conseillers se lèvent trop tard; ne touchez plus à ce diamant, il fera la fortune de votre

(1) Grétry répondit à ce vœu; il ne mourut que quarante-cinq ans plus tard.

ouvrage. » C'est le morceau du tableau magique, qui a eu un si grand succès ; il est fait avec rien. »

Un écrivain qui a publié un examen approfondi des opinions musicales de Grimm lui reproche avec raison d'être capricieux, passionné et inégal (1). Il a rencontré moins juste lorsqu'il avance que Grimm, ennemi juré de la tragédie lyrique, hésita devant la rénovation de ce genre par Gluck, et ne l'accepta cordialement que lorsqu'il se présenta sous les auspices d'un Italien, Piccinni. M. Carlez a été conduit à ces assertions par une confusion semblable à celle qui avait déjà égaré Sainte-Beuve et qui ne sera plus possible désormais grâce à la nouvelle édition de la *Correspondance*. La querelle des gluckistes et des piccinnistes est postérieure à l'époque où Grimm avait passé la besogne à Meister. Le premier opéra de Gluck qui ait été joué à Paris, l'*Iphigénie*, fut donné en avril 1773, lorsque Grimm était en route pour la Russie. Le nom du compositeur allemand ne se rencontre que deux fois sous sa plume : l'une à l'occasion d'*Orphée*, dont il a vu la partition et qui lui « a paru à peu près barbare ; » la seconde fois, au sujet d'un opéra comique français arrangé pour le théâtre de Vienne, et mis en musique par Gluck, mais que Grimm ne connaissait que par ouï-dire. Piccinni se trouve également en dehors de la période de la *Correspondance* qui nous intéresse. Son *Roland* est de 1788. Grimm, lorsqu'il occupait encore « la chaise de paille, » n'avait entendu de lui qu'une adaptation de *la Buona Figliola*. Arrangée comme elle l'avait été pour la Comédie Italienne, cette pièce avait laissé notre dilettante partagé entre le ravissement où le jetait « une musique divine, » et la colère que lui inspirait la parodie du texte italien en paroles françaises. « J'ai été au supplice, écrit-il, pendant tout le temps de la représentation, et cependant je me suis rendu coupable du péché irrémissible contre le Saint-Esprit en applaudissant contre ma conscience de toutes mes forces, afin qu'il ne fût pas dit, à notre honte éternelle, qu'un chef-d'œuvre admiré sur tous les théâtres de l'Europe ait été sifflé par les sourds de Paris. »

Les relations de Grimm avec la famille Mozart trouvent naturellement leur place ici. C'est vers la fin de 1763 que le père arriva à Paris pour tirer parti des talens précoces de ses enfans. Grimm les entendit et fut dans l'enthousiasme. Il a raconté, dans la *Correspondance*, les merveilles dont il fut témoin. « Les vrais prodiges sont assez rares pour qu'on en parle quand on a occasion d'en voir un. Un maître de chapelle de Salzbourg, nommé Mozart, vient d'arriver ici avec deux enfans de la plus jolie figure du monde. Sa

(1) Jules Carlez, *Grimm et la Musique de son temps*. Caen, 1872.

fille, âgée de onze ans, touche le clavecin de la manière la plus brillante ; elle exécute les plus grandes pièces et les plus difficiles avec une précision à étonner. Son frère, qui aura sept ans au mois de février prochain, est un phénomène si extraordinaire qu'on a de la peine à croire ce qu'on voit de ses yeux et ce qu'on entend de ses oreilles. C'est peu pour cet enfant d'exécuter avec la plus grande précision les morceaux les plus difficiles, et cela avec des mains qui peuvent à peine atteindre la sixte ; ce qui est incroyable, c'est de le voir jouer de tête pendant une heure de suite, et là s'abandonner à l'inspiration de son génie, et à une foule d'idées ravissantes qu'il sait encore se faire succéder les unes aux autres avec goût et sans confusion. Le maître de chapelle le plus consommé ne saurait être plus profond que lui dans la science de l'harmonie et des modulations qu'il sait conduire par les routes les moins connues, mais toujours exactes. Il a un si grand usage du clavier qu'on le lui dérobe par une serviette qu'on étend dessus, et il joue sur la serviette avec la même vitesse et la même précision. C'est peu pour lui de déchiffrer tout ce qu'on lui présente ; il écrit et compose avec une facilité merveilleuse, sans avoir besoin d'approcher du clavecin et de chercher ses accords. Je lui ai écrit de ma main un menuet, et l'ai prié de me mettre la basse dessous ; l'enfant a pris la plume et, sans approcher du clavecin, a mis la basse à mon menuet. Vous jugez bien qu'il ne lui coûte rien de transposer et de jouer l'air qu'on lui présente dans le ton qu'on exige ; mais voici ce que j'ai encore vu et qui n'est pas moins incompréhensible. Une femme lui demanda l'autre jour s'il accompagnerait bien, d'oreille et sans la voir, une cavatine italienne qu'elle savait par cœur. Elle se mit à chanter ; l'enfant essaya une basse qui ne fut pas absolument exacte parce qu'il est impossible de préparer d'avance l'accompagnement d'un chant qu'on ne connaît pas, mais, l'air fini, il pria la dame de recommencer et, à cette reprise, il joua non seulement, de la main droite, tout le chant de l'air, mais il mit de l'autre la basse sans embarras ; après quoi il pria dix fois de suite de recommencer, et à chaque reprise il changea le caractère de son accompagnement ; il l'aurait fait répéter vingt fois si on ne l'avait fait cesser. Je ne désespère pas que cet enfant me fasse tourner la tête si je l'entends encore souvent ; il me fait concevoir qu'il est difficile de se garantir de la folie en voyant des prodiges. »

Deux ans plus tard, après avoir conduit ses enfans en Angleterre et en Hollande, le maître de chapelle repassa par Paris. Grimm raconte de nouveau, à cette occasion, l'effet que produisit le jeune virtuose, et d'une manière qui fait, de cette page comme de la précédente, l'une des pièces les plus intéressantes de la biographie

du Mozart. « Mlle Mozart, âgée maintenant de treize ans, d'ailleurs fort embellie, a la plus belle et la plus brillante exécution sur le clavecin. Il n'y a que son frère qui puisse lui enlever les suffrages. Cet enfant merveilleux a actuellement neuf ans. Il n'a presque pas grandi, mais il a fait des progrès prodigieux dans la musique. Il était déjà compositeur et auteur de sonates il y a deux ans; il en a fait graver six depuis à Londres, en a publié six autres en Hollande, et a composé des symphonies à grand orchestre qui ont été exécutées et généralement applaudies ici. Je ne désespère pas qu'avant d'avoir douze ans il n'ait déjà fait jouer un opéra sur quelque théâtre d'Italie. Ce qu'il y a de plus incompréhensible, c'est cette profonde science de l'harmonie et de ses passages les plus cachés qu'il possède au suprême degré, et qui a fait dire au prince héréditaire de Brunswick, juge très compétent en cette matière comme en beaucoup d'autres, que bien des maîtres de chapelle mouraient sans savoir ce que cet enfant sait à neuf ans... A Londres, Bach le prenait entre ses genoux, et ils jouaient ainsi de tête alternativement, sur le même clavecin, deux heures de suite, en présence du roi et de la reine. Ici il a subi la même épreuve avec M. Raupach, habile musicien qui a été longtemps à Pétersbourg et qui improvise avec une grande supériorité. On pourrait s'entretenir longtemps de ce phénomène singulier. C'est d'ailleurs une des plus aimables créatures qu'on puisse voir, mettant à tout ce qu'il dit et ce qu'il fait de l'esprit et de l'âme avec la grâce et la gentillesse de son âge. Il rassure même par sa gaieté contre la crainte qu'on a qu'un fruit si précoce ne tombe avant sa maturité. »

Ce que Grimm ne dit pas, c'est qu'il était devenu le protecteur le plus actif de la famille Mozart à Paris. Il répandait partout la réputation de ces enfans merveilleux, les introduisait dans les salons, écrivait des dédicaces pour les sonates de Wolfgang, donnait des cadeaux au départ. Le père, dans ses lettres de Paris, parle de notre chroniqueur comme de celui auquel il doit son succès. « Ce M. Grimm, mon grand ami, à qui je dois tout ici, est secrétaire du duc d'Orléans; c'est un homme instruit et d'une grande bonté. Toutes mes autres lettres ne m'auraient servi de rien; M. Grimm seul, pour qui j'en avais une d'un négociant de Francfort, a tout fait. C'est lui qui nous a introduits à la cour, c'est lui qui a pris les soins nécessaires pour notre premier concert. A lui seul il m'a payé quatre-vingts louis d'or, c'est-à-dire qu'il a placé trois cent vingts billets; il a par-dessus le marché payé l'éclairage, et il y avait plus de soixante bougies; c'est lui qui nous a obtenu l'autorisation pour notre concert, et qui s'occupera du second, pour lequel cent billets déjà sont placés. Voilà ce que peut un homme qui a du sens

et un bon cœur! Il est de Ratisbonne, mais il y a déjà plus de quinze ans qu'il est à Paris, et il sait tout mettre en train et faire réussir les choses à son gré. »

Bon sens, bon cœur et savoir-faire, — c'est là un témoignage à recueillir.

Wolfgang revint à Paris une troisième fois, en 1778. Il avait alors vingt-deux ans et était accompagné de sa mère. Il retrouva son ancien protecteur; son couvert était toujours mis chez Mme d'Épinay. Les deux Allemands s'accordaient, d'ailleurs, dans leurs antipathies; ils daubaient à l'envi sur la musique française. Se plaignant des jalousies auxquelles il était exposé : « Si c'était ici, écrit Mozart, un endroit où les gens eussent de l'oreille, du cœur pour sentir, quelque intelligence de la musique et du goût, je rirais volontiers de toutes ces misères, mais je suis, en ce qui concerne la musique, parmi des bestiaux et des brutes. Et comment en pourrait-il être autrement? Ils sont de même dans toutes leurs actions et toutes leurs passions. Non, il n'y a pas une ville au monde comme Paris! » On croit assister à l'une des sorties de Grimm : « Si seulement cette maudite langue française n'était pas aussi infâme pour la musique! C'est une misère! L'allemand est divin en comparaison. Et les chanteurs donc, et les cantatrices! On ne devrait pas les nommer ainsi, car elles ne chantent pas, elles crient, elles hurlent, à pleine gorge, du nez et du gosier. »

Mozart eut la douleur de perdre sa mère pendant ce séjour à Paris. Il fut aussitôt recueilli par le « grand ami. » — « Je vous écris, dit-il à son père, dans la maison de Mme d'Epinay et de M. le baron de Grimm, où je loge actuellement; j'ai une gentille petite chambre avec une vue fort agréable, et j'y suis aussi content que le permet mon état. »

Grimm continua longtemps à trouver sa plus chère distraction dans la musique, et, tant qu'il vécut parmi nous, à maudire des païens qui n'avaient jamais su, disait-il, et ne sauraient jamais ce que c'est que le don céleste accordé à toute la terre, hors la France, pour charmer les maux de la vie. Puis l'âge arriva et lui enleva jusqu'à l'usage de son piano; il se plaignait à Catherine que ses doigts crochus ne lui permissent plus de prendre un accord sur le clavier. L'extrême vieillesse, enfin, qui éteint tout, éteignit sans doute jusqu'à cette passion qu'il avait appelée lui-même une frénésie, mais ce ne fut à coup sûr que lorsqu'il était déjà mort à tout autre sentiment.

EDMOND SCHERER.

LES

BOURBONS ET LA RUSSIE

PENDANT L'ÉMIGRATION

II[1].

DE VARSOVIE A HARTWELL (1801-1808).

I.

L'histoire diplomatique a conservé le souvenir de l'ambassade russe, que conduisait en France, à la fin de février 1801, le comte Kalitschef. Dès le 28 janvier, à Berlin, le comte de Krudener l'annonçait à Beurnonville. Au reçu des rapports de ce dernier, Talleyrand s'empressait de donner des ordres afin que, de la frontière à la capitale, le représentant de Paul Ier trouvât un accueil digne du souverain dont il apportait au premier consul les félicitations et digne aussi du grand pays avec lequel, après de longues guerres, la Russie se réconciliait.

M. de Kalitschef, entrant en France, y fut traité en roi. Dans les villes qu'il traversait, les autorités se portaient à sa rencontre, lui

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

donnaient des fêtes, l'entretenaient de celles qui l'attendaient à Paris. Lui-même ne cessait de parler de l'admiration de son maître pour Bonaparte. Arrivé à son poste, reçu aussitôt par le premier consul, il se vit accablé d'attentions et de prévenances. La réconciliation s'opérait donc sous de favorables auspices, promettait d'heureux résultats. Mais, quand des congratulations réciproques on passa aux affaires, dans l'ambassadeur jusque-là si déférant et si courtois, se révéla un homme nouveau, raide, tout d'une pièce, revendiquant avec hauteur les droits de son souverain, ne se prêtant à aucune transaction. Trois mois ne s'étaient pas encore écoulés depuis son arrivée à Paris que Bonaparte écrivait à Talleyrand : « Il est difficile d'être aussi impertinent et aussi bête que M. de Kalitschef. »

Entre temps, un tragique événement avait changé la face des choses en Russie. Durant la nuit du 11 au 12 mars, l'empereur était mort en des circonstances mystérieuses. A la suite d'une conspiration de palais, il avait péri assassiné. La nouvelle de son trépas arriva à Paris au moment où Bonaparte, las des procédés de M. de Kalitschef, songeait à demander son remplacement. L'occasion lui parut propice pour rendre plus étroites et plus cordiales ses relations avec la cour de Russie. Le nouvel empereur, Alexandre, était jeune, plus accessible que son père à l'influence des idées modernes. Non-seulement il manifestait l'intention de concourir au rétablissement de la paix générale par sa persévérance dans les mesures qu'avait adoptées son prédécesseur avec les puissances du Nord, mais encore il se prononçait sur son union avec la république française comme sur un système justifié par l'expérience de ses ancêtres, par la convenance des deux états, et « par la nécessité de mettre un frein au despotisme maritime de l'Angleterre. » Enfin, dès son avènement, il avait fait savoir qu'il rappelait M. de Kalitschef et désignait un autre de ses sujets, M. de Markof, pour le remplacer.

Bonaparte ne voulut pas laisser se refroidir ces heureuses dispositions. Son ambassadeur en Russie n'était pas encore nommé. En attendant qu'il l'eût choisi, il résolut d'envoyer Duroc, un de ses aides-de-camp, à Saint-Pétersbourg. Duroc reçut de Talleyrand les instructions les plus minutieuses. Il devait présenter au tzar les regrets du premier consul sur la mort de Paul I[er], le féliciter sur son avènement, et lui offrir de signer immédiatement la paix. Une lettre autographe de Bonaparte exprimait ces sentimens. Les instructions remises à Duroc avaient tout prévu, même l'attitude qu'il devait prendre vis-à-vis des émigrés. « Quant aux émigrés français qui pourraient se trouver en crédit à Saint-Pétersbourg,

vous les recevrez tous sans aller chez aucun. Vous pourrez cependant charger un des deux officiers que vous avez de se mêler à eux, afin de rassembler un plus grand nombre de renseignemens. »

Duroc quitta Paris le 24 avril. Moins d'un mois après, il faisait connaître qu'il avait été amicalement accueilli par Alexandre : « Je ne veux me mêler des affaires intérieures de personne, lui avait dit l'empereur. Chacun peut se donner le gouvernement qui lui convient. Je désapprouve ceux qui veulent s'y opposer. » Ce langage était bien fait pour laisser supposer à Bonaparte qu'il trouverait dans Alexandre un utile et fidèle allié. Au même moment, l'arrivée de M. de Markof à Paris imprimait aux relations des deux gouvernemens le caractère le plus cordial. A la fin de 1801, sur la demande du tsar, divers gentilshommes français restés longtemps au service de la Russie : MM. de Richelieu, de Lambert, de Langeron, de Torcy, de Choiseul-Gouffier, d'autres encore, étaient rayés de la liste des émigrés. Talleyrand, ministre des affaires étrangères à Paris, échangeait avec le prince Kourakin, ministre des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, d'amicales lettres (1). Il semblait donc que Bonaparte, possédé du désir de créer entre la Russie et la France pour contenir l'Angleterre une étroite alliance, eût atteint son but.

Pendant ce temps, réfugié à Varsovie, Louis XVIII y était oublié par ces mêmes souverains en qui naguère il mettait ses espérances. S'ils se souvenaient encore de lui, c'était pour s'avouer qu'il ne pouvait plus être désormais l'instrument de leurs desseins, pour se décharger l'un sur l'autre du soin de le soustraire aux amères humiliations de la pauvreté. La pauvreté, l'impuissance qui en résulte, c'étaient là, en effet, les plaies vives de la petite cour du comte de Lille (2). Il séjournait depuis plus de six mois à Varsovie qu'il en était encore à attendre les secours mensuels du tsar. A son départ de Mitau, Paul Ier s'était engagé à les lui continuer. Mais, en réalité, il ne les recevait plus. Malgré ses pressantes sollicitations, l'héritier des Bourbons restait en disgrâce à Saint-Pétersbourg comme s'il eût été un simple courtisan. Le tsar lui refusait jusqu'au droit d'avoir un agent à la cour de Russie. Ce n'est que par l'intermédiaire du duc de Serra-Capriola, représentant des

(1) Dans l'une d'elles, où le chancelier russe faisait étalage de ses sentimens de sympathie, on lit : « Agréez-en l'assurance de même que celle de la confiance que je place en vous. »

(2) Dès ce moment, et même au regard de la cour de Russie, qui l'avait d'abord reconnu comme roi de France, il n'était plus que le comte de Lille. C'est sous ce nom que lui fut adressée la première lettre qu'il reçut de la chancellerie russe après la mort de Paul Ier. Depuis, et jusqu'en 1814, la formule ne changea plus.

Deux-Siciles, qu'il pouvait faire parvenir ses demandes et plaider sa cause.

La correspondance, en cette année 1801, n'est guère défrayée que par les questions d'argent. La misère chaque jour s'accuse et s'aggrave. Privé des secours de la Russie, le roi en est réduit aux 200,000 francs de l'Espagne et aux 20,000 florins que reçoit de la cour d'Autriche, comme héritière de Marie-Antoinette, la duchesse d'Angoulême. Ces fonds arrivent irrégulièrement, à travers d'innombrables difficultés. Ils ne suffisent pas aux dépenses de la maison royale, composée de soixante personnes, dépenses qui dépassent 400,000 francs. L'habileté de Thauvenay, appelé provisoirement à Varsovie pour remplacer d'Avaray, malade en Italie, ne parvient pas à les diminuer. C'est donc la misère, une misère que rendent plus cruelle les demandes incessantes adressées au roi par ses partisans et les réclamations de ses créanciers, dont les exigences se sont déchaînées depuis qu'il habite Varsovie (1). Sous toutes les formes, la détresse éclate. Quelques-uns des gentilshommes retenus auprès du roi cherchent à se procurer, par divers procédés, les ressources qui leur manquent. Ils entreprennent des opérations commerciales, achètent très cher et à crédit des marchandises qu'ils revendent à vil prix, mais au comptant. Ils jouent, spéculent, compromettent leur nom et leur honneur dans des entreprises véreuses (2).

L'obligation d'arracher à cette noire misère sa famille et les courtisans de son exil ne permettait pas à Louis XVIII de garder longtemps le silence. Après la mort de Paul Ier, il avait écrit à son héritier pour lui adresser les complimens d'usage et l'entretenir de ses intérêts politiques. C'est encore vers lui qu'il se tourna pour la solution de ses intérêts pécuniaires. Il chargea le duc de Serra Capriola de les exposer et de les défendre. Le diplomate napolitain en entretint un des ministres russes, le comte Panin. Celui-ci prit les ordres du tsar et parvint à réveiller la vieille bienveillance de la maison de Russie pour les Bourbons. Le traitement annuel que recevait jadis le roi de France fut rétabli à partir du jour où il

(1) Il fallut un ordre formel du roi de Prusse pour mettre un terme aux poursuites dont Louis XVIII était l'objet.

(2) Le jeune duc de Fleury, notamment, se mit dans la situation la plus difficile et encourut la colère du roi, qui, cependant, attachait grand prix à son dévoûment et à ses services. Couvert de dettes criardes imprudemment contractées, il se vit au moment d'être déféré à la justice. Il avait fait des billets et engagé sa parole. D'Avaray, de Gramont et de Piennes offrirent 3,000 ducats pour lui sauver l'honneur et la liberté. Ils lui épargnèrent une première crise Mais il ne put tenir des engagemens ultérieurs. Le roi et la reine ne voulurent plus le voir. Ils lui firent dire d'aller attendre leurs ordres à Munster auprès du cardinal de Montmorency. Il refusa d'obéir et tomba en disgrâce. Le roi finit cependant par lui pardonner et lui rendit sa faveur en 1814.

avait cessé d'être payé. De nouveau, le palais de Mitau lui était ouvert (1). Le tsar s'engageait en outre à intéresser à son sort les familles souveraines d'Europe. Enfin, le comte Panin insinua qu'il ne serait pas impossible d'obtenir du gouvernement français un subside régulier qui mettrait le roi à l'abri de tout souci dans le présent comme dans l'avenir. Pour justifier et alimenter ce subside, il y avait, à ce que pensait le gouvernement moscovite, une cause légitime, les biens héréditaires du roi, confisqués au profit de la nation. Cette opinion reposait sur une erreur. Louis XVIII dut objecter au duc de Serra-Capriola que tous les biens du roi de France, sous la loi de l'ancienne monarchie, étaient domaines de la couronne : « Ceux même qu'il possédait patrimonialement avant son avènement acquièrent cet indélébile caractère à l'instant de la mort de son prédécesseur. D'ailleurs, il serait impossible que je ne parusse pas de près ou de loin dans un pacte de cette nature, et vous sentez que rien au monde ne peut me faire transiger sur ma couronne. Si les puissances engageaient celui qui l'a usurpée à leur assurer un subside qu'elles me transmettraient ensuite, le cas serait différent. Je puis tout recevoir d'elles, rien de lui. Votre âme est trop élevée pour ne pas partager cette manière de voir et surtout de sentir. » Après cette réponse, l'idée parut abandonnée; mais Alexandre n'y renonça pas, convaincu que Bonaparte devait une indemnité aux Bourbons.

En attendant d'y revenir, il fit expédier une lettre circulaire à ses représentans à Vienne, Londres, Berlin et Naples, leur enjoignant de demander à la cour auprès de laquelle chacun d'eux était accrédité une pension annuelle pour « M. le comte de Lille. » La correspondance directe entre la Russie et l'Espagne n'étant pas encore rétablie, l'ambassadeur russe à Paris reçut l'ordre de communiquer la circulaire à son collègue espagnol. Enfin, lui-même fut autorisé à entretenir verbalement Talleyrand de la question qui préoccupait le tsar et que ce prince cherchait à résoudre conformément à la générosité de son cœur (2).

(1) Le roi ne voulut plus retourner en Russie. En remerciant Alexandre de sa bienveillance, il disait : « Toutes les considérations du monde doivent céder au devoir, et le mien, jusqu'à ce qu'il plaise à la Providence de terminer les malheurs de la France et les agitations de l'Europe, est de me tenir le plus à portée qu'il est possible de profiter des circonstances qui peuvent amener cet heureux dénoûment. » (11 juillet 1802.)

(2) Voici le texte de la lettre que le tsar fit adresser à ses ambassadeurs :

« La situation à laquelle se trouve réduit M. le comte de Lille (Louis XVIII) à une époque où la tranquillité publique, après tant d'orages, n'a pu être rétablie qu'aux dépens des droits de sa naissance ne peut être indifférente à tous les souverains de l'Europe. Déchu du milieu d'eux par l'enchaînement des circonstances, il est de leur dignité de ne pas le laisser en peine et toute sa famille dans un abandon qui les expose

Les démarches dont nous exposons les préliminaires eurent un sort très différent. L'empereur d'Autriche se montra empressé à y répondre. Il parut comprendre à demi mot, et s'engagea à contribuer pour 50,000 florins, à partir du 1er juillet 1802, au traitement annuel du roi de France. Mais ces belles promesses restèrent sans effet. Deux ans après, l'évêque de Nancy, agent de Louis XVIII à Vienne, réclamait en vain les termes échus de la pension, qui ne fut pas payée davantage par la suite.

L'Angleterre mit plus de sincérité dans sa réponse. Elle refusa d'augmenter les charges qu'elle acquittait déjà. Il est vrai qu'elle pourvoyait à l'entretien du comte d'Artois, du duc d'Angoulême, du duc de Berry, des princes d'Orléans, du prince de Condé, du duc de Bourbon, sans parler des pensions qu'elle servait à un grand nombre d'émigrés. « Il ne reste plus que Louis XVIII à pourvoir, disait avec raison lord Hawkesbury à M. de Woronzof, en motivant le refus de sa cour. Si les autres souverains de l'Europe veulent imiter ce que l'empereur de Russie fait envers cet infortuné prince et ce que le roi de la Grande-Bretagne fait pour les autres membres de la famille de France, cette dépense ne leur coûtera pas beaucoup. »

L'Espagne fit une réponse analogue. Depuis 1794, elle payait à la maison de Bourbon une somme annuelle de 330,000 livres. Elle trouvait sa part de charges suffisante et n'y voulut rien ajouter.

Quant au roi de Naples, qui longtemps avait donné asile aux tantes du roi et qui payait encore un traitement au duc de Berry, le silence des documens permet de supposer qu'il ne voulut pas aller au-delà.

Nous avons gardé pour la fin la réponse de la Prusse, parce que la démarche du tsar auprès d'elle révéla le projet que M. d'Haugwiz et le général de Beurnonville s'étaient mis en tête de faire réussir. A la première ouverture de M. de Krudener, le ministre prussien ne fit aucune objection. Il devait d'abord prendre les ordres de son maître. Puis, lorsqu'au bout de six semaines il se décida à

à éprouver le besoin le plus pressant. Tel serait cependant le sort infailliblement réservé à cette malheureuse famille si par des mesures de bienveillance les souverains ne s'empressent de venir à son secours.

« Ceux qui lui ont été donnés par feu l'empereur, ceux que lui a fait tenir tout récemment encore Sa Majesté Impériale ont pu suffire jusqu'ici à ses besoins. Mais quelque sensible que soit notre auguste maître à la situation de ce prince, quelque porté qu'il soit à l'adoucir, il ne peut supporter la charge trop onéreuse de fournir seul à cette dépense. Il croit que les autres souverains voudront la partager, et c'est dans le dessein de les engager à assurer à ce prince par une contribution volontaire des moyens d'existence qui le mettent hors de l'atteinte du besoin, que l'empereur s'adresse aujourd'hui à quelques cours, plaçant une pleine confiance dans leurs sentimens et leur générosité. »

répondre, il justifia ses retards en alléguant la nécessité où il s'était trouvé de faire rechercher dans les archives du royaume le relevé des sommes fournies par la Prusse aux princes français. « Ces sommes s'élevant à 6 millions en espèces sonnantes, dit M. d'Haugwiz à M. de Krudener, non comprises les dépenses énormes qu'a faites la Prusse pour relever le trône des Bourbons ; le roi, quoique très sensible aux malheurs de cette auguste famille, doit à son peuple de mettre un terme aux libéralités de sa maison. Mais, si j'en puis juger par quelques propos échappés au général de Beurnonville, bien que je me sois gardé de lui parler de cet objet, la France elle-même ne serait pas éloignée de pourvoir à l'entretien des princes français, en leur procurant un petit établissement. »

Ce langage étonna M. de Krudener. Il fit observer que la proposition du tsar s'adressait uniquement au cœur du roi de Prusse, qu'il ne pouvait être question d'une charge onéreuse au trésor de l'état, mais d'un concert entre les têtes couronnées pour assurer la subsistance d'un prince déchu du trône. Quant aux propos attribués au général de Beurnonville, il pensait que ce diplomate avait, en cette occasion, consulté son cœur et non son gouvernement. « A supposer, ajouta-t-il, que le premier consul soit disposé à écouter des propositions en faveur des Bourbons, ceux-ci répugneraient peut-être à accepter des bienfaits de la main de ceux qui les ont dépouillés. Bonaparte y mettrait sans doute la condition d'une renonciation formelle à laquelle M. le comte de Lille ne souscrira jamais. Une semblable négociation serait-elle d'ailleurs bien sérieuse? Ne cacherait-elle pas, de la part du gouvernement français, le dessein de tenir la maison de France dans une continuelle sujétion, sans vouloir donner jamais de réalités aux espérances que celle-ci pourrait concevoir? — En effet, répliqua M. d'Haugwiz, le premier consul demanderait probablement une renonciation. Mais, dans ce cas, la maison de Bourbon ne devrait pas se faire scrupule d'y souscrire. La situation est telle qu'il ne peut rester aux Bourbons aucun espoir de recouvrer leur couronne, à moins qu'elle leur soit offerte par la nation française elle-même ; et alors, la renonciation cesserait d'être obligatoire. Au surplus, Bonaparte n'a-t-il pas déjà procuré un établissement en Italie à un prince Bourbon? Pourquoi n'en procurerait-il pas un aux autres en Allemagne? L'Espagne pourrait se charger de la négociation et prêter son nom aux formes. » Ces argumens n'ébranlèrent pas la conviction contraire de M. de Krudener. Il était d'ailleurs sans pouvoirs pour négocier. Les deux diplomates se séparèrent sur la promesse faite par M. d'Haugwiz de revenir à la charge auprès de son souverain.

Il résulte de ce curieux entretien que le roi de Prusse avait eu la même pensée que l'empereur de Russie ; mais tandis que chez le

monarque moscovite, elle était le résultat d'une initiative personnelle et désintéressée, chez le monarque prussien, elle était due aux incitations venues de Paris, où Talleyrand poursuivait avec persévérance la réalisation d'un projet qu'il jugeait propre « à déshonorer les Bourbons. »

Les critiques dont M. de Krudener accompagnait les ouvertures de M. d'Haugwiz en les transmettant à sa cour, le 23 février 1802, produisirent l'effet qu'il était fondé à en attendre. Une communication ultérieure de l'ambassadeur de Russie à Paris acheva de donner à Alexandre la mesure de la délicatesse du premier consul. Le 4 juillet, M. de Markof écrivait : « J'ai voulu pressentir M. de Talleyrand si le premier consul avait quelque propension à accorder en général des secours pécuniaires à cette infortunée famille. Il me répondit que le premier consul n'en était pas éloigné et qu'il n'attendait peut-être pour cela que le rassemblement de cette famille dans un endroit éloigné de France, et qu'il se proposait même de faire des démarches auprès du gouvernement anglais pour faire sortir des pays de sa domination ce qui y restait encore de la maison de Bourbon, savoir : le comte d'Artois, les trois fils du dernier duc d'Orléans et le prince de Condé. Faisant semblant d'exciter des doutes que la délicatesse de Louis XVIII et celle de son frère et de ses neveux leur permît d'accepter des secours de la France, il me dit de me tranquilliser là-dessus; qu'on les avait déjà pressentis à cet égard par Rome et par Naples (1) et qu'ils ne se sont nullement montrés difficiles. — Mais, peut-être, lui ai-je dit, attacherez-vous à la prestation de ce secours quelques conditions humiliantes et préjudiciables pour eux, comme par exemple une renonciation formelle à leurs titres et à leurs droits. Il resta quelque temps à penser et puis me répliqua : — Les actes de renonciation ne sont point valides selon les lois de l'ancienne monarchie; mais ce qui les rendra tels, c'est l'avilissement des individus, qui sera complet de cette manière. — C'est donc à ces motifs que ces princes devront quelques secours passagers que le premier consul leur accordera et qu'il fera cesser au moment où il s'apercevra qu'il a suffisamment rempli son objet. » Après avoir pris connaissance de cette lettre, Alexandre fut édifié sur les mobiles auxquels, en cette circonstance, obéissait Bonaparte, et il renonça à ses desseins.

A Berlin, il en fut autrement. Avec une singulière persistance, on y poursuivait la réalisation du plan abandonné par l'empereur

(1) C'est en vain que nous avons cherché dans les archives d'Italie quelque document propre à justifier les propos de Talleyrand. Nous n'avons trouvé aucune trace de la négociation à laquelle il faisait allusion et qui, d'ailleurs, à supposer qu'elle eût eu lieu, ne pouvait aboutir, à en juger du moins par la réponse de Louis XVIII aux propositions de la Prusse, dont il va être question.

de Russie. Il est même permis de supposer que, soit pour se rendre agréable au premier consul, soit pour se faire pardonner l'hospitalité qu'à la demande de sa femme, il n'osait refuser au comte de Lille, le roi de Prusse avait pris envers le gouvernement français l'engagement de s'employer pour arracher à Louis XVIII la renonciation à ses droits. Au commencement de l'année 1803, le président de la régence de Varsovie, Meyer, fut chargé par M. d'Haugwiz de démontrer au prince français l'utilité de cette renonciation. Mais ses démarches échouèrent. Louis XVIII le prit de très haut, se plaignit de la sollicitation dont il était l'objet, et en guise de procès-verbal destiné à en perpétuer le souvenir, rédigea une protestation qui fut adressée à toutes les cours et aux princes de sa famille. « Je ne confonds pas Buonaparte avec quelques-uns de ceux qui l'ont précédé, était-il dit dans ce document; j'estime sa valeur, ses talens militaires; je lui sais gré de quelques actes d'administration, car le bien qu'on fera à mon peuple me sera toujours cher. Mais il se trompe s'il croit m'engager à transiger sur mes droits. Loin de là, lui-même les établirait, s'ils pouvaient être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment. J'ignore les desseins de Dieu sur ma race et sur moi, mais je connais les obligations qu'il m'a imposées par le rang où il m'a fait naître. Chrétien, je remplirai ces obligations jusqu'à mon dernier soupir. Descendant de saint Louis, je saurai à son exemple me respecter moi-même jusque dans les fers. Successeur de François I[er], je veux au moins pouvoir dire avec lui : « Nous avons tout perdu, fors l'honneur. »

Ce fut le dernier mot de l'étrange négociation que nous venons de raconter. La Prusse ne persista pas à arracher à Louis XVIII une abdication déshonorante, et les efforts de l'empereur Alexandre pour décider les cours à contribuer à l'entretien du comte de Lille restèrent sans effet. Quant à ce prince, à la suite de sa protestation, redoutant d'être expulsé de Varsovie, il s'occupa de chercher un autre asile. A la vérité, la Russie lui demeurait ouverte. Mais la Courlande est loin de la France. Il lui répugnait d'aller de nouveau s'ensevelir à une si grande distance des frontières de son pays. Il s'adressa au roi de Suède, Gustave IV, et lui demanda un asile dans le duché de Poméranie : « Ce n'est point le roi de France qui fait cette demande à Votre Majesté; c'est le comte de Lille qui la supplie de le recueillir dans ce nouveau naufrage avec sa famille et un petit nombre d'amis. La générosité de Votre Majesté m'est trop connue pour que j'aie besoin d'invoquer aucun titre auprès d'elle. Mais j'en possède un trop cher à mon cœur pour ne pas l'invoquer : Gustave III fut mon ami. »

Le jeune roi de Suède était généreux comme son père; comme lui, il ne professait qu'horreur pour la révolution française; comme

lui, il aimait les Bourbons. Sa réponse fut telle que leur héritier pouvait l'attendre. Mais les craintes un moment conçues par Louis XVIII ne s'étant pas réalisées, il ne profita pas sur l'heure des bienveillantes dispositions de Gustave IV et demeura à Varsovie.

II.

Au cours de ces événemens, deux années s'étaient écoulées. La vie de l'exilé restait paisible en apparence. L'observateur secret que la police de Fouché entretenait à Varsovie ne signalait aucun incident (1). Le prétendant semblait résigné à son sort. « Les intentions qu'on lui prête de reprendre son titre sont fausses. » Il menait la vie la plus retirée, la plus uniforme. Il passait l'hiver dans le faubourg de Cracovie, où la sœur du dernier roi de Pologne, fixée elle-même à Vienne, l'avait autorisé à s'installer dans son ancienne demeure; en été, il habitait le palais de Lazienski, mis à sa disposition par le roi de Prusse. Il sortait rarement. Lorsque cela lui arrivait, et qu'il allait visiter les châtelains des environs, les Radziwill, les Czartoryski, les Potocki, auprès desquels il trouvait des égards dignes de sa naissance et de ses malheurs, c'était toujours avec l'extérieur le plus simple, sans décorations, presque sans suite. L'observateur racontait, il est vrai, qu'il se dédommageait de cette contrainte dans son intérieur, où il se laissait traiter en roi. « Les deux gardes du corps qui ont suivi son frère à Varennes ne le quittent pas. Le public leur conserve leur ancien titre, quoiqu'ils soient sans uniforme. Monsieur et Madame d'Angoulême forment sa société la plus intime. Cette dernière est très aimée dans la ville, où elle répand d'abondantes aumônes. Quant à l'emploi du temps, on prétend que le comte travaille tous les matins une heure ou deux avec ses *ministres*, — c'est l'expression générale, — et que le reste de la journée est partagé entre les exercices de dévotion, la lecture et la table, à laquelle il apporte généralement les plus heureuses dispositions. »

(1) Cet observateur arriva à Varsovie au mois d'octobre 1802. Ses instructions disaient : « Son premier soin, en se faisant connaître comme homme de lettres, négociant, voyageur ou sous tout autre rapport qui puisse attirer la confiance, sera de se former des connaissances utiles, de se lier avec les personnes qui, par leur position et leurs rapports, pourront le plus utilement servir au succès de ses observations. C'est ainsi par exemple qu'il obtiendra sur l'intérieur de la maison du comte de Lille les notions détaillées et étendues qu'il devra transmettre à Paris. Le citoyen Gallon-Boyer nous fera connaître la composition du cortège qui entoure ce prince. Il rapportera les petites intrigues qui l'agitent, l'espérance qu'on y entretient, les projets que l'on y forme et les inquiétudes qui détruisent ou changent les unes et les autres. Il parlera des voyageurs qui pourront y être conduits et de l'accueil qu'ils y recevront. »

Du fond de sa retraite, le roi proscrit, loin de se désintéresser des événemens qui se succédaient sur le continent, continuait à les suivre avec sollicitude. Au commencement de 1804, alors que, depuis plus de trois ans, il vivait à Varsovie, l'état de l'Europe s'aggravait. L'ambition de Bonaparte, la persistance de ses vues sur l'Angleterre, sa prétention d'asservir le monde à ses desseins, préparaient une nouvelle coalition et de nouvelles guerres. Les cordiales relations nouées entre la Russie et la France, en 1801, avaient changé de caractère. Le premier consul accusait Alexandre de partialité au profit de la Grande-Bretagne. La protection accordée par ce souverain à des émigrés tels que le comte d'Antraigues ou le chevalier de Vernègues, l'irritait au plus haut degré. Entre Paris et Saint-Pétersbourg, c'étaient tous les jours des difficultés nouvelles, tandis que l'Autriche et la Prusse, en proie aux plus vives perplexités, évitaient encore de prendre parti dans le conflit qui se préparait. Dans ces divisions latentes Louis XVIII puisait des espérances et des audaces ; après des découragemens passagers, il croyait maintenant à la possibilité de recouvrer sa couronne. Mais, éloigné depuis longtemps des princes de sa maison, de son frère notamment, qu'il n'avait pas vu depuis huit ans, il reconnaissait la nécessité de se concerter avec eux pour étudier les avantages que pouvait tirer sa cause des dispositions des diverses cours.

De cette nécessité constatée naquit l'idée d'une réunion de famille. Mais où se tiendrait-elle? Sur le territoire prussien? Il n'y fallait pas songer, par suite des relations de la Prusse avec le gouvernement français. Restait la Suède. L'année précédente, Louis XVIII avait sollicité et obtenu de Gustave IV la promesse d'un asile dans la Poméranie suédoise. C'est ce souvenir qu'il invoqua d'abord en écrivant, le 4 mars 1804, au roi de Suède. Il exprimait ensuite le regret de n'avoir pas trouvé un prétexte suffisant pour quitter Varsovie. Enfin, il ajoutait : « Je me crois au moment d'y réussir. Ce prétexte, ce motif sera le désir, la nécessité même de revoir mon frère, que les circonstances tiennent éloigné de moi depuis plusieurs années, de lui mener ses enfans, qu'il n'a pas vus depuis leur mariage, et de lui épargner une partie du chemin. Armé de ces raisons, je compte, à moins d'obstacles dont je ne serai pas le maître, me mettre en chemin vers le 1er mai prochain. J'annoncerai, à la vérité, mon retour ; mais Votre Majesté, qui n'a fixé pour terme de mon séjour dans ses états que le moment où j'aurais la volonté d'en sortir, pense bien que cette volonté ne me viendra pas aisément et que je tiendrai ce langage uniquement par égard pour le souverain qui me tolère ici depuis trois ans. Je supplie donc Votre Majesté de renouveler, s'il en est be-

soin, les ordres qu'elle a bien voulu donner l'année passée à son gouverneur de Stralsund. Mais je la supplie en même temps d'ordonner à ce gouverneur, et à tous autres, d'observer un secret sans lequel l'exécution de mon plan deviendrait peut-être problématique. »

La réponse du roi de Suède à cette lettre ne se fit pas attendre. Elle arriva au comte de Lille par l'intermédiaire du ministre suédois à Berlin. Gustave IV ne refusait pas de se prêter au désir de Louis XVIII. Mais, dans son propre intérêt, il lui conseillait de s'assurer d'abord si l'empereur de Russie ne considérerait pas comme avantageux aux Bourbons et à lui-même que leur réunion eût lieu dans ses états. Ce conseil fournissait au comte de Lille une occasion nouvelle de mettre à l'épreuve la bonne volonté d'Alexandre. Il allait donc s'y conformer, quand arriva à Varsovie une nouvelle aussi douloureuse qu'imprévue. Durant la nuit du 20 au 21 mars, le duc d'Enghien, arrêté sur les bords du Rhin et conduit à Paris, avait été fusillé dans les fossés du château de Vincennes. La famille royale n'était pas encore revenue de la stupeur causée par ce tragique événement qu'il s'en produisait un second d'un autre caractère, mais d'une égale gravité. Bonaparte venait d'être proclamé empereur.

Maintenant, la réunion de famille projetée tirait de ces faits sa raison d'être. Louis XVIII n'hésita plus à la réaliser. Il engagea son frère et les autres princes de sa maison à se rendre à Calmar, en Suède, et à s'y trouver au mois de septembre. C'est là qu'ils devaient l'attendre, si le tsar refusait de prêter le territoire russe à leur réunion. Dans le cas contraire, ils devaient se rendre à Riga, où il arriverait avant eux pour les recevoir. Le 25 juin, après avoir protesté auprès de toutes les cours contre l'acte usurpateur de Bonaparte, il faisait connaître ses projets à l'empereur de Russie. « Si Votre Majesté impériale daignait l'approuver, écrivait-il ; cette réunion si désirable, et qui ne doit être que momentanée, aurait lieu dans ses propres états, soit à Vilna, soit dans toute autre ville qu'il plairait à Votre Majesté impériale de me désigner. Parmi les motifs sans nombre qui me feraient préférer ce parti, il est une considération qui ne peut manquer de toucher l'âme sensible de Votre Majesté impériale. Depuis son enfance, ma nièce n'a point vu son beau-père ; depuis son mariage, je cherche vainement l'occasion de la lui présenter ; je voudrais lui épargner les fatigues d'un long voyage et d'un double trajet de mer. Si, malgré cette puissante considération, Votre Majesté impériale pensait que je dusse plutôt passer moi-même en Suède, je la supplierais de me donner un bâtiment qui de ses côtes pût m'y transporter. En attendant, et

pour recevoir moi-même sans obstacle ni délai la réponse de Votre Majesté impériale, je vais, accompagné de mon neveu le duc d'Angoulême, me mettre en route pour sa frontière, m'y croyant suffisamment autorisé par l'invitation obligeante qu'elle me fit il y a deux ans. Je m'arrêterai à Grodno, et là j'attendrai la communication ultérieure qu'elle voudra bien adresser au comte de Lille. »

La résolution prise par Louis XVIII de ne pas attendre la réponse du tsar à Varsovie révèle clairement que, s'il redoutait de voir sa démarche désapprouvée par Alexandre, il entendait cependant y donner suite quand même et se mettre dans l'impossibilité d'y renoncer. Déjà, d'ailleurs, il procédait aux préparatifs de son départ. Il en avait averti le roi de Suède, en se réservant de ne se rendre à Calmar que si la Russie lui était fermée. De même, quelques jours avant de quitter Varsovie, il écrivait au roi de Prusse pour lui annoncer qu'il allait se mettre en route et placer sous sa protection « ce qu'il avait de plus cher, sa femme et sa nièce, » qui restaient en Pologne, où il comptait les rejoindre avant peu.

Cette nouvelle causa au gouvernement prussien autant de surprise que d'inquiétude. L'initiative que prenait le comte de Lille, cette résolution de revendiquer solennellement ses droits, pouvaient engendrer de graves difficultés. Le roi, cependant, se contenta de le remercier pour ses communications, en ajoutant, il est vrai : « Je ne doute pas de l'attention constante que vous voudrez bien apporter à éviter tout ce qui, de manière ou d'autre, pourrait compromettre ce séjour à Varsovie, et à me procurer le plaisir de continuer à vous l'offrir. »

Ces recommandations portent la date du 20 juillet. Le même jour, le monarque prussien informait de ce qui se passait M. de Lucchesini, son ministre à Paris. « Je vous en informe afin que vous puissiez en parler, puisque le gouvernement français paraît attacher, à tort, de l'importance aux démarches même les plus innocentes de cet infortuné prince. Je m'attends au moins que dans aucun cas, on ne paraîtra vouloir s'enquérir officiellement de cette correspondance indifférente dont personne absolument n'a le droit de se mêler. »

On trouve dans l'accent de cette lettre, avec l'évident désir de ne pas se brouiller avec la France, un reflet de l'impression de révolte et d'horreur, produite sur les cours par la mort du duc d'Enghien. Cette impression, la Prusse et l'Autriche cherchaient encore à la dissimuler. Mais la Russie semblait s'appliquer à la trahir. Entre elle et la France, les relations se tendaient. M. de Markof, tombé dans la disgrâce de Bonaparte, comme M. de Kalitschef, avait quitté Paris, où un simple chargé d'affaires, M. d'Oubril, occupait sa place. Le général d'Hédouville, ambassadeur de France à Saint-Péters-

bourg, écrivait le 20 avril : « Tout est changé ici depuis la nouvelle de l'arrestation du duc d'Enghien et l'arrivée de l'estafette expédiée par le résident de Russie à Francfort, qui a appris son jugement. On ne parle que d'une rupture ouverte avec la France et de mesures violentes qui en seraient la suite. L'empereur s'est échappé plusieurs fois en propos contre les Français en ajoutant qu'ils gâtaient ce qu'ils avaient fait de bon. » Le général d'Hédouville signalait en outre la position difficile de son ambassade. Après la mort du petit-fils des Condé, la cour de Russie avait pris le deuil et fait célébrer un service religieux ; elle avait poussé la diète de Ratisbonne à protester contre la violation du territoire badois. L'ambassadeur de France, en énumérant ces actes, préparait son gouvernement au rappel de M. d'Oubril, à l'ordre donné aux sujets russes de quitter la France, à une résurrection de la sympathie du tsar pour Louis XVIII, à une alliance entre la Russie et l'Allemagne, toutes choses dont le langage et l'attitude d'Alexandre ne laissaient que trop prévoir la réalisation.

De son côté, le gouvernement français se répandait en reproches et en plaintes. Le 2 mai, Talleyrand exprimait par écrit ses griefs à M. d'Oubril. « Après l'intervention que le cabinet de Saint-Pétersbourg a voulu prendre aux affaires intérieures de la France, après la conduite qu'il a tenue par rapport à MM. de Vernègues et d'Antraigues, après ce qu'on voit d'incertitude dans les dispositions de ce cabinet relativement aux nouvelles destinées de la France et aux prétentions de la maison de Bourbon, après surtout cette affectation de porter, sans qu'aucun lien de parenté l'exigeât, le deuil d'un homme coupable, tombé sous le glaive des lois pour avoir tramé des assassinats sous l'influence de l'Angleterre, la déclaration qui vient d'être faite à Ratisbonne est un acte qui prouve clairement qu'il n'y a plus aucun moyen pour que la France et la Russie se concilient à l'effet d'intervenir de concert dans les affaires germaniques. La première démarche que fit Paul Ier, de glorieuse mémoire, lorsqu'il voulut se rapprocher de la France, ce fut d'éloigner le comte de Lille de ses états et de lui retirer toute sa protection. » Cette lettre précédait et préparait une rupture qui fut définitivement consommée au mois d'août (1).

Cependant, quoiqu'irrité contre la France, l'empereur de Russie ne laissait pas de désapprouver le voyage de Louis XVIII. Il ne lui dissimula pas qu'il voyait avec peine sa résolution et qu'il l'en aurait dissuadé s'il en avait été averti à l'avance : « Ces démarches

(1) Le 28 de ce mois, M. d'Oubril demanda ses passeports, qui lui furent envoyés le même jour. Depuis le 18, M. de Rayneval, resté à Saint-Pétersbourg comme chargé d'affaires après le départ de M. d'Hédouville, avait reçu les siens.

seront inutiles et ne pourront que donner des armes à vos ennemis. Je ne saurais donc y adhérer, et l'offre faite précédemment d'un asile en Russie est sous la condition expresse qu'aucune démarche semblable n'aurait lieu. »

Après diverses remises, le départ du comte de Lille avait été fixé définitivement au 25 juillet. Au moment de partir, un accident l'obligea à le retarder de nouveau (1). C'est le 30 seulement qu'il put se mettre en route. Il ignorait encore quelle suite serait donnée aux demandes qu'il avait adressées au tsar ; il ignorait de même si ses parens pourraient venir le rejoindre. Après avoir fait ses adieux à sa femme et à sa nièce, il se dirigea vers Grodno. Il voyageait sous le nom de comte de Lille, et le duc d'Angoulême sous le nom de comte de Châtellerault. Il était accompagné du cardinal de Montmorency, du comte d'Avaray, du duc de Piennes, du comte de Blacas, du marquis de Vassé, d'un médecin, d'un chapelain et de trois domestiques. Le 8 août, il arrivait à Grodno, sur le territoire russe, où l'attendait la lettre de l'empereur Alexandre. C'était, comme on vient de le voir, une désapprobation formelle de sa conduite. Il ne pouvait même compter sur une frégate russe pour le transporter de Riga à Calmar. Il ne lui restait donc qu'à profiter des offres de Gustave IV. Il lui annonça son arrivée prochaine à Calmar. « Je dirai à Votre Majesté, et lui en demande le secret, qu'en m'environnant de mes parens, mon intention est de conférer avec eux sur le nouvel acte que je prépare et que je veux adresser à mon peuple. Sans doute, il eût été bien satisfaisant pour moi de placer les trois fleurs de lis à l'abri des trois couronnes. Mais je n'abuserai point de la généreuse amitié de Votre Majesté. La compromettre serait pour moi un malheur et une source de regrets éternels. Je lui donne donc ma parole d'honneur que rien ne sera daté ni publié de ses états. »

Cette lettre écrite, la nécessité de s'assurer le moyen de traverser la Baltique condamna le comte de Lille et ses compagnons à une longue attente. Pendant quinze jours, réfugiés en Courlande, sur la frontière de Lithuanie, au château de Blankenfeld, dont le propriétaire, M. de Konigsfels, leur avait offert une hospitalité plus confortable que celle des auberges de Grodno (2), ils attendirent

(1) Après avoir mangé un plat de carottes, il fut violemment indisposé. Il crut toujours avoir été, dans cette circonstance, victime d'une tentative d'empoisonnement. Une instruction fut même ouverte à sa requête. Nos recherches n'ont pu nous faire découvrir la vérité, pas plus que ne le put la découvrir le magistrat-instructeur, dont il suspecta d'ailleurs la bonne volonté.

(2) Louis XVIII n'oublia jamais le service que lui avait rendu M. de Konigsfels. Sous la restauration, ce gentilhomme fut nommé officier de la Légion d'honneur et reçut du roi de France pour lui et ses descendans le titre de comte.

que Blacas, envoyé à Riga, eût réussi à trouver un bâtiment pour les transporter à Calmar. Cette attente les conduisit jusqu'au 12 septembre. Le départ de Louis XVIII eut lieu ce jour-là. Ne voulant par exposer le vieux cardinal de Montmorency et le chétif d'Avaray aux fatigues d'un voyage par mer, il les laissa à Blankenfeld, où il devait les reprendre à son retour (1).

Le lendemain, il était à Riga. Il y trouva des nouvelles de son frère, mais non telles qu'il les souhaitait. Le comte d'Artois exprimait la crainte de ne pouvoir se rendre à Calmar et d'être obligé d'y envoyer à sa place le prince de Condé. Louis XVIII se décida néanmoins à continuer son voyage. Le 14 septembre, avant de monter à bord du navire marchand qui devait le conduire en Suède, il écrivit à l'empereur de Russie et au roi de Prusse pour leur annoncer son départ, toujours soucieux de ne pas perdre les bonnes grâces des deux souverains et de se ménager un asile dans les états de l'un ou dans les états de l'autre. Le même jour, le navire mit à la voile et prit la mer par le plus affreux temps.

A Calmar, Louis XVIII était attendu. Gustave IV, quelles que fussent les difficultés de sa situation, n'avait pas voulu se dérober aux devoirs de l'hospitalité. Attaché aux Bourbons comme son père, il s'était employé déjà pour leur cause. L'année précédente, il avait même tenté d'ameuter l'Allemagne contre le gouvernement consulaire. L'avortement de cette tentative l'avait contraint, bien qu'il fût en brouille ouverte avec la France, à s'enfermer dans une apparente neutralité. A l'exemple de la Russie, il avait refusé de mettre au service de Louis XVIII un bâtiment de sa marine, il avait exigé que la protestation que voulait élever ce prince ne fût pas datée du royaume de Suède. Mais, ces réserves faites, il avait envoyé des ordres au général d'Anckarsward, gouverneur de Calmar, à l'effet de préparer au proscrit un accueil digne de son rang et de son infortune.

Dans la matinée du 24 septembre, le général d'Anckarsward fut averti qu'un bâtiment portant deux princes français, poussé par la tempête sur l'île d'OEland, les y avait débarqués. L'île d'OEland n'est séparée de Calmar que par une courte distance. Le général s'embarqua aussitôt pour rejoindre les princes. Mais la violence du

(1) Par les soins de d'Avaray, une note fut communiquée aux gazettes allemandes : « M. le comte de Lille a quitté l'asile noble et touchant qu'il a reçu en Courlande chez le baron de Konigsfels et s'est rendu à Riga, le 12 septembre, accompagné de M. le duc d'Angoulême, de son capitaine des gardes et de son premier gentilhomme de la chambre. M. le comte de Lille a mis sur-le-champ à la voile pour se rendre à Stockholm et reprendre ultérieurement et sans retard la direction déterminée de concert avec les puissances du Nord. »

vent qui régnait sur la Baltique le contraignit à rentrer au port. C'est seulement dans l'après-midi qu'il put atteindre l'île où s'étaient réfugiés Louis XVIII et ses compagnons. Il trouva le roi de France au presbytère de Resmo, en train de se reposer des fatigues d'une pénible traversée qui n'avait pas duré moins de dix jours. Il convint avec lui que ce prince se rendrait à Calmar le lendemain. Lui-même y retourna sur-le-champ afin d'y préparer la réception, conformément aux ordres qu'il avait reçus.

Le 25 septembre, à huit heures et demie du matin, Louis XVIII débarquait à Calmar. Sur le port il trouva réunis le gouverneur, l'évêque et son clergé, les officiers de la garnison, les anciens de la ville, les magistrats. Ils l'accompagèrent jusqu'à la maison qu'il devait occuper. Là, ils lui furent officiellement présentés. Pour la première fois, depuis qu'il avait fui sa patrie et qu'il errait, proscrit, sur la terre étrangère, le comte de Lille était reçu avec les honneurs royaux. Cet hommage à sa couronne fut doux à son cœur. Il exprima sa reconnaissance dans la lettre qu'il adressa, toute affaire cessante, au roi de Suède. Le duc d'Angoulême ne partageait pas la demeure de son oncle. Par les soins d'une délicate attention, il était logé dans la maison préparée pour recevoir son père, le comte d'Artois, si ce prince venait à Calmar. Mais y viendrait-il? On l'ignorait encore; et cette incertitude se prolongea durant douze jours.

Le roi de France, pendant ce temps, fut l'objet de la plus courtoise sollicitude. Une garde d'honneur, que d'ailleurs il refusa, lui fut offerte. Une musique militaire envoyée à Calmar lui donna des concerts tous les jours. Les hauts fonctionnaires, tour à tour, se firent un honneur de l'inviter à leur table. Lui-même, tous les soirs, tint une espèce de cour. On lui fit visiter la ville, ses environs. Il voulut s'agenouiller sur la pierre commémorative du débarquement de Gustave Wasa en 1521 et de l'intrépidité de ce prince, qui vint, après une longue proscription, arracher son royaume à la domination danoise. Partout, dans ces visites, dans ces excursions, Louis XVIII apportait son affabilité, son grand air et se gagnait tous les cœurs. Il y apportait aussi sa tristesse, car il ignorait toujours s'il aurait la joie de voir son frère.

Enfin, le 6 octobre, quand déjà il commençait à désespérer, un courrier extraordinaire vint à l'improviste lui donner des nouvelles du comte d'Artois. Ce prince, accompagné du marquis de Ségur et de l'abbé de Latil, était parti d'Harwick sur un bâtiment de la marine anglaise, qui devait l'y ramener. Débarqué à Gothenbourg sous le nom de comte de Ponthieu, il avait envoyé aussitôt un courrier à Calmar, afin d'annoncer son arrivée pour le lendemain. Cette nouvelle fit oublier à Louis XVIII ses fatigues et ses angoisses. Quant au

duc d'Angoulême, pressé d'embrasser son père, il voulut aller à sa rencontre jusqu'à trente lieues de Calmar. Vainement le général d'Anckarsward lui objecta qu'il s'exposait à ne pas le rencontrer, le jeune prince s'obstina à partir, bien qu'il ignorât par quelle route arrivait son père. Il était à peine parti que les craintes du général se réalisèrent. Le comte de Ponthieu avait pris un autre chemin que celui que suivait son fils.

Le 7 octobre, le roi sortit de la ville, se dirigeant vers Ryssby, petit village des environs, où son frère avait dû passer la nuit. C'est là qu'ils se virent et s'embrassèrent après une séparation de plusieurs années. Le même jour, ils rentraient ensemble à Calmar, où le duc d'Angoulême, revenu de sa longue et inutile course, les rejoignit dans la soirée. Ils purent alors goûter librement le bonheur de se trouver réunis.

Eloignés l'un de l'autre par de tragiques événemens, le roi de France et le comte d'Artois en évoquèrent d'abord le souvenir. Ils donnèrent des larmes à leurs morts, à leur frère, à la reine, à Madame Élisabeth, au dauphin, au duc d'Enghien, aux vaillans amis de leur cause, frappés en combattant pour elle. Ce fut l'objet de leur entretien, surtout la triste fin du dernier des Condé, dont ils portaient encore le deuil et qui prouvait qu'entre eux et Bonaparte, la lutte, si elle se continuait, serait sans merci. La politique vint ensuite, défraya les conversations ultérieures, qui furent longues et nombreuses. Le roi et son frère avaient tant d'espérances communes à échanger, tant de projets à étudier, tant de malentendus antérieurs à éclaircir! Au cours de leur séparation, ils avaient été souvent divisés d'opinions. Mais ces divisions étaient moins l'œuvre de leur cœur que celle de leurs partisans. En se retrouvant face à face, en s'expliquant sans intermédiaires, il leur fut aisé de se mettre d'accord. Leurs griefs s'évanouirent; leurs épanchemens ne se ressentirent à aucun degré des dissentimens antérieurs.

Les circonstances d'ailleurs ne leur étaient plus favorables au même degré qu'autrefois. Les victoires successives de Bonaparte affermissaient la couronne impériale sur son front. Tour à tour, les souverains de l'Europe reconnaissaient en lui le fait accompli. Le triomphe du droit sur la force était indéfiniment ajourné. Le rôle du prétendant ne pouvait plus être qu'un rôle d'observation et d'expectative. Quand les champions d'une même cause sont désarmés, réduits à l'impuissance, il leur est facile de vivre unis. En de fréquens entretiens, les princes examinèrent leurs chances sans illusion comme sans défaillance; mais, toujours animés d'une indomptable espérance, ils se fortifièrent dans le dessein de persévérer dans leur attitude. La protestation que le roi entendait élever contre

Bonaparte était considérée par eux comme un moyen efficace de servir leur cause. Ils en arrêtèrent de concert les grandes lignes. Louis XVIII s'en réserva la rédaction. Afin d'épargner à Gustave IV le ressentiment de l'empereur des Français, il décida, conformément à sa promesse, que ce document ne contiendrait aucune indication pouvant révéler en quel lieu il avait été préparé et écrit.

Les princes s'étaient flattés de l'espoir de recevoir la visite du roi de Suède. Ils durent bientôt y renoncer. Gustave IV leur envoya le maréchal de Fersen, l'ancien ami de Louis XVI, dont l'attachement aux Bourbons ne s'était jamais démenti. Le comte de Saint-Priest, retenu à Stockholm par la santé de sa femme, eut le regret de ne pouvoir accompagner Fersen. Ce dernier porta à Louis XVIII les assurances de la sollicitude de son maître, au nom duquel il lui offrit un asile en Suède, en l'engageant à publier sans retard sa protestation. Avant de quitter Calmar, le comte de Lille voulut répondre à ces communications. Il le fit le 17 octobre. Sa lettre est curieuse; elle révèle ses dispositions et même ses résolutions.

« J'ai arrêté, de concert avec mon frère, les bases de la déclaration que je me propose de publier; il ne me reste que la rédaction et ce sera le premier objet dont je m'occuperai à mon retour. Votre Majesté semblerait penser que je dois la publier sans délai. J'espère cependant qu'elle approuvera la marche que j'ai déjà commencé à tenir à cet égard. En partant de Riga, j'ai annoncé à l'empereur l'intention où je suis d'adresser la parole à mon peuple; mais, en même temps, je lui ai déclaré que je lui ferai connaître cet acte avant sa publication. Je l'ai prié aussi, à l'exemple de son père, qui fit déposer dans les archives du sénat le contrat de mariage de mes enfans, de vouloir bien être le dépositaire de ma déclaration. Enfin, quant à mon séjour ultérieur, je m'en suis également remis aux conseils de Sa Majesté impériale. Je n'ai point encore reçu la réponse de Sa Majesté impériale. Je désirerais la recevoir ici. Mais la saison avancée ne me permet pas d'y prolonger davantage mon séjour, et j'ai été obligé de fixer mon départ au commencement de la semaine prochaine. Quant à la date que portera ma déclaration, j'ai promis à Votre Majesté, et j'y serai fidèle, que rien ne porterait celle de ses états. Votre Majesté pense qu'il suffirait qu'elle ne portât celle d'aucun lieu. Mais, qu'elle me permette de le lui dire, tout le monde saura l'instant de mon arrivée et celui de mon départ de Suède. Je craindrais de la compromettre encore et ce sera du sein même de la mer que je la daterai (1). J'aurai ainsi un lieu po-

(1) Le roi changea ultérieurement d'avis, et sa déclaration, rédigée à Blankenfeld, parut avec une date, mais sans indication pouvant révéler où et quand elle avait été écrite.

sitif qui n'appartient à personne et je n'appréhenderai pas que mon malheur s'attache à ceux dont l'amitié fait ma consolation. »

Louis XVIII quitta Calmar le 23 octobre. Reconduit au navire qui l'avait amené, avec le même appareil qu'à son arrivée, il se sépara de son frère sur le port. Tandis qu'avec le duc d'Angoulême, il partait pour Riga, le comte d'Artois allait s'embarquer à Gothenbourg pour retourner en Angleterre. Mais, même avant de se séparer, les princes purent juger des inconvéniens et des effets de leur entrevue. La veille de son départ, Louis XVIII reçut par l'intermédiaire du baron de Tarrach, ministre prussien à Stockholm, une lettre de M. de Hardenberg, qui avait remplacé M. d'Haugwiz à la tête du cabinet de Berlin, adressée à M. d'Avaray et qu'il ouvrit en l'absence de ce dernier. Cette lettre lui faisait connaître que la Prusse, considérant l'entrevue de Calmar comme un acte hostile à la France, aggravé par l'approbation qu'y avait donnée le roi de Suède, jugeait « que le séjour du comte de Lille à Varsovie était incompatible avec la neutralité que Sa Majesté prussienne entendait garder. »

Au moment où Louis XVIII quittait sa retraite de Pologne, la Prusse songeait déjà à cette grave mesure dont les nouvelles reçues de Calmar et une lettre du comte de Lille au roi Frédéric-Guillaume avaient hâté l'exécution. Dès le 2 octobre, ce souverain écrivait de Potsdam au baron de Hardenberg : « J'ai rempli jusqu'au bout les devoirs de l'hospitalité. Cependant, ces éternelles réclamations sont désagréables. L'existence équivoque de mes hôtes fait désirer d'en être quitte avec honneur. On a recueilli des particuliers. S'ils quittent la Prusse pour jouer ailleurs un autre rôle, il ne convient pas qu'ils y rentrent. De même, si les craintes qu'on a se réalisent, il faut chercher le mode le plus décent de s'épargner les embarras auxquels exposerait infailliblement le séjour des princes. » M. de Hardenberg approuvait les vues du roi ; trois jours après, il lui répondait : « Le cas est pressant. La conduite des princes est désapprouvée même par les ennemis de la France. On préparera sans doute à Calmar des manifestes qui déplairont nécessairement à l'empereur Napoléon et qui ne verront le jour qu'après le retour du comte de Lille à Varsovie. Il serait trop tard pour parer le coup. Donc, il faut s'expliquer d'avance avec le comte de Lille et je vais charger de ce soin M. de Tarrach. »

L'explication ne fut pas longue. Elle se borna, de la part du diplomate prussien, à un avis verbal qui équivalait à un ordre d'expulsion et à la remise de la lettre écrite par Hardenberg à d'Avaray. Après l'avoir lue, le roi déclara « qu'elle n'exigeait pas de réponse. » Il lui restait encore la ressource de profiter des offres du roi de

Suède et de rester à Calmar. Mais il recula devant la nécessité d'exposer la reine et la duchesse d'Angoulême aux fatigues d'une longue traversée. D'autre part, il avait sollicité de l'empereur Alexandre un asile dont il se croyait assuré, et la Russie lui offrait un refuge moins exposé aux coups de la fortune que celui qu'il pouvait trouver dans les états de Gustave IV. Il ne changea donc rien à ses projets et s'éloigna de Calmar sans rien regretter des événemens qui venaient de s'accomplir.

Cette seconde traversée ne fut ni moins longue ni moins orageuse que la première. Louis XVIII n'arriva à Riga que dans les premiers jours de novembre. En y débarquant, il apprit d'abord que le tsar consentait à le recevoir en Russie, puis qu'il lui assignait comme résidence, non pas Mitau, mais Kiew. Ce fut une déception qui succéda à son premier contentement. A Mitau, il avait goûté les seules joies que l'exil lui eût jamais données. Il connaissait cette ville; il comptait en Courlande de nombreux amis. Kiew, au contraire, c'était encore l'inconnu; le froid y sévissait plus durement qu'à Mitau. Il résolut d'insister auprès du tsar pour que ses désirs fussent réalisés. Tandis qu'il envoyait, à cet effet, Blacas à Saint-Pétersbourg, il alla s'installer de nouveau chez M. de Konigsfels, où d'Avaray et le cardinal de Montmorency attendaient son retour.

Alexandre n'était pas animé de mauvais sentimens contre le roi proscrit; mais il aurait voulu que ce prince s'abstînt de faire acte de prétendant et se résignât à son sort. Il était disposé à venir en aide au comte de Lille, mais non à favoriser les vues du roi de France. On voit se révéler ces sentimens dans une lettre que le prince Czartoryski écrivait le 8 octobre à M. d'Alopeus, ministre russe à Berlin, pour l'informer de ce qui s'était passé entre la Russie et le comte de Lille. « L'empereur n'a pas répondu à sa seconde lettre. Il lui a refusé un vaisseau de guerre pour le transporter à Calmar. L'empereur n'a pas voulu se prêter à un projet qu'il désapprouvait et qui était inutile. Il ne doute pas que sa conduite n'obtienne l'assentiment de Sa Majesté prussienne. » A travers les lignes il est aisé de discerner les mobiles qui guidaient le tsar lorsqu'il se prêtait à laisser Louis XVIII rentrer en Russie. C'était à la fois un acte d'indépendance, presque d'hostilité, vis-à-vis du gouvernement français; mais c'était aussi le plus sûr moyen de tenir le prétendant, de l'empêcher de créer des embarras à la politique générale (1). En l'exilant à Kiew, il cherchait à l'éloigner du théâtre

(1) L'extrait suivant d'une lettre du comte d'Artois tendrait à prouver qu'il avait deviné les mobiles du tsar : « Dans de telles circonstances, vous sentez facilement, mon cher frère, qu'il est important, j'ajoute même nécessaire que vous prolongiez votre

des événemens. Mais il savait bien qu'à Mitau comme à Kiew, il pourrait paralyser son action si, de nouveau, elle tentait de s'exercer. Blacas n'eut donc aucune peine à obtenir ce que souhaitait son maître. Le 27 novembre, le tsar faisait savoir au comte de Lille qu'il persistait à lui offrir un asile à Kiew, mais qu'il lui permettait en attendant et, vu la saison rigoureuse, d'habiter Mitau.

A cette occasion, il fallut traiter encore la question d'argent. Elle s'imposait plus que jamais, impérieuse et pressante. « Ce déblai de Varsovie dans une pareille saison, écrivait le 25 décembre d'Avaray à Blacas, et à l'époque où tous les loyers venaient d'être renouvelés, où toutes les provisions d'hiver venaient d'être faites, sera d'un embarras, d'une dépense et d'une perte exorbitante. Le quartier de janvier mangera l'année entière... En 1798, lors du départ de Blankenbourg, le roi était seul de sa personne avec un petit nombre de serviteurs. L'empereur Paul, indépendamment de son traitement, fit passer à notre maître 60,000 roubles pour les frais de son déplacement. Comparez un peu le déplacement de Blankenbourg avec celui de Varsovie. » La générosité d'Alexandre facilita le dénoûment des difficultés que signalait d'Avaray. Au mois de janvier 1805, le roi quittait Blankenfeld et s'installait de nouveau dans le château de Mitau, où, quelques semaines plus tard, la reine et la duchesse d'Angoulême venaient le rejoindre (1).

III.

Au cours de ces agitations qui troublaient le repos de Louis XVIII, la proclamation qu'il voulait adresser à « son peuple » était le prin-

séjour à Mitau. Les motifs naturels, en outre, ne vous manqueront pas sûrement pour multiplier les délais, et le caractère de l'empereur Alexandre ne peut vous faire craindre les mêmes procédés que vous avez éprouvés il y a quatre ans. Je suis même fort tenté de croire que plus nous irons en avant vers le mois de mai, moins on cherchera à vous éloigner. » (26 février 1805.)

(1) C'est seulement au mois d'avril que les princesses, retenus à Varsovie par le froid et par la santé de la reine, déjà très délabrée, purent se réunir au roi. La détresse de la famille royale ne fut pas étrangère à ces retards. Le roi faisait recommander l'économie à sa femme elle-même : « Le roi a fait maritalement tout ce qu'il pouvait faire, écrivait d'Avaray. C'est à M. d'Havré à se prévaloir des intentions connues de Sa Majesté et des favorables dispositions manifestées par la reine pour ramener sans cesse aux principes d'économie plus que jamais nécessaires dans la cruelle situation où le roi se trouve. » La reine se résigna. La maison royale, en partie licenciée, fut réduite à douze personnes; on vendit les chevaux et les voitures. Malgré ces sacrifices, on laissa des dettes à Varsovie. Les princesses firent la route jusqu'à Mitau, accompagnées seulement du marquis de Bonnay, de l'abbé Edgeworth et de quelques domestiques.

cipal objet de ses pensées. Après en avoir arrêté les grandes lignes, de concert avec son frère, il en rédigea le texte définitif durant son séjour à Blankenfeld. La pièce est éloquente et vaut qu'on s'y arrête. Contrairement à son premier projet, le roi y mit une date (la date du 2 décembre 1804), sans indication de lieu. Il commençait par y rappeler ses précédentes protestations : l'une qu'il avait fait entendre en recueillant « le sanglant héritage de ses pères ; » l'autre écrite après l'attentat de Dillingen (1). Il exposait ensuite comment, ne pouvant plus compter sur ses agens de l'intérieur réduits à l'inaction, ni sur les puissances, et « ne voyant de terme aux proscriptions, au brigandage, à la dépravation que dans l'excès même de leurs horreurs, » il avait dû, accablé des maux de la patrie, observer en silence la marche des événemens. Rappelant ses divers engagemens, sa promesse de proclamer une amnistie générale et de conserver aux fonctionnaires leurs emplois, aux officiers leurs grades, leurs propriétés aux possesseurs de biens nationaux, il s'écriait : « Français, voilà cette contre-révolution telle que votre roi l'a conçue, tel qu'il l'envisage aujourd'hui, telle enfin qu'elle sera tôt ou tard consommée. » Puis, après un rapide exposé des horreurs de la révolution et des bienfaits de la monarchie, il terminait en ces termes : « Français! au sein de la Baltique, en face et sous la protection du ciel, fort de la présence de notre frère, de celle du duc d'Angoulême, notre neveu, de l'assentiment des autres princes de notre sang, qui, tous, partagent nos principes et sont pénétrés des mêmes sentimens qui nous animent ; attestant et les royales victimes et celles que la fidélité, l'honneur, la pitié, l'innocence, le patriotisme, le dévoûment offrirent à la fureur révolutionnaire ou à la soif et à la jalousie des tyrans ; invoquant les mânes du jeune héros que des mains impies viennent de ravir à la patrie et à la gloire ; offrant à nos peuples comme gage de réconciliation les vertus de l'ange consolateur que la Providence, pour nous donner un grand exemple, a voulu attacher à de nouvelles adversités en l'arrachant aux bourreaux et aux fers, nous le jurons, jamais on ne nous verra rompre le nœud sacré qui unit inséparablement nos destinées aux vôtres, qui nous lie à vos familles, à vos cœurs, à vos consciences ; jamais nous ne transigerons sur l'héritage de nos pères ; jamais nous n'abandonnerons nos droits. Français! nous prenons à témoin de ce serment le Dieu de saint Louis, celui qui juge les justices. »

(1) Le 19 juillet 1795, le roi était à la croisée d'une auberge à Dillingen, quand un coup de feu fut tiré sur lui. La balle ne fit qu'effleurer son front. Il en fut quitte pour huit jours de lit.

Les deux premières copies de cette proclamation furent adressées : l'une, au comte d'Artois, qui s'empressa d'y répondre en adhérant sans réserve, tant en son nom qu'au nom des princes français réfugiés en Angleterre, aux doctrines et aux promesses qu'elle contenait; l'autre à l'empereur Alexandre, que le roi suppliait d'en accepter le dépôt. Mais, sur ce point encore, une déception lui était réservée : « L'empereur ayant déjà énoncé précédemment son opinion sur l'entrevue de Calmar et sur les résultats qu'elle pourrait avoir, écrivait à d'Avaray le prince Czartoryski, vous ne serez point surpris, monsieur le comte, de la détermination qu'il a prise relativement à la déclaration que M. le comte de Lille lui a fait parvenir. Mon auguste maître a été sensible à cette nouvelle marque de confiance et se serait fait un plaisir de satisfaire aux demandes qu'elle a motivées, s'il n'avait été convaincu que toute démarche de ce genre et nommément la déclaration telle qu'elle est, loin de produire dans les circonstances actuelles l'effet désiré et attendu, deviendrait une arme contre M. le comte de Lille dans les mains de Bonaparte, si habile à diriger l'opinion publique et à lui donner une impulsion conforme à ses vues. A cette conviction s'est jointe la résolution qu'a adoptée Sa Majesté impériale de ne prendre aucune part aux affaires intérieures de la France. »

En même temps qu'il refusait d'accéder aux demandes de Louis XVIII, l'empereur, soit qu'il voulût entraver l'envoi de la proclamation, soit qu'il se réservât de s'en servir ultérieurement, conseillait, par l'intermédiaire du duc de Serra Capriola, diverses modifications. Il fit même rédiger un mémoire à cet effet. Le rédacteur de ce mémoire, après avoir critiqué la proclamation royale, concluait en démontrant la nécessité d'un manifeste nouveau plus net, plus énergique en ce qui concernait surtout les engagemens et les garanties. Il invitait le comte de Lille à déclarer qu'il n'attendait « que de la libre volonté, de la réflexion mûrie par le malheur le retour des Français à leurs anciens maîtres. »

Le duc de Serra Capriola ne voulut pas transmettre ces conseils à Mitau sans en discuter le fond avec les ministres de l'empereur. Il sollicita même l'avis du comte de Maistre, alors à Saint-Pétersbourg comme envoyé de Sardaigne. L'illustre écrivain prit parti pour le roi de France contre l'empereur avec une rare puissance d'argumens : « Il faut être équitable ; on ne saurait exiger du roi de France qu'il déclare qu'il n'attend la couronne que de la libre volonté des Français et que si la nation le rappelle au trône... Sans entrer à cet égard dans des détails qui me mèneraient trop loin, je me bornerai à signaler deux erreurs qui me paraissent influer trop sur la politique actuelle. La première, c'est que le rétablissement du roi

sera le fruit d'une délibération et que, par conséquent, il s'agit de capter par tous les moyens possibles la volonté de la nation; la seconde, c'est que le roi de France est un pauvre homme qui a besoin de tout le monde et dont personne n'a besoin. C'est tout le contraire. Aucune révolution politique bonne ou mauvaise ne résulte d'une délibération. Le peuple français n'a rien voulu de ce qui s'est fait, depuis « la nation, la loi et le roi » jusqu'au capitaine-empereur; il en sera de même du changement que nous attendons. Tout se fera par la force des choses, et la guerre ne doit servir qu'à donner le mouvement. Quant au roi de France, il est, dans l'état même où il se trouve actuellement, au rang de tout ce qu'il y a de plus grand et de plus imposant dans l'univers. Je ne suis pas suspect en le disant, puisque je ne suis pas son sujet, mais j'affirme sans balancer que les puissances qui le soutiennent ont autant besoin de lui qu'il a besoin d'elles. L'Europe n'est ébranlée et ensanglantée depuis quinze ans que parce qu'il n'est pas à sa place... Au lieu donc de parler aux Français de la bonté qu'ils auront de rappeler leur roi, il serait plus royal et même plus philosophe de les entretenir du service inestimable qu'il leur rendra en revenant à sa place. »

Le roi, de son côté, écrivait au tsar : « En 1792, on tenta de s'appuyer de l'opinion; mais ce levier puissant, même alors, fut aussitôt abandonné que mis en jeu. En 1793, je représentai inutilement à l'empereur François II que s'il prenait Valenciennes et Condé au nom du roi, mon neveu, s'il mettait en avant le dépositaire de l'autorité royale, il aurait pour alliés tout ce qu'il y aurait de bons Français, tandis que s'il prenait ces places en son propre nom, il aurait pour ennemi l'universalité des habitans de la France. En 1795, je recommençai mes efforts avec aussi peu de succès. En 1796, la même politique annula l'effet de ma présence sur les bords du Rhin. En 1799, je demandai vivement à Paul Ier de paraître aux premiers rangs de son armée. Enchaîné par des traités, ce prince ne put suivre sa propre impulsion. Ainsi, jamais on n'opposa le droit au crime, le successeur de trente rois à des tyrans éphémères, la légitimité à la révolution. Aujourd'hui, la circonstance est peut-être plus favorable que jamais. Et qu'on ne s'en laisse pas imposer par l'idée de l'éloignement de la France où commenceraient les hostilités. Partout où le roi et les siens seront offerts en personne aux étendards de la rébellion, là sera la frontière. Les armées sont plus attaquables avec ma déclaration appuyée de la garantie imposante de l'empereur Alexandre que les places ne le sont par le canon et la valeur éprouvée des soldats. Le temps est passé où l'on pouvait craindre de faire la guerre à des abstractions... Enfin, pour dire toute ma pensée, on a trop combattu les

Français, il est temps de les convaincre, et voilà pourquoi j'attache tant d'importance à cette déclaration. »

Jamais Louis XVIII n'avait affirmé ses idées plus nettement, ni avec tant de force. Il ne parvint pas cependant à modifier la conviction d'Alexandre, non plus qu'à vaincre la répugnance de ce prince à intervenir dans les affaires intérieures de la France. Ces pourparlers durèrent dix mois et aboutirent à une proclamation nouvelle, en date du 21 octobre 1805, qui eut le même sort que la précédente et ne put franchir la frontière française. L'Europe était en feu. Les victoires de Napoléon ébranlaient les trônes, stérilisaient les efforts de la troisième coalition; les incessantes réclamations du prince proscrit se perdaient dans le formidable bruit des batailles.

Il s'épuisait cependant à vouloir se faire entendre, importunait les cours, et, loin de renoncer à conspirer, rêvait d'une expédition sur les côtes de France, à la tête de laquelle il marcherait. Tant d'efforts pour réaliser des espérances aussitôt avortées que conçues n'enlevaient rien à la tristesse de la vie qu'on menait alors à Mitau. Ce second séjour dans la capitale de la Courlande ne ressemblait guère au premier. La maison royale, réduite au strict nécessaire, un seul secrétaire au lieu de sept ou huit, les relations avec les cabinets européens de plus en plus rares, le roi sans nouvelles de ses agens, ses lettres saisies par la police de Fouché, Mitau séparé peu à peu du reste du monde, tandis que là-bas la gloire de Napoléon s'élevait lumineuse et sanglante, voilà où en était, en 1805, l'héritier des Bourbons. Successivement, il apprenait la déroute des Autrichiens et des Russes à Austerlitz, l'écrasement des Prussiens à Iéna, l'entrée de Napoléon à Vienne d'abord, à Berlin ensuite; il ne se décourageait pas cependant; ce fut sa force dans ce long exil de ne pas perdre espoir un seul jour.

A la fin de 1806, sur les confins de la Pologne, l'armée russe, réunie aux débris de l'armée prussienne, était en ligne sous les ordres du général de Benningsen, attendant, comme les Français, sur une réserve troublée par de fréquens combats, la fin d'une saison peu propice aux opérations militaires. Il semble bien qu'à ce moment l'empereur Alexandre ait pensé qu'on pourrait tirer parti de Louis XVIII et de ses projets. Il est vrai que le prétendant ne négligeait aucune occasion de se rappeler à son souvenir. Après la bataille de Pultusk, le 26 décembre, le général de Benningsen, s'étant attribué la victoire, en avait fait porter la nouvelle à Saint-Pétersbourg, où Louis XVIII s'était empressé d'envoyer ses félicitations. Il en fut de même après la bataille d'Eylau, survenue le 8 février 1807 : « Je ne parlerai point, ajoutait le roi à

ses complimens, de ce qu'éprouve le petit-fils d'Henri IV, lorsqu'il apprend la nouvelle d'actions aussi grandes, aussi importantes pour lui-même, et cela tandis qu'il est dans l'inaction; mais j'oserai répéter en ce moment ce que je disais avant la campage de 1805: « Là où le roi de France se trouvera en personne, là sera la frontière, et j'ajouterai que ma présence doit fixer les succès en influant sur l'opinion en général et en particulier sur l'esprit du soldat qui, voyant le drapeau blanc dans ma main, verra autre chose à suivre qu'un tyran que la France abhorre. »

Cette fois, Alexandre parut prêter attention au langage du comte de Lille. Il lui fit suggérer l'idée d'une proclamation qui serait distribuée aux Français par les armées coalisées; il en traça lui-même le plan et en indiqua l'esprit. A la même époque, le roi, apprenant qu'Alexandre allait rejoindre son armée sur les bords du Niémen et devait passer par Mitau, sollicita de lui une entrevue à laquelle le tsar se prêta. Le 30 mars, à sept heures du soir, il arrivait à Mitau, après s'être fait annoncer, dès le matin, par le gouverneur de Courlande. A la poste, il trouva le duc d'Angoulême venu pour le complimenter. Suivi du prince, il se rendit au château. Au pied de l'escalier, il rencontra le comte d'Avaray, qui le conduisit jusqu'à la pièce d'entrée du premier étage où se tenait le comte de Lille empêché par la goutte de descendre au-devant de l'empereur. Les deux souverains s'étant embrassés, s'enfermèrent dans le cabinet du roi, où ils restèrent durant plus d'une heure. A l'issue de leur entretien, le tsar consacra quelques instans à la reine et à la duchesse d'Angoulême; il quitta Mitau le même soir.

Que s'étaient dit dans cette entrevue l'empereur qui se considérait encore comme l'arbitre des destinées de l'Europe et le roi sans couronne? Les lettres postérieurement échangées permettent de le conjecturer. Louis XVIII demanda à marcher avec les monarques coalisés, son drapeau déployé; afin qu'il fût prouvé que ce n'était pas une guerre de conquête qu'ils faisaient à la France, mais qu'ils avaient seulement en vue de la délivrer du joug de Napoléon et de lui rendre son roi légitime. Il demanda également que le tsar poussât l'Angleterre à organiser une expédition destinée à agir sur les côtes de Bretagne, expédition qu'à ce même moment le comte de La Chapelle et le comte de La Châtre sollicitaient à Londres et à laquelle le roi de Suède devait prêter son concours. Enfin, il insista pour être officiellement reconnu par Alexandre comme il l'avait été par Paul Ier. Le tsar se déroba à tout engagement; il ne refusa rien, mais ne promit rien; et quand le comte de Lille devint plus pressant, il se tira d'embarras en annonçant l'arrivée

prochaine d'un personnage investi de sa confiance, qui serait chargé de traiter des nombreux détails que soulevaient de telles demandes. Au cours de l'entretien, il exprima la pensée que toute proclamation du roi devait être contresignée par les princes de sa famille, la conformité de sentimens entre ses parens et lui devant donner plus de poids à ses paroles. Le roi lui communiqua la lettre qu'il avait reçue en 1805 du comte d'Artois, à la suite de la déclaration de Calmar et s'engagea à la publier dans une édition nouvelle de cette déclaration, qu'il suppliait le tsar de faire répandre dans l'armée française.

Alexandre à peine parti, le roi lui écrivit lettres sur lettres à son quartier-général, pressant les solutions, réclamant le personnage de confiance qu'on lui avait annoncé, harcelant l'empereur de ses demandes, plein d'espoir dans leur succès, véritablement enivré par un entretien où les deux interlocuteurs avaient parlé comme des victorieux et non comme des vaincus. Son exaltation fût vite tombée s'il avait su quelle fâcheuse impression emportait Alexandre de sa rencontre avec lui. Soit que le spectacle de cet exilé goutteux, lourd, impropre à l'activité du champ de bataille eût mal disposé l'empereur, soit que la pauvreté de son hôte lui eût caché ses mérites, il le jugea comme un homme médiocre et le quitta convaincu qu'il ne régnerait jamais. Après son départ, le roi attendit vainement l'effet de leur entrevue. L'opinion d'Alexandre était faite. Il avait quitté Mitau définitivement résolu à abandonner les Bourbons à eux-mêmes, à ne favoriser en rien leurs projets. Quant à l'hospitalité qu'il accordait au chef de leur maison, il entendait n'y rien changer, le laisser libre d'en profiter ou d'y renoncer. Il ne considérait plus Louis XVIII que comme l'épave d'une grandeur passée, à la résurrection de laquelle il ne croyait plus, encore qu'il restât disposé à l'environner des égards dus au malheur. Aussi, confiant au général de Budberg le soin de répondre aux lettres du prétendant par de banales formules de politesse, il cessa de s'occuper de lui.

D'autres soucis d'ailleurs l'absorbaient. En arrivant au quartier-général de l'armée russe sur le Niémen, il avait pu juger par lui-même d'une situation que, malgré l'évidence, le général de Benningsen s'obstinait à ne pas croire désespérée, mais dont les périls apparaissaient de toutes parts. Les opérations militaires qui allaient s'accomplir constituaient un suprême va-tout, à l'approche duquel Alexandre eut vite oublié le roi de Mitau. En une seule circonstance, il communiqua encore avec lui : ce fut pour lui transmettre une lettre du roi de Suède. Brusquement, Gustave IV appelait à sa cour

le roi de France à titre d'allié. Pour lui faire tenir un si étrange message, il avait eu recours à l'empereur de Russie.

Cette proposition tourna la tête à Louis XVIII. Il y avait donc en Europe un monarque qui consentait à se servir de l'influence que, quoique exilé, le chef des Bourbons tirait de ses imprescriptibles droits. Il se prépara à partir pour Carlscrone, un des ports suédois sur la Baltique, où Gustave IV lui donnait rendez-vous. Mais, soudain, tout fut remis en question. L'armée russe venait de subir une sanglante défaite à Friedland, plus décisive celle-là que la défaite d'Eylau. Louis XVIII différa son départ. Toutefois il envoya à Carlscrone M. de Blacas, afin de s'informer si Gustave IV persévérait dans ses desseins. M. de Blacas quitta Mitau au mois de juillet, gagna Riga, où il s'embarqua pour Carlscrone. En arrivant dans cette ville, il y apprit une nouvelle autrement grave que les précédentes : le 8 juillet, la paix avait été signée entre Alexandre et Napoléon.

Ce mémorable événement semblait fait pour détruire les plans sans consistance du roi de Suède. La situation devenait critique pour lui. Des anciennes possessions suédoises en Allemagne il n'avait conservé que la Poméranie. A la fin de l'année précédente, une armée française était venue menacer cette province et mettre le siège devant la place forte de Stralsund, qui la défendait. Mais l'héroïque valeur du général Essen avait obligé, au mois d'avril 1807, les assiégeans à battre en retraite. Un armistice entre la Suède et la France était alors intervenu. Il durait encore, quand, en quelques semaines, se succédèrent la bataille de Friedland et la paix de Tilsitt. L'Allemagne désarmée, la Russie vaincue, la paix signée entre les puissances du Nord et la France, la prudence conseillait à Gustave IV de renoncer à la guerre. C'est le système contraire qu'il adopta. Blacas le trouva à Carlscrone, très excité, hanté par des visions, obéissant, disait-il, à des voix célestes, repris de sa vieille haine contre la révolution française, décidé à opérer une descente en Poméranie, à rompre l'armistice, à se défendre dans Stralsund, à l'exemple de son aïeul Charles XII. Il s'ouvrit de ces desseins à Blacas, en le chargeant d'aller les faire connaître à Louis XVIII. Il avait déjà formé un corps d'émigrés, mis à leur tête le duc d'Aumont, persuadé que le jour où cette petite troupe, ayant dans ses rangs le roi de France et son drapeau, se présenterait devant l'armée de Napoléon, celle-ci passerait aux Bourbons. Alors, il serait temps de se joindre à la Grande-Bretagne pour jeter ces soldats sur les côtes de France en les appuyant de Suédois et d'Anglais. Blacas ne discerna pas ce qu'un tel plan offrait d'impraticable et d'insensé. Il revint à Mitau. Gustave IV voulut qu'un de ses vaisseaux

de guerre le ramenât en Russie et attendît Louis XVIII dans le petit port de Liébau pour le conduire à Carlscrone.

Abandonné par toutes les cours, au fur et à mesure que Napoléon étendait ses conquêtes, Louis XVIII n'avait plus d'espoir qu'en celle de Suède, et cela peut contribuer à faire comprendre ses illusions. Mais, il fallait être singulièrement ignorant de l'état du continent pour supposer qu'après les défaites successives de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, le petit roi de Suède pourrait seul tenir tête au conquérant qui dominait le monde. Le prétendant crut cependant à la possibilité de cette résistance. Sur le rapport de Blacas, il se décida à quitter l'asile qu'il tenait de la générosité du tsar, ne conservant qu'un très faible espoir d'y revenir si l'entreprise qu'il allait tenter échouait, mais songeant déjà à se fixer dans ce cas en Angleterre, au milieu d'une nation qui se déclarait l'irréconciliable ennemie de Napoléon. Il ne voulut pas cependant faire connaître au tsar toute sa pensée. En lui mandant son départ, il lui annonçait aussi son prochain retour.

Alexandre reçut sa lettre à Saint-Pétersbourg. Il venait d'y rentrer, suivi d'un représentant du gouvernement français, Lesseps, accrédité près de lui comme chargé d'affaires. C'est à cet agent diplomatique qu'il voulut d'abord communiquer la détermination du comte de Lille. Dans la matinée du 22 août, il le fit appeler : « En mai dernier, lui dit-il, lorsque je faisais la guerre à la France, le roi de Suède m'écrivit pour m'engager à déterminer le comte de Lille à se rendre à Stockholm. Je me bornai à envoyer cette lettre à Mitau, sans lui donner aucun conseil, et en le laissant maître de faire ce qu'il voudrait. Je ne me suis plus occupé de lui parce que je le reconnus, surtout lorsque j'eus occasion de le voir et de causer avec lui, pour l'homme le plus nul et le plus insignifiant en Europe. J'en parlai sur ce ton à l'empereur, qui le connaissait sous ce même rapport. Tranquille sur ce point, je n'y pensais plus, lorsque hier je reçus un courrier de mon gouverneur de Mitau, qui m'annonçait que le comte de Lille se disposait à s'embarquer pour la Suède. J'ai aussitôt répondu qu'il n'était pas mon prisonnier, que je lui avais offert l'hospitalité chez moi et que, si elle lui devenait à charge, il était libre de la chercher ailleurs. D'après cela, je crois qu'il s'en ira. Mais je n'y suis pour rien. » Après avoir chargé M. de Lesseps de répéter cette explication à son gouvernement, le tsar, comme s'il eût voulu se faire un mérite auprès de Napoléon de son indifférence pour les Bourbons, ajouta : « Le comte de Lille m'a sollicité plusieurs fois de le reconnaître comme roi ; mais je m'y suis constamment refusé, persuadé que jamais il ne montera sur le trône. »

Quand ces communications arrivèrent à Paris, Louis XVIII et le duc d'Angoulême, accompagnés du fidèle d'Avaray, avaient déjà quitté Mitau et s'étaient embarqués, le 3 septembre, à Liébau, sur la *Troja*, qui les y attendait. Ils ignoraient que, depuis quinze jours, la place de Stralsund était au pouvoir des Français. Comme lorsque quatre ans avant ils avaient fait cette même traversée pour se rendre à Calmar, une violente tempête régnait sur la Baltique. Elle obligea la *Troja* à louvoyer pendant deux semaines. Vainement, le capitaine essayait d'aborder dans la presqu'île de Rugen, à la pointe de laquelle est situé Stralsund. Il dut y renoncer, et ce fut heureux, car, s'il y eût réussi, c'est par l'armée française que le prétendant eût été reçu.

Le 16 septembre, le navire put se réfugier à Carlscrone. En entrant dans ce port, Louis XVIII apprit la chute de Stralsund et l'obligation où s'était trouvé Gustave IV de repasser la mer. Ce prince venait d'arriver à Carlscrone fugitif, malade, découragé par l'échec de ses téméraires projets et la perte de la Poméranie suédoise. Le roi proscrit et le roi vaincu se rencontraient ainsi dans des circonstances douloureuses. Dès les premiers mots qu'ils échangèrent, ils durent s'avouer que les plans qui les avaient rapprochés n'étaient plus réalisables. Il fut même aisé à Louis XVIII de comprendre, en dépit des honneurs qui lui étaient rendus, que son hôte trouvait dangereuse sa présence à Carlscrone. Il exprima alors l'intention de se rendre en Angleterre pour obéir aux pressantes sollicitations de quelques-uns de ses serviteurs en état de lui rendre un compte exact de ses affaires et qui ne pouvaient venir le trouver en Suède. Gustave IV s'empressa d'approuver ce dessein. Il offrit même au comte de Lille de laisser encore la *Troja* à sa disposition. Le prétendant se trouvait à Carlscrone depuis quelques heures à peine, que son départ pour la Grande-Bretagne était déjà décidé. La frégate devait le prendre à Gothenbourg pour le transporter à Gosfield.

« Je vais donc entreprendre cette nouvelle course, écrivait-il au tsar, sans savoir ce qui peut précisément en résulter, puisque mes affaires sont, à bien des égards, à la disposition du gouvernement anglais, qui, jusqu'à cette époque, tout en manifestant de bonnes intentions, a presque toujours employé et soldé des gens auxquels je n'accordais aucune confiance, et ainsi, faute d'avoir voulu s'entendre directement avec moi, prolongé bien plutôt que hâté le terme des communs malheurs... Maintenant, mon seul regret est de voir différer l'instant de mon retour. Les gages que moi et mon neveu laissons en Courlande sont un sûr garant de mon empressement à revenir partager avec les miens l'amitié et les bienfaits de Votre

Majesté impériale. » Pendant le court séjour que Louis XVIII fit en Suède, sur la route de Carlscrone à Gothenbourg, on le traita en roi; la famille royale lui prodigua les plus touchantes attentions. Ce fut suffisant pour atténuer les effets de la cruelle déception que lui causait l'avortement des projets de Gustave IV.

En vue de ce voyage en Angleterre si rapidement résolu, il se nourrissait maintenant d'illusions nouvelles, rêvait de jouer un grand rôle : « Nous serons les anges pacificateurs entre la Russie et l'Angleterre, disait d'Avaray à un haut personnage suédois; voilà le rôle qu'il nous convient de jouer. Le roi ne peut pas renoncer gratuitement à son asile de Russie. L'essentiel est de voir de ses propres yeux comment se traitent ses affaires en Angleterre. » Ce que d'Avaray ne disait pas, c'est que son maître se proposait de solliciter des Anglais de nouveaux secours pécuniaires, d'essayer de les décider à jeter un corps d'armée en Vendée, et d'obtenir pour lui-même l'autorisation de séjourner aux environs de Londres. Sur ces divers points, le secret le plus absolu était ordonné. Louis XVIII avait même demandé à Gustave IV de ne pas parler de son voyage.

Le 25 septembre, il se trouvait à Gothenbourg. Mais il dut attendre, à bord de la *Troja*, des vents favorables. Le 11 octobre, il n'était pas encore parti. Il se décida alors à écrire au roi d'Angleterre, à qui, jusqu'à ce jour, il avait négligé de faire part de ses projets : « Je viens chez Votre Majesté, disait-il, lui demander de me mettre à portée de concerter avec elle les moyens d'aller en personne délivrer mes fidèles sujets de l'oppression, arracher l'héritage de mes pères des mains de l'usurpateur et rendre la paix à l'Europe. J'y viens avec mon neveu, le duc d'Angoulême, sous la sauvegarde du généreux Gustave IV, l'ami fidèle de Votre Majesté, et je peux dire le mien. Je n'observe point de formes, parce que le temps presse et que j'ai la certitude de servir Votre Majesté en lui fournissant un allié puissant. Cet allié, ce n'est pas ma personne, c'est le roi de France. » La lettre était longue. Le roi y développait les vues qu'il avait tenté vainement de faire agréer par l'empereur de Russie. Mais, malgré l'éloquence de ses accens, ce nouvel effort ne devait pas être plus heureux que les précédens. L'exilé fut même au moment de se voir refuser par le gouvernement britannique l'asile qu'il sollicitait.

A l'exemple des autres cabinets européens, et malgré sa haine contre Napoléon, le cabinet anglais, averti de l'arrivée prochaine du prétendant, ne se souciait pas de le recevoir. La famille royale était disposée à l'accueillir; mais les ministres, las des incessantes demandes des émigrés, princes et autres, ne voyant plus en eux des

instrumens politiques bons à employer, entendaient, avant de laisser débarquer le comte de Lille, fixer les conditions de son séjour. En vain, le comte de La Châtre, activement secondé par le duc d'Orléans, se déployait pour vaincre cette résistance ; il la trouvait devant lui énergique et opiniâtre. Quand on sut à Londres que *la Troja* se montrait devant Yarmouth, M. de La Châtre activa ses démarches, mais en pure perte. L'amirauté prétendait même obliger *la Troja* à s'éloigner, sous prétexte qu'un bâtiment étranger ne pouvait mouiller dans les eaux anglaises. M. de La Châtre courut chez M. d'Alopeus, le représentant russe, et le supplia d'intervenir. Celui-ci allégua qu'il était sans instructions de sa cour. Ces difficultés, loin de décourager l'énergie du gentilhomme français, l'exaltèrent. Il put faire parvenir une lettre à bord de *la Troja*. Il exposait au roi ses démarches et l'assurait que, malgré les obstacles qu'il rencontrait, il ne renonçait pas à l'espoir d'un prompt et confortable établissement en Angleterre : « Mais, ajoutait-il, il n'y a plus rien à calculer quand on a le pied sur la brèche ; il faut que le corps y passe ou bien... Je m'arrête ; je me jette aux pieds de Votre Majesté et je la supplie d'arriver, quelqu'obstacle qu'on veuille y apporter. »

Ce langage trouva Louis XVIII non moins résolu que le fidèle serviteur qui le lui tenait. Un matin de novembre, il se fit conduire avec ses compagnons, par un canot de *la Troja*, sur un point désert de la côte. Il y débarqua sans rencontrer personne que deux douaniers : « Je suis le roi de France, leur dit-il ; je voyage sous le nom de comte de Lille ; je vais à Londres. » N'ayant pas reçu d'ordres, ils le laissèrent passer. Mais le malheureux roi n'était pas au bout de ses peines. C'est seulement en février 1808 qu'il fut autorisé à résider en Angleterre ; les conditions de son séjour ne furent mêmes définitivement fixées qu'en juin (1). A cette date, il avait averti l'empereur Alexandre que les circonstances ne lui permettaient pas de retourner en Courlande, en sollicitant des facilités afin que la reine et la duchesse d'Angoulême pussent le

(1) Il règne beaucoup d'obscurité sur ces négociations, dont la lettre suivante, adressée le 16 décembre 1807 par lord Hawkesbury au comte de La Châtre, révèle le caractère parfois âpre et menaçant : « Monsieur, j'ai communiqué à mes collègues la lettre que j'ai reçue de vous ce matin. Mais je n'ai pas jugé à propos de la mettre sous les yeux du roi. L'intimation qu'elle contient de l'intention de M. le comte de Lille de venir à Wamstead, nonobstant la règle qui a été établie par Sa Majesté, a excité parmi nous la plus grande surprise et rend nécessaire que je ne perde pas de temps à vous informer qu'il est impossible à aucun département du gouvernement de Sa Majesté de recevoir aucune communication de vous ou de toute autre personne autorisée à cet effet par M. le comte de Lille, sur quelque sujet que ce soit, aussi longtemps que M. le comte de Lille restera dans les environs de Londres. »

rejoindre en Angleterre. Le tsar répondit à cette demande avec sa générosité accoutumée. Non-seulement une frégate russe fut mise à la disposition des princesses pour les conduire à leur destination, mais encore les pensions et traitemens de la maison royale furent maintenus en entier.

Dans les premiers jours de septembre 1808, les divers membres de la famille de Bourbon étaient réunis au château d'Hartwell, où le roi avait été autorisé à résider, après avoir pris toutefois l'engagement de se rendre en Écosse à la première injonction qui lui serait faite à cet égard. C'est là, à quelques lieues de Londres, qu'il allait vivre jusqu'au jour où, contrairement aux prédictions de l'empereur Alexandre, il recouvrerait sa couronne. Maintenant, c'en était fait des menées et des intrigues des princes émigrés. Au moment où éclata la guerre d'Espagne, le prétendant eut une lueur d'espérance. Des députés espagnols vinrent le trouver à Wamstead-House, où il attendait la fin des pourparlers relatifs à son établissement en Angleterre et le supplier de se mettre à la tête de la résistance nationale. Ce fut le dernier projet militant dont il eut à s'occuper. Ce projet ne se réalisa pas, et nulle autre occasion analogue ne se présenta plus.

Dans le tragique éclat de l'épopée impériale, la France oubliait ses anciens rois. La modeste cour d'Hartwell, peu à peu, s'enfonçait dans l'obscure nuit où s'éteignent les races royales. C'est à peine si, en 1810, les journaux étrangers font mention, parmi d'autres nouvelles, de la mort de la reine de France, décédée le 13 novembre. Les journaux français n'en parlent pas. La France ne connaît plus ses princes. Leur souvenir ne vit plus que dans quelques cœurs fidèles qui n'osent laisser entendre leurs soupirs ni manifester leurs regrets. Il semble que c'en est fini de la glorieuse descendance d'Henri IV. Mais il devait en être du principe de la légitimité qu'elle représentait comme d'une flamme qu'on croit éteinte et qui couve sous les cendres. Il était destiné à renaître. Encore quelques années, en dépit du mauvais vouloir de l'Europe, il allait s'imposer à elle comme l'instrument même de sa pacification. Dans les agitations et les épreuves de son exil, Louis XVIII ne s'était montré, ni patriote clairvoyant, ni défenseur habile de ses propres droits. Réduit à l'impuissance de conspirer, il devient un autre homme. Dans son cerveau, les illusions et les rêves stériles font place aux méditations fécondes. Ses malheurs fortifient sa foi dans ses droits méconnus, le préparent à ses devoirs de roi, — devoirs que, rentré en possession de sa couronne, il saura remplir avec autant de grandeur que de fermeté.

ERNEST DAUDET.

LE

GÉNÉRAL GRANT

I.

Dans l'été de 1630, au plus fort de la persécution dirigée en Angleterre contre les dissidens, un navire chargé d'émigrans, le *Marie-et-Jean*, aborda à Dorchester, dans la colonie naissante de Massachusetts. Au nombre de ceux qui venaient chercher dans le Nouveau-Monde la sécurité et la liberté religieuse, se trouvait un Mathieu Grant. Cet émigrant appartenait-il à l'ancienne et innombrable famille des Grant, dont les diverses branches ont peuplé tout un comté d'Écosse, ou n'y avait-il là qu'une similitude de nom, dont la vanité nobiliaire, plus répandue qu'on ne le pense au sein de la république américaine, s'est emparée? Une seule chose est certaine, c'est que les Grant d'Amérique se sont toujours attribué une origine écossaise et que leurs opinions religieuses venaient à l'appui de cette prétention.

Puritain rigide, Mathieu Grant ne tarda pas à quitter le Massachusetts pour la colonie nouvelle que ses coreligionnaires venaient de fonder dans la baie de Connecticut. Ce fut là qu'il s'établit définitivement, et que ses descendans directs résidèrent pendant six générations. Au début de la guerre de l'indépendance, un des premiers colons qui coururent aux armes pour venger le massacre de leurs concitoyens à Lexington fut Noé Grant, du Connecticut, qui servit bravement sous Washington et conquit le grade de capitaine... Après la guerre, il quitta le Connecticut pour s'établir en Pensylvanie : son fils Jessé Grant, obéissant à cette impulsion mystérieuse qui pousse les Américains vers l'ouest, abandonna à son tour la Pensylvanie pour l'Ohio, qui venait à peine d'être élevé au rang

d'état, et se fixa à Pleasant-Point, dans le comté de Clermont, et il y épousa, en 1821, miss Hannah Simpson. Le grand homme de guerre à qui un peuple en deuil vient de faire des funérailles plus que royales, fut le premier fruit de cette union. Par une dérogation à la tradition puritaine qui emprunte exclusivement à la Bible les prénoms des deux sexes, il reçut le prénom quelque peu païen d'Ulysse, qui fut suivi, selon l'usage, du nom de famille de sa mère, Simpson. De là les deux lettres *U. S.* qui figuraient dans sa signature et qui précédaient invariablement son nom dans les documens publics et dans les journaux. Lorsqu'il fut arrivé à l'apogée de sa renommée, bien des gens illettrés, ne sachant par quels prénoms bibliques traduire ces deux lettres, qui sont aussi l'abréviation toujours employée pour désigner la confédération (*United States*), s'imaginèrent que, par une sorte de divination, les parens du général l'avaient consacré, dès le baptême, au service de son pays, en lui en faisant porter le nom, et qu'il avait été ainsi prédestiné à être le sauveur de l'Union américaine.

Rien dans l'enfance du jeune Grant ni dans sa première éducation n'annonça qu'il dût jamais devenir un homme remarquable. C'était un enfant paisible, mais opiniâtre et d'un caractère très décidé : il témoignait d'un très vif désir de s'instruire, et comme il n'y avait à sa portée aucun établissement dont l'enseignement dépassât l'instruction élémentaire, il résolut, sans consulter sa famille, d'entrer à l'académie militaire de West-Point, qui remplit aux Etats-Unis le rôle tout à la fois de notre école de Saint-Cyr et de nos écoles d'application de l'artillerie et du génie. Mais comment y entrer? La porte de cette école ne s'ouvre ni par un concours ni par des examens, mais par des décisions du président, qui pourvoit aux vacances en sa qualité de commandant des forces de terre et de mer : seulement, comme tous les états de l'Union veulent avoir une part égale dans la distribution de ces places, le président prend les futurs cadets successivement dans chaque état, suivant un ordre déterminé, et l'usage veut qu'il se conforme aux présentations qui lui sont faites par les membres du congrès. Un des représentans de l'Ohio au congrès venait fréquemment en visite dans la famille Grant : le jeune homme sollicita de l'hôte de son père la promesse de le présenter pour la première vacance qui reviendrait à l'Ohio. Le représentant ne fit point difficulté de prendre un engagement dont il croyait l'échéance incertaine et, en tout cas, éloignée ; mais le jeune Grant, qui lisait assidûment les journaux, y avait vu qu'une vacance était prochaine, et il ne tarda pas à réclamer l'exécution de la promesse qui lui avait été faite.

Grant entra à West-Point, le 1er juillet 1839, à l'âge de dix-sept ans. Il y eut pour camarades de cours et il y connut la plupart des

généraux qui servirent plus tard, sous ses ordres, dans les armées de l'Union, et aussi plusieurs de ceux qui combattirent contre lui, G. W. Smith, Bushred Johnson, Mansfield Lovell, et le brillant et intrépide Longstreet. Grant leur était supérieur à tous pour la vigueur physique, pour son adresse à tous les exercices du corps et pour son habileté dans l'équitation, avantages dont il était redevable à son éducation agreste ; mais il arrivait à l'académie avec une préparation insuffisante. La plupart de ses camarades avaient passé par un collège, d'autres avaient suivi des cours préparatoires pendant au moins une année : Grant ne savait guère que ce qu'il avait pu apprendre dans la maison paternelle et par ses lectures. Néanmoins, sur une promotion de près de cent cadets, il parvint, par un travail opiniâtre, à se maintenir dans le premier tiers : il fut même classé le dixième pour les mathématiques et le seizième pour le génie; son côté le plus faible était la langue et la littérature françaises, est-ce de cet échec relatif que lui vint le peu de sympathie qu'il témoigna toujours pour notre pays? Ses camarades ne voyaient en lui qu'un garçon simple et franc, peu brillant mais plein de bon sens, régulier dans tous les exercices, et ne se plaignant jamais même quand tous les autres criaient contre le régime de l'académie. Traduisant à leur façon les initiales de ses prénoms, ils l'avaient surnommé l'Oncle Sam (*Uncle Sam*), par allusion à son calme et à la gravité de ses manières, qui tenaient plus de l'homme mûr que du jeune homme.

Tandis que bon nombre de ses camarades échouaient ou abandonnaient volontairement la partie, Grant passa heureusement les examens de sortie, et il quitta West-Point, le 30 juin 1843, après quatre années bien employées. Presque aussitôt, il fut envoyé, avec le brevet de lieutenant en second, au quatrième régiment d'infanterie qui tenait alors garnison dans le Missouri, à Jefferson près de Saint-Louis. Dans cette dernière ville résidait la famille d'un de ses camarades de West-Point, Dent, qui fut son fidèle compagnon d'armes pendant la guerre civile, et dont il devait épouser la sœur; mais il n'était pas possible pour le jeune officier de songer encore au mariage; la guerre ne tarda pas à éclater entre les États-Unis et le Mexique; et son régiment fut désigné un des premiers pour faire campagne.

Depuis le combat de Palo-Alto, livré le 8 mai 1847, jusqu'à l'arrivée de l'armée américaine sous les murs de Mexico, le 14 septembre 1847, Grant prit part à tous les engagemens importans qui signalèrent cette guerre : partout il se fit remarquer par sa résolution, par son intrépidité froide et par l'action qu'il exerçait sur ses hommes ; il mérita deux fois d'être mis à l'ordre du jour de l'armée pour sa belle conduite. A la sanglante et décisive bataille de Cha-

pultepek, le 13 septembre 1847, il reçut ordre d'appuyer avec sa compagnie le capitaine Brooks, du second régiment d'infanterie, chargé d'enlever un ouvrage de campagne qui couvrait la droite de l'ennemi. Ce fut une tâche malaisée, et son général de brigade, dans le rapport qu'il adressa au général en chef, s'exprima ainsi sur son compte : « Je ne dois pas négliger de vous signaler le lieutenant Grant, du quatrième d'infanterie, qui, à ma connaissance personnelle, s'est noblement conduit en plusieurs circonstances. » Grant fut du nombre des officiers auxquels le congrès, après la guerre, vota nominativement des félicitations : il rentra aux États-Unis avec le grade de lieutenant en premier et le brevet de capitaine.

Envoyé en garnison à Détroit, puis à Sacket' Harbour, dans le Michigan, il prit un court congé au commencement de 1848, et vint à Saint-Louis réclamer la main de sa fiancée, miss Julia Dent, qui l'attendait fidèlement. Il emmena sa jeune épouse au camp de Sacket' Harbour, où elle passa quatre années avec lui. En 1852, elle le suivit dans l'Orégon, où le quatrième d'infanterie était envoyé, en prévision d'une guerre avec l'Angleterre; mais le différend entre les deux nations ayant été réglé à l'amiable, le régiment fut employé, sur la lisière des prairies, à surveiller les Indiens et à réprimer leurs incursions. Cette existence monotone, dans des campemens improvisés, loin de toute société et comme en dehors de la civilisation, était fort pénible pour une jeune femme. L'avancement est très lent dans l'armée régulière, dont l'effectif ne dépasse pas 20,000 hommes : les occasions de se signaler sont rares, et la profession des armes ne pouvait être considérée comme une carrière d'avenir par un homme arrivé seulement au grade de capitaine à trente-deux ans, et qui avait déjà plusieurs enfans. Grant se résolut donc à quitter l'armée comme avaient déjà fait la plupart de ses condisciples et de ses compagnons d'armes, et le 31 juillet 1854, il envoya sa démission au général en chef.

Il revint à Saint-Louis, où sa femme et ses enfans l'avaient précédé. Qu'allait-il entreprendre? Créer une ferme comme avaient fait tous ceux qui l'entouraient, comme le faisaient journellement les émigrans des états de l'Est qui venaient chercher fortune dans le Missouri. Il était robuste, endurci à la fatigue; il avait des bras vigoureux; il était devenu, par suite de son mariage, propriétaire d'un lot de terre, non loin de Saint-Louis : il défricherait ce terrain, il y établirait sa demeure, il y ferait souche de fermiers et d'éleveurs. Le voilà donc campé, en pleine forêt, pendant l'hiver, comme un simple bûcheron, abattant des arbres pour son compte et celui de ses voisins et allant vendre le bois aux habitans de Carondelet. En même temps, il représentait plusieurs commerçans de Saint-Louis et touchait pour eux leurs factures. Il apprit à ses dépens

qu'on ne s'improvise point agriculteur et, au bout de quatre années d'efforts, il loua sa ferme et revint à Saint-Louis. Il se fit agent pour la vente des terrains, occupation assez fructueuse dans l'Ouest; mais il n'avait ni le goût ni l'esprit des affaires; il ne sut point se créer une clientèle; il fut contraint, pour vivre, de prendre un petit emploi dans les contributions. Il avait espéré devenir l'ingénieur de la ville, mais il n'avait point d'amis influens, le poste fut donné à un autre, et Grant tomba dans une gêne profonde.

Son père avait, depuis longtemps, quitté l'Ohio : il était passé dans l'Illinois et, avec l'assistance de son second fils, il avait créé une tannerie à Galena. L'établissement prospérait; le vieux Grant, instruit de la situation pénible de son fils aîné et le jugeant incapable de se créer une position, le fit venir et lui donna un emploi dans sa maison, aux appointemens de 40 dollars, soit un peu plus de 200 francs par mois. Son occupation principale consistait à acheter les peaux que les bouchers et les fermiers du voisinage venaient proposer. Il ne voyait personne et ne se mêlait point de politique, quoique ce soit la passion de tout Américain. De toute sa vie, il n'a voté que dans une seule élection présidentielle, et quoique son père et ses frères fussent d'ardens républicains, il donna sa voix à Buchanan, le candidat des démocrates, contre le colonel Fremont. Il expliquait, il est vrai, ce vote en disant qu'à ses yeux Fremont n'avait jamais été qu'un soldat de salon, mis en avant par quelques femmes sentimentales. Ses opinions le rapprochaient surtout des modérés, conduits par Everett, Bell et Crittenden, qui s'efforçaient de constituer un tiers parti afin de prévenir la collision qu'ils prévoyaient entre le Nord et le Sud; aussi n'alla-t-il voter à l'élection suivante, ni pour Lincoln ni pour Douglas. Il vivait si retiré que, dans cette petite ville et même dans la rue qu'il habitait, les gens ne savaient point son nom et se demandaient qui pouvait être cet homme robuste, à l'air si triste, qui passait comme absorbé dans ses pensées. Grant était en proie au découragement et n'entrevoyait l'avenir qu'avec appréhension, car, bien qu'il s'interdît tout divertissement et toute autre superfluité qu'un peu de tabac, il n'arrivait point à se suffire avec ses modiques appointemens. Telle était l'existence obscure et désolée que menait, derrière un comptoir, à quarante ans passés, l'homme qui devait être deux fois président des États-Unis.

Tout à coup le clairon retentit. Le 14 avril 1861, un mois après l'installation du président Lincoln, le fort Sumter a été surpris, le drapeau fédéral a été foulé aux pieds, et le président appelle 75,000 volontaires pour défendre la constitution et l'unité nationale. Le soldat se retrouve aussitôt. Une compagnie de milice se forme à Galena; c'est Grant qui l'organise et qui l'instruit. Le séna-

teur Elihu Washburne, habitant de Galena et ami de sa famille, part pour Springfield, où il est appelé par le gouverneur de l'état : Grant va le trouver et lui dit, qu'ayant été instruit à West-Point, aux frais de la nation, il serait heureux, bien que démissionnaire, d'offrir ses services au gouvernement pour ce qu'ils vaudraient. Puis, la nostalgie de la vie militaire le prend : il arrange ses affaires, assure pour quelque temps l'existence de sa famille, et, avec quelques dollars seulement en poche, le voilà en route pour Springfield. Il trouve la ville remplie de volontaires accourus de tous côtés; le désordre et la confusion sont partout : personne ne commande et surtout personne n'obéit. Le gouverneur Yates ne sait à qui entendre, et, parmi les gens qui l'entourent, il n'en est pas un seul qui ait la moindre notion du service militaire. Les grades et les emplois sont distribués au hasard, et lorsque Grant se présente au gouverneur, en habits civils, et offre timidement ses services, sans dire qu'il est un ancien officier, on le renvoie au lendemain, comme un importun. La même réponse lui est faite plusieurs jours consécutifs. Il est arrivé à son dernier dollar; il tente une démarche suprême. On lui propose alors, au bureau des enrôlemens, la place qu'un commis vient d'abandonner. Grant s'installe avec bonheur devant le pupitre vacant et il écrit à sa femme : « Je vais donc enfin pouvoir faire quelque chose pour les États-Unis. »

L'inexpérience des officiers et l'indocilité des soldats produisent leur effet inévitable : le 21e régiment des volontaires de l'Illinois se met en pleine rébellion; il quitte son camp et vient remplir Springfield de ses clameurs et de ses chants. Les officiers, les autorités civiles, le gouverneur lui-même essaient vainement de faire entendre raison à ces indisciplinés. Le gouverneur Yates, épuisé et découragé, exhale ses plaintes devant son personnel. Rompant avec sa taciturnité, Grant s'avance alors et dit : « Je suis un ancien capitaine, j'ai été quartier-maître de mon régiment; voulez-vous me confier l'instruction de ces hommes? — Je vous ferai leur colonel, s'écrie le gouverneur, si vous pouvez m'en débarrasser. » Grant accepte, à la condition qu'on lui donnera pour adjudant un jeune homme de loi de Galena, son ami Rawlin, dont il devait faire plus tard son major-général et son ministre de la guerre. Le fermier malheureux, l'agent d'affaires maladroit, le commis taciturne, ont disparu; en face d'un véritable officier, froid, énergique, résolu, ayant le ton et l'habitude du commandement, les volontaires se rangent d'eux-mêmes à l'obéissance. Leur colonel ne les laisse point dans l'oisiveté; il les tient continuellement en haleine, faisant répéter, tous les jours, les manœuvres par section, par compagnie et par régiment. Au bout d'un mois, le régiment était envoyé dans le Missouri, menacé par les confédérés, et

il ne tardait pas à se trouver en face de l'ennemi. Grant a raconté plus tard que jamais il n'avait éprouvé une émotion aussi forte que le jour de ce premier engagement. La conduite des volontaires de l'Illinois fit honneur à leur colonel.

Grant ne devait pas demeurer longtemps dans ce grade. Le gouvernement fédéral pouvait appeler sous les armes ou enrôler des centaines de mille hommes, mais il ne pouvait improviser des cadres. L'armée régulière était trop peu nombreuse pour en fournir et l'on recherchait fort les anciens officiers qui avaient reçu l'instruction militaire à West-Point, et surtout ceux qui avaient fait campagne et pouvaient conduire une opération. Aussi, dès le mois d'août, sur la recommandation du sénateur Washburne, Grant fut élevé au rang de brigadier-général et reçut le commandement des départemens de l'Illinois et du Missouri. Il commença par occuper fortement la ville de Cairo, au confluent du Mississipi et de l'Ohio; puis, par un coup de main hardi, il se saisit de l'importante position de Paducah, au confluent de l'Ohio et du Tennessee, et ferma ainsi aux confédérés l'entrée du Kentucky, dont l'occupation leur aurait permis de menacer Washington à l'ouest, comme ils le menaçaient déjà au sud. Le premier engagement où il commanda en chef fut une démonstration qu'il fut chargé de faire dans la direction de Columbus; il dut y payer de sa personne, ainsi que les officiers supérieurs sous ses ordres. L'inexpérience militaire était égale des deux côtés; on se battait avec bravoure et même avec acharnement, mais sans aucune tactique : le nombre des hommes mis hors de combat était toujours considérable, et l'avantage demeurait au plus obstiné. L'issue indécise de ce combat de Belmont démontra à Grant ce qui manquait à ses troupes; profitant de ce que les confédérés se tenaient sur la défensive, dans la vallée du Mississipi, il employa quelques mois à instruire ses soldats et à organiser une flottille de canonnières, dont le concours était indispensable dans une région traversée par de grands cours d'eau. Les confédérés se maintenaient dans l'état de Tennessee, où ils occupaient deux points importans : le fort Henry, sur la rivière Tennessee, et le fort Donelson, sur le Cumberland, autre affluent non moins considérable de l'Ohio. Grant proposa au général en chef de leur enlever ces deux positions. Le fort Henry fut pris le 4 février 1862; de là, malgré la rigueur de la saison, Grant marcha droit sur le fort Donelson, tandis que la flottille remontait le Cumberland pour l'appuyer. Il fit camper ses troupes sur la terre gelée, sans feu et presque sans abri. Après deux jours de combat, les confédérés furent refoulés sous les murs de la place, qui fut investie; la lutte recommença et dura tout le troisième jour : le soir, par un effort suprême, deux des généraux confédérés réussirent à se frayer

passage à travers les troupes fédérales; mais le reste fut rejeté dans la place, qui capitula le lendemain. Une nombreuse artillerie, des munitions abondantes et 12,000 prisonniers tombèrent au pouvoir de Grant. Ce succès arrivait à propos pour consoler les fédéraux de l'humiliante défaite que l'armée du Potomac avait essuyée à Bull-Run; la nouvelle en fut accueillie avec transport, le nom de Grant fut dans toutes les bouches, et sa brève réponse au commandant du fort Donelson, qui demandait à négocier une capitulation : « Reddition immédiate et sans condition, » devint légendaire.

Pour achever la conquête de l'état de Tennessee, il restait à s'emparer de Corinthe, où se rencontrent les divers chemins de fer de la région. Grant reçut du général Halleck, commandant en chef des armées de l'Ouest, l'ordre de marcher sur cette ville, sur laquelle le général Buell devait se diriger également avec un autre corps d'armée. Albert Johnston, qui était chargé de la défense de Corinthe, résolut de prévenir la jonction de ses deux adversaires : il se porta au-devant de Grant, surprit les trois premières divisions de son corps d'armée, les mit en désordre et les eût jetées dans le Tennessee, si Grant, arrivant avec sa quatrième division, n'avait rétabli le combat. Secondé par le feu de deux canonnières, il se maintint opiniâtrément sur une éminence, d'où l'ennemi ne put le déloger. Vers le soir, comme Albert Johnston venait d'être blessé mortellement, l'avant-garde de Buell arriva et entra en ligne. Beauregard, qui avait pris le commandement des confédérés, dut ramener en arrière ses soldats épuisés. Le combat recommença le lendemain; mais l'arrivée de Buell, avec 37,000 hommes, rendait la lutte trop inégale, et Beauregard dut abandonner la partie. Les pertes des fédéraux furent énormes, mais ils étaient restés maîtres du champ de bataille, et cette action sanglante eut pour résultat l'occupation de Corinthe et l'évacuation du Tennessee par les confédérés, après une série de petits engagemens.

A ce moment, le général Halleck fut appelé au commandement en chef des armées de Virginie; le commandement des armées de l'ouest fut donné à Grant. Dès lors, l'objectif de celui-ci fut de se rendre maître de Vicksburg. Cette ville est située sur le Mississipi, un peu au-dessous du point où ce fleuve reçoit l'Yazou : au confluent même se trouve un promontoire qui s'élève presque à pic, Haines-Bluff, que les confédérés avaient garni de formidables batteries. En face de ce promontoire, Vicksburg occupe une position tout aussi forte, et les confédérés en avaient fait leur place d'armes. Elle avait pour eux une importance extrême à divers titres : elle maintenait leurs communications avec les états situés sur la rive droite du Mississipi, l'Arkansas, la Louisiane et le Texas; les batte-

ries de Haines-Bluff fermaient le passage aux canonnières fédérales qui opéraient sur le cours supérieur du fleuve, et les batteries de Vicksburg avaient victorieusement repoussé la flotte fédérale lorsque celle-ci, venant du golfe du Mexique, avait remonté le fleuve et essayé un bombardement. Tous les efforts de Grant, pendant l'automne de 1862, furent inutiles, et son principal lieutenant, Sherman, essuya un échec sérieux en tentant une attaque de vive force contre Haines-Bluff. Dès que la saison le permit, Grant renouvela ses tentatives, mais sans plus de succès. Il conçut alors un plan hardi, que Sherman lui-même n'osa approuver, celui d'abandonner sa base d'opérations; et, au risque d'avoir ses communications coupées, de se transporter avec toutes ses forces au sud de Vicksburg. Il suivit la rive droite du Mississipi, franchit le fleuve au-dessous de Vicksburg; et, dans trois combats, à Port-Gibson, à Raymond et à Jackson, il refoula vers cette ville les troupes confédérées qu'il rencontra devant lui. Pemberton, qui commandait dans Vicksburg, accourut avec toutes ses forces; mais les 16 et 17 mai, à Champion's-Hill et au passage du Black-River, il fut défait dans deux sanglantes batailles et contraint de rentrer dans les lignes de Vicksburg. Appelant à lui tous les corps disséminés dans la vallée supérieure du Mississipi, Grant réunit sous ses ordres 70,000 hommes et 250 canons. Ces forces étaient trop considérables pour qu'il fût possible aux confédérés de tenter de faire lever le siège. Après quelques assauts infructueux, Grant se contenta de tenir la place étroitement bloquée. La famine eut raison de la garnison, et, le 4 juillet 1863, Pemberton se rendit à discrétion avec 30,000 hommes et 172 canons. Par suite, les fédéraux devinrent maîtres du cours entier du Mississipi, et les confédérés, désormais sans communications avec leurs alliés de la rive droite, se trouvèrent privés de tous les secours qu'ils en recevaient. C'était un résultat d'une importance extrême, et la nouvelle de la capitulation de Vicksburg excita dans le Nord un enthousiasme universel. Les législatures de plusieurs états votèrent à Grant des félicitations et des présens; le congrès lui accorda le grade de major-général dans l'armée régulière, et le ministre de la guerre plaça sous ses ordres, outre les troupes qu'il commandait déjà, les trois corps d'armée qui opéraient dans le centre, sous les ordres des généraux Burnside, Hooker et Thomas. Ce dernier était, à ce moment, dans une position critique. Désireux de reconquérir le Tennessee, les confédérés avaient réuni des forces considérables dans la région montagneuse qui sépare cet état du nord de la Georgie et ils l'avaient envahi sur deux points. Longstreet, refoulant devant lui Burnside, avait contraint celui-ci à s'enfermer dans Knoxville; après une bataille de deux jours, Bragg tenait le corps

d'armée de Thomas bloqué au fond de la vallée de Chattanooga. Grant accourut, et une attaque vigoureuse rétablit les communications du corps assiégé ; mais ce n'était là qu'une partie de la tâche à accomplir, il fallait chasser Bragg des positions qu'il occupait. Ce fut l'œuvre d'une bataille de quatre jours, du 23 au 26 novembre 1863, dans laquelle l'obstination des fédéraux et leur supériorité numérique triomphèrent de la résistance des confédérés. Ceux-ci furent rejetés dans la Georgie, et la délivrance du corps de Burnside fut la conséquence immédiate de leur défaite.

Ces nouveaux succès mirent le comble à la popularité de Grant. Le congrès décida qu'une médaille d'or serait frappée pour lui être offerte, mais l'opinion publique réclamait pour lui une autre récompense. Les généraux qui s'étaient succédé dans le commandement de l'armée de Potomac, Mac-Clellan, Pope, Burnside, Halleck, avaient tous échoué devant l'habileté supérieure de Lee : n'était-il pas temps d'opposer à ce redoutable adversaire le seul des généraux de l'Union qui n'eût encore essuyé aucun revers ? Ce mouvement de l'opinion devint d'autant plus irrésistible que la nation, épuisée par les sacrifices de toute nature qui lui avaient été imposés, commençait à être fatiguée de la guerre : le commerce se plaignait d'être ruiné ; des désordres graves s'étaient produits dans plusieurs des grandes villes du Nord et particulièrement à New-York ; le recrutement de l'armée devenait difficile : les volontaires ne se présentaient plus qu'en petit nombre, malgré les primes considérables qui leur étaient offertes et les tentatives pour introduire le tirage au sort avaient provoqué des émeutes. Il fallait en finir : telle était la conviction des partisans les plus clairvoyans de l'Union ; il était donc indispensable de mettre à l'épreuve le seul homme qui parût en état de terminer la guerre civile.

Le congrès vota donc, au mois de mars 1864, sur l'initiative de M. Washburne, un bill qui rétablissait en faveur de Grant le poste de lieutenant-général, supprimé à la mort de l'illustre général Scott. Ce titre conférait à Grant le commandement suprême, après le président de la république, de toutes les forces de terre. Ces forces s'élevaient, à ce moment, à près de 500,000 hommes. Grant dut se rendre immédiatement à Washington, et tout le long de la route, il reçut des populations l'accueil le plus flatteur. Les membres du gouvernement le comblèrent de marques de distinction, et aussitôt qu'il fut entré en fonctions, le président Lincoln lui écrivit : « Je désire vous exprimer par cette lettre mon entière satisfaction de tout ce qu'à ma connaissance vous avez fait jusqu'ici. Les détails de vos plans, je ne les connais pas et ne désire point les connaître. Vous êtes vigilant et plein de confiance : cela me suffit :

je ne veux vous imposer ni contrainte, ni restriction d'aucune sorte. Maintenant avec une bonne armée et une juste cause, puisse Dieu vous assister! » Il était impossible de donner à un général une plus haute marque de la confiance nationale. Grant répondit à cette lettre en rendant hommage à la promptitude et à la libéralité sans bornes avec lesquelles le gouvernement avait toujours satisfait à toutes les demandes des commandans d'armée : « Si le succès de cette campagne, disait-il en terminant, demeure au-dessous de mes désirs et de mon espérance, le moins que je puisse faire est de reconnaître que la faute n'en est pas à vous. »

Grant avait désormais la direction de toutes les opérations militaires. Il avait souvent comparé les armées de l'Est et de l'Ouest à un attelage mal appareillé, dont les deux chevaux ne tiraient jamais du même côté. Il allait dépendre de lui de coordonner leurs mouvemens de façon à établir dans leur action le concert qui avait manqué jusque-là et qui devait résulter naturellement de l'unité dans le commandement. Par la prise de Vicksburg, il avait déjà coupé la confédération en deux : il conçut la pensée de faire subir le même sort aux états qui luttaient encore. Il appela Sherman dans le Tennessee, plaça 100,000 hommes sous ses ordres et lui donna pour instructions d'entrer en Georgie, de pousser droit sur Atlanta, capitale de cet état et l'un des foyers les plus actifs de la rébellion, de s'y établir fortement et de descendre ensuite, le long de la vallée de la Chesapeake jusqu'à la mer. Si ce mouvement réussissait et Sherman avait des forces plus que suffisantes pour l'exécuter, la Virginie et les deux Carolines ne communiqueraient plus avec les états de l'extrême Sud, Alabama, Louisiane, Mississipi et Floride ; le recrutement et le ravitaillement des armées confédérées deviendraient très difficiles ; Lee serait menacé d'être pris entre deux feux. L'armée du Potomac, en effet, l'attaquerait de front et tâcherait de le déloger de Richmond afin de le rejeter sur Sherman. Grant s'attendait à une lutte acharnée, mais l'infériorité numérique des confédérés lui donnait une confiance entière dans le résultat définitif. Cette infériorité était irrémédiable : c'est que le Sud n'avait pas seulement une étendue moindre que le Nord, mais surtout une population moins dense, et il n'avait osé armer qu'un petit nombre d'esclaves. Les armées confédérées ne pourraient donc réparer leurs pertes, tandis que les armées du Nord avaient derrière elles une population triple, un afflux constant de volontaires européens attirés par les offres du gouvernement fédéral, et les ressources d'un immense territoire. La pensée de Grant était donc qu'il fallait attaquer partout et toujours les rebelles sans leur laisser de relâche, parce que, dût-on faire tuer deux hommes pour un on arriverait forcément à les épuiser et à anéantir leurs armées : « Je veux, répétait-il volontiers, frapper

sans interruption, comme avec un marteau, sur les forces et les ressources de l'ennemi jusqu'à ce que, par le seul effet du martelage, à défaut d'autre, il soit réduit à se soumettre. » Sa grande préoccupation était de s'assurer partout la supériorité du nombre; il avait remarqué, disait-il encore, que le premier effort des confédérés était très puissant, mais qu'il ne se soutenait pas; si donc on pouvait prolonger la lutte en faisant entrer en ligne de nouvelles troupes, on avait les plus grandes chances de demeurer maîtres du terrain.

Les forces dont Grant disposait lui permettaient aisément d'avoir l'avantage du nombre. L'armée du Potomac, sous Meade et Burnside, comptait 120,000 hommes, le général Butler, établi à l'embouchure de la rivière James, avait 40,000 hommes, et dans la vallée de la Shenandoah, le général Sigel en avait 20,000. Les forces destinées à opérer contre Lee s'élevaient donc à environ 180,000 hommes : le général confédéré n'avait à leur opposer que 62,000 hommes. Aussi Grant annonça-t-il au gouvernement son intention « d'engager la lutte sur toute la ligne. » Dans la nuit du 3 mai 1864, l'armée du Potomac franchit le Rapidan : en même temps, Sigel faisait une démonstration dans la vallée de la Shenandoah, et Butler, quittant les bords de la rivière James, menaçait le camp retranché de Pétersburg, en arrière de Richmond. Lee, laissant à ses lieutenans le soin de repousser ces deux attaques, se porta au-devant de l'armée du Potomac, et avant qu'elle pût se développer, lui livra bataille dans ce qu'on appelle le Désert de Virginie (*Wilderness*), immense plaine couverte de taillis peu élevés qui abritaient les confédérés et ne permettaient pas aux unionistes de se servir utilement de leur formidable artillerie. On se battit dans ces taillis pendant deux longues journées : le troisième jour, il fallut, de part et d'autre, faire reposer les troupes. Grant, voyant qu'il ne pouvait avancer directement sur Richmond, dessina son mouvement sur la gauche, afin de tourner la droite des confédérés. Lee se porta encore au-devant de Grant et prit position à Spotts-Sylvania. Il y fut attaqué dès le lendemain. Ce fut une bataille ou plutôt une boucherie de dix jours, pendant laquelle Grant écrivit au ministre de la guerre : « Je compte me battre ici tous les jours, dussé-je y rester tout l'été. » Il savait que, s'il réussissait à forcer les lignes de Lee, la route de Richmond lui serait ouverte; mais la position des confédérés était naturellement très forte et ils avaient ajouté aux difficultés du terrain par des retranchemens. Lorsqu'au prix de sacrifices énormes les unionistes eurent enlevé une première ligne de retranchemens, ils se trouvèrent en face d'une seconde ligne et dans l'impossibilité d'avancer. Il fallut renoncer à cette attaque; il était d'ailleurs urgent de porter secours à l'ar-

mée de la rivière James, qui avait été défaite par Beauregard et qui était fort pressée par le vainqueur; Grant, sachant Lee trop affaibli pour tenter un coup de main sur Washington, n'hésita pas à laisser ouverte la route de la capitale et continua son mouvement sur la gauche. Trouvant Lee dans une position trop forte pour qu'il fût possible de franchir en face de lui la rivière Anna, l'armée du Potomac continua sa marche et se retrouva dans cette péninsule où s'étaient livrées, deux ans auparavant, les premières grandes batailles de la guerre civile. Sur ce terrain, Grant ne fut pas plus heureux que ne l'avait été Mac-Clellan; il ne put forcer la ligne du Chickahominy : après une attaque générale, où l'armée fédérale essuya des pertes considérables, Grant résolut d'agir contre Richmond comme il avait fait contre Vicksburg. Il fit passer le James à son armée et vint attaquer le camp retranché que Lee avait créé à Petersburg pour couvrir la capitale confédérée du côté du sud et la mettre à l'abri des attaques de l'armée que les unionistes avaient toujours maintenue à l'embouchure du James. Grant arriva devant Petersburg au commencement de juillet : les deux mois qui venaient de s'écouler et pendant lesquels presque chaque jour avait été marqué par un engagement, avaient coûté à l'armée du Potomac plus de 70,000 hommes mis hors de combat ou disparus. Lee s'était maintenu dans toutes ses positions, mais au prix de quels sacrifices! Il était réduit à la défensive, et, loin de pouvoir venir en aide à ses lieutenans, il avait dû les affaiblir en appelant à lui une partie de leurs troupes. Le système du martelage commençait à produire ses effets.

Le siège de Petersburg, si l'on peut donner le nom de siège à une attaque contre une place qui n'était pas investie et qui ne pouvait l'être, devait durer neuf mois. Pendant que Lee était retenu par des attaques incessantes, les forces fédérales détruisaient les voies ferrées par lesquelles il pouvait être secouru, battaient et dispersaient les petits détachemens confédérés qui tenaient encore la campagne aux environs de Richmond, et Sheridan, à la suite de quatre combats heureux, se rendait maître de la vallée de la Shenandoah par laquelle les confédérés avaient, plus d'une fois, marché sur Washington : le cercle formé autour de Lee se resserrait de plus en plus; aussi, après un assaut inutilement tenté, le 27 octobre, Grant suspendit toute opération active contre Petersburg et se contenta de continuer l'établissement de ses batteries en attendant le résultat de mouvement prescrit à Sherman. Celui-ci, conformément aux instructions qu'il avait reçues, étai t entré enGeorgie avec toutes ses forces : le général confédéré, Joe Johnston, accablé par le nombre, ne put lui fermer la route d'Atlanta. Sherman continua de marcher vers la mer, faisant avancer son armée en deux

colonnes parallèles, de sorte que Joe Johnston ne pouvait essayer d'arrêter une de ces colonnes sans s'exposer à être débordé et pris en flanc par l'autre. Le général confédéré dut donc livrer passage à Sherman et se contenta de se retrancher dans la région montagneuse par laquelle la Georgie et la Caroline du nord confinent à la Virginie ; il abandonnait ainsi aux unionistes toute la Caroline du sud et toute la partie maritime de la Caroline du nord, c'est-à-dire les états où la rébellion avait pris naissance et d'où elle tirait ses dernières ressources. Savannah, Charleston, Wilmington même furent occupées, et, le printemps venu, Sherman remonta vers la Virginie, menaçant les communications de Joe Johnston avec Lee. Celui-ci comprit que tout était perdu si le mouvement de Sherman n'était pas immédiatement arrêté : il détacha une partie de ses forces pour coopérer avec son lieutenant ; mais ce détachemont fut atteint et détruit par Sheridan, le 1er avril, au combat de Five-Forks. Le soir de cet engagement, toutes les batteries fédérales ouvrirent un feu terrible sur Petersburg, qui fut bombardé pendant toute la nuit ; à la pointe du jour, une attaque générale fut ordonnée ; le corps d'armé du général Wright eut en un quart d'heure onze cents hommes hors de combat, mais l'élan des unionistes fut irrésistible : ils prirent d'assaut deux des forts qui défendaient les approches de la place et plusieurs redoutes. Lee, qui n'avait plus avec lui qu'une trentaine de mille hommes, se décida à évacuer Petersburg et Richmond dans la nuit. Quand, le matin du 3 avril 1865, les unionistes se disposèrent à donner un nouvel assaut, ils trouvèrent les défenses de Petersburg abandonnées, et la lueur d'un immense incendie dans la direction de Richmond leur apprit que les confédérés avaient eux-mêmes mis le feu à leurs magasins et à leurs approvisionnemens. Grant se mit immédiatement à la poursuite de Lee, envoyant un corps d'armée dans chacune des directions qu'il pouvait prendre. Tandis que Meade devançait les confédérés à Jetersville et leur barrait le passage, l'infatigable Sheridan, avec son corps de cavalerie, atteignait leur arrière-garde, le 6 avril, et la faisait prisonnière presque tout entière.

Ici se placent les épisodes les plus honorables de la carrière de Grant. Il dépendait de lui d'anéantir les derniers débris de l'armée confédérée ; mais il se souvint que les adversaires qu'il avait devant lui étaient des compatriotes. Le 7 avril, il envoya à Lee un de ses aides-de-camp pour lui conseiller de se rendre et lui promettre une capitulation honorable. Le général confédéré, qui se voyait cerné et dont les troupes n'avaient plus ni vivres ni munitions, comprit que la continuation de la lutte était impossible, et qu'il n'avait d'autre parti à prendre que de s'en remettre à la générosité des vainqueurs. La capitulation eut lieu, le 9 avril : elle comprenait

l'armée de Johnston et toutes les forces confédérées aussi bien que l'armée de Lee. Les conditions en étaient fort simples : officiers et soldats devaient déposer les armes et donner leur parole de respecter les lois de l'Union ; cela fait, ils pouvaient se retirer dans leurs foyers, et ils seraient à l'abri de toute recherche de la part de l'autorité fédérale, tant qu'ils observeraient leurs engagemens. Les confédérés déposèrent les armes en présence de Grant et de son état-major. Lee portait une magnifique épée d'un travail remarquable que ses admirateurs avaient fait fabriquer en Angleterre pour la lui offrir. Lorsqu'il la tendit à Grant, un mouvement nerveux contracta un instant sa mâle figure, mais il se remit aussitôt et salua courtoisement son adversaire victorieux. Grant prit l'épée, l'examina avec curiosité, lut à haute voix les noms de batailles qui étaient inscrits sur le fourreau ; puis, il la rendit à Lee, en lui disant : « Général, cette épée ne saurait être portée par un plus brave soldat. » Grant ne s'en tint pas à cette marque de courtoisie. Le ministre de la guerre, M. Stanton, homme passionné et vindicatif, voulait, malgré les termes de la capitulation, faire arrêter et faire juger comme déserteurs et comme traîtres Lee et quelques autres généraux confédérés qui avaient été instruits à West-Point et qui avaient appartenu à l'armée régulière. Grant s'éleva avec une noble indignation contre cette prétention et protesta qu'il ne laisserait pas déshonorer sa signature. Le ministre n'osa point tenir tête à l'homme pour qui le congrès venait de créer la fonction de général en chef des armées américaines en spécifiant que cette charge serait supprimée par le fait de sa mort. Si la vie de Grant se fût terminée à ce moment, il eût laissé une mémoire égale à celle de Washington : malheureusement, la politique allait s'emparer de lui et diminuer son prestige et sa gloire.

Pour le moment, sa popularité était sans bornes : il était véritablement l'idole de la nation. Il s'occupait activement du licenciement des volontaires, mesure rendue urgente par la nécessité d'alléger les charges publiques, et il avait à reconstituer, après le départ de ces multitudes, l'ancienne armée régulière afin d'assurer le maintien de la tranquillité dans les états du Sud. Cette tâche lui imposait des voyages dans les diverses parties du territoire, et chacune de ces excursions donnait lieu à de véritables ovations. Les habitans de Philadelphie lui firent présent, dans leur ville, d'un hôtel qui avait coûté 30,000 dollars. Quand il se rendit à Galena, d'où il était parti pour reprendre du service, ses anciens concitoyens lui offrirent une belle habitation, toute meublée. D'innombrables présens lui étaient envoyés, sous toutes les formes, par les villes et même par de riches particuliers. Dans le Sud même, où les devoirs de sa charge l'appelaient fréquemment, il était reçu

avec respect, et en adressant un rapport au congrès, il put écrire que les populations acceptaient les faits accomplis et qu'elles témoignaient seulement un vif désir de recouvrer leur autonomie au sein de l'Union. Il ajoutait qu'il était nécessaire, pendant la période de reconstruction, d'assurer au peuple une protection efficace. Le congrès avait décidé que les états rebelles ne seraient admis à prendre part au gouvernement de la république que lorsqu'ils auraient introduit dans leur constitution particulière et dans leur législation les changemens nécessaires pour les mettre en harmonie avec les lois fédérales qui avaient affranchi les noirs et accordé à ceux-ci tous les droits civils et politiques que possédaient les blancs. C'est là ce qu'on appelait la « reconstruction : » quand cette œuvre législative était opérée par un état, le congrès le déclarait réintégré dans ses droits et l'autorisait à envoyer de nouveau à Washington des sénateurs et des représentans. Or, pendant cette période de reconstruction, l'autorité était presque entièrement entre les mains des généraux qui commandaient les troupes cantonnées dans le Sud. La plupart de ces généraux, encore échauffés par une lutte de quatre années, et imbus de préventions contre leurs anciens adversaires, inclinaient à voir « le peuple » exclusivement dans les nouveaux affranchis et dans les aventuriers accourus du Nord pour exploiter l'ignorance des noirs et se faire investir, par les votes de ceux-ci, de toutes les fonctions rétribuées. Ils témoignaient, envers l'ancienne population blanche, sinon d'une malveillance systématique, au moins d'une défiance extrême, l'accusant de n'accepter l'émancipation qu'à contre-cœur et de vouloir maintenir les affranchis dans une condition d'infériorité. Grant se laissa bien vite aller, par la pente naturelle de son caractère, à accepter les jugemens et à partager la manière de voir de ses compagnons d'armes, qui étaient énergiquement soutenus par le ministre de la guerre, M. Stanton, tandis qu'André Johnson, arrivé à la présidence par suite de l'assassinat de Lincoln, et citoyen d'un des anciens états à esclaves, le Tennessee, inclinait vers une politique de conciliation. Le président aurait voulu remplacer quelques-uns des généraux qui commandaient dans le Sud par des hommes plus modérés. Un conflit éclata, à ce sujet, entre M. Stanton et le président, et Grant prit ouvertement parti pour le ministre de la guerre, jetant dans la balance tout le poids de son influence personnelle.

Combien il était mieux inspiré, au lendemain de la prise de Vicksburg, lorsque sa popularité grandissante amenait à son quartier-général une foule de politiciens et qu'il répondait à ceux qui lui demandaient son avis sur les affaires publiques : « Je suis incapable de parler politique ; s'il y a une matière sur laquelle je puisse donner des conseils, c'est la façon de tanner le cuir. » En se main-

tenant dans cette sage réserve, il eût conservé les sympathies que lui avait values sa conduite généreuse envers les généraux et les soldats vaincus, il fût demeuré l'homme de la nation entière, au lieu de devenir l'homme d'un parti. Les républicains, dont il servait les passions, l'adoptèrent unanimement pour leur candidat à la présidence dans l'élection de 1868, mais, par contre-coup, les démocrates et tous les hommes qui étaient partisans d'une politique de conciliation à l'égard des populations du Sud, cherchèrent un autre candidat et lui opposèrent un citoyen éminent de New-York, M. H. Seymour. Huit états donnèrent la majorité à ce dernier et, sur l'ensemble des 5,716,082 votans, Grant n'eut qu'une majorité de 309,684 voix : encore trois états du Sud, la Virginie, le Missisipi et le Texas n'avaient-ils pas recouvré le droit de prendre part à l'élection.

On remarqua que la lettre laconique par laquelle Grant accepta la candidature ne contenait aucun programme politique ni même aucune indication de la ligne de conduite que le futur président comptait suivre. Il promettait seulement « de faire exécuter les lois de bonne foi, avec économie, et avec le désir d'assurer à tous paix, tranquillité et protection. » Il ajoutait : « Dans les circonstances actuelles, il est impossible, ou tout au moins inopportun, d'exposer une politique à laquelle il faudrait se conformer, qu'elle fût bonne ou mauvaise. Dans le cours d'une administration de quatre années, des questions nouvelles et imprévues surgissent constamment; les idées du public, sur les questions anciennes, se modifient non moins constamment; et un fonctionnaire purement exécutif doit toujours être laissé libre d'accomplir la volonté du peuple. J'ai toujours respecté cette volonté et le ferai toujours. » Les gens clairvoyans furent convaincus que Grant entendait se réserver, dans la conduite des affaires publiques, la même indépendance et la même liberté d'action qu'il avait toujours revendiquées dans la direction des opérations militaires, et ils s'attendirent, dès lors, à une administration aussi autoritaire que celle d'André Jackson. Ils durent être confirmés dans cette opinion, lorsque, après l'élection, Grant annonça aux commissaires qui lui en apportaient la nouvelle, sa détermination de ne pas faire connaître les noms de ses futurs ministres avant le jour où il entrerait en fonctions, se bornant à dire qu'il s'efforcerait de choisir des conseillers « capables de pratiquer une politique d'économie et de réduction dans les dépenses, et de remplir fidèlement les obligations de tout gouvernement. » Enfin, dans son discours d'inauguration, il déclara « qu'il avait conscience de toutes les responsabilités attachées à sa nouvelle situation, mais qu'il les acceptait sans crainte. » Tous ces indices trahissent chez lui la détermination de gouverner par lui-même

et de faire prévaloir ses idées personnelles sans égard à aucun conseil. On pensait du moins que les ministres seraient choisis, comme d'ordinaire, parmi les hommes les plus considérables du parti qui venait de triompher dans l'élection : contre toute attente, les membres du cabinet furent pris exclusivement dans le cercle des amis ou des relations personnelles de Grant et, à l'exception de M. Washburne, qui échangea presque immédiatement le portefeuille des affaires étrangères contre l'ambassade de Paris, tous étaient fort obscurs, ce qui fit dire aux mécontens que le président s'était donné des commis et non des ministres. Néanmoins, tous ces choix furent confirmés sans difficulté par le sénat.

II.

Il suffira de rappeler les faits principaux de l'administration de Grant et d'en faire ressortir le caractère général; la raconter en détail serait faire l'histoire des États-Unis pendant ses huit années de présidence, et cette histoire a déjà été retracée ici (1). La politique extérieure du nouveau président fut marquée, dès les premiers jours, par un grand succès qui flatta singulièrement l'amour-propre de ses compatriotes. La raideur avec laquelle il soutint les réclamations élevées par le gouvernement américain, au sujet des déprédations de l'*Alabama*, arracha à l'Angleterre le traité de Washington qui soumit ce litige à un arbitrage, et la convention de Genève, en donnant raison aux États-Unis, leur alloua une indemnité de 15 millions de dollars qui s'est trouvée fort supérieure aux dommages dont il a été justifié; mais les Américains, trouvant que l'argent de l'Angleterre était bon à garder, n'ont pas voulu restituer l'excédent. Grant fut moins heureux dans l'exécution du projet qu'il avait conçu d'annexer la république de Saint-Domingue aux États-Unis. Il conclut bien, avec le gouvernement dominicain, deux traités dont l'un conférait aux États-Unis le droit d'établir une station navale dans la baie de Samana, dont l'autre stipulait l'incorporation de la république entière dans la confédération américaine. Le président ne put obtenir la ratification d'aucun de ces deux traités, et ce fut en vain qu'il soumit plusieurs fois la question au congrès; son obstination ne put vaincre la résistance du sénat. Un de ses premiers actes, également, fut d'ouvrir des négociations avec le gouvernement de la Colombie afin d'obtenir pour les États-Unis le droit de construire et d'administrer un canal inter-océanique à travers l'isthme de Darien. Le traité qui fut préparé et même signé, mais qui devint caduc par l'inexécution d'une de ses clauses,

(1) Voir, dans la *Revue* du 1er septembre 1876, *l'Administration du général Grant*.

était en contradiction formelle avec les stipulations du traité connu sous le nom de traité Clayton-Bulwer, et il eût donné lieu à de sérieuses difficultés avec le gouvernement anglais, mais il était surtout inspiré par la pensée de faire avorter et de rendre impossible l'exécution du canal de Panama par une compagnie française. Grant ne perdait, en effet, aucune occasion de montrer le peu de sympathie qu'il éprouvait pour la France. Lorsque la guerre de 1870 éclata, il ne se borna pas à publier une déclaration de neutralité où les devoirs des citoyens américains à l'égard des belligérans étaient spécifiés, il adressa au roi Guillaume des télégrammes de félicitations pour les succès des armées allemandes, et lorsque les Français établis aux États-Unis et des Américains, sympathiques à notre pays, voulurent ouvrir une souscription et former des compagnies de volontaires pour venir au secours de la France, il lança contre les auteurs de ce projet une proclamation conçue dans les termes les plus durs et les plus menaçans et prescrivit à leur égard les mesures les plus sévères.

C'est dans la direction des affaires intérieures que les actes du président donnèrent le plus de prise à la critique. Quelques faits feront juger de l'esprit qu'il y apportait. Pendant la guerre civile, le congrès avait attribué au papier-monnaie, émis par le gouvernement fédéral, le caractère de *legal tender*, c'est-à-dire qu'il l'avait déclaré recevable comme espèces par les caisses publiques et les particuliers... Cette disposition était-elle applicable aux contrats conclus avant la guerre et qui stipulaient expressément des paiemens en espèces? Les plus hautes autorités en cette matière, et le président de la cour suprême, M. Chase, étaient d'avis que la loi ne pouvait avoir d'effet rétroactif : Grant fut d'un avis contraire. La cour suprême, dans un procès, rendit un jugement contraire à son opinion; mais, deux sièges à cette cour étant devenus vacans, Grant prit soin d'y nommer deux magistrats dont il connaissait les sentimens, et une nouvelle décision renversa la première et fixa la jurisprudence. Singulière conduite de la part d'un président qui, dans ses messages annuels, ne manquait jamais de recommander au congrès la reprise des paiemens en espèces; mais Grant ne supportait pas la contradiction, et il voulait introduire dans la vie civile et jusque dans l'administration de la justice les règles de la discipline militaire. Le calme et la résignation qu'il s'était plu à constater lors de son inspection de 1867 avaient cessé de régner dans les états du Sud. La population blanche, opprimée et pressurée, essayait de réagir contre l'intrusion des aventuriers du Nord, qui s'étaient emparés de toutes les fonctions : ceux-ci ne reculaient devant aucun moyen pour se perpétuer au pouvoir; les commandans fédéraux les appuyaient de toute leur influence, fermaient les yeux sur les

fraudes électorales les plus évidentes, et lorsque la population mettait obstacle à l'installation de magistrats illégalement élus, ils la contraignaient à l'obéissance par l'emploi de la force. Le recours à l'autorité du président et, surtout, les plaintes formulées au sein du congrès par les députés du parti démocratique, ne faisaient que provoquer un redoublement de rigueur. Le président considérait toutes les tentatives des populations du Sud pour reconquérir la liberté des élections comme autant d'actes de rébellion contre son autorité. Comme les troubles se multipliaient, il adressa, le 2 mars 1871, un message spécial au congrès pour demander des pouvoirs qui lui permissent « d'assurer dans toutes les parties du territoire l'obéissance à la loi. » Le congrès répondit à cette demande en accordant au président, sous certaines réserves, la faculté de suspendre l'*habeas corpus*. Dès le 4 mai, Grant publia une proclamation dans laquelle il résumait les dispositions de la nouvelle loi et il ajoutait : « Quelque répugnance que je puisse avoir à user d'aucun des pouvoirs extraordinaires qui viennent de m'être conférés, sauf dans le cas d'une impérieuse nécessité, je regarde, néanmoins, comme mon devoir de faire savoir à tous que je n'hésiterai pas à aller jusqu'au bout du pouvoir dont je suis investi, chaque fois et en quelque lieu que ce soit nécessaire. » L'effet suivit de près la parole : neuf comtés de la Caroline du sud furent soumis à la loi martiale.

La minorité du congrès n'avait pu mettre obstacle au vote des pouvoirs extraordinaires demandés par le président ; mais elle publia, sous la forme d'une adresse au peuple une protestation collective contre le régime qu'on imposait aux populations du Sud : cette protestation fut signée par tous les sénateurs et tous les députés du parti démocratique. Les républicains étaient loin d'approuver unanimement le despotisme militaire que le président faisait peser sur une moitié de la confédération et qui servait, le plus souvent et sans qu'il s'en doutât, à favoriser l'ambition et les convoitises d'intrigans indignes de sa protection ; un certain nombre des plus notables n'hésitèrent pas à manifester publiquement leur désapprobation, quelques-uns même des ministres de Grant refusèrent de le suivre dans la voie où il s'était engagé : en moins de deux années, le cabinet fut presque entièrement renouvelé. Les rangs de l'opposition se grossissaient donc de jour en jour : la presse démocratique commençait à attaquer avec vigueur l'administration de Grant ; elle signalait l'abus que certains personnages faisaient de leur influence ; elle attribuait à de coupables collusions les crédits considérables obtenus du congrès sous prétexte d'améliorer la navigation du Mississipi et de ses affluens, et les subventions énormes accordées pour la construction de chemins de fer à travers des régions presque

inhabitées. Des révélations tardives sont venues en effet, au bout de quelques années, répandre une triste lumière sur l'origine et la conduite de ces entreprises scandaleuses.

Néanmoins, la grande masse du parti républicain demeurait attachée à Grant, et les meneurs du parti ne cessaient de proclamer bien haut la nécessité de maintenir, dans l'intérêt du pays, une administration sous laquelle ils faisaient si bien leurs affaires. Grant fut réélu sans difficulté parce qu'il fut impossible à ses adversaires de toute nuance de se mettre d'accord pour lui opposer un concurrent sérieux. Dans son discours d'inauguration, il se plaignit amèrement des critiques dont il avait été l'objet, malgré la conscience qu'il avait apportée dans l'accomplissement de ses devoirs. « J'ai été en butte, disait-il, à des outrages et à des diffamations dont on trouverait peu d'exemples dans l'histoire politique; mais je sens que je puis les dédaigner aujourd'hui en présence de votre verdict que j'accepte avec reconnaissance comme la justification de ma conduite. »

Il se croyait donc autorisé à persévérer dans la ligne de conduite qu'il avait adoptée : les faits ne tardèrent pas à le détromper. Les populations du Sud reprenaient courage depuis qu'elles étaient assurées de rencontrer des sympathies parmi la population du Nord et depuis que leurs plaintes trouvaient un écho au sein du congrès. Un conflit éclata en Louisiane entre deux candidats qui se prétendaient également élus aux fonctions de gouverneur. Le président y envoya le général Sheridan avec des instructions draconiennes : le général fit expulser du palais législatif un certain nombre de députés et y installa leurs compétiteurs sous la protection des baïonnettes. Cette façon de traiter les élus du peuple provoqua, au sein du congrès, de vives critiques, auxquelles s'associèrent plusieurs des membres les plus importans du parti républicain. Dans le pays, la désapprobation fut si générale et si forte, que Grant crut devoir renoncer à faire usage des pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été conférés, et il donna pour instructions aux commandans des forces fédérales de laisser désormais les gens du sud régler leurs querelles entre eux.

Une mortification plus sensible lui était réservée. Au nombre des traits les plus honorables de son caractère, il faut mettre la sûreté de son commerce et sa fidélité à ses amitiés. Il n'a jamais marchandé les éloges à ses lieutenans, particulièrement à Sherman et à Sheridan, les félicitant hautement de leurs succès, reportant volontiers à leur concours l'honneur de ses propres victoires et les défendant en toute occasion. On a vu avec quelle persistance et quelle énergie il soutenait les généraux qu'il envoyait commander dans le Sud. Il n'agissait point autrement à l'égard des fonctionnaires civils. Il de-

mandait à ses ministres et aux agens supérieurs de l'administration une docilité absolue, mais il fermait l'oreille à toutes les plaintes que l'on pouvait porter contre eux et n'avait aucun égard aux attaques dont ils pouvaient être l'objet de la part de la presse. Quand on avait réussi à capter sa confiance, on la possédait entièrement et l'on pouvait défier toute critique et toute inimitié. Malheureusement la confiance de Grant n'était pas toujours bien placée : il accueillait trop facilement les recommandations des meneurs du parti républicain, auxquels il croyait avoir des obligations parce qu'ils le défendaient dans les chambres du congrès. Peu à peu, le favoritisme et la corruption avaient pénétré dans son entourage personnel, envahi la haute administration et gagné de proche en proche jusqu'au dernier échelon de la hiérarchie, et il était le seul à ne pas s'en apercevoir. On fraudait impunément le trésor, à la seule condition d'avoir des amis influens ou de partager avec de hauts fonctionnaires. Le scandale était trop grand pour qu'un éclat ne fût pas inévitable. Sur une dénonciation trop précise et trop circonstanciée pour qu'il fût possible de n'en pas tenir compte, le ministre des finances, M. Bristow, qui était un honnête homme, prit des mesures immédiates et, le 10 mai 1875, des perquisitions furent opérées dans trente-deux distilleries et fabriques de liqueurs : elles fournirent la preuve de fraudes considérables, commises depuis plusieurs années. Les poursuites qui en résultèrent amenèrent la condamnation à la prison d'un contrôleur, d'un inspecteur-général et d'un des directeurs du ministère des finances ; le propre secrétaire du président, le général Babcock, fut impliqué dans les poursuites et n'échappa qu'à grand'-peine à une condamnation. Ces procès eurent un retentissement énorme : les chefs du parti républicain, effrayés de l'effet qu'ils produisaient et du préjudice qui en résultait pour leur parti, n'hésitèrent pas à accuser M. Bristow de faire du zèle et d'exagérer le mal afin de se créer un titre à la faveur publique et de se frayer le chemin de la présidence. Grant, qui, lors de la première découverte, avait témoigné une indignation sincère et avait dit à ses ministres de poursuivre vigoureusement cette affaire et de ne laisser échapper aucun coupable, finit par prêter l'oreille à ces récriminations ; ses manières à l'égard de M. Bristow changèrent si complètement que celui-ci crut devoir donner sa démission. On n'était pas au bout des scandales : le ministre de la guerre, le général Belknap, fut traduit devant le sénat sous la prévention d'avoir accepté un pot-de-vin d'un des fournisseurs de l'état. Les faits furent établis, mais le général échappa parce que la majorité pour la condamnation n'atteignit pas les deux tiers des voix : plusieurs des sénateurs républicains et, dans le nombre, un ami personnel du président, M. Conkling, s'excusèrent de donner un vote négatif par une subtilité de procédure ;

ils prétendirent que le général, étant démissionnaire, aurait dû être traduit devant la justice ordinaire et non devant le sénat. De graves imputations furent élevées également contre le ministre de la marine; mais elles n'aboutirent à une poursuite que sous l'administration suivante.

Ces procès, qui jetaient un jour si douloureux sur la corruption déplorable dans laquelle étaient tombés la plupart des services publics, renversèrent les espérances de ceux qui rêvaient pour Grant une troisième élection à la présidence. Ces amis trop zélés avaient commencé à préparer les voies, et ils l'avaient fait assez ouvertement pour que la presse de l'opposition prît l'alarme et criât au césarisme. Tant que le projet ne fut combattu que par ses adversaires politiques, Grant garda un silence obstiné; mais une convention de républicains, réunie à Philadelphie pour désigner des candidats aux principales magistratures de la Pensylvanie, ayant voté un manifeste dans lequel elle comblait d'éloges l'administration du président, mais se déclarait « invinciblement opposée à l'élection de qui que ce soit à une troisième présidence, » il se crut obligé de parler. Il le fit de la façon la plus entortillée et la plus ambiguë dans une lettre adressée au président de cette convention de Philadelphie. Il affirmait n'avoir point cherché une seconde élection, pas plus qu'il n'avait fait pour la première : celle-ci lui avait imposé le sacrifice de fonctions qui lui plaisaient et qu'il aurait voulu conserver jusqu'à l'âge de la retraite; la seconde ne lui avait fait plaisir que parce qu'elle l'avait vengé des insultes et des calomnies dont il avait été poursuivi pendant quatre années. Après ce long préambule, il arrivait à la question, mais pour l'éluder. « Quant à une troisième présidence, disait-il, je ne la demande pas plus que je n'ai fait la première. Je ne voudrais ni écrire ni articuler un seul mot pour influencer la volonté du peuple dans la formation ou dans l'expression de son choix. La question du nombre des termes accordés à un chef quelconque du pouvoir exécutif ne peut être convenablement soulevée que sous la forme d'un amendement à la constitution, que tous les partis politiques ont le droit de proposer et qui fixerait pour combien d'années ou quel nombre de fois un citoyen quelconque pourrait être élu président. Jusqu'à ce qu'un amendement semblable ait été adopté, le peuple ne peut être limité dans la liberté de son choix par une simple résolution plus qu'il ne l'est quant à l'âge, au lieu de naissance, etc., d'un candidat. Il peut arriver dans l'avenir que la nécessité de changer un chef du pouvoir exécutif, parce qu'il aura été en fonctions pendant huit années, ait des conséquences regrettables, sinon désastreuses. L'idée qu'un homme peut s'élire lui-même président, s'offrir à lui-même la candidature, est inadmissible. C'est faire injure à l'intelligence et au patriotisme du

peuple que de supposer que rien de semblable soit possible. Tout homme peut ruiner ses chances pour la présidence, mais personne ne peut imposer son élection ni même sa candidature. ... Pour me résumer, je ne prétends pas et je n'ai jamais prétendu à une réélection. Je n'accepterais une candidature, si elle m'était proposée, qu'autant que les circonstances seraient telles qu'elles me feraient un devoir impérieux de l'accepter, circonstances qui ne paraissent pas devoir se produire. »

Cette lettre était écrite en mai 1875, c'est-à-dire près d'une année avant l'époque à laquelle le parti républicain devait faire choix de son candidat, et dix-huit mois avant l'élection elle-même. Elle n'était pas faite pour décourager les promoteurs d'une troisième élection; car elle laissait clairement entendre que si Grant n'osait ou ne voulait pas poser lui-même sa candidature, il était prêt à se laisser forcer la main; mais après les procès d'Avery, de Babcock et de Belknap, rien de semblable n'était possible. L'opinion publique réclamait hautement de profondes modifications dans le personnel administratif : les ambitieux du parti républicain, las de se voir barrer le chemin du pouvoir par une personnalité aussi considérable et par son entourage, étaient les premiers à insister sur la nécessité d'un changement. Aussi lorsque la convention républicaine se réunit à Cincinnati, le 14 juin 1876, le nom de Grant ne fut même pas mis en avant; mais ses partisans se vengèrent en faisant échouer la candidature de M. Blaine, qui s'était montré le plus hostile aux projets de réélection. Peut-être en écartant Grant de la lutte électorale lui rendit-on service, car personne ne conteste aujourd'hui que M. Hayes ne fut élu que parce qu'on falsifia les votes de l'Orégon, de la Louisiane et de la Floride, et cependant les républicains modérés qui s'étaient prononcés le plus fortement contre l'administration de Grant, s'étaient ralliés à cette candidature.

III.

Le 4 mars 1877, Grant remit à M. Hayes la direction des affaires publiques et s'éloigna de Washington. Il avait passé seize années dans les hautes fonctions de l'état : en quittant la présidence, il ne retrouvait pas le commandement de l'armée. Qu'allait-il devenir? Par quelle occupation satisferait-il son besoin d'activité? Cette question préoccupait les nombreux amis qu'il avait conservés. Ceux-ci persistaient à croire que, chez un peuple respectueux de la tradition, l'obstacle le plus sérieux à sa réélection avait été l'exemple donné par Washington et ses premiers successeurs, qui avaient tous refusé de se laisser réélire après huit années de présidence. On

avait toujours opposé ce précédent à Grant comme ayant moralement la force d'un article de la constitution. Ce précédent lui serait-il encore opposable, si, après un intervalle de quatre années, la confiance et la gratitude du peuple l'appelaient de nouveau à la première magistrature? Le temps ferait oublier la plupart des fautes commises; il ne laisserait subsister que le souvenir des immenses services rendus au pays pendant la guerre civile. Il fallait soustraire Grant aux intrigues des politiciens, aux entrevues avec les journalistes, le préserver de toute imprudence de conduite ou de parole et, pour cela, l'éloigner des États-Unis. On lui conseilla donc de visiter l'Europe, qu'il n'avait jamais vue. Il accueillit cette idée avec empressement. Le gouvernement américain mit un bâtiment de la marine nationale à sa disposition. Il parcourut d'abord l'Angleterre et une partie de la France; en Écosse, il alla visiter Granttown, le berceau de tous les Grant écossais, auxquels il aimait à se rattacher. Il fut l'hôte de tous les grands seigneurs des trois royaumes, la cité de Londres et la plupart des grandes villes lui offrirent des banquets et lui conférèrent le droit de bourgeoisie. L'accueil qu'il recevait partout, les facilités qui lui étaient données le déterminèrent aisément à étendre et à prolonger ses pérégrinations. Il visita l'Europe entière : les empereurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche, tous les souverains le reçurent avec une distinction marquée; l'archevêque de New-York, le cardinal Mac-Closkey, le présenta à Léon XIII. En janvier 1879, le général et sa famille, qui l'accompagnait partout, partirent pour l'Inde par la voie de Suez : le vice-roi, lord Lytton, leur donna l'hospitalité dans son palais, et leur séjour à Calcutta ne fut qu'une succession de fêtes splendides. Après l'Inde, ce fut le tour de la Chine et celui du Japon, où le mikado lui donna audience et lui fit passer la revue de ses troupes. Le 2 septembre 1879, Grant débarquait à San-Francisco : il parcourait les états riverains du Pacifique et regagnait à petites journées, à travers les états de l'Ouest, sa résidence de New-York, où il arriva à la fin de novembre. Les moindres incidens de son long voyage avaient été racontés en détail par les journaux : l'accueil qui lui avait été fait par toutes les cours et les honneurs qui lui avaient été partout rendus comme au plus illustre citoyen des États-Unis avaient singulièrement flatté l'amour-propre des Américains, comme autant d'hommages indirects à la grandeur de leur pays, et la réception qu'ils firent à Grant, à son retour, se ressentit de cette impression. Elle fut si chaleureuse et marquée par tant d'expressions spontanées d'un sincère enthousiasme que les amis du général s'accordèrent à considérer ses chances d'être réélu président comme très sérieuses. Un seul point les préoccupait, c'était les dispositions des populations du Sud. L'administra-

tion équitable et conciliante de M. Hayes avait ramené le calme dans les anciens états confédérés : n'objecterait-on pas à la candidature de Grant qu'elle ferait appréhender aux populations du Sud le retour d'un régime dont elles avaient eu de justes sujets de se plaindre? Il importait d'être fixé sur les sentimens de ces populations. Plusieurs mois devaient encore s'écouler avant la réunion de la convention préparatoire qui désignerait le candidat du parti républicain : sur le conseil de ses amis, Grant s'éloigna de nouveau; traversant la Georgie et les deux Carolines, il alla s'embarquer à Charleston pour La Havane; il passa de Cuba au Mexique, d'où il revint par le Texas, le Mississipi, la Louisiane, l'Alabama et le Tennessee, parcourant ainsi, soit à l'aller, soit au retour, tous les états du sud, à l'exception de la Floride. Partout, les noirs lui firent des ovations, comme à leur véritable libérateur, et les blancs l'accueillirent avec empressement et respect. Le général ne se départit point de son laconisme habituel, mais les petits discours qu'il prononça ne furent point dépourvus d'habileté : il s'en tint à recommander à tous la concorde, le travail et l'oubli du passé ; il fit à l'occasion l'éloge de la bravoure de ses anciens adversaires du sud, et il ne fit allusion à sa propre administration que pour se féliciter de voir les mesures d'exception rendues inutiles par le rétablissement de la bonne harmonie entre les citoyens.

A l'issue de ce voyage, trois des membres les plus considérables du parti républicain, les sénateurs Cameron, Conkling et Logan, posèrent ouvertement la candidature de Grant ; mais ils rencontrèrent une hostilité déclarée chez le ministre des finances, M. Sherman, et chez M. Blaine, qui visaient, tous les deux, à la présidence, et chez quelques autres candidats plus obscurs. Le 2 juin, à la convention de Chicago, il ne manqua au général Grant qu'environ 60 voix sur 756 votans pour avoir la majorité absolue, dès le premier tour : après une longue série de scrutins pendant lesquels ses partisans lui demeurèrent obstinément fidèles, les adversaires de sa candidature se concertèrent pour porter leurs voix sur le général Garfield, qui n'avait même pas songé à se mettre sur les rangs, et lui firent obtenir la majorité absolue. Grant accepta sa défaite avec bonne grâce et donna son adhésion sans réserve au choix qui avait été fait. Ses amis eurent plus de peine à se résigner et ne dissimulèrent point leur désappointement. Leur abstention aurait gravement compromis le succès du candidat républicain : le sort de l'élection dépendait donc de Grant, et de grands efforts furent faits auprès de lui pour obtenir son intervention en faveur de M. Garfield. Fidèle à la discipline de son parti comme il l'avait été à la discipline de l'armée, Grant consentit à assister à un certain

nombre de réunions publiques et à recommander au suffrage populaire, dans de courtes allocutions, le candidat qui l'avait supplanté.

La carrière politique lui était désormais fermée comme aussi la carrière militaire. L'une et l'autre lui avaient rapporté plus d'honneurs que d'argent. Sa fortune était des plus modestes, il avait quatre enfans, et, déjà, plusieurs petits-enfans. Il résolut d'entrer dans les affaires, mais l'âge n'avait point ajouté à ses aptitudes pour ce genre d'occupation, et il s'y montra aussi peu propre que vingt ans auparavant. Il fut bientôt entouré par une foule de spéculateurs désireux de tirer parti de sa grande renommée, de sa popularité et de sa légitime réputation d'intégrité. Il fit preuve d'un médiocre discernement dans le choix des hommes auxquels il permit l'usage de son nom. On le vit aller au Mexique, comme agent de la maison Jay-Gould, pour négocier la concession du prolongement jusqu'à Mexico du chemin de fer du Texas; on le trouva bientôt après à la tête d'un groupe de capitalistes qui cherchaient à former une compagnie pour construire un canal interocéanique à travers le Nicaragua et écrivant ou signant des brochures contre le canal de Panama; puis son nom glorieux finit par devenir un accessoire inévitable du prospectus de tout lanceur d'affaires. Sa considération en souffrit : on en put juger par l'accueil peu empressé que le congrès fit à la proposition plusieurs fois renouvelée par les amis de Grant, de le rétablir sur les contrôles de l'armée régulière et de lui rendre son traitement de général en chef. Ce glorieux soldat de si rudes campagnes, ce successeur de Washington au fauteuil de la présidence, après avoir été l'idole de ses concitoyens et l'hôte des empereurs et des rois, allait-il finir obscurément comme un vulgaire agent d'affaires? Cette grande renommée allait-elle subir une éclipse irréparable? Non : l'adversité et la souffrance devaient la rajeunir et lui restituer son éclat.

La veille de Noël 1883, Grant glissa sur la glace et tomba devant la porte même de sa maison : on le releva ayant une grave contusion à la hanche. En même temps, une pleuropneumonie se déclarait et le retenait plusieurs semaines au lit. La contusion fut plus longue encore à guérir, et il lui en demeura à la hanche et au derrière de la tête un rhumatisme dont les accès étaient extrêmement douloureux : pendant plusieurs mois, il ne put faire un pas qu'avec des béquilles, et le secours d'une canne lui fut toujours nécessaire pour marcher même dans l'appartement. Ce n'était que le prélude d'un malheur plus grand. Il était devenu l'associé en nom d'une maison de banque : un de ses fils avait pris un intérêt dans cette maison à sa création; le fondateur, nommé Ward, avait aussitôt importuné Grant pour qu'il consentît à être son associé en nom,

lui promettant monts et merveilles, et à force d'obsessions il avait eu gain de cause. Ce que l'habile faiseur avait prévu était arrivé : une foule de gens avaient voulu avoir des actions de la maison Grant et Ward, de plus nombreux encore y avaient déposé leurs fonds; l'argent avait afflué. Ward, au lieu de faire le commerce de banque, s'était lancé dans de folles spéculations : il fit des pertes énormes, et le fait devient si notoire, au printemps de 1884, que les amis de Grant crurent devoir l'avertir de l'imminence d'une catastrophe. Grant ignorait tout, il avait eu le tort de n'exercer aucune surveillance sur les affaires de la banque, et il relevait de maladie; il fit appeler Ward, qui confessa que la maison avait fait de grandes pertes et qu'il était fort embarrassé. La douleur de Grant fut si grande qu'elle émut tous ses amis : un d'eux, M. William Vanderbilt, le roi des chemins de fer américains, vint le trouver et lui demanda quelle somme il faudrait pour sauver la maison. Grant parla d'une somme de 150,000 dollars comme suffisante : M. Vanderbilt lui signa incontinent un chèque de cette importance. Mais Ward n'avait pas dit toute la vérité à son malheureux associé; les 150,000 dollars étaient loin de combler le déficit; le 6 mai 1884, la faillite de la maison Grant et Ward fut prononcée et Grant se trouva complètement ruiné. L'examen des livres eut pour conséquence des poursuites contre un des principaux employés de la maison, qui fut convaincu de détournemens et condamné à plusieurs années de prison, et pour comble de disgrâce, les débats du procès démontrèrent à Grant qu'il n'avait jamais été qu'un jouet entre les mains de Ward, qui s'était servi de sa popularité et de sa bonne renommée pour multiplier le nombre de ses dupes, et qu'il avait été ainsi l'instrument inconscient de la ruine d'une foule de pauvres gens. Ce qui lui était surtout pénible, c'était la pensée d'avoir fait perdre une somme considérable en acceptant de William Vanderbilt, quelques jours à peine avant la déclaration de faillite, un secours dont il aurait dû connaître l'inutilité. Il voulut absolument désintéresser son ami, dans la mesure de ses faibles ressources, et il lui fit abandon de tous les souvenirs et de tous les trophées de sa glorieuse carrière, des épées d'honneur qui lui avaient été offertes, des médailles d'or qui lui avaient été votées par le congrès et par les législatures d'états, de tous les objets d'art qu'il devait à la reconnaissance et à l'admiration de ses concitoyens, de tous les souvenirs et de tous les présens qu'il avait rapportés de son voyage autour du monde. Vaincu par l'énergique insistance de Grant, qui regardait ce douloureux sacrifice comme un devoir d'honneur, Vanderbilt accepta ces précieuses reliques, mais aussitôt, par un acte en règle, au lieu d'en prendre possession, il en constitua Grant le dépositaire et le gardien pendant le reste

de ses jours, annonçant qu'après la mort de son ami il en ferait don à la nation. Ce combat de générosité émut le public, et un retour marqué d'opinion se produisit en faveur de Grant.

Celui-ci se demandait avec anxiété ce qu'il pourrait faire pour assurer l'avenir de sa femme et de ses enfans. Pour lui-même, il n'était pas inquiet : ses amis du congrès étaient déterminés à renouveler la proposition de lui rendre le titre et le traitement de général ; le président Arthur avait promis tout son appui, et le succès, cette fois, était assuré ; mais que deviendrait après lui la compagne dévouée de sa vie? Il l'avait aimée dès le premier jour où il l'avait vue, elle lui avait gardé fidèlement sa foi pendant qu'il combattait au Mexique pour conquérir un grade et mériter sa main, elle l'avait suivie dans les solitudes de l'Orégon et des Prairies, au milieu des Indiens, elle avait partagé les amertumes et les privations de ses années de pauvreté, le consolant par sa tendresse et le soutenant par son courage. Elle était encore sa seule joie maintenant que l'adversité avait de nouveau fondu sur lui, et après tant d'années d'inaltérable attachement, non-seulement il ne lui laisserait pas l'abri du plus modeste toit, mais il en était à se demander comment elle subsisterait. Pour cet homme qui, sous une rude écorce, cachait un cœur aimant, qui avait toujours été l'époux le plus affectueux et le plus attentionné comme il était le meilleur des pères, n'ayant jamais aucune distraction, même la plus innocente, en dehors du foyer domestique et ne trouvant de plaisir que dans l'intimité des siens et de quelques amis, la pensée du sort qui attendait peut-être sa femme était un tourment de tous les instans. Elle fit de ce soldat un écrivain.

Lorsqu'il avait quitté Washington, il avait recueilli avec le plus grand soin et mis en ordre toute sa correspondance militaire, tous ses rapports, toutes les notes qu'il avait prises pour lui-même pendant ses campagnes et pendant son administration. Témoin de l'attention qu'il apportait à ce classement, Mrs Grant, désireuse de lui créer une occupation, lui avait demandé pourquoi il n'écrirait pas ses mémoires : le général répondit un peu dédaigneusement qu'il lui suffisait d'avoir fait de l'histoire et qu'il abandonnait à d'autres la tâche de l'écrire, et il mit obligeamment tous ces matériaux à la disposition de son ancien secrétaire, le général Badeau, qui a écrit une relation de ses campagnes. Mrs Grant revenant à la charge en 1884, dans l'espoir que ce travail ferait diversion aux chagrins et aux préoccupations de son mari, Grant adopta avec empressement l'idée d'écrire ses mémoires, parce qu'il entrevit un moyen de réaliser ce qui était son rêve. Il fit sonder les éditeurs : les propositions affluèrent ; mais elles se bornaient toutes à offrir une part déterminée dans le produit de la publication, après l'a-

chèvement et la mise en vente du livre. Il y avait dans ces offres un alea qui ne satisfaisait pas Grant : enfin, la maison Webster et C[ie] lui proposa 20 pour 100 du produit brut du livre et un versement immédiat, à titre d'avance, de 40,000 dollars entre les mains de M[rs] Grant. Le traité fut signé aussitôt, et le général n'eut plus qu'une idée fixe : s'acquitter de sa tâche et mener à bien l'œuvre qui devait assurer l'existence de ce qu'il avait de plus cher au monde.

Il se mit aussitôt au travail avec acharnement, sans se douter encore que ses jours fussent comptés. On l'avait emmené au bord de la mer, à Long-Branch, pour le distraire de ses chagrins et l'aider à se remettre de sa pleuropneumonie et des suites de son accident. Le 2 juin 1884, en prenant son repas, il se sentit, à la partie supérieure du palais, une grosseur qui le gênait pour avaler. Cette grosseur devenant de plus en plus gênante et même douloureuse, le général consulta un médecin qui était de passage à Long-Branch, et qui lui conseilla de faire appeler immédiatement son médecin ordinaire et de se soigner immédiatement. Tout entier à l'œuvre qu'il poursuivait sans relâche, le général ne tint aucun compte de cet avis jusqu'aux derniers jours d'octobre, où, les progrès du mal l'empêchant de manger et le privant de tout sommeil, il fit appeler son médecin, qui conçut de vives alarmes et recommanda à son illustre client de se mettre entre les mains du docteur Douglas, qui avait la spécialité de traiter les maux de gorge. Celui-ci constata une vive ulcération de la partie supérieure du palais, une grande inflammation d'une des amygdales et de la gorge et un commencement d'induration à la racine de la langue. Le général était un fumeur déterminé ; le nombre des cigares qu'il fumait chaque jour était légendaire : aucun officier ne se rappelait l'avoir jamais vu sans un cigare à la bouche, même au fort d'une action et dans les momens les plus critiques. Les médecins pensèrent que, si cet abus de tabac n'était pas la cause même du mal, il devait tout au moins contribuer à l'aggraver : ils demandèrent au général de se restreindre à trois cigares par jour, et de n'en fumer que la première moitié. Au bout de quelques jours d'essai, Grant préféra renoncer absolument à fumer. Cette abstinence et le traitement lénitif prescrit par le docteur Douglas firent cesser les douleurs et la privation de sommeil ; et Grant se remit au travail avec vigueur : à la fin de décembre, il acheva le premier volume de ses mémoires et il commença le second. Mais, au milieu de février, le mal reparut dans toute son intensité, et un examen de la gorge ne laissa aux médecins aucun doute sur la nature de l'affection dont le général était atteint : il ne pouvait plus être question que d'alléger les souffrances du malade et de retarder le plus possible le fatal dénoûment. Ils ne

firent part de leurs appréhensions qu'au fils aîné du général; mais celui-ci voulut savoir à quoi s'en tenir sur son état : « Est-ce un cancer? » demanda-t-il aux médecins. On lui répondit qu'il souffrait d'un épithéliome squameux. Un homme de l'intelligence et de l'instruction de Grant ne pouvait se laisser abuser par l'emploi d'un mot grec. Il ne fut pas longtemps sans connaître la nature de son mal et il comprit qu'il était perdu. A partir de ce moment, il s'abandonna complètement aux médecins, se conformant avec une ponctualité rigoureuse à leurs moindres prescriptions, et se résignant, malgré ses répugnances, à ne prendre d'autre nourriture que des œufs délayés dans du lait. Ce n'était pas appréhension de la mort, mais il sentait ses forces l'abandonner et il voulait gagner quelques heures de vie afin de terminer le second volume de ses mémoires et de tenir ainsi ses engagemens vis-à-vis de MM. Webster. Dès que le mal lui laissait quelque répit, il appelait ses secrétaires et recommençait à dicter. Bientôt les médecins lui demandèrent de s'abstenir de dicter et même de parler le moins possible afin de ne pas ajouter à l'irritation de la gorge : il ne tarda pas, en effet, à s'apercevoir qu'il n'articulait plus qu'au prix d'un effort pénible et d'une souffrance. Alors il se mit à écrire lui-même avec un crayon : on recopiait les feuillets à mesure que sa main défaillante les laissait tomber, et on les lui lisait pour qu'il indiquât les corrections à y faire : quand il se sentait incapable d'écrire, il indiquait, pour ne point perdre de temps, dans les documens officiels qu'il avait réunis, les extraits et les citations qu'il avait l'intention de faire, afin qu'ils fussent tout prêts pour la prochaine journée de travail. Ses souffrances étaient terribles; il n'en dissimulait pas l'intensité, mais il ne laissait jamais échapper une plainte, pas même un soupir. Il ne dormait plus guère dans un lit, c'est à peine si des injections hypodermiques de morphine lui procuraient, vers le matin, quelques heures de sommeil sur sa chaise longue. De temps en temps, les douleurs névralgiques, suite de sa contusion, le reprenaient à la hanche et à l'arrière de la tête; elles ne cédaient qu'à l'application de linges très chauds, et elles étaient tellement fortes qu'elles suspendaient presque sa respiration. L'accès passé, il reprenait son crayon et son carnet, et il écrivait à l'adresse des assistans : « Ayez bon courage, je me sens mieux et je vous remercie. » Il ne permettait qu'à son fils aîné de le veiller avec son vieux domestique : quand sa femme, inquiète, voulait partager leur veille, il la renvoyait par de petits billets, pleins de tendresse, comme celui-ci qui a été publié : « Allez reposer, soyez contente et dormez : je vais tâcher d'en faire autant. Je suis heureux dès que la souffrance me quitte; vous devez l'être comme moi. » Tous les matins, il rédigeait une courte note sur ce qu'il avait ressenti depuis la

veille, et il la remettait au docteur Douglas : « Je le fais, lui écrivait-il, afin que ces notes soient votre justification si l'on critique le traitement que vous m'avez fait suivre, et pour qu'elles servent à l'étude du mal dont je souffre. » Ayant su par une indiscrétion, dans les derniers jours de son existence, qu'un journal avait attaqué violemment son médecin, comme n'ayant su ni reconnaître son mal ni adopter un traitement convenable, il remit spontanément au docteur Douglas une note dans laquelle il se déclarait très satisfait de ses soins et lui en exprimait toute sa reconnaissance. Il se préoccupait sans cesse de consoler tous ceux qui l'entouraient, de leur cacher l'acuïté de ses peines et de relever leur courage. Les dernières paroles qu'il ait articulées d'une voix un peu forte ont été celle-ci : « Je désire que personne ne prenne le chagrin trop à cœur à cause de moi. »

Où puisait-il ce courage et cette résignation? Dans les sentimens profondément religieux dont il était animé. Son père et sa mère appartenaient à l'église méthodiste épiscopale ; ils étaient extrêmement pieux, et ils avaient élevé leurs enfans dans les mêmes sentimens. On avait plus d'une fois entendu Grant dire, en parlant d une de ses sœurs : « Qu'elle est heureuse, et que j'envie l'intensité de sa foi ! » Il ne parlait point volontiers des matières religieuses, se déclarant incompétent en théologie ; mais il se croyait tenu de donner le bon exemple à ceux qui l'entouraient. « Je crois aux saintes Écritures, disait-il un jour à un ami, et je suis convaincu qu'on ne peut suivre leurs préceptes sans devenir meilleur. » De mœurs irréprochables, et même austères, il ne lui est jamais arrivé de jurer, ni de raconter une anecdote licencieuse, ni d'en laisser raconter en sa présence. Le docteur Newman, dont il avait été le paroissien à Washington, et qui est venu l'assister à ses derniers momens, a dit de lui qu'il n'avait jamais vu personne plus assidu aux offices du dimanche et plus attentif au sermon. Un dimanche, le docteur Newman avait prêché sur la résignation et cité comme exemple la veuve d'un soldat tombée dans la misère et un vieillard devenu aveugle, qui, tous deux, supportaient leur malheur avec courage. Le soir, il reçut de la présidence un billet de 20 dollars, avec ces mots : « Soyez assez bon pour donner 10 dollars à la veuve du soldat et au vieillard aveugle dont vous avez parlé aujourd hui. » Une autre fois, une veille de Noël, c'était un bon de 100 dollars, avec la prière d'en distribuer aux pauvres le montant. La maladie ne fit que fortifier chez Grant les habitudes pieuses de toute sa vie. Tous les matins, après l'inspection du médecin, M[rs] Grant venait passer une heure en tête-à-tête avec son mari ; puis elle lui récitait la prière du matin et se retirait pour déjeuner. Un jour, un visiteur se présenta et demeura si longtemps que, l'heure du déjeuner étant

arrivée, Grant renvoya sa femme en lui disant : « Notre ami nous a fait manquer notre prière, il faudra demain nous y prendre de meilleure heure. » Le soir, après le dîner, toute la famille se réunissait autour du fauteuil du malade : une couple d'heures s'écoulaient en conversations; puis tout le monde s'agenouillait, quelqu'un lisait les prières du soir, et Grant s'efforçait de répondre, à la fin de chaque prière, par un *Amen* presque inarticulé. On se retirait, et alors commençaient pour lui les tortures et les rêveries d'une nuit sans sommeil; mais ni son courage ni sa foi ne fléchissaient. Le lendemain d'une crise qui avait paru devoir être la dernière, puisqu'on avait appelé toute la famille autour du lit du malade, le docteur Newman lui demanda : « Quelle est la pensée suprême qui ait traversé votre esprit quand l'éternité a semblé si proche? » Il répondit : « La consolation d'avoir fait en conscience tout mon possible pour mener une vie bonne et honorable. »

Les détails qui transpiraient dans le public sur ce long martyre, sur le courage stoïque avec lequel le vieux soldat supportait d'atroces souffrances, sur l'affabilité avec laquelle il accueillait les visiteurs qu'on lui permettait de recevoir, sur le dévoûment et les soins délicats dont il était entouré par les siens, sur les scènes touchantes qui se passaient dans cet intérieur patriarcal et que les médecins racontaient, les larmes aux yeux, finirent par remuer profondément la nation entière. Il n'était plus question que de la santé de Grant; deux et trois bulletins par jour ne suffisaient pas à l'anxiété publique. D'innombrables visiteurs venaient incessamment demander des nouvelles ou laisser des témoignages de leur sympathie. Bientôt il n'y eut plus ni une église catholique, ni une chapelle protestante, ni une synagogue, ni une école où l'on ne récitât tous les jours une prière pour le rétablissement de l'illustre malade. Celui-ci fut extrêmement touché de ces manifestations, et il ne savait comment exprimer sa reconnaissance aux membres des différens clergés. Il n'était pas moins sensible aux adresses et aux marques de sympathie que lui accordaient les états du Sud. « Si ma mort, disait-il, pouvait faire tomber dans l'oubli tout le passé et cimenter l'union du peuple, elle vaudrait mille vies. » Plein de cette pensée, il abandonna le projet, qui lui avait souri, de dédier son livre à sa femme ; il résolut de le dédier aux soldats des armées du Nord et du Sud, dans l'espérance que cette dédicace posthume demeurerait comme un appel à la concorde.

Dans les derniers jours de mars, il fut pris d'étouffemens tels qu'on crut le dernier moment arrivé : cette crise se termina, au contraire, par des vomissemens abondans qui soulagèrent le malade. Les douleurs diminuèrent d'intensité; il put prendre un peu plus de nourriture et sembla recouvrer quelque force. A quelques jours

de là, on lui proposa même une promenade en voiture : « Oh! non, répondit-il, que diraient tous ces bons chrétiens qui prient pour mon rétablissement, s'il me voyaient prendre un plaisir le jour du Seigneur? » Grâce à ce court répit que lui accorda la maladie, il eut la joie d'achever le second volume de ses mémoires; et il constata, avec une réelle satisfaction, que son ouvrage aurait deux cents pages de plus que ne l'exigeait le traité avec les éditeurs. La cruelle maladie ne tarda pas à reprendre sa marche; les accidens se multiplièrent et les médecins annoncèrent que le patient ne résisterait pas au retour des chaleurs accablantes d'un été à New-York. Un des plus riches banquiers de la ville, M. Joseph Drexel, accourut et réclama l'honneur de mettre à la disposition du général une villa qu'il possède dans les montagnes, à Mont-Mac-Gregor, petite station balnéaire, voisine de Saratoga et beaucoup moins bruyante. L'offre fut acceptée du même cœur qu'elle était faite : elle prolongea de quelques semaines la vie de Grant. Celui-ci employa ses derniers jours à se faire relire ses mémoires, afin d'atténuer la sévérité de quelques jugemens et de supprimer quelques anecdotes dont on aurait pu tirer parti contre certains de ses anciens lieutenans; il ne voulait, disait-il, rien laisser dans ce testament de sa vie militaire qui pût blesser ou contrister personne; mais les instans qu'il pouvait consacrer à cette revision devenaient de plus en plus rares et plus courts : ses forces étaient épuisées; et il s'éteignit, le 28 juillet, sans l'agonie qu'avait fait appréhender sa robuste constitution, sans souffrance apparente, sous les yeux de tous les siens, et la main dans la main de sa femme.

Le télégraphe en porta immédiatement la nouvelle jusqu'aux extrémités de la confédération. Partout les cloches furent sonnées, partout les pavillons furent mis en berne ou voilés de crêpe, partout les particuliers prirent spontanément tous les signes ordinaires de deuil. Le jour même, le président Cleveland adressa au peuple une proclamation dans laquelle il annonçait et déplorait la perte que la patrie venait de faire : il ordonnait que tous les édifices fédéraux fussent immédiatement tendus de noir et demeurassent ainsi pendant trente jours, que l'armée et la flotte prissent le deuil, enfin, que toutes les administrations publiques fussent fermées le jour des funérailles, qui serait observé comme un jour de deuil national. Le corps de Grant fut ramené de Mont-Mac-Gregor à New-York, où la municipalité avait offert, au milieu d'un de ses parcs, un vaste emplacement pour lui donner une sépulture digne de lui, Rien ne fut épargné pour que les funérailles répondissent, par leur grandeur et leur pompe, aux regrets de la nation. On vit se dérouler, dans les rues de New-York, un cortège d'une longueur de

plusieurs milles où figuraient, après le président et les représentans de tous les pouvoirs publics, des députations venues de tous les points du territoire. Le trait le plus caractéristique de ces funérailles fut la présence de deux anciens généraux confédérés, Joe Johnson et Buchner, qui tenaient les cordons du char funèbre avec les deux principaux lieutenans de Grant, les généraux Sherman et Sheridan, et celle de nombreuses députations d'anciens soldats des armées confédérées. Vainqueurs et vaincus s'unissaient donc derrière ce cercueil dans une commune manifestation de regrets. Le temps a fait son œuvre d'apaisement; les populations du Sud ont recouvré tous leurs droits : elles voient même à la tête de la république le président de leur choix; il ne pouvait leur coûter d'effacer de leur souvenir les luttes sanglantes de la guerre civile et les heures de la persécution. Maintenant qu'elles ont repris leur place au foyer commun, tous ces enfans d'une même patrie devaient honorer ensemble le citoyen illustre dont la gloire fait désormais partie du patrimoine national.

Grant fut un général constamment heureux; fut-il un grand capitaine, un stratégiste habile? Nous devons laisser à de plus compétens le soin de prononcer. Si l'occupation de Paducah, l'attaque de Vicksburg, la marche de Sherman à travers la Georgie et les Carolines, furent des inspirations heureuses dont l'événement justifia la hardiesse, il semble que le succès de la campagne de Virginie ait été dû surtout à l'indomptable énergie dont il fit preuve, à l'intrépidité de lieutenans héroïques, tels que Hancock, Sheridan et Hooker, enfin à la bravoure de soldats aguerris qu'il ne ménagea en aucune occasion; dans cette succession de coups de force, on n'aperçoit point de ces manœuvres savantes qui ont illustré d'autres capitaines, dont les campagnes sont étudiées comme autant de leçons dans l'art de vaincre. Comme président, son administration a donné lieu à de graves critiques : ses fautes n'eurent d'excuses que sa sincérité, la bonne foi avec laquelle il croyait agir pour le bien du pays et son désintéressement. Toutes les erreurs de sa vie n'ont-elles pas été expiées par une agonie de dix-huit mois, et ne sera-t-il pas beaucoup pardonné à ce vieux soldat, qui, après avoir conduit un demimillion d'hommes au combat, après avoir occupé pendant huit ans la première magistrature de son pays, après avoir été l'hôte fêté des souverains et des peuples, eut, au milieu de sa lutte contre la souffrance, pour pensée unique, pour dernière joie et pour consolation suprême de gagner par sa plume un morceau de pain pour sa veuve et pour ses enfans?

CUCHEVAL CLARIGNY.

LA

CULTURE DES CÉRÉALES

DANS LES PAMPAS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Il y a quelque vingt ans, des navires à voiles, retour de Californie, jetaient de temps à autre, sur le quai des ports français, de petits chargemens de blé. C'étaient les premiers envois des aventuriers de 1849, partis à la recherche de l'or et devenus colons. On n'y prit pas garde. Le pays des pépites, pensait-on, était assez riche pour promener ses blés autour du monde, sans y trouver d'autre profit qu'une satisfaction d'amour-propre; c'était par forfanterie américaine qu'il faisait descendre à ses voiliers l'Océan-Pacifique depuis le 38° latitude nord jusqu'au 58° sud, doubler le cap Horn, et refaire dans l'Océan-Atlantique la même traversée pour atteindre après six mois, quelquefois un an, les ports européens. Ces coûteuses expéditions ne pouvaient avoir aucune influence sur la production française, habituée à compter avec la concurrence d'Odessa et d'Égypte; elles étonnaient sans inquiéter.

Déjà d'autres régions du continent américain, celles qui, par le Mississipi et le Saint-Laurent, étaient en communication directe avec l'Atlantique, importaient des blés en Europe, depuis 1602, d'une façon irrégulière et, depuis 1791, annuellement; la France n'avait jamais eu à se préoccuper de cette concurrence lointaine, qui ne l'atteignait pas chez elle et à peine sur les marchés ouverts à son exportation. Des 30 millions d'hectolitres que l'Angleterre demandait chaque année aux pays étrangers, la France en four-

nissait bon an mal an le dixième; et si, depuis 1859, les statistiques lui révélaient que la quote-part des États-Unis dans l'approvisionnement de sa voisine augmentait progressivement, elle n'avait pas à en souffrir. Depuis 1873, il n'en est plus ainsi: les États-Unis ont fourni à l'Angleterre jusqu'à 27 millions d'hectolitres par an; l'Inde anglaise lui présente aujourd'hui ses produits; et les économistes prédisent, qu'après avoir satisfait sa population de 250 millions d'habitans, l'Inde pourra prochainement, grâce au perfectionnement de son outillage, au développement de ses voies ferrées, disposer d'un excédent de production de 20 millions d'hectolitres. Déjà, en 1882, elle en a importé en Angleterre 2 millions et, en 1883, 3 millions, pendant que de son côté l'Australie est venue en offrir 8 millions.

L'agriculture française, cette fois, est atteinte dans ses œuvres vives et, le mauvais sort la poursuivant, les mauvaises années faisant suite aux médiocres, la France, de pays d'exportation de blé qu'elle était, est devenue depuis 1877, d'une façon continue, un pays d'importation de blé, sans que le déficit de ses récoltes ait eu même l'avantage traditionnel de peser sur le consommateur au profit du producteur. Aussi, à l'heure où notre sol, loin de fournir à la consommation les 120 millions d'hectolitres qu'elle demande annuellement, lui en offre à peine 100, quelquefois 110 par exception, l'agriculteur est bien près de vendre sa charrue et même son troupeau si l'état n'intervient et ne prohibe aux frontières blé, sucre, bétail, que notre sol cependant ne produit pas en quantité suffisante.

Nos concurrens agissent autrement; tous améliorent leurs cultures et augmentent l'intensité de leur production; s'ils vendent leurs charrues, c'est pour leur en substituer de plus perfectionnées et conquérir avec elles des régions nouvelles; s'ils quittent leurs fermes, donnent congé au propriétaire, qu'ils ne peuvent plus satisfaire et disent adieu pour quelque temps aux champs qui les ont vus naître, où ils sont restés de pères en fils des mercenaires ou des locataires, c'est pour s'expatrier, fatigués qu'ils sont de payer à chaque génération, plusieurs fois la valeur du sol, sans parvenir à l'acquérir; ils vont là où le prix infime de la terre est une quantité négligeable dans le revient de ses produits.

En France, pendant qu'héritiers et notaires se mettent d'accord pour diviser la terre en parcelles si minuscules que charrues et faucheuses n'y peuvent manœuvrer, que la moisson s'y doit faire à la faucille, nous attendons patiemment que la terre vienne à manquer à l'émigrant allemand ou irlandais, illusion qu'on doit perdre. Aujourd'hui que tout se sait, personne ne peut ignorer que les Etats-

Unis, après avoir vendu, jusqu'à la fin de 1883, 581 millions d'acres de terre, en ont encore 1 milliard 200 millions à vendre, qu'ils peuvent donc offrir à chacun des habitans actuels du globe 1 acre, soit 40 ares, plus que la superficie de la moyenne des parcelles inscrites au cadastre français en 1884.

La grande république de l'Amérique du nord est la rivale la plus active, mais elle n'est pas la seule. Une ardeur de production, semblable à celle dont elle a donné l'exemple au monde entier, éclate dans la région de l'Amérique du sud, qui occupe, dans cet hémisphère, quant à l'étendue, à la situation politique, sociale et climatologique le rang qui appartient à la république des États-Unis dans l'hémisphère nord.

A l'heure où l'inquiétude était à son comble dans les régions agricoles, un steamer rapide de 3,000 tonnes, arrivant de Buenos-Aires à Marseille, après dix-sept jours de voyage, jetait au mois de janvier 1884, sur le quai de La Joliette, son chargement de blé et de maïs, que, faute d'autre retour, il avait pris à 5 francs de fret la tonne. Cela semblait vraiment une gageure. Par quel bouleversement géographique un port que l'on croyait hier encore à vingt-cinq jours de mer, à 3,500 lieues, se rapprochait-il ainsi? Par quelle révolution commerciale en coûtait-il moins pour convoyer une tonne de blé du fond de l'hémisphère sud que pour l'apporter d'Arles à Marseille?

Il n'y a pas d'agriculteur qui, en présence de surprises de cette nature, n'ait perdu le peu de sécurité qui lui restait : après le colon du Far-West, celui des pampas entreprenait, lui aussi, avec la charrue, la conquête de 300 millions d'hectares de terres fertiles sous un climat tempéré et venait prendre rang parmi les producteurs à bon marché que les progrès de la navigation rapprochent, concurrent nouveau aggravant un désastre déjà complet. Les rivaux mal connus étant les plus redoutés, peut-être trouvera-t-on quelque intérêt à surprendre celui-ci au moment où il vient d'entrer en lice, à pénétrer dans cette région de culture où des paysans en majeure partie français ou suisses-français, venus le plus souvent sans ressources, se sont taillé dans la plaine pampéenne des domaines aux proportions moins vastes que ceux de leurs congénères des États-Unis, mais où ils vivent et travaillent en propriétaires aisés.

I.

La légende raconte qu'en l'an 1576, lorsque Juan de Garay, avant de songer à reprendre, au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires,

l'œuvre manquée de Mendoza, fonda la ville de Santa-Fé sur les rives du Parana, quelques grains de blé, égarés dans la provision de riz, furent recueillis et semés, par un de ses compagnons, sur cette terre d'alluvions préhistoriques, où toute culture avait été jusque-là inconnue. Humboldt prétend que cette aventure s'est produite à Mexico, que les grains de blé étaient au nombre de trois, et qu'ils furent sauvés par un nègre. Il nous semble avoir lu ailleurs que c'est à Quito que ce fait fut noté et que les grains de blé y furent recueillis par un moine franciscain natif de Gand, au service de l'Espagne, dont l'histoire a gardé le nom : Fray Jodocco Ricci de Gante. On serait tenté de ne voir dans ces récits différens de la même aventure qu'une preuve multiple de l'indifférence des chefs d'expédition du XVI[e] siècle pour toute préoccupation agricole. Tout bon Américain y voit autre chose : avide qu'il est toujours de démontrer qu'il ne doit rien qu'à son esprit ingénieux, il retient la légende et la défend si bien qu'il n'est aujourd'hui douteux pour personne, sur ce continent, que ces quelques grains de blé, qu'ils aient été sauvés par un nègre, par un matelot espagnol ou par un franciscain de Gand, sont les seuls ancêtres de tous les blés américains, et, qu'en cela comme en tout, l'Amérique ne doit rien qu'à elle-même.

Cette origine lointaine et ces commencemens modestes de la culture dans ces régions inspirent la curiosité de rechercher quels instrumens aratoires pouvaient bien avoir apportés avec eux ces colons qui avaient oublié le blé et n'avaient embarqué que de la farine. On chercherait vainement leur description dans les chroniques, celles-ci n'en font pas mention, et l'on conclut à cette hypothèse qu'ils n'en apportèrent aucun. L'esprit américain ne fut pas pour cela pris au dépourvu; sous la pression de la nécessité, il réinventa, au siècle de la renaissance, sur ce continent nouveau, la houe et la charrue préhistoriques de l'homme des cavernes. D'une omoplate fixée par des lanières de cuir à un manche de bambou on fit une houe, et d'un pieu taillé en pointe, soutenu par deux portans, une charrue. Ce sont bien là les premiers outils d'un monde nouveau qui ne veut rien devoir à l'ancien. Est-ce parce que c'étaient là des inventions nationales qu'elles se sont perpétuées? Toujours est-il que la houe ainsi faite, la charrue ainsi construite, ont survécu à bien des générations de colons et qu'après trois siècles il nous a été possible encore de les entrevoir aux confins du pays cultivé, où les traditions de la vie primitive se retrouvent cristallisées.

La semence recueillie, la charrue construite, il fallait encore, pour que l'agriculture fût implantée, que le colon se courbât sur ces instrumens imparfaits; mais il n'avait pas émigré pour cette be-

sogne humiliante, il y plia l'Indien soumis ou prisonnier; les bœufs manquaient, il attela ce bétail humain et lui traça au galop de son cheval la longueur de son sillon. Il s'agissait bien en effet de culture et de conquête laborieuse de champs fertiles! On venait d'Espagne, où l'agriculture n'avait jamais été en grand honneur, et c'était pour recueillir des richesses accumulées par la nature et non pour en préparer de nouvelles, moins encore pour demander au sol tout ce qu'il peut donner au travailleur jaloux d'en répandre le surplus sur les pays voisins moins favorisés. Y avait-il un pays voisin? Y en avait-il de moins favorisé? Le colon de ces plaines a peine à se défendre contre la misère de la famine; sur ces rives aujourd'hui riantes de la Plata et de ses immenses affluens, le Parana et l'Uruguay, la vie n'est, à l'origine, qu'un rude combat; il faudra cent vingt ans pour occuper autour de Buenos-Aires un rayon de 5 lieues; chaque pouce de terre, disputé les armes à la main, coûte de nombreuses vies d'hommes : autant en coûte chacune des villes que le colon espagnol échelonne le long des fleuves et qu'il trace à la mesure de ses rêves.

Tout éprouvée qu'elle est, la pauvre colonie de Buenos-Aires fut cependant protégée contre sa propre imprévoyance et garantie de la famine par une institution d'un de ses premiers gouverneurs, digne héritier du colon vigilant qui avait recueilli les grains de blé légendaires. En 1589, ce gouverneur, Juan Torres de Casareto, frappé de l'insouciance des colons, qui ne songeaient pas à conserver le grain nécessaire aux semailles de l'année suivante, conçut le plan d'une banque agricole aussi féconde dans ses résultats que simple dans son fonctionnement. Il établit un dépôt de blé où chacun au moment des semailles pouvait venir puiser, sous la seule condition de restituer à l'heure de la récolte la même quantité de blé augmentée d'un dixième. Cette banque de prêt, un peu usuraire, à l'agriculture, donna vite d'assez brillans résultats pour permettre à l'administration locale, qui en recueillait les bénéfices, de fonder un hôpital, le premier que l'on ait connu dans l'Amérique du sud. Elle mit, de plus, le colon à l'abri des privations et lui permit de conserver en culture les champs qui entouraient la ville.

Il n'y était guère encouragé par ailleurs. Les lois, très étudiées, que Charles-Quint et Philippe II avaient édictées pour lui, que Charles II réunit et promulgua en 1680, sous le titre de lois des Indes, embrassaient bien à son adresse tous les préceptes dont un père de famille prévoyant peut entourer l'inexpérience et les témérités de sa descendance, elles lui montraient la route à suivre, lui prodiguaient les encouragemens et les conseils pratiques, ne lui laissaient ignorer aucun des principes que la colonisation scientifique de notre siècle croit découvrir et qu'elle ne fait que rééditer

après trois siècles; mais elles avaient oublié de le défendre contre les jalousies du commerce de la métropole et ses exploitations ruineuses. Les ordonnances successivement arrachées aux rois se résumaient en une prohibition générale de travailler et de produire, en une obligation imposée de consommer les produits de la métropole. Elles allaient jusqu'à enlever aux colons le droit de transformer en farine le blé qu'ils récoltaient pour les obliger à consommer des farines d'Espagne. Un jour, cependant, malgré les ordonnances et les prohibitions, un colon eut l'idée de construire aux confins de la ville un moulin à vent pour y moudre les blés de la colonie et tenta d'exporter au Brésil la farine que l'on échangerait contre des nègres; la consommation que l'on avait faite des malheureux Indiens rendait cette importation nécessaire. Le commerce espagnol mit contre ce moulin flamberge au vent; ce fut une bataille en règle, dont la tactique semble avoir été prévue par Cervantes; mais, cette fois, le moulin fut battu et dut rentrer ses ailes. Comment d'ailleurs nous étonner de ces étranges principes économiques, mis en pratique du XVIe au XVIIIe siècle, quand la France a proclamé les mêmes au XIXe? Pendant vingt ans, une loi qui n'a rien à envier aux ordonnances de Cadix n'a-t-elle pas interdit l'entrée en France des blés d'Algérie!

Le résultat fut en raison directe de la sagesse du principe. La chronique nous dépeint sous des couleurs sombres l'aspect de la campagne pampéenne encore à la fin du siècle dernier. Elle était dans un état complet de barbarie : les habitations n'y étaient ni beaucoup meilleures, ni plus commodes que celles que possédaient les Indiens au temps de la conquête; pour tout meuble, une outre à conserver l'eau, une corne pour la boire; pour siège, une tête de bœuf, quelques cuirs pour s'y reposer; et, pour se couvrir la nuit, quelques peaux de moutons à l'état brut. La terre valait de 2 à 20 piastres la lieue carrée espagnole, soit de 10 à 100 francs les 2,700 hectares; le roi d'Espagne était le vendeur; il fallait recourir à la métropole et à l'administration de la colonie pour obtenir ses titres en règle; cette formalité demandait au moins huit ans et coûtait plus de 400 piastres. Les habitans se gardaient bien de solliciter les libéralités coûteuses du gouvernement et préféraient occuper sans titres les terrains vagues, dont le nombre et l'étendue étaient considérables. Il faut attribuer à ce déplorable état social l'abandon où est restée, en même temps que la campagne, l'agriculture. La défense d'exporter des farines subsistait encore en 1801; le campagnard avait jeté, depuis longtemps, le manche après la houe et remplacé le pain par la viande, produite sans travail. Les lois restrictives amenaient le même résultat que les prohibitions douanières du *corn-law* en Angleterre; elles déshabituaient le peuple de la

consommation du pain. Aujourd'hui même que la république argentine, après une régénération agricole complète, est devenue un pays d'exportation de blé, l'usage du pain n'y est pas encore général dans la campagne, et il est partout pour les paysans un objet de luxe au même titre que les pâtisseries dans les villes. Il nous est arrivé, en nous éloignant des villages, d'en manquer pendant plusieurs jours; et de ne pouvoir renouveler même notre provision de biscuit sec.

Les cinquante années de guerre civile qui suivirent la proclamation de l'indépendance empêchèrent le paysan de profiter du régime de liberté commerciale que celle-ci lui assurait. Le Chili, pendant cette longue période, s'habitua à être le grenier des républiques américaines du Sud. Depuis le commencement du XVII[e] siècle, l'agriculture y prospérait, encouragée qu'elle était par les demandes de son riche voisin, le Pérou. Celui-ci avait dû renoncer à produire son blé à la suite du tremblement de terre de 1687, qui amena une épidémie meurtrière dans les vallées voisines de Lima, infligea aux blés de la région une maladie inconnue dont les effets furent tels que, jamais depuis, leur culture ne donna aucun résultat. Une hausse considérable en fut la conséquence; le prix s'en éleva, en 1695, jusqu'à 25 et 30 piastres la fanègue, mesure du poids de 100 kilos. La culture du blé, encouragée par ces prix inespérés, s'implanta au Chili, l'exportation s'en développa, se répandit jusqu'au littoral de l'Atlantique; les habitans des rives de la Plata s'habituèrent à recevoir ce secours annuel et oublièrent que leur sol, ravagé par la guerre civile, eût pu leur donner d'aussi abondantes récoltes. On ne parlait au Chili que de riches cultivateurs, pendant que la pauvreté du *chacarero*, le fermier pampéen, était proverbiale; on disait : pauvre comme un *chacarero*, c'était assez pour qu'il le restât.

Enfin, tout d'un coup, en 1870, un phénomène se produisit sans avoir été pour ainsi dire prévu : les farines du Chili arrivèrent à Buenos-Aires à leur heure, mais ne trouvèrent plus acheteur ; le marché était encombré de produits indigènes. L'agriculture locale était née; elle avait, depuis 1864, exploité le débouché que lui ouvraient, pendant la guerre du Paraguay, les besoins des armées alliées; la guerre finie, elle était prête à fournir seule toute la région platéenne. Cette année fut une année de ruine pour les négocians, qui avaient pris l'habitude d'encaisser de beaux profits sur les importations de farines chiliennes. Ils s'étaient laissé surprendre par cette éclosion de l'agriculture pampéenne dont ils avaient négligé de surveiller l'incubation.

II.

Cette incubation durait depuis 1854, elle avait traversé des fortunes diverses. A cette heure éloignée, la jeune république argentine, en possession d'une tranquillité relative, venait d'emprunter aux États-Unis leur constitution éprouvée déjà par un siècle de prospérité. Le général Urquiza en gouvernait une partie importante. Il eut le premier la pensée de recruter en Europe, pour mettre en culture ses immenses domaines personnels, des colons agriculteurs, les aidant, à leurs débuts, de ses propres ressources, les établissant sur des terrains fertiles qu'il leur vendait à long terme. Ces premiers colons, venus de Suisse, de Savoie, du Béarn, furent établis le long des rives de l'Uruguay; ils ont constitué, dans la région platéenne, le premier groupe d'agriculteurs européens qui devait servir de prototype aux centres agricoles du pays, que l'on appelle des colonies.

Ce nom est justifié par leur organisation. Elles se sont semées peu à peu dans diverses parties de la plaine et sont de vraies colonies étrangères sur la terre argentine. Toutes, formées d'émigrans venus pour coloniser, dans le vrai sens du mot, elles ont, depuis trente ans, implanté l'agriculture dans la république, conservant, chacune chez elle, les mœurs, les usages des pays respectifs qui avaient fourni leurs premiers habitans.

Ce système de cantonnement des agriculteurs dans certaines régions, qui ne sont ni plus favorables ni moins que les autres, n'était pas prémédité. Le premier groupe qui s'établit sur la rive du Parana devait servir de modèle, sa destinée a été de devenir en même temps un foyer de rayonnement autour duquel se sont groupées soixante colonies semblables taillées sur le même patron: villages sans clocher et sans agglomération centrale, composés de fermes échelonnées régulièrement le long d'avenues interminables et droites de 50 à 60 mètres de large, au milieu de cultures divisées en carrés de 25 hectares.

Au début, ces colonies ont été fondées par les gouvernemens de provinces, suivant l'exemple donné par le général Urquiza; elles le sont aujourd'hui par de grands propriétaires qui profitent de la force acquise sans prendre le plus souvent d'autre peine que celle de diviser leurs domaines en carrés d'égale dimension, de les numéroter, et de les offrir en vente à des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'ils obtiendraient pour l'ensemble. Mais les années de début furent pénibles et le succès se fit longtemps attendre aux premiers

qui tentèrent cette appropriation nouvelle du sol. Cette période de combat se prolongea de 1854 à 1870.

Les difficultés à vaincre étaient nombreuses. Il semble fort simple au premier abord de trouver dans les campagnes d'Europe de nombreux cultivateurs peu satisfaits de leur sort ou tourmentés d'ambitions vagues, et de les embarquer à destination d'un pays sain, de les y installer dans une plaine fertile, qui n'exige, pour être mise en culture, aucun travail préparatoire, aucun défrichement, où pas une herbe n'arrête l'effort de la charrue, où le sol d'alluvions est, depuis trois siècles, enrichi par le stationnement des animaux. On apprit à l'user que ce n'était pas chose si simple. Ce ne fut pas une entreprise aisée que d'amorcer le courant d'émigration des travailleurs d'Europe, où le nom de la république argentine, peu connu aujourd'hui, était tout à fait ignoré, où celui de Buenos-Aires rappelait les excès de la longue dictature de Rosas, qui venait de finir, les crimes commis par lui sur les étrangers, en particulier sur les Français, et les difficultés récentes où nos armes avaient été engagées. A cette époque, les lignes de steamers n'étaient pas créées, aucune ne reliait encore l'ancien monde aux ports de La Plata; aucune navigation régulière ne desservait les grands fleuves; enfin, cette partie de l'Amérique du Sud ne possédait aucune ligne de chemin de fer en exploitation à l'heure où les États-Unis en avaient déjà 18,000 kilomètres en service. Enfin, dès le début, on fit cette expérience que la création d'une exploitation agricole, sur une terre vierge, exige une mise de fonds considérable que le premier échec compromet, qu'une mauvaise récolte détruit, et ce capital n'existait nulle part dans le pays. La terre seule était abondante, mais rien n'était créé de ce qui pouvait la mettre en valeur. Il ne s'agissait pas de lui demander ces pépites qui avaient enrichi rapidement le colon de Californie et celui d'Australie et fourni à ces deux pays le premier capital de leurs exploitations agricoles, en même temps que l'espérance d'en trouver encore y attirait une immigration nombreuse. Ici, le troupeau seul constituait la réserve; mais il était lui-même fort réduit après les longues guerres civiles, et ce qu'il en restait n'avait pas pour cela acquis une grosse valeur : il eût fallu vendre beaucoup de moutons, qui valaient 3 francs encore en 1869, et un grand nombre de bœufs, qui en valaient 15 ou 20, pour faire les premiers fonds.

Il fallut donc que les colonies créassent elles-mêmes et fissent sortir du sol sous le soc de leurs charrues le capital d'installation et d'exploitation qui faisait absolument défaut à tous leurs habitans et que personne autour d'eux n'était en mesure de leur fournir. C'est leur honneur d'être sorties seules de ce cercle vicieux au prix de

longs sacrifices et de rudes épreuves. Il ne vint même à personne l'idée de les garantir contre les mauvaises récoltes et les accidens imprévus en distribuant aux colons quelques-uns de ces troupeaux qui avaient si peu de valeur et qui avaient toujours servi de greniers d'abondance aux habitans de la pampa : on ne réserva aucunes pâtures privées aux communes, il fallut que le colon tirât du sol toute sa subsistance sans compter sur autre chose que les produits de son travail. C'était créer à plaisir des difficultés là où elles étaient si nombreuses; en réalité, les propriétaires qui vendaient leurs terres semblaient faire le calcul égoïste de se réserver les profits maigres, mais spontanés, de l'industrie pastorale, et d'exploiter seuls ce débouché nouveau créé à leurs troupeaux à la porte même de leurs estancias. Ils pensaient que, pour faire des éleveurs, il n'était pas besoin de les aller chercher si loin, et qu'eux-mêmes suffisaient à cette besogne paresseuse.

C'est ce système défectueux qui a rendu si pénible le début des colonies, qui a prolongé outre mesure la période de formation, multiplié les découragemens et les ruines, laissant le colon sans ressources devant une récolte détruite par la sécheresse ou dévorée à la veille de la moisson par des nuées de sauterelles; mais c'est à ce système aussi que l'on doit peut-être les réels progrès agricoles qui, au milieu de ces épreuves et par ces épreuves, ont ouvert et préparé l'ère de l'agriculture pampéenne. Le troupeau, s'il eût été possible au colon d'en élever un sur sa terre, l'eût vite dispensé de tout travail et l'eût engourdi dans la somnolence traditionnelle et semi-barbare de la vie de pasteur, contre laquelle personne, jusque-là, n'avait songé à réagir et que l'agriculteur a pour première mission de combattre.

III.

Il est intéressant de constater aujourd'hui les résultats acquis et de reconstruire, chemin faisant, l'histoire progressive des groupes à qui ils sont dus.

A quelques kilomètres de la ville de Santa-Fé, près du lieu même où, en 1525, avait abordé pour la première fois un navigateur européen, Sébastien Cabot, dont le nom a été dénaturé par ses contemporains et par la chronique pour le faire entrer dans l'histoire sous le pseudonyme castillan de Sebastian Galoto, fut établie, en 1854, la première colonie; elle était composée de Suisses et de Français. Son nom (Esperanza), qui a réalisé ce qu'il promettait, est l'objet d'une véritable vénération dans tout le pays. Elle est l'aïeule de toutes les

colonies; après trente ans d'existence, elle peut compter autour d'elle et constater qu'elle a donné naissance à autant de colonies qu'elle avait de colons, après les premières épreuves des années difficiles du début, où son existence même fut souvent mise en question, où les désertions étaient nombreuses parmi ces découragés plus d'une fois affolés par les privations et les fléaux qui détruisaient les premières récoltes ou les premières épargnes.

Avez-vous quelquefois, dans les rues des ports de mer, sur les quais d'embarquement, suivi du regard un groupe d'émigrans, ahuris au milieu des nouveautés de leur exode vers l'inconnu? Ils semblent tituber sous le poids de leurs propres résolutions, ne savent plus déjà d'où ils viennent, moins encore où ils vont; ayant rompu le fil de leur vie passée, ils n'ont pas la notion de celle de demain; ils sont déjà dépaysés, égarés par le vertige avant même d'avoir quitté le sol de la patrie. Suivez-les par la pensée. A l'arrivée, vous les retrouvez amollis par une traversée plus ou moins longue, ayant égrené le long du chemin toutes les résolutions prises au départ, sentant le danger partout et manquant d'énergie pour faire le premier effort. C'est en les voyant là surtout que l'on comprend combien peu d'hommes ont *a priori* les qualités si nombreuses qui contribuent à faire d'un travailleur ordinaire, à peu près apte à remplir dans son pays sa tâche quotidienne, un émigrant ayant tout à apprendre ou à rapprendre dans celui où il va s'établir. Les plus disposés à écouter les conseils intéressés de l'agent d'émigration ne sont pas toujours les mieux préparés pour les suivre. Il y a parmi eux beaucoup de rêveurs, de songe-creux, prêts à prendre ce chemin nouveau qu'on leur montre sans voir qu'il mène à un point inconnu où commencera seulement le sentier quelque peu rude à gravir, où toute l'énergie d'un homme de cœur n'est pas de trop pour s'élever un peu et, une fois à mi-côte, ne pas rouler en bas. Croire sur parole les agens d'émigration n'est pas le fait du paysan français, et peut-être a-t-il tout à fait raison. Ces agens, même quand ils sont sincères et disent la vérité sur le pays dont ils parlent, trompent toujours quelque peu leur auditoire, parce qu'ils se gardent bien de jeter sur leurs tableaux l'ombre de cette vérité, que l'expérience démontre, que l'émigration, même pour le pays le meilleur, le plus sain, le plus hospitalier, le plus favorisé, est la plus périlleuse, la plus compliquée, la plus pénible des entreprises humaines, celle qui vend le plus cher ce que l'on croit qu'elle donne, celle qui ne permet le succès qu'aux résolus, aux énergiques et aux patiens : la légende seule lui prête des succès faciles.

Les prudens, — et le paysan est de ceux-là, — se disent que pour

transplanter un homme dans un nouveau milieu social, sur un sol étranger, il faut tout au moins autant de précautions que pour transplanter un arbre; plus celui-ci est robuste, plus le sol où il a poussé des racines est fécond, plus l'œuvre de la transplantation est difficile. Les feuilles qu'il porte doivent perdre leur verdeur, il faut rabattre ses rameaux les plus vigoureux, supprimer sa frondaison, faire tomber les boutons à fruits que la sève ne nourrit plus; il garde longtemps ces apparences de décrépitude, pour reverdir et porter de nouveaux fruits quand, sauvé de cette crise et de tous les dangers qu'il y a courus, il peut atteindre la belle saison. Ainsi en est-il de l'émigrant. Il part résolu, bien décidé à conquérir le monde; ne connaissant les pays étrangers, l'Amérique surtout, que par les œuvres d'imagination à bon marché enrichies d'illustrations fantaisistes. C'est, le plus souvent, un homme qui n'en est ni à son premier essai, ni à son premier métier, ou bien une famille qui ne compte plus ses revers, pour qui tout pays nouveau apparaît au loin ensoleillé sous des forêts luxuriantes d'arbres aux fruits savoureux, peuplées de Robinsons suisses. Son imagination s'échauffe au souvenir des lectures que les distributions de prix de l'école primaire ont mis autrefois sous ses yeux. La traversée pendant laquelle il trouve chaque jour son pain cuit fortifie ses illusions. Mais les plus longues ont un terme; il débarque engourdi, quelque peu énervé, physiquement incapable d'un effort, moralement troublé par l'inconnu. Dans ces conditions, il éprouvera vite que la morale de toutes les histoires de Robinsons n'est que trop vraie, et que, dans les sociétés jeunes, plus encore que dans les solitudes, il faut compter sur soi seulement et tout produire par soi-même. Mais cette philosophie ne lui apparaît pas à la première heure; au milieu de son découragement, il ne trouve de force que pour accuser de folie son entreprise et d'imposture ceux qui l'ont encouragée.

C'est l'heure de la crise. Contre les effets de cette crise on a inventé dans les pays neufs le palliatif de la colonisation officielle, qui ne fait qu'en prolonger la durée : elle enrégimente les robinsons, leur fournit des vivres, énerve leurs velléités d'initiative individuelle, leur dissimule la nécessité de l'effort, et produit des mécontens. C'était le seul système que l'on pensât à mettre en pratique en 1854 dans les colonies agricoles de Santa-Fé. Il consistait de la part du gouvernement à fournir terrains, instrumens aratoires, animaux de labour à des entrepreneurs d'émigration qui devaient prendre le colon, et le piloter depuis son pays d'origine jusqu'au lieu d'arrivée, l'installer sur ces terrains, lui mettre la bêche en mains sur le sol nu, lui indiquer le lieu où il avait à construire son abri, le nourrir jusqu'à la récolte, pendant un an, et

lui réclamer ensuite annuellement le remboursement de ces avances, et le prix de la terre s'il désirait l'acheter. Le robinson ne voyait guère dans ces munificences que la nudité du sol et la permission de manger pendant un an aux frais de l'état, ce qui donnait à beaucoup la force de prolonger pendant un an les litanies des : « Si j'avais su! » Ces robinsons-là ont disparu aujourd'hui, il ne reste que des colons, et ce sont eux qui, par leur énergie, ont sauvé cette tentative de colonisation des épreuves de la première erreur; quant aux découragés, ils auront du moins servi à faire condamner le système de la colonisation officielle.

Elle existe cependant encore, mais plus loin. On espère par ce moyen dangereux appeler quelque population dans les territoires déserts du Chaco argentin qui limitent au nord la province de Santa-Fé, où le gouvernement national essaie de grouper autour des garnisons militaires qu'il entretient pour surveiller les Tobas quelques colons agriculteurs. Ces colonies sont depuis dix ans une ruine pour le trésor; elles ne peuvent rien produire. Après cinq ans, on y a vu des colons n'avoir pas reçu encore le terrain promis; ils attendent les bras croisés, reçoivent, dans une tente provisoire, une ration insuffisante que le fournisseur a intérêt à leur fournir le plus longtemps possible et que les bureaux de la guerre perpétuent par souci peu désintéressé de la fortune du fournisseur.

Heureusement la province agricole de Santa-Fé et ses colonies laborieuses n'en sont plus depuis longtemps aux bienfaits de la colonisation officielle et artificielle; elles ont su réagir d'elles-mêmes contre cet engourdissement imposé et se développer par leur propre activité. Quelques-unes cependant doivent encore leur origine à la colonisation par entreprise, ce sont celles de la compagnie anglaise du Grand central Argentin. L'entrepreneur, sans y appliquer les principes de l'administration militaire, prétend exploiter les terrains qu'il possède, comme sa voie ferrée, au bénéfice exclusif de ses actionnaires; ceux-ci s'enrichissent, et le colon s'écarte, désertant les terrains à proximité de la voie et des gares, propriété de la compagnie anglaise, et s'établit en dehors de cette zone pour y prospérer sans entraves administratives.

Le seul système que l'expérience recommande est celui-là même qui expose le colon, dès la première heure, à l'épreuve la plus rude et met ainsi en relief et en exercice ses qualités. Il consiste à lui vendre la terre à bas prix, payable à long terme, et à l'abandonner à lui-même. Le colon, pour entreprendre la culture dans ces conditions, doit posséder la connaissance de son métier et quelques ressources pécuniaires qui lui permettent de faire, sur la terre qu'il

paiera plus tard, les premières installations nécessaires, de préparer le sol et de vivre en attendant la récolte. Ce colon-là est plus difficile à recruter et à convaincre que les rêveurs et les déclassés, à nombreuses tentatives avortées, qui croient découvrir en eux des agriculteurs ignorés et des colonisateurs latens. Il est aussi plus exposé. C'est, en effet, une observation faite dans tous les pays neufs que celui qui y importe autre chose que ses bras et son intelligence risque fort de gaspiller en écoles coûteuses le capital qu'il y aventure ; il le perdra le plus souvent, et il lui faudra, à force d'efforts, le reconstituer; c'est alors seulement qu'il sera un élément social, productif, dans le milieu nouveau où il a résolu de faire sa vie et où il lui faut, bon gré mal gré, triomphant ou vaincu, la fixer. C'est un problème économique difficile à résoudre que celui d'attirer cette émigration et de lui épargner les essais coûteux; les colons de Santa-Fé l'ont résolu, ils ont substitué à la colonisation officielle la colonisation par voie d'extension progressive. La solution est tout entière dans un système aujourd'hui généralisé de protection mutuelle et d'essaimement qui fait des colonies nouvelles les filles des anciennes : celles-ci procèdent comme les abeilles, tirent d'elles-mêmes les élémens des ruches nouvelles, dont chacune constitue à son tour un centre nouveau d'action destiné lui aussi à former des essaims futurs. Les créations successives se sont étendues d'elles-mêmes dans la même région, en se groupant les unes auprès des autres, avec lenteur au début, peu à peu avec rapidité, profitant de la force acquise et gagnant de vastes étendues de terrains. Les premiers qui ont réussi ont appelé leurs compatriotes et donné à ceux qui nourrissaient des idées d'émigration le conseil de leur exemple; par cette propagande naturelle ils ont recruté chaque année de nouveaux contingens à qui ils ont pu prêter au début une aide précieuse, dès l'heure de leur arrivée, sans rien sacrifier eux-mêmes, et qu'ils ont enrichis en s'enrichissant également. Ils étaient pour les nouveau-venus des maîtres expérimentés, véritables éclaireurs qui avaient tout appris à leurs frais, qui avaient tracé les chemins et préparé l'avenir de ceux qui arrivent aujourd'hui en grand nombre, — recrues qui prennent rang dans ces cadres vigoureusement constitués.

A son arrivée dans cette vaste région, déserte il y a vingt ans, et qui, depuis, se couvre chaque année progressivement de nouvelles cultures, l'émigrant appelé ou inconnu trouve toujours un champ où employer sa bonne volonté. La population est insuffisante pour les entreprises que son activité multiplie chaque jour, et le nouveau venu, que le désir de devenir propriétaire a mené jusque-là, entrevoit la possibilité de devenir riche, tout en faisant un apprentis-

sage lucratif. Il n'y a, en effet, sur cette terre de la production facile, que le travail qui ait un prix élevé; par une anomalie que la facilité même de la production et le nombre restreint des habitans explique, la vie matérielle, le nécessaire de la vie, déjà à meilleur marché qu'en aucun lieu du monde, semble baisser de prix à mesure que la population augmente, cette population laborieuse produisant toujours au-delà de ses besoins. C'est ainsi que la viande, après des fluctuations diverses de prix, est revenue depuis quelques années au prix infime où elle était, il y a un siècle, et ne dépasse pas 0 fr. 20 la livre, quand elle est chère; les autres denrées alimentaires règlent naturellement leur prix sur celui de cet aliment par excellence du travailleur.

Salaires élevés, vie à bon marché, ce sont là deux élémens de succès facile pour le nouveau débarqué, qui rapprochent la réalisation de son rêve. Un autre élément contribue puissamment à lui fournir les ressources nécessaires à l'acquisition d'un lot de terrain, c'est le principe de l'association, que les anciens colons mettent en pratique avec le travailleur. L'association a été de temps immémorial le système préféré dans toutes les entreprises rurales de la pampa; l'éleveur l'a toujours appliquée avec son berger, et il est rare de trouver dans les grandes exploitations des hommes à gages; partout prévaut le régime simple et fécond de l'association. Le propriétaire offre sa terre, les moyens de la féconder, la semence, les élémens d'une habitation sommaire, au colon qui apporte son travail et celui de sa famille, et reçoit en compensation le tiers, le quart ou la moitié des produits, suivant la somme d'apports fournis par l'un ou par l'autre et qui varie à volonté.

Les colons propriétaires suivent tous ce système : possédant le plus souvent plusieurs groupes de concessions dans la colonie qu'ils habitent ou en dehors d'elle, ils ne peuvent les cultiver toutes; au lieu de recourir à l'embauchage de travailleurs salariés, ils font un associé, un métayer, presque un propriétaire, du prolétaire débarqué la veille, souvent sans ressources et toujours sans connaissance du climat, des saisons et des procédés de culture. Celui-ci, pris ainsi en tutelle, encouragé par l'espérance d'un produit proportionné à ses efforts, aidé pour subsister jusqu'à la moisson par le crédit que tout commerçant du voisinage ouvre sans hésiter sur les espérances de récolte, libre de ses actes dans les limites de ses engagemens, n'est pas empêché de louer, s'il le juge à propos, ses services aux jours de loisir à quelque voisin, et de rapprocher ainsi l'heure où une bonne récolte et l'économie lui permettront d'être propriétaire et de multiplier lui aussi ses cultures, en faisant pour d'autres ce que les anciens ont fait pour lui.

L'étendue ensemencée augmente avec une telle rapidité que, partout, la demande de travailleurs est abondante. En 1883, il eût fallu pour récolter les blés mûrs plus de 160,000 moissonneurs, dans cette région qui ne compte guère plus de 60,000 habitans pour la partie cultivée et 200,000 pour toute la province. Le déficit des bras a été comblé par une importation exceptionnelle de machines perfectionnées, s'élevant pour cette seule année au chiffre de 8,889, d'une valeur de 7 millions de francs, venant s'ajouter à l'important matériel existant déjà. Notons, en passant, que bien que les huit dixièmes de ces colons agriculteurs parlent français, la France ne participe en rien à ces fournitures ; 10 pour 100 des machines agricoles proviennent des États-Unis et 90 pour 100 d'Angleterre, bien qu'il n'y ait dans toute la province ni un colon anglais, ni un colon nord-américain. On a vu pour la première fois une batteuse de l'usine de Vierzon figurer à l'exposition continentale de Buenos-Aires de 1881 ; elle a obtenu naturellement le premier prix ; achetée et mise en mouvement à l'heure de la moisson, elle a prouvé à tous sa supériorité ; mais l'audace commerciale des négocians français s'est bornée à cette démonstration, et les Anglais ont continué, comme devant, à fournir, sans concurrens, des machines moins parfaites.

Pourrait-on cependant avoir quelque doute sur la sûreté du paiement? Ne méritent-ils pas quelque crédit ces agriculteurs dont nous venons de rappeler le nombre, qui ont mis en culture, en 1883, 336,000 hectares et produit 2,250,000 hectolitres de blé, 21,000 tonnes de grains de lin, recueillant plus de 20 millions de francs de bénéfices nets, tous débours couverts de semailles, récoltes, subsistance et salaires, ce qui donne à la fin de l'année, tous frais payés, une augmentation de richesse de 300 francs par habitant, à ajouter à la plus-value progressive de toutes les propriétés, anciennement ou récemment cultivées, et même des terres voisines qui voient leur heure se rapprocher? Cette production représente un mouvement commercial de près de 50 millions de francs, et laisse disponible pour l'exportation, après avoir satisfait la consommation de toute la république argentine, plus de 1 million d'hectolitres de blé dont le prix de revient ne dépasse pas 10 fr. 50.

Cette quantité, minime, si on la compare aux productions d'autres pays, est fort importante si on la considère comme elle doit être considérée, c'est-à-dire comme un point de départ, si l'on fait attention à l'accroissement annuel de la surface cultivée, des capitaux nouveaux employés progressivement au développement de la culture. Ce n'est pas sans raison que tous ceux qui assistent à cette conquête ardente du sol de cette province, hommes d'état, publi-

cistes, statisticiens, se sont pris de passion pour ces groupes étrangers de producteurs qui font sortir du sol leur fortune et celle, autour d'eux, de nombreuses entreprises commerciales, industrielles, de transport ou de banque qu'ils enrichissent vite. Il nous souvient d'avoir entendu un des hommes d'état les plus considérables de cette république embellir un discours de ce dithyrambe : « Si, disait-il, la lune possède des astronomes, ils ont dû être surpris de constater que cette partie de la terre, sur laquelle ils n'ont pas manqué de diriger leurs télescopes, avait changé de couleur et pris celle de l'or que lui donnent les épis mûrs. » Il n'est pas un colon qui n'ait applaudi ces paroles de l'ex-président de la république, M. Sarmiento. Comment y verraient-ils une exagération, ceux qui ont tant de raison de tirer vanité, en même temps que profit, d'un progrès qui est l'œuvre exclusive de leurs efforts individuels ? Ils sont heureux et avec raison de voir les premiers d'entre les Argentins trouver à recueillir quelque gloire dans des créations dues tout entières à des étrangers : nous avons pour notre part quelque satisfaction à constater que dans cette région prédominent les mœurs, les usages de notre pays, en même temps que la langue générale y est la langue française.

IV.

Nous sommes ici, en effet, dans un pays européen, transplanté de toutes pièces sur la terre d'Amérique ; on dirait une province de France, située sur une frontière où les langues des pays voisins, quelques-uns de leurs usages ont pénétré, où la religion protestante se mêle à la catholique; c'est à peine si, par quelque côté, les mœurs locales et la loi du pays font sentir leur présence. Dans ces plaines où les habitations se perdent au milieu des cultures, où rarement on en trouve plusieurs groupées ensemble, la vie de famille individualisée est le prototype social, établi sans parti-pris, mais par une sorte de nécessité de milieu. C'est là une conséquence naturelle de la division uniforme de la terre en exploitations rurales de même destination et même étendue, toutes généralement de 100 hectares comprenant quatre concessions, établissant des distances égales entre chaque famille de colons. Sur soixante colonies, on ne compte guère de villages. Celui d'Esperanza est à peu près le seul. Aussi sert-il de lieu de réunion, de marché général où l'on vient de loin, où le dimanche carrioles, breaks et voitures de tous genres amènent les colons ayant quelque affaire à traiter, le besoin de se renseigner, ou seulement de se rappeler qu'ils sont hommes et faits pour vivre en société, ne fût-ce qu'un jour par semaine. A part cette excep-

tion, la vie se concentre dans les concessions qui s'échelonnent le long des avenues dont nous avons parlé, d'une largeur partout égale de 50 à 60 mètres, uniformément bordées d'inévitables peupliers en rangs serrés. Au milieu des champs de blés mûrs les maisons émergent à peine ; c'est à peu près la vie solitaire du pasteur avec le travail en plus, la culture d'un jardin, la présence d'animaux de ferme et de basse-cour. On ne saurait dire pourtant que toutes les colonies n'en font qu'une ou que toutes se confondent entre elles ; elles ont au contraire leurs physionomies distinctes. Dans chacune existe un lien de famille, une communauté d'origine ou d'intérêts ; tous les membres appartiennent à la même religion, ici protestante, là catholique, et parlent la même langue, bien que quelquefois ils aient des patois différens. Pendant la période de formation, la plus rude à traverser, alors qu'il faut organiser, bâtir, planter, ensemencer les concessions, ces liens de famille ou d'origine ne se manifestent guère par des relations sociales ou des créations d'intérêt commun : ce n'est que plus tard que l'on peut y songer. Une école alors remplace le précepteur ambulant qui allait, jusque-là, de ferme en ferme, pauvre bachelier nomade, laissant derrière lui dans l'esprit de ses élèves, à défaut d'autre, cet enseignement : que la science est généralement une personne bien ignorante, peu fortunée, rebelle à une nourriture régulière, pauvrement vêtue, enfourchant sans grâce la plus triste des montures, qu'ils confondront volontiers avec la bête de l'Apocalypse, quand une instruction religieuse un peu soignée aura pénétré dans leur jeune âme. Presque partout on met quelque empressement à installer une croix sur le faîte d'une grange pour lui donner sans luxe la destination d'un temple ou d'une église : c'est le centre autour duquel se formera plus tard le village, à moins que la station du chemin de fer toujours projeté, toujours ajourné, ne vienne déplacer l'axe du développement de la colonie.

A chaque saison, l'aspect change ; mais il change partout à la fois, uniforme dans ses variations. On ne connaît ici ni les jachères, ni le roulement de cultures variées ; chaque année ramène à la même place la même charrue, et à la même heure les mêmes épis de blé mûrissant. Dans les nouveaux défrichemens, la première culture est le maïs, il exige une moindre mise de fonds, il est plus rustique et triomphe mieux d'une terre nouvellement remuée ; la moisson surtout s'en fait plus à loisir, à l'heure que le colon choisit, après les premières gelées, sans avoir à recourir à heure fixe à l'aide coûteuse de services salariés. Après les premières récoltes, la chaumière, habitation provisoire des années d'essai, deviendra le bâtiment de service d'une résidence plus élégante faite de briques

et de chaux, sur le modèle de celle du voisin, qui l'a copié lui-même sur une plus ancienne, répétant, sans y rien changer, le type à peu près unique créé par un architecte modeste et sans imagination, très ami de la simplicité.

Il ne faudrait chercher, au milieu de cette uniformité, ni dans les procédés de culture, ni dans la forme des habitations, des traits particuliers indiquant avec précision l'origine ou la nationalité des colons. Tous ont sur ces différens points généralement oublié les traditions de leur pays, adopté de nouveaux usages, modifié insensiblement leur costume, leur alimentation, leurs instrumens et leurs modes de culture. L'agriculteur américain diffère absolument de son congénère d'Europe, et c'est pour cela peut-être qu'il réussit mieux : il n'a pas l'ambition de vivre exclusivement sur son bien et d'en tirer les élémens complets de sa subsistance ; il vit de sa terre comme un commerçant de son commerce, il trafique de ses produits et du sol même s'il y trouve profit ; il a plutôt, en sa qualité d'étranger, la crainte que l'ambition de s'y enraciner. Il ne cherche surtout pas à augmenter la somme de son travail ; c'est là une routine qu'il laisse aux fanatiques de la tradition, si nombreux dans la campagne de France. Et, de fait, il est parvenu à simplifier singulièrement son labeur : il ne connaît pas cette division de la terre par parcelles éparses, éloignées les unes des autres, qui est le grand écueil et une des causes de ruine, la principale peut-être de la culture française ; sa maison est au milieu de son champ, il ensemence une pièce de terre unique de 50 ou de 100 hectares, sous une seule graine : ici du blé, là de l'orge, du lin ou du maïs, et travaille en industriel. Il obtient ce résultat, quelque peu éloigné de la portée du paysan français, de cultiver son champ, d'y trouver l'aisance en menant une vie pleine d'heures de loisir et de repos ; même pendant l'époque de la moisson, il parvient à se libérer de ses travaux absorbans. La différence est complète entre la vie qu'il mène et celle du cultivateur français. Celui-ci semble prendre à cœur de multiplier ses efforts et n'arrive qu'à en diminuer les résultats. Toujours le travail le presse, ses occupations sont assez nombreuses pour qu'il en puisse faire provision pour les jours de pluie ou de neige, pour les longues nuits et les courtes journées d'hiver ; il emmagasine son blé pour le battre en grange ou en chambre ; plus soucieux de respecter les usages d'antan que d'épargner sa peine, il égrène un à un ses épis de blé sous le fléau, se méfie de la batteuse qui emplirait ses sacs vivement, mais prélèverait une dîme sur chacun d'eux. Ce paysan-là ne saurait nous croire si nous lui disions qu'au-delà de l'Océan son semblable ne connaît ni cette peine ni ce labeur continu, qu'il a dix mois de loisirs contre deux

de travail, que ses produits n'en sont pas pour cela moindres, et qu'il peut consacrer les longues soirées lumineuses de l'été ou les nuits d'hiver à des travaux de l'esprit, ces conseillers du progrès. Ainsi en est-il cependant! A l'automne, il prépare sa terre, c'est là le travail le plus important, qu'il doit faire lui-même, le seul que les machines n'aient pas simplifié; mais la nature du sol le rend facile, et sa fertilité le réduit à deux coups de charrue et un hersage, sans autre préparation ni fumure coûteuse et pénible. Deux mois suffisent à cette besogne et à celle des semailles. L'hiver, fort doux dans ces régions, sans neige et sans gelée, est tout entier pour lui une saison de contemplation; l'uniformité de sa culture laisse au colon tout le temps de s'occuper de son jardin d'agrément, des soins minutieux de son verger, et du bétail de la ferme. Au printemps, la nature travaille pour lui; l'agriculteur attend les résultats de cette incubation que les pluies ou la sécheresse rendront stérile ou féconde, sans qu'il y puisse rien changer; il n'a pas même à faire provision de fourrages pour l'hiver; son bétail, élevé à l'air libre, trouvera toujours à s'alimenter même pendant la mauvaise saison.

Arrive enfin l'été, ou du moins il est proche, car, au mois de novembre, qui correspond au mois de mai de l'hémisphère nord, les blés sont jaunes et les faucheuses peuvent mettre en ligne leurs couteaux aiguisés. On croirait que le bruissement des épis mûrs va arracher le colon à sa vie douce. Il en était ainsi autrefois, au temps où l'on ne connaissait que la faux et la faucille pour couper les longues files d'épis secs, sous le chaud soleil; alors même, faute de bras, il fallait quelquefois laisser debout ou abandonner au bétail les récoltes debout; aujourd'hui, il n'en est plus ainsi; le colon, qui ne peut seul faire les frais d'achat de faucheuses modernes, traite simplement avec un des nombreux entrepreneurs de moissons qui sillonnent la campagne et qui, à forfait, à prix fixé d'avance, de tant de sacs pour cent, fauche, bat sur place, met en sacs et souvent achète et emporte en une semaine la récolte qui, hier debout, agitait ses épis dorés sous le souffle du vent, et aujourd'hui se résume en un chèque payable à vue et endossable. Il a fallu quelques jours au plus, à raison de 8 hectares par faucheuse et par jour, pour opérer cette transformation commerciale de toutes les espérances du colon résumées dans un vaste champ de blé; il sait au juste ce que vaut le travail de son année, et, jusqu'à l'automne, est libre de soucis; les autres récoltes qu'il a préparées ne lui donneront pas grand embarras et ne l'empêcheront pas de déguster, à l'ombre, les pêches de son jardin.

Que l'on ne dise pas que le labeur n'est que déplacé, et que si

l'agriculteur est, grâce à cette organisation très ingénieuse, déchargé de travaux pénibles, le poids du travail retombe sur l'entrepreneur de moissons et son équipe, et la dépense sur celui qui l'emploie. Travail et dépense ont été considérablement diminués par l'emploi de machines perfectionnées, en même temps que le rendement augmente dans des proportions énormes. Autrefois, il fallait que tout le jour le moissonneur restât penché sur sa faux, sous le gros soleil, dans un mouvement régulier et pénible pendant les longues journées d'été. Si le blé était trop mûr, ce qui se produisait souvent faute de bras pour rentrer à temps la récolte, il fallait recourir à la faucille, qui laissait moins perdre de grains, mais retardait encore la moisson. Les épis rangés étaient placés sur une peau de cheval sèche et portés ainsi, sur ce traîneau primitif, jusqu'à l'aire en plein champ où le battage se faisait sous le galop d'une troupe de jumens faméliques et le vannage à la pelle sous le souffle du vent. On calculait à plus de 25 pour 100 la perte du grain apporté à l'aire. Les temps sont changés. La faucheuse marche d'un pas régulier et constant ; le moissonneur, assis sur son siège élevé, dirige le travail, et n'intervient guère que par l'effort de sa pesanteur : les gerbes tombent d'elles-mêmes, toutes liées, derrière lui ; elles sont amoncelées en meules énormes en attendant la batteuse. Celle-ci représenterait, avec ses animaux de trait et sa locomobile, une dépense d'environ 35 à 40,000 francs, mais l'agriculteur n'a pas à la faire : il attend son heure, prompte à venir, où se rangera devant sa meule cette puissante cigale, qui, de l'aube à la nuit et du soir à l'aurore, siffle et bruit laborieusement, sans repos, faisant le travail de millions de fourmis ; les hommes l'alimentent sans effort pénible, cachés derrière un flot continu de poussière noire que le vent chasse sans cesse et qui se renouvelle sans relâche ; la paille dédaignée, résidu sans valeur, que seuls les briquetiers réclameront, pour la mêler à l'argile de leurs briques imparfaites, s'envole séparée du grain et s'empile auprès du foyer de la chaudière, qu'elle alimente de sa combustion rapide.

Les équipes qui se transportent ainsi dans toutes les directions pour tous ces travaux sont presque toujours composées d'Italiens venus de Lombardie, attirés par les salaires élevés. Ils passent l'Atlantique malgré le grand éloignement, comme les Belges passent notre frontière, pour venir faire la moisson. Ils s'embarquent à Gênes, en août ou en septembre ; les vapeurs italiens et français, aménagés pour le transport de ces travailleurs, en emportent chacun 1,000 ou 1,200, qu'ils débarquent après vingt-deux ou vingt-huit jours de traversée sur les rives de l'estuaire de la Plata. Là, ils ont vite pris le vent et la bonne direction ; dès le lendemain, ils s'en-

tassent dans les wagons ou dans les steamers qui desservent le littoral du Parana ou de l'Uruguay; d'autres partent à pied, la besace au dos, pour se rendre là où la demande de bras est le plus active. Pendant les mois de novembre à février, ils louent à haut prix leurs services dans cette immense région qui s'étend du 27° au 40° lat. Sud, et où la moisson ne se fait pas partout à la même heure. Ces quatre mois de travail incessant, de salaires élevés qui varient entre 12 et 18 francs par jour, avec une nourriture substantielle, toujours aux frais du propriétaire, des nuits à la belle étoile, suffisent souvent à satisfaire leurs ambitions; beaucoup, la moisson finie, reprennent le steamer, et, après une nouvelle traversée, débarquent au pays natal, montrant avec orgueil le rouleau d'or qu'ils ont gagné, pendant que l'hiver étendait sur l'Europe le sombre manteau de ses longues nuits, et de ses journées de pluie et de froid. Ils arrivent à l'heure pour ne pas manquer un seul des travaux que réclament les champs de leurs pays, les terminer tous, rentrer la moisson et repartir pour recommencer un nouvel été dans l'hémisphère sud.

Chaque année, ils constatent, à leur retour, l'extension de la zone cultivée. Avec quelle rapidité surprenante se fait cette conquête du désert dans un pays cependant où l'immigration n'apporte annuellement qu'un faible contingent n'atteignant pas encore 75,000 individus dans les années les plus favorisées! La province de Santa-Fé, que l'on appelle avec raison la région du blé, a mis en culture, en 1883, 336,321 hectares, mais il lui en reste plus de 600,000 déjà divisés, préparés pour recevoir des colons, et 7 millions encore abandonnés au pasteur, qui se prêtent, sans exception, à la grande culture et attendent leur heure. Elle ne contient encore que 200,000 habitans, dont 50,000 dans les colonies où le nombre des familles propriétaires est de 5,455; 5,000 de ces familles sont étrangères et conservent leur nationalité.

Très américains dans leurs procédés de culture, les colons ne le sont pas moins dans leur manière de vivre; sans avoir adopté les habitudes locales, ils ont adapté les leurs à ce nouveau milieu social. Leur costume, leur alimentation, leur langage, tout en eux se modifie peu à peu sous cette influence du milieu, sans qu'ils perdent pour cela le caractère propre et le cachet de leur origine, qu'ils sont en général jaloux de conserver. Leur costume de travail est presque partout le même : le béret, cette coiffure que les Basques ont si bien répandue partout qu'elle est un objet de première nécessité dans l'approvisionnement de tout magasin de ville ou de village pampéen, preuve manifeste de l'influence de l'émigrant sur le développement de l'industrie de son pays d'origine; l'espadrille des montagnards pyrénéens, importée par la même voie; le bour-

geron de laine alternant avec le poncho, qui ne permet pas le travail à pied, et enfin les braies de nos ancêtres, déguisées sous le nom indien de *chiripa*. Aux jours de fête, les costumes nationaux reparaissent volontiers : Andalouses, Catalanes, Napolitaines, Basquaises, Suissesses ou Bretonnes même se coudoient élégamment, vêtues à la mode de leurs provinces.

Mais là, comme partout sur le sol américain, ces diversités d'origines disparaissent à la première génération. En même temps que la loi impose la nationalité locale à ceux qui sont nés sur son sol et que le sang étranger entre ainsi avec des droits égaux, de quelque source qu'il provienne, dans les veines de la nation, les coutumes importées deviennent nationales.

Ces phénomènes ne sont pas spéciaux à tel ou tel groupe. Ils se produisent dans toutes les régions où il existe des colonies, dans les deux groupes de la province de Santa-Fé, celui qui s'appuie sur la rive du Parana et celle du Salado, celui qui s'est créé le long de la voie ferrée du Grand central Argentin et où rien d'anglais n'apparaît ; dans la province d'Entrerios, où cependant le général Urquiza, usant de ses pouvoirs de président, avait promulgué une loi nationale dispensant les fils de ses colons du service militaire et leur conservant par exception la nationalité de leurs pères : la loi n'a pas été exécutée ; ces colons attachés au sol n'ont fait entendre que de faibles protestations, en même temps qu'ils évitaient avec soin le service militaire dans la patrie de leurs pères, que celle-ci, du reste, omet de leur réclamer.

A côté de ces deux provinces, on ne compte que deux créations du même ordre : l'une remontant à 1860, composée exclusivement d'Anglais du pays de Galles, établis par le gouvernement sur la rive du Chubut, fleuve du désert patagonien, dont le sort a prouvé pendant vingt ans qu'elle était prématurée, et qui se débat sous les étreintes de disettes intermittentes tempérées par les secours officiels.

L'autre, créée par l'état de Buenos-Aires, est plus intéressante : c'est une colonie d'Allemands de la secte des mennonites. Ils avaient émigré en Russie à la fin du dernier siècle ; Catherine leur avait garanti pour un siècle leur autonomie et la dispense de tout service militaire, que leur religion interdit. Le siècle écoulé, le traité n'a pas été renouvelé ; trois mille adeptes ont obtenu du gouvernement de la province de Buenos-Aires des terres et des franchises ; ils n'échapperont pas plus que les autres à la *manucapion* de l'atmosphère américaine. En attendant, ils donnent dans la plaine l'exemple du travail intelligent et prospèrent si bien qu'après avoir, en trois ans, mis en culture toutes leurs terres et élevé trois vil-

lages, ils réclament déjà de nouveaux terrains pour y essaimer : ils les trouveront entre les mains des particuliers : tous ont de la terre à vendre à des travailleurs qui, ayant dix ans pour se libérer avec le gouvernement, l'ont fait déjà en trois années.

Nous ne citons ces exemples que pour montrer avec quelle facilité des groupes venus de loin peuvent transplanter dans ces plaines pampéennes jusqu'au clocher de leur village et se serrer autour; ils peuvent aussi emporter avec eux la greffe ou la semence préférée, il n'est pas un arbre ni une plante acclimatée en Europe qui ne trouve là le climat qu'elle demande. Les anciens propriétaires du sol attendent ces inconnus pour le leur céder. Leur impatience se manifeste sur le plan cadastral par une infinité de petits carrés, réunis sous un nom de baptême de fantaisie. Ce qui était hier le domaine inutile et inhabité de Pierre ou de Paul, devient, par cette opération, la colonie Etelvina ou Casimira, sans habitans, mais fière déjà de l'honneur d'élever au surnumérariat d'expression géographique le nom d'une femme aimée ou d'une respectable matrone. Quelquefois, l'ambitieux propriétaire va jusqu'à faire les frais d'un arpentage consciencieux; il fait placer sur le champ vague, appelé à de lointaines destinées coloniales, de nombreux piquets indicateurs, limites imperceptibles de domaines rêvés; il trace ainsi des avenues où il croit voir déjà courir des charrettes aux formes les plus variées et se transporter de concessions futures en fermes désirées les batteuses de l'avenir. Cela suffit souvent pour donner à sa terre une valeur qu'elle n'avait pas, et ses intentions créent une plus-value que la spéculation est prête à exploiter; mais, première victime de sa propre supercherie, il repousse les offres avec dédain et passe sa vie à attendre l'heure propice que ses héritiers verront.

Ailleurs, dans la province de Buenos-Aires par exemple, la plus importante à tous les points de vue, même au point de vue agricole, la culture s'est développée par nécessité, sans plan conçu, par l'effort individuel, autour des villages à mesure qu'ils se formaient, et généralement sur les terrains que l'état vendait pour les destiner à cet objet. Le littoral de la Plata, au nord de la ville, a été le premier occupé; c'est encore la région préférée. Son exposition à l'est, la brise qui y arrive, rafraîchie sur les eaux de la Plata, large en cet endroit de huit lieues, lui ont fait une réputation méritée; la terre y a un prix élevé, et le blé y prospère mieux qu'ailleurs. Au-delà de cette langue de terre, le pasteur n'a pas cédé volontiers les terres que l'élevage occupe avec profit depuis trois siècles : il a fallu les lui disputer autour des stations de chemins de fer; aussi n'est-ce qu'à quarante lieues dans l'intérieur, à l'extré-

mité du chemin de fer de l'Ouest, que commencent les districts agricoles autour de la ville de Chivilcoy, qui n'a encore de Chicago que la première syllabe, et espère, dans un temps éloigné, rimer autrement que par le radical avec sa grande sœur du Nord, au nom aussi indien que le sien. Ce qui a déterminé l'abandon de cette région à l'agriculteur, c'est précisément la pauvreté de la végétation spontanée qui s'y rencontre; le pâturage naturel y est assez sauvage pour que le bétail y vive difficilement, le mouton y donne encore une laine rude; l'expérience une fois faite, les propriétaires ont renoncé à étendre de ce côté la région pastorale et y ont attiré l'agriculteur par l'appât des entreprises à compte à demi. Le travail de l'homme a amélioré rapidement ces terres, que le bétail eût mis un siècle à préparer en prairies à son usage.

Le succès a été assez satisfaisant pour l'agriculteur pour qu'aujourd'hui l'on compte, dans la province de Buenos-Aires, 700,000 hectares occupés par des cultures de toute espèce : le tiers est emblavé et un quart semé en maïs. L'exportation de blé de cette province a été, pour la saison de 1883-1884, de plus d'un million d'hectolitres; l'exportation des farines, pour le Brésil, s'y développe également chaque année. Des 30 millions d'hectares fertiles dont elle dispose, chiffre considérable si on le compare aux 50 millions d'hectares de terres du même ordre que possède la France, cette province en emploie 17 millions à l'élevage; 12 millions sont inoccupés, bien que les voies ferrées soient à la veille d'y pénétrer. Aucun des élémens du progrès agricole n'y manque aujourd'hui : sa population, qui était, en 1869, de 209,261 habitans campagnards, s'est élevée, d'après le recensement de 1881, à 326,681, soit une augmentation de 550 pour 1,000, ce qui est supérieur à l'accroissement des États-Unis, dont la population, malgré le renfort énorme d'une immigration annuelle de 750,000 individus, n'a progressé, pendant cette période, que de 330 pour 1,000.

Les raisons historiques que nous avons rappelées au début de cette étude ont pu entraver le progrès dans cette vaste région pampéenne; il est aujourd'hui en possession définitive d'un sol fécondé et puissamment aidé par les capitaux créés et les lignes de fer, qui avancent depuis quatre ans d'un kilomètre par jour.

Ce résultat, — et c'est là un des faits à retenir, — cette prise de possession par l'agriculteur de la pampa argentine est l'œuvre de paysans de France, de Suisse et d'Italie, venus le plus souvent sans capitaux, ayant créé eux-mêmes les élémens de leur bien-être et l'ayant répandu autour d'eux, ayant acquis par leur travail cette sécurité que donnent des titres de propriété indiscutables. Au moment où la concurrence qu'ils préparent au producteur européen semble inquiétante, il y avait quelque intérêt à les observer au mi-

lieu de leurs créations et à démontrer que leur exemple est peut-être bon à suivre.

V.

Le champ est vaste, toutes les parties s'en offrent au plus diligent; les progrès réalisés ne sont rien auprès de ce qui reste à faire : le terrain en culture est peu de chose auprès des vastes plaines incultes qui l'environnent.

Il y a quelque quatre ans à peine, l'accès des parties extrêmes de la plaine était interdit à la civilisation, arrêtée par l'inconnu du désert plus encore que par les résistances séculaires des tribus indiennes. Une campagne de quelques mois, rigoureusement menée, a montré l'inanité des terreurs que les invasions entretenaient depuis des siècles et que la stratégie protectrice des chefs de frontière de la vieille école perpétuait. L'Indien, aujourd'hui vaincu, dispersé, anéanti, n'existe plus qu'à l'état de souvenir; il sera dans quelques années une curiosité anthropologique; le domaine qu'il a par force abandonné est, dans toutes ses parties, étudié, divisé déjà par des arpenteurs; une ligne de chemin de fer le borde, d'autres sont concédées déjà; la population seule y manque encore, mais l'exode du pasteur vers ces terres nouvelles est déjà commencé. Cette région profitera des progrès acquis dans les autres de la république et de l'impulsion que lui donneront les capitaux constitués par les propriétaires du littoral.

A quel prix les étrangers, dont l'arrivée est constante, peuvent-ils se procurer la terre que tous convoitent? Comment peuvent-ils la posséder, l'acquérir et la transmettre? Ce sont les questions que se pose naturellement quiconque se préoccupe de la concurrence productrice des pays neufs; cette étude serait incomplète si nous les laissions sans réponse.

Disons tout de suite, pour écarter des comparaisons avec les usages de la république des États-Unis, qu'ici, bien que les terres publiques appartenant à l'état soient vastes et fertiles, aucune loi ne régit encore leur aliénation, aucun système scientifique n'a été essayé dans leur répartition : il n'y a pas de bureau ouvert où l'immigrant puisse échanger sa nationalité d'origine et la liberté de se déplacer contre quelques acres de terre qu'il paiera à tempérament 1 dollar l'acre, comme cela se passe aux États-Unis. La loi argentine, qui a imité sa sœur du Nord en bien des points, n'a jamais tenté de mettre en pratique ce système essayé déjà et dont les résultats ont été féconds depuis un demi-siècle, malgré le poids énorme des charges que cette loi du *homestead* imposait, en ajoutant au

paiement du prix normal de la terre une diminution d'état, peu coûteuse, il paraît, pour le paysan européen affolé de la passion de posséder sous le soleil une pièce de terre qui soit bien à lui.

Personne ne peut dire ce qu'aurait produit dans la république argentine ce système s'il eût éte essayé, mais il ne pouvait pas l'être. Avant l'année 1880, en effet, le gouvernement fédéral n'avait pas eu à se préoccuper de l'emploi des terres publiques, il manquait de hardiesse pour vendre la peau de l'ours avant de l'avoir prise, et cette vaste peau d'ours servait alors de lit paisible aux tribus indiennes. Seules, les provinces confédérées possédaient paisiblement des domaines, et bien que la constitution nationale leur eût réservé le droit de fomenter l'immigration sur leurs terres, elles n'en avaient souci. Ces terres avaient une autre destination. Dans un pays où les capitaux mobiliers ne sont pas constitués, où les budgets sont minces, c'est toujours par des donations, plus ou moins déguisées, des terres publiques que les gouvernemens provinciaux ont récompensé les services de leurs partisans ou réparé les injustices du sort dont eux ou leurs amis étaient victimes. Puiser dans le trésor eût été une duperie ; les gouvernans antérieurs n'y ayant jamais rien laissé pour leurs successeurs et les ressources en étant toujours épuisées à l'avance aussi loin que les imaginations pouvaient les supputer. Les états ont ainsi vu gaspiller leur patrimoine ; mais il n'est pas pour cela détruit, il n'est que détenu par des particuliers qui le rendent productif et sont prêts à le céder à bon prix au plus offrant. La loi n'influe plus, dès lors, sur la transmission de ces biens privés que par l'application normale des règles du droit civil sur les contrats de vente et les successions. Elles ne mettent aucun obstacle à la rapide division du sol, ne l'entravent encore ni par des formalités compliquées, ni par l'imposition de droits élevés. Ces formalités nécessaires pour la vente d'une propriété, quelque importante qu'elle soit, peuvent être remplies en trois jours, y compris la purge des hypothèques, le privilège des femmes mariées et des mineurs et les hypothèques tacites n'existant pas, les droits de transmission et d'enregistrement, bien qu'ils se soient élevés considérablement dans ces dernières années, sont encore fort modérés. Nous sommes loin des droits qui, en France, absorbent les revenus de trois et quatre ans d'une propriété vendue ou transmise par succession : si la tendance qui se manifeste, chez les législateurs argentins, de se rapprocher de l'exemple des pays d'Europe et d'imiter tout ce qui peut augmenter les ressources fiscales s'accentuait, ils auraient trouvé ainsi le vrai moyen de ruiner et de dépeupler ce pays où les conditions sociales sont différentes, où la terre constitue le seul capital et le principal objet d'échange, et doit être, pendant de longues années, traitée par la

loi comme une marchandise toujours offerte sur le marché et facile à transmettre.

La loi des successions a veillé à ce que la division des grands domaines, des fiefs que les familles pouvaient être tentées de constituer, ou que des étrangers même pourraient acquérir, au détriment des intérêts politiques du pays, fût rapide. Non-seulement la division des biens patrimoniaux s'opère entre les descendans du défunt, mais l'époux survivant reçoit une part d'enfant, en dehors de sa part dans la communauté, qui est la loi absolue des sociétés conjugales. A défaut d'enfant légitime, la succession est dévolue à l'époux et aux enfans naturels même non reconnus, protégés par la recherche de la paternité, permise même après le décès du père.

La valeur vénale de la terre ne varie guère que par grandes zones, la proximité d'un cours d'eau, d'un village, d'une voie ferrée, l'espérance prochaine d'en voir construire une, modifient les prix de vente; il est cependant facile de donner une idée exacte de la valeur de chaque zone.

Prenons comme point de départ la rive occidentale de l'estuaire de la Plata et comme centre de rayonnement la ville même de Buenos-Aires. Si nous tirons une ligne droite de ce point vers l'ouest, elle partagera d'abord la province de Buenos-Aires, puis les territoires nationaux et le désert de la pampa d'abord jusqu'aux Andes, leur limite extrême à l'ouest: le littoral au nord de cette ligne est la partie la plus riche et la plus anciennement peuplée; la région Sud, moins recherchée et depuis moins longtemps, appartient à une formation géologique différente ; l'humus y a moins de profondeur, le sous-sol en est moins perméable et retarde l'absorption des eaux pluviales. Le prix est donc, à distance égale, supérieur d'environ un tiers dans la région du Nord; il faudra tenir compte de cette différence dans les prix que nous allons indiquer.

Dans le premier rayon de cinq lieues en partant de la ville de Buenos-Aires, la terre, nue, occupée généralement par les Basques qui fournissent le lait à la ville et par la petite culture, se vend facilement de 600 à 800 francs l'hectare: tous les aménagemens, bâtisses, clôtures se comptent à part.

En s'éloignant de cinq lieues encore, on obtient les mêmes terres à 500 francs l'hectare; elles sont divisées et employées de la même façon; c'est la région des fermes, *chacras*, dont les plus grandes ont de 600 à 1,000 hectares.

Dans le rayon suivant de dix à vingt lieues, les grandes propriétés abondent, c'est la région où l'élévage du mouton domine. La terre vaut de 3 à 400 francs l'hectare et se loue généralement par lots de 200 hectares, surface nécessaire à l'entretien d'un troupeau de 1,500 têtes. Le prix de location annuelle varie de 10 à 15 francs

l'hectare, pour le terrain nu; il est un peu plus élevé si le locataire est un agriculteur; le propriétaire suppose que le mouton améliore sa terre et que la culture l'épuise.

Au-delà de vingt lieues, sauf à proximité des lignes de chemins de fer de l'Ouest et du Sud, la culture disparaît, le terrain tout entier y est consacré à l'élevage du mouton, auquel, peu à peu, le gros bétail cède la place. Les prix de ces terrains sont beaucoup au-dessous des précédens, ils ne se vendent ou ne se louent que par lieues de 2,700 hectares ou fractions de lieues carrées. Les uns ne peuvent admettre que du gros bétail, d'autres une proportion plus ou moins considérable de moutons, tous se prêtent également à l'agriculture; mais leur éloignement renchérit la main-d'œuvre, le transport des machines et des produits : ils ne sont desservis ni arrosés par aucun cours d'eau et ne peuvent compter que sur les voies ferrées et l'abaissement de leurs tarifs pour voir la population nouvelle des agriculteurs les rechercher. Pour les bergeries on loue 20,000 francs par lieue, et pour le gros bétail 6,000, soit de 10 francs à 2 fr. 50 l'hectare; le prix de vente varie entre 50,000 et 150,000 francs la lieue, soit entre 20 et 60 francs l'hectare, suivant que le terrain se prête à l'un ou à l'autre élevage. Le pasteur ou le métayer doit dans ces terrains construire lui-même son abri et faire les installations nécessaires; aussi la première condition requise d'un colon est de savoir mettre debout les étais et rejoindre les légères charpentes de son logis, tresser le chaume du toit et pétrir la boue des murs de pisé.

Si nous sortons des limites de la province de Buenos-Aires, privilégiée entre toutes en raison du développement déjà ancien de ses voies de communication et de ses établissemens de crédit, et de toutes les autres institutions sociales qui dénotent un état de civilisation européenne, les prix que nous rencontrons sont tout différens et s'abaissent rapidement. Cependant la province de Santa-Fé, qui la continue au nord et suit la rive du Parana d'aval en amont, et la province d'Entrerios, dont les terres fertiles d'alluvions modernes sont enveloppées par le cours du Parana et de l'Uruguay, ont participé dans ces dernières années plus que les autres au grand mouvement de hausse de tous les terrains en général. Laissons de côté les régions relativement peu considérables occupées par les colonies agricoles que nous avons décrites: la concession inoccupée de 25 hectares de terres vierges y vaut en général 1,000 francs, soit 40 francs l'hectare, les frais de mise en culture en doublent le prix; les terres cultivées, plantées, bâties atteignent des prix tout différens qu'il est difficile de fixer; on estime cependant à 20,000 fr. chaque ferme de quatre concessions, soit 100 hectares en exploitation. Dans les domaines assez rapprochés des colonies pour que

l'on puisse entrevoir qu'elles s'y étendront dans un avenir plus ou moins rapproché, la lieue, qui valait il y a quatre ou cinq ans, 30,000 francs, en vaut aujourd'hui de 150 à 200,000. Les futurs colons devront payer plus de 100 francs l'hectare les concessions que les particuliers se proposent de leur vendre.

Si l'on sort de ces zones et que l'on pénètre dans les autres provinces de la république sur la limite de la pampa et le long des contreforts des Andes, sauf autour des villes ou dans les vallées artificiellement irriguées, et dans les régions propres à la culture de la canne à sucre, la terre se vend journellement depuis 15,000 francs jusqu'au prix infime de 500 francs la lieue.

Au-delà de ces régions, au sud et au nord, aux confins de la république, s'étendent de vastes territoires sur lesquels aucun des états confédérés ne peut réclamer de droits et dont la vente appartient à l'autorité fédérale. C'est là que l'on pourra expérimenter les meilleurs systèmes de colonisation et d'appropriation des terres publiques. Le champ de ces expériences futures ouvert aux générations du siècle prochain est vaste; il comprend, au sud, les 25,000 lieues de pampas, les 20,000 lieues du territoire patagonien avec un développement de 2,000 kilomètres de côtes sur l'Océan-Atlantique, régions aujourd'hui absolument désertes, mais accessibles au travail civilisateur, et s'étendant du 35e degré au 55e degré de latitude sud, entrecoupées de fleuves qui courent parallèlement en droite ligne des Andes à la mer; enfin au nord de la république, le territoire intertropical du Grand-Chaco, d'une étendue de 10,000 lieues carrées, défendu encore par les Tobas, dont le dernier crime a été la mort du savant explorateur français, le docteur Crevaux, et le territoire célèbre des missions, où la trace des villages abandonnés depuis le départ des jésuites disparaît chaque jour davantage sous la frondaison luxuriante des jardins redevenus forêts impénétrables.

Aucun système scientifique d'appropriation de ces terrains n'a été encore mis en pratique par l'état, possesseur de ces domaines : une seule fois, pour subvenir aux frais de l'expédition contre les Indiens, entreprise en 1877 et terminée par leur destruction complète en 1881, il en a aliéné d'un coup 5,500 lieues carrées au prix uniforme de 2,000 francs la lieue, soit 0 fr. 80 l'hectare. Cette région, qui équivaut à cinquante départemens de France, eût pu être mieux employée et distribuée. Faite dans ces conditions, l'aliénation de ces terres a plutôt fermé qu'ouvert à la population laborieuse les terres qu'elle demande; aucune création n'y a encore été tentée, le paysan redoute le voisinage des grands feudataires qui se sont découpé des fiefs de 100 lieues carrées dans ces déserts; faute d'autre emploi, ces terres ont fourni un aliment puissant à la spéculation. Elle seule s'en est emparée et s'en occupe; des acheteurs qui ne les

ont pas visitées les acquièrent pour les transmettre à d'autres qui ne les connaissent pas; les cartes cadastrales, dressées au jugé par des arpenteurs mal rétribués pour cette énorme besogne, passent de main en main; l'heureux acquéreur peut y contempler un carré tracé sur papier blanc, où son imagination voit se développer de fertiles vallons et des collines élevées, où, près d'un ruisseau qu'il entend murmurer, il se bâtit en rêve un château à la mode d'Espagne : le lendemain, son caprice ayant changé, il revend son carré avec profit pour en racheter d'autres, qu'il contemple de nouveau avec la même satisfaction. A courir ainsi de main en main, la terre augmente de prix sans changer de valeur, les ambitieux sans argent et les moutons de Panurge grossissent en route le bataillon des spéculateurs, le crédit est facile et quiconque peut en espérer un peu en réclame sa grosse part, engageant sans trembler sa signature pour posséder le titre de propriété d'un de ces petits carrés si charmans à contempler sur la carte et qu'il perdra bientôt l'espoir de fouler du pied, — c'est si loin! — et peut-être même d'arriver à payer, — c'est si pénible!

A côté de ces acheteurs, soutenus par l'espoir d'une plus-value persistante, qui ne sont ni pasteurs ni cultivateurs, viennent prendre rang des sociétés formées en Angleterre et en Belgique. Ce n'est pas là un fait nouveau. Les *landlords* anglais ont tenté déjà au Canada, en Australie et aux États-Unis ces placemens sages. Éclairés par ce précepte, proclamé par Stuart-Mill, confirmé par l'expérience de ce siècle, qu'il n'y a pas de meilleur placement de capitaux que l'acquisition de terres dans les pays nouveaux, effrayés par la diminution des revenus des domaines en Europe, ils font à travers l'océan une de ces opérations d'arbitrage que les financiers réalisent journellement sur les valeurs mobilières. Pourquoi la France n'en est-elle pas encore à se préoccuper de l'avancement vertigineux des fortunes exotiques, réalisé depuis vingt ans, qui modifient si profondément les conditions de la vie dans le vieux monde, en déterminent le renchérissement, en même temps qu'elles placent dans des conditions d'infériorité la terre, divisée à l'infini et condamnée à la culture routinière, ruinée par la culture extensive?

Le désarroi est aujourd'hui dans les vieilles sociétés de travailleurs, où l'on sent comme une vague conviction, qui se généralise, que les conditions de l'effort humain sont bouleversées au profit de la solidarité productrice du monde entier. Il entre dans l'alimentation d'un Français, d'un Anglais ou d'un Allemand, à quelque condition qu'il apppartienne, des élémens similaires de provenances tellement diverses qu'il essaierait vainement d'en découvrir l'origine; tous les pays concourent à l'envi à s'emparer de tous les mar-

chés de consommation; le maraîcher qui est à votre porte cultive des fruits et des légumes qu'il ne peut vous vendre au prix de ceux qui encombrent le marché, qui ont fait deux cents lieues pour y parvenir et dont le prix est grossi de frais multiples de transport et de nombreux intermédiaires : Londres reçoit les fruits de la banlieue de Paris, les Parisiens ceux des régions méridionales, qui elles-mêmes consomment ceux de Naples pendant que Naples recourt aux fruits algériens. Le produit des cultures dépendait autrefois des procédés locaux et traditionnels, il dépend de l'application de procédés scientifiques; l'élément primordial n'est plus le travail, c'est le climat et le prix de la terre, aujourd'hui qu'il n'y a plus de pays éloigné, que l'industrie des transports a tellement bouleversé l'ordre et la valeur des productions agricoles que, sur le globe, il n'y a plus nulle part de saison spéciale pour aucune, que les circonstances locales n'ont plus aucune influence sur les prix. L'agriculteur effrayé, ne sachant ni quoi accuser ni qui implorer, fuit le champ qui ne peut plus le nourrir, émigre vers les villes pour y exercer un état mal appris ou y chercher un salaire; il y trouve une vie difficile, pleine de déceptions et de privations; il sait bien qu'il fait fausse route; la science sociale le lui prouve théoriquement; son expérience le lui démontre mieux encore; mais ce que rien ne lui indique, c'est cette grande et belle route de l'océan, au-delà duquel s'étendent tant de vastes pays où chacun peut choisir sa place au soleil, sentir sous ses pieds une terre à lui, conquise par son travail, fertilisée par ses efforts, où il trouve, sans en prendre souci, la solution du problème de la vie, et d'où, reportant sa pensée vers la patrie lointaine, il jouit de cette satisfaction, que les Français ignorent, de travailler pour elle en même temps que pour lui, de conquérir un coin de terre à son influence, répandant autour les idées qui émanent d'elle et l'usage de sa langue, la connaissance de ses productions littéraires et scientifiques, et, dans l'ordre matériel, ouvrant un nouveau débouché aux produits de son industrie, un nouveau champ que son commerce pourra exploiter.

Cette conquête du globe par le prolétaire est la grande destinée de notre siècle. Cette œuvre isolée des individus, ces efforts personnels auront des résultats plus prompts que les conquêtes ou les protectorats à main armée; c'est le devoir de la science sociale de les diriger en étudiant les mœurs locales et les conditions économiques de tous les pays où ils ont chance de réussir, et en donnant la loi spéciale de cette évolution moderne dans chaque région du globe.

Émile Daireaux.

EN DEÇA ET AU DELA DU DANUBE

IV[1].

LES NATIONALITÉS CROATE ET SLOVÈNE. LA SERBIE.

De Serajewo je comptais me rendre directement à Belgrade, par l'intérieur du pays ; mais je me décide à repasser par la Croatie, pour y étudier de plus près les revendications nationales hostiles à la suprématie magyare, qui viennent de donner lieu à une émeute et à des combats dans les rues d'Agram. Quand on voyage dans l'Autriche-Hongrie, cette question des nationalités vous suit partout. C'est la préoccupation constante et ardente de toutes les races diverses qui peuplent l'empire dualiste : Allemands, Hongrois, Tchèques, Polonais, Roumains et Croates. Les Français ne peuvent pas bien comprendre la puissance du sentiment ethnique ; ils ont dépassé ce « moment. » La France unifiée, surtout par la révolution, s'est transfigurée. Elle est devenue une divinité, la Patrie, pour laquelle ses enfans vivent et meurent s'il le faut. Le culte de la patrie est une religion ; c'en est encore une pour ceux qui n'en ont plus d'autre ; elle s'est tellement emparée des âmes, qu'elle a presque effacé le sentiment de la race, même chez le Breton bretonnant, ce Celte qui ignore le français, chez le Provençal à moitié Italien, chez le Flamand du département du Nord, qui continue à parler le néerlandais, et chez l'Alsacien malgré sa

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin, du 1er août et du 15 septembre.

langue et ses origines germaniques. Idéaliste, comme un vrai fils de la révolution française, M. Thiers, qui comprenait tout, n'a jamais bien saisi la puissance du sentiment ethnique qui est en train de refaire la carte de l'Europe sur la base des nationalités, tandis que Cavour et Bismarck, ces deux grands « réalistes, » en ont tiré l'Italie et l'Allemagne que nous avons sous les yeux.

Les revendications des nationalités sont la conséquence inévitable du développement de la culture littéraire, de la presse et de la démocratie. Un autocrate peut gouverner vingt peuples divers sans s'inquiéter ni de leur idiome ni de leur race. Avec le règne des assemblées, tout change. Quand la parole gouverne, il faut savoir quelle langue on parlera : ce sera nécessairement la langue nationale. Voulez-vous instruire le peuple, il faut bien le faire en sa langue. Le jugez-vous, ce ne peut être en un idiome étranger. Vous prétendez le représenter et vous demandez son vote, il faut au moins qu'il vous comprenne. Et ainsi, peu à peu, parlement, tribunaux, écoles, enseignement à tous les degrés, sont conquis par la langue nationale. L'exemple le plus curieux de ces renaissances des nationalités se rencontre en Finlande. La civilisation était complètement suédoise : le finnois, langue dédaignée, était relégué au fond des campagnes. Aujourd'hui le finnois est devenu la seconde langue officielle. L'enseignement primaire se donne presque partout en cet idiome; il y a des gymnases dans l'enseignement moyen, des cours à l'université et même un théâtre national, où j'ai entendu chanter *Martha* en finnois. En Galicie, le polonais a complètement remplacé l'allemand et, lors de la dernière visite de l'empereur, le discours de réception lui a été adressé en polonais. En Bohême, le tchèque triomphe définitivement et menace aussi d'éliminer l'allemand. A l'ouverture de la diète, le gouverneur prononce son allocution dans les deux langues. A Prague, à côté de l'université allemande, on a créé récemment une université tchèque, qui est le symbole du triomphe de la cause nationale. Celle-ci est favorisée, non-seulement par les patriotes radicaux et conservateurs, mais même par les seigneurs et le clergé. L'archevêque Schwarzenberg, quoique Allemand, ne veut plus nommer que des curés tchèques, même dans le Nord, où l'allemand domine.

Dans les choses humaines il se produit parfois des courans irrésistibles ; rien ne les arrête et tout les sert. Tel est le mouvement des nationalités. Considérez leur réveil depuis un demi-siècle : inconnues, ignorées par la diplomatie et l'histoire, elles se relèvent puissantes, irrésistibles, glorieuses : on dirait la résurrection des

morts. Quelle place occupait au XVIIIe siècle la langue allemande, quand Frédéric II se vantait de l'ignorer et se piquait d'écrire le français aussi bien que Voltaire? C'était toujours, sans doute, la langue de Luther, mais ce n'était celle ni des classes supérieures, qui préféraient le français, ni de la science, qui se servait du latin. Il y a quarante ans, le magyar était l'idiome méprisé des pâtres de la Puzta. La langue de la haute société et de l'administration était l'allemand, celle de la diète et des écoles supérieures le latin. Le magyar est aujourd'hui la langue du parlement, de la presse, du théâtre, de la science, des académies, de la poésie et du roman. Mêmes conquêtes du dialecte national en Croatie, en Bohême, en Galicie, en Roumanie, en Serbie, en Bulgarie. Partout le réveil littéraire précède les revendications politiques. Dans un gouvernement parlementaire, le parti national finit par triompher, parce que les autres partis ont tour à tour besoin de lui, et alors c'est à qui lui fera le plus de concessions et de faveurs pour obtenir l'appoint de ses votes. C'est ainsi qu'on voit en ce moment les Irlandais, au parlement anglais, obtenir, tantôt des whigs, tantôt des tories plus qu'ils ne pouvaient espérer. Il en sera de même partout en Autriche-Hongrie.

En quittant Brod, je me trouve seul, dans le wagon qui me conduit aux bords du Danube, avec un propriétaire croate, patriote ardent qui appartient à la gauche extrême. Il m'expose les griefs de son pays contre le gouvernement hongrois avec tant de véhémence, qu'elle me met en garde contre ses exagérations : « La Croatie, me dit-il, n'est pas une province hongroise. C'est un royaume indépendant, qui a librement, en 1102, choisi pour souverain Koloman, roi de Hongrie; au XVIe siècle, dans la diète de Cettigne, elle a acclamé la dynastie des Habsbourg; sous Charles VI, sa diète a accepté le nouvel ordre de succession soumis à l'empereur François-Joseph, mais non à la Hongrie. Pendant trois siècle, ce sont les Croates qui ont défendu la Hongrie et la chrétienté contre les Turcs. Dieu seul peut faire le compte de tout le sang que nous avons versé, de toutes les misères, de toutes les souffrances que nous avons subies. Aussi sommes-nous toujours restés pauvres; on devrait donc nous ménager, et on nous accable. Depuis quinze ans, de 1868 à 1882, nous avons versé au trésor 115 millions de florins, dont 43 millions au plus ont été employés dans l'intérêt de notre pays; le reste a été dévoré à Pesth. Les Magyars sont de brillans orateurs et de vaillans soldats, mais de mauvais économes et de grands dépensiers. Ils hypothèquent leurs biens, puis ils sont obligés de les vendre aux juifs. De même, ils ont chargé la Transleithanie d'une dette de plus d'un milliard de florins en moins

de seize ans. Ils la livrent à la haute finance européenne qui, pour toucher les intérêts, écorche nos paysans bien plus durement encore que les fellahs d'Égypte. Éloignés des marchés, nos agriculteurs doivent vendre leurs denrées à vil prix, et quand ils ne peuvent payer les taxes, leurs biens sont saisis : aussi sont-ils livrés au désespoir. A chaque instant les insurrections sont à craindre. Voici une phrase croate que vous entendrez à chaque instant : « *Holje je umrieti, nego umirati :* Il vaut mieux périr d'un coup que mourir lentement. » Tant de souffrances ébranlent même l'attachement à l'empereur, et cependant c'était un culte héréditaire chez une nation qui, en 1848, a sacrifié quarante mille de ses fils pour défendre la couronne des Habsbourg. Maintenant on croit notre souverain ligué avec les Hongrois. Tout est pour eux, rien pour nous. Que d'argent on a dépensé pour régulariser et endiguer le Danube et la Theiss! Et chez nous, voyez nos fleuves : la Drave, la Save, la Kulpa, ils sont à l'état sauvage. Regardez sur la carte le réseau de nos chemins de fer : tous sont tracés en vue de faire converger le trafic vers Pesth et de le détourner de la Croatie. Aucune ligne ne traverse notre pays. Il suffirait d'un tronçon, très facile à construire, pour relier Brod à Essek, de façon à amener directement les produits de la Bosnie à Agram et à Fiume. De Brod, que nous venons de quitter, la ligne la plus courte vers Pesth eût été par Djakovo et Essek. Non; nous devons faire un long détour par Dalja.

« L'empereur a consenti à réunir les anciens Confins militaires à notre royaume. Excellente mesure que tous nous réclamions, car heureusement nous n'avons plus besoin de nous défendre contre les razzias des Turcs. Mais hélas! elle a coûté cher aux pauvres habitans. Ils possédaient de magnifiques forêts de chênes que la couronne leur avait abandonnées en compensation du service militaire, auquel tous étaient soumis. MM. les Magyars sont venus, et ces vieux arbres, qui avaient été achetés au prix du plus noble sang, ont été abattus et vendus, pour payer les chemins de fer de la Hongrie. Ces forêts valaient, disait-on, cent millions; c'était la réserve de l'avenir; tout a été dévasté. Écoutez bien ceci : La Croatie est un petit pays qui ne compte pas même deux millions d'habitans, mais elle représente une grande race. Nous formions un état chrétien civilisé à l'époque où les hordes magyares erraient encore dans les steppes de l'Asie à côté de leurs cousins les Turcs. Jamais ces Finnois n'arriveront à dominer définitivement sur la masse des populations aryennes au milieu desquelles ils campent. Ils accepteront l'égalité des droits, ou ils retourneront en Asie avec les Ottomans. »

— « Mais, lui dis-je, comment tant d'abus sont-ils possibles? Vous avez une administration autonome, une diète nationale et même une sorte de vice-roi, votre ban de Croatie. — Chimères, apparences; un vrai trompe-l'œil, reprit le Croate, avec plus de violence encore. Le ban n'est pas le représentant de l'empereur, mais la créature des MM. de Pesth. C'est le ministère hongrois qui le désigne, et il n'a d'autre mission que de nous magyariser. L'administration dite nationale est aux mains d'employés qui n'ont qu'un seul but : plaire aux gouvernans hongrois, de qui leur sort dépend. Notre diète ne représente pas le pays, car les élections ne sont pas libres. Vous ne pouvez vous imaginer les moyens d'intimidation, de pression et de corruption mis en œuvre pour faire échouer les candidats nationaux. Notre presse est soumise à une répression plus draconienne que du temps de Metternich. Tout article d'opposition, si modéré qu'il soit, amène la saisie du numéro et même celle des caractères de l'imprimerie. Au sein de la diète, les députés de l'opposition sont réduits au silence s'ils veulent exposer franchement les griefs du pays. Les rayas en Bosnie étaient plus libres que nous ne le sommes, sous notre prétendu régime constitutionnel. Qu'espèrent les Magyars? Anéantir chez nous le sentiment national et la langue de nos pères, au moment où les progrès de l'instruction lui donnent une nouvelle force et un nouvel éclat? Quelle démence! Convertir notre état autonome en un comitat hongrois? Sans doute, puisqu'ils ont la force, ils peuvent violer le droit et nous enlever nos privilèges. Mais en ce faisant, ils feront naître en nos âmes une haine implacable qui un jour aboutira à de terribles représailles. Ont-ils donc oublié le ban Jellatchich marchant sur Bude en 1848? Sa statue, sur la grande place d'Agram, montre, de la pointe de son épée, le chemin de la vengeance, que nous reprendrons quand l'heure aura sonné. Ils devraient se souvenir qu'ils sont cinq millions perdus au milieu de l'océan slave, qui un jour les engloutira. »

La question exposée par mon interlocuteur, au point de vue des patriotes croates intransigeans, est si importante que je crois devoir en dire quelques mots. Au moment où les revendications des Tchèques viennent de triompher en Bohême, le mouvement jougoslave est-il appelé à l'emporter également? De ce point dépendent évidemment les destinées de l'Autriche et, par conséquent, celles de tout le Sud-Est de notre continent. L'*Ausgleich*, l'accord conclu en 1868 entre la Hongrie et la Croatie, sous les auspices de Deák, est en quelque mesure, la répétition de celui qui existe entre la Cisleithanie et la Transleithanie. La Croatie a conservé sa diète qui règle toutes les affaires intérieures du pays. Ce qui concerne l'armée, les

douanes et les finances est du ressort du parlement central transleithanien. A la tête de l'administration se trouve le ban, ou gouverneur général, nommé par l'empereur, sur la proposition du ministère hongrois. Le ban désigne les chefs des départemens et les hauts fonctionnaires. Il rend compte à la diète, qui a un droit absolu de contrôle et de discussion. Seulement il n'y a pas ici de régime représentatif, en ce sens que la majorité de la diète ne peut renverser ni le ban ni les ministres.

Quels ont été les résultats de ce compromis? Il paraît que tout au moins une partie des griefs énumérés plus haut sont fondés. Le développement matériel a été beaucoup moins encouragé en Croatie qu'en Hongrie. En Hongrie, de nombreux chemins de fer ont favorisé le perfectionnement de l'agriculture et la hausse des prix. Le pays s'est donc trouvé en mesure de faire face à l'accroissement des impôts. En Croatie, les prix sont restés bas, et la culture, moins stimulée par les demandes de l'exportation, a fait moins de progrès. Le poids des taxes y est donc beaucoup plus difficile à porter. En outre, il est hors de doute que le gouvernement central de Pesth vise à fortifier son autorité en Croatie. On ne peut s'en étonner. Le système des deux *Ausgleichs* a créé un régime d'un maniement si compliqué et si difficile qu'il doit paraître intolérable à une administration qui veut se mouvoir à la façon des états modernes. La Croatie fait partie des pays de la couronne de Saint-Étienne. Dès lors, il semble que les résolutions prises au centre ne devraient pas venir se heurter contre le *liberum veto* de l'autonomie croate. Cela n'a pas lieu dans un état fédéral comme la Suisse ou les États-Unis. Mais d'abord, l'Autriche-Hongrie n'est pas en réalité un état fédéral, et, en second lieu, dans une fédération, la compétence des pouvoirs cantonaux et celle du pouvoir fédéral étant très nettement délimitées, les tiraillemens et les conflits, si fréquens ici, sont évités. Il faudrait donc tâcher de se rapprocher d'une organisation semblable à celle qui fonctionne aux États-Unis, à la satisfaction générale.

Le règlement de la représentation et de la participation de la Croatie aux dépenses communes donne lieu à des difficultés spéciales. La Croatie, qui, en 1867, n'avait pas voulu envoyer de délégués au couronnement de l'empereur à Pesth, avait plus tard consenti à se faire représenter au sein de la diète hongroise par deux membres à la chambre haute, et vingt-neuf à la chambre basse; quand les Confins militaires furent incorporés dans la Croatie, elle aurait dû avoir cinquante-quatre représentans. On fit en sorte qu'elle se contentât de quarante; grave injustice, prétendent les patriotes. Autre grief: la part contributive de la Croatie aux dé-

penses communes de la Transleithanie avait été fixée à 6.44 pour 100, la Hongrie payant le reste, soit 93.56 pour 100. Il fut convenu qu'en tout cas la Croatie recevrait 2,200,000 florins pour les dépenses de son gouvernement autonome. En 1872, un nouvel accord décida que la Croatie garderait pour elle 45 pour 100 de son revenu. Il s'en est suivi qu'elle touche plus de 2,200,000 florins et que, d'autre part, les 55 pour 100 restant ne couvrent pas les 6.44 pour 100 des dépenses communes, d'où résultent des récriminations réciproques. La cause profonde de l'hostilité des deux peuples est que leur idéal est différent et même inconciliable. La « grande idée croate » consiste à réunir un jour en un puissant état toutes les populations parlant le croato-serbe, c'est-à-dire outre la Croatie, la « Slovenie », la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, le Montenegro et la Serbie, qui alors feraient équilibre à la Hongrie dans l'empire. Les Hongrois ne peuvent se résigner à cette perspective, qui briserait l'unité de la couronne de Saint-Étienne et qui ne leur permettrait plus de résister aux Allemands et aux Tchèques de la Cisleithanie. Ils essaient donc, de toutes façons, d'entraver le développement de l'esprit national croate, et, en ce faisant, ils sont entraînés à des vexations qui irritent, sans aucun résultat utile pour eux. Si les Croates pouvaient être persuadés qu'à Pesth on entend respecter en tout leurs droits acquis et leur nationalité, les difficultés inhérentes à un système d'union très peu maniable, sans disparaître complètement, perdraient au moins de leur aigreur.

Cette situation troublée a donné naissance en Croatie à trois partis : le parti national, le parti national indépendant, et le parti de la gauche extrême, qui se donne à lui-même le beau nom de « parti du droit, » *Rechtspartei*. Le parti national entend maintenir l'*Ausgleich* de 1868 dans sa lettre et dans son esprit. Il veut le défendre, et contre le pouvoir central qui s'efforce d'étendre ses attributions, et contre les réformateurs qui réclament une plus grande autonomie. Dans son programme du 27 décembre 1883, il montre que les récentes insurrections et les dangers qui menacent l'avenir du pays proviennent uniquement de ce que, des deux côtés, on veut s'écarter du terrain ferme et légal du Compromis. Le parti national indépendant marque plus nettement son opposition aux tentatives centralisatrices. Dans un discours récent, au sein de la diète, l'un des députés les plus écoutés, le docteur Constantin Bojnovitch, faisait voir clairement comment la façon différente de comprendre la mission du ban était une cause inévitable de conflits. « A Pesth, disait-il, on veut que le ban soit un simple gouverneur, obéissant aux ordres du ministère. D'après nous, et conformément à la loi du 10 janvier 1874, il n'est responsable que vis-à-vis de

l'empereur et de la diète, et sa principale mission est de défendre les privilèges de notre royaume. » Le parti national indépendant réclame énergiquement pour la Croatie, vis-à-vis de la Hongrie, la situation qu'occupe la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche. Toute décision prise à Pesth devrait être ratifiée à Agram. Il est évident que de semblables complications rendraient tout gouvernement impossible. Même dans les pays unifiés, le régime parlementaire fonctionne souvent avec grand'peine. Si deux ou trois parlemens, animés de sentimens opposés et souvent hostiles, doivent se contrôler les uns les autres, on aboutira inévitablement à l'impuissance et au chaos, et par conséquent au rétablissement d'un régime autocratique. Étendez autant que possible la compétence du gouvernement local et réduisez celle du gouvernement central, rien de mieux; mais pour les affaires communes, il faut une décision définitive, prise dans un parlement unique et suprême.

Le parti national extrême, *Rechtspartei*, aspire à anéantir le Compromis. De même que les radicaux en Hongrie ne veulent conserver d'autre lien avec l'Autriche que l'identité du souverain, ainsi la gauche extrême en Croatie réclame l'indépendance complète du royaume triunitaire et l'union personnelle. Les plus avancés de ce groupe ont des tendances antidynastiques, républicaines et même socialistes. La jeunesse se rallie volontiers au parti extrême, dont elle considère le meneur, le docteur Starcevitch, comme son prophète. Le neveu de celui-ci, David Starcevitch, provoque souvent au sein de la diète d'Agram, par la véhémence de ses discours et de ses interpellations, des conflits qui amènent la suspension des séances. Le chef officiel de ce parti est le baron Rukavina. Les trois partis s'accordent à réclamer la réunion à la Croatie du district et de la ville de Fiume et de la Dalmatie, conformément aux précédens historiques.

La politique du ministère hongrois s'explique, car il est naturel que tout gouvernement s'efforce de faire prévaloir son autorité; mais, on ne peut se le dissimuler, elle est condamnée par ses résultats. Les tentatives faites pour étendre la compétence du pouvoir central ont provoqué une résistance universelle et une irritation profonde. L'Autriche, malgré les efforts persévérans d'une bureaucratie très habile et très tenace, n'a pas réussi à germaniser les Croates, alors que le sentiment national était encore complètement engourdi, et quoique la langue allemande représentât une civilisation plus avancée, une grande littérature, la science, et qu'elle fût le trait d'union avec l'Europe occidentale. Les Magyars ne peuvent donc pas espérer d'imposer leur langue, maintenant que la nationalité croate a une presse, une littérature, un théâtre,

une université, des écoles de tous les degrés, et surtout quand s'ouvrent devant elle, au-delà de la Save et du Danube, des perspectives d'expansion et de grandeur presque illimitées, qu'entretiennent à la fois les souvenirs de l'histoire et les aspirations de la démocratie. Qu'aura gagné la Hongrie quand elle aura fait entrer dans les bureaux d'Agram quelques-uns de ses employés et exigé la connaissance de sa langue, ou quand elle aura placé sur les monumens publics quelques inscriptions en magyar? Elle ne réussira qu'à éveiller des susceptibilités et des haines violentes, comme on l'a vu, l'été dernier, lorsqu'il a suffi que les écussons placés sur les édifices de l'état portassent une traduction hongroise, à côté de la désignation en croate, pour provoquer dans les rues d'Agram une émeute sanglante.

Homme d'état de premier ordre, libéral convaincu, partisan dévoué de tous les progrès et de toutes les libertés, M. Tisza poursuit, comme un autre ministre éminent, M. de Schmerling, la création d'un gouvernement unifié à la façon de ceux qui existent en France ou en Angleterre. Mais il faut tenir compte des résistances quand elles sont invincibles. Le moment d'ailleurs serait mal choisi pour essayer de les briser. Les concessions décisives faites par le ministère Taaffe aux Tchèques, en Bohême, accroîtront énormément les forces et les espérances du parti national en Croatie et dans les autres pays de même race. En outre, et ceci est grave, les féodaux, si puissans à la cour, favorisent les revendications des Slaves contre les Hongrois, parce que ceux-ci représentent à leurs yeux le libéralisme et la démocratie. Il ne faut point perdre de vue une éventualité redoutable. Le régime de l'union entre l'Autriche et la Hongrie est d'une pratique si difficile qu'en temps d'épreuves, il pourrait donner lieu à un conflit entre les deux pays. Dans ce cas, quel péril pour les Magyars de trouver leurs ennemis les plus acharnés, parmi les pays de la couronne de Saint-Etienne, qui les attaqueraient à revers, en Croatie et en Transylvanie! Leur intérêt le plus évident n'est-il pas de s'en faire plutôt des amis, en renonçant franchement à toute ingérence dans leurs affaires et en favorisant par tous les moyens leur développement matériel et intellectuel? L'influence prédominante qu'exercent en ce moment les Hongrois dans tout l'empire est une preuve incontestable de la supériorité de leurs hommes d'état. Mais, à mesure que l'instruction et le bien-être se répandent et que les institutions deviennent plus démocratiques, il est plus difficile aux minorités de comprimer les majorités. Or, au milieu des Slaves, des Allemands et des Roumains, les Magyars sont une minorité. Rien de plus dangereux, par conséquent, que d'exaspérer ceux à qui la force du nombre finira, tôt ou tard, par

donner la prépondérance. La solution d'ailleurs est tout indiquée; Deák en a donné la formule : *Gleichberechtigung*, droit égal pour toutes les nationalités, autonomie pour chaque pays, comme en Suisse, en Norvège et en Finlande. Ce régime, qui peut invoquer à la fois l'histoire et l'équité, est d'autant plus facile à appliquer à la Croatie qu'elle forme un état nettement délimité, qui a ses annales et ses titres anciens, et qui n'est pas, comme la Transylvanie, habité par plusieurs races irrégulièrement entremêlées. Le respect du droit et de la liberté est, en toutes circonstances, la meilleure politique.

— De Brod à Vukovar, le chemin de fer traverse l'étroite et longue presqu'île qui sépare la Save du Danube. Le pays qu'on aperçoit des deux côtés de la voie est plat, à moitié noyé et très vert. Ce sont d'abord de grands pâturages entremêlés de petits massifs de chênes, puis des champs cultivés dont la terre est excellente, car le blé est dru et haut. Les villages et les habitations sont rares. La population peut s'accroître ici sans que Malthus s'alarme. La route que parcourt l'omnibus qui de la gare me mène à Vukovar est charmante. Elle est ombragée de grands tilleuls et bordée par d'anciens bras du Danube, où les canards s'ébattent joyeux parmi les nénuphars en fleurs. C'est dimanche. Les paysans, en costume de fête, se rendent à la messe et à la foire qui la suit. Presque tous arrivent sur de petits chariots tout en bois, très légers, qu'entraînent au grand trot deux chevaux hongrois, fins et de sang arabe. C'est un avantage réel pour la population rurale d'avoir ainsi un attelage qui lui permet de faire au loin des promenades et des courses, vraie joie et plaisir sain pour les jours de fête. Le labourage et les gros transports se font uniquement au moyen des bœufs.

Il est curieux d'observer ici comme les modes de l'Occident viennent transformer et gâter le costume national. Beaucoup d'hommes ont encore le large pantalon blanc, retenu par l'énorme ceinture de cuir, la toque en feutre et l'attila soutaché. Mais peu de femmes ont conservé la belle chemise brodée des statues grecques. La plupart portent maintenant des robes à gros plis, bouffant autour de la taille, et de couleurs criardes, vert, bleu, rouge, et sur le corsage un mouchoir de laine aux bouquets de nuances si heurtées qu'elles crèvent les yeux . Manifestement « la civilisation » tue le sentiment esthétique traditionnel, et c'est dommage. Ce n'est pas tout de doubler le nombre de nos porcs gras et de nos chevaux-vapeur : *Non de solo pane vivit homo*. A quoi bon être bien nourri, si ce n'est pour jouir des beautés que peuvent nous offrir la nature, l'art, le costume? Quand l'industrie couvre les campagnes de ses scories, ternit de ses fumées le bleu du ciel, empeste l'eau des rivières et détruit les costumes adaptés aux nécessités du climat et élaborés par le

goût instinctif des races, je ne puis partager l'enthousiasme des statisticiens.

Vukovar est une honnête petite ville, dont les maisons propres et bien tenues se prolongent en une longue et large rue, sur une colline dominant le Danube. Je n'y découvre pas un monument ancien; les Turcs ont tout brûlé; mais j'y trouve une auberge où l'on mange du sterlet délicieux, arrosé de *villaner*, dans un jardin rempli de roses et sur des tables qu'ombragent des acacias en fleurs. J'ai vue sur le fleuve immense, dont les eaux ne sont pas bleues, comme le prétend la fameuse valse *die blaue Donau*, mais bien jaunes et limoneuses, comme j'ai pu le constater en m'y plongeant. En Autriche et dans tous les pays voisins, on a pour arranger les endroits où l'on sert à boire ou à manger un art admirable, qu'on devrait bien imiter dans notre Occident. L'été, les tables sont toujours placées sous des arbres, et de façon à vous ménager quelque joli point de vue, si c'est possible. Le soir, on vient y jouir de la fraîcheur, en écoutant une musique, souvent bonne et presque toujours originale; même dans les hôtels des grandes villes, comme à Pesth, on forme dans les cours, au moyen de lauriers roses ou d'orangers en caisse, des bosquets où l'on peut dîner et souper en plein air. Menu détail peut-être, mais le train ordinaire de la vie n'est-il pas composé soit de petits ennuis, soit de petites jouissances?

A Vukovar, je monte sur un steamer à deux ponts, type américain; descendant le Danube, il me conduira en sept heures à Belgrade. C'est la plus charmante façon de voyager. Le pays se déroule à vos yeux, comme une série de *dissolving views*; en même temps, on peut lire ou causer. J'entre en relation avec un étudiant originaire de Laybach. Il va visiter la Bulgarie pour apprendre à connaître des frères éloignés. Il m'entretient du mouvement national dans sa patrie. « A côté, me dit-il, des revendications des Croates, amères, ardentes, violentes même, le mouvement national parmi mes compatriotes, les Slovènes, est plus calme, moins bruyant, mais il n'en est pas moins décidé; et il a acquis une force que les Allemands ne parviendront plus à comprimer. Les Slovènes, le rameau slave le plus anciennement établi en Europe, occupaient tout ce vaste territoire qui comprend la Styrie, la Croatie et toute la péninsule balkanique, sauf ce qui était habité par les Grecs. Plus tard sont venus se mêler à eux, d'abord les Croato-Serbes, puis des Touraniens, les Bulgares, que le mélange des races a slavisés. Dans les premiers siècles du moyen âge, les barons allemands conquirent et se partagèrent notre pays; des colonies allemandes y pénétrèrent, et ainsi, les trois quarts de la Styrie ne sont plus aux

Slovènes, mais ceux-ci forment encore la population presque exclusive de la Carniole. Dans ces deux provinces et en Carinthie, jusqu'aux environs de Trieste, leur nombre doit approcher de deux millions. Le dialecte slovène, le plus pur des idiomes jougo-slaves, était devenu un patois parlé seulement par les paysans. La langue de l'administration, de la littérature, de la classe aisée, en un mot de la civilisation, était l'allemand. Toute la contrée semblait définitivement germanisée ; mais, en 1835, Louis Gai, en fondant le premier journal croate, le *Hrvatske Novine*, donna le signal du réveil de la littérature nationale, qu'on appela illyrienne dans l'espoir, aujourd'hui abandonné, que tous les Jougo-Slaves accepteraient cette dénomination. Après 1848, la concession du droit électoral amena la résurrection de la nationalité slovène, grâce à l'activité intellectuelle d'une légion de poètes, d'écrivains, de journalistes, d'instituteurs, et surtout d'ecclésiastiques, ceux-ci voyant dans l'idiome national une barrière contre l'envahissement de la libre pensée germanique. Aujourd'hui les Slovènes ont la majorité dans la diète de la Carniole. Le slovène est devenu la langue de l'école, de la chaire, et même de l'administration provinciale. L'allemand n'est plus employé que pour les relations avec Vienne, et les pièces officielles sont publiées dans les deux langues. En Styrie, les Slovènes, qui occupent le midi de la province, parviennent à envoyer à la diète une dizaine de députés, qui, en toutes circonstances, défendent les droits de leur langue nationale. Celle-ci est parfaitement représentée à l'université de Gratz, dans la chaire de philologie slave, par M. Krek, l'auteur d'un livre très estimé : *Introduction à l'histoire des littératures slaves*. »

Je demande à mon étudiant quelles sont les visées du parti national slovène pour l'avenir ? Désire-t-il la constitution d'une province séparée ayant pour limites celles de sa langue ? Aspire-t-il à une réunion avec la Croatie ? Espère-t-il la réalisation de la grande idée jougo-slave sous la forme d'une fédération embrassant Slovènes, Croates, Serbes et Bulgares ? Accepterait-il le panslavisme ? — « Le panslavisme, répond mon interlocuteur, n'est plus qu'un mot vide de sens, depuis que les Slaves voient qu'ils peuvent conserver leur nationalité au sein de l'empire austro-hongrois. Les aspirations panslavistes, rapportées du fameux congrès ethnographique de Moscou de 1868, se sont complètement évanouies. Oui, sans doute, nous espérons qu'un jour une grande confédération jougo-slave s'étendra de Constantinople à Laybach et de la Save à la mer Égée. C'est là notre idéal, et chaque rameau de notre race doit en préparer la réalisation. Nous verrions, en attendant, avec plaisir, la Slovénie réunie à la Croatie, car la langue parlée

dans les deux pays est presque la même. Mais l'essentiel est de fortifier le sentiment national, en faisant de plus en plus de notre langue un instrument de civilisation et de haute culture. Tout progrès des lumières est une garantie de notre avenir. »

Le Danube donne vraiment l'impression d'un grand fleuve. Mais quel contraste avec le Rhin ! Tandis que la rivière qui baigne Manheim, Mayence, Coblence, Cologne, avec ses deux voies ferrées latérales et ses innombrables bateaux de toute forme, réalise bien l'idée du « chemin qui marche, » transportant d'innombrables masses des voyageurs et de marchandises, le magnifique Danube passe à travers des solitudes et ne semble employé qu'à faire tourner les roues des moulins à farine que portent des radeaux. D'où vient la différence? C'est que le Rhin coule vers l'Occident et aboutit aux marchés de la Hollande et de l'Angleterre, tandis que le Danube porte ses eaux à la Mer-Noire, c'est-à-dire vers les contrées naguère encore frappées de malédiction par l'occupation turque. Entre Vukovar et Semlin, la rive gauche, du côté de la Hongrie, est basse, à moitié inondée, presque toujours bordée de saules et de peupliers, tandis que sur la rive droite, du côté de la Slavonie, les hauteurs de la Fiska-Gora forment des berges hautes et escarpées, dont le terrain rougeâtre se dérobe sous un massif continu de chênes et de hêtres. A Péterwardein, j'admire les merveilles de l'industrie. Le chemin de fer direct de Pesth à Belgrade, qui aboutira à Constantinople, franchit le Danube sur un pont de deux arches, construit par la société de Fives-Lille, puis passe en tunnel sous la vieille forteresse reconstruite par le prince Eugène. Après que le fleuve principal a reçu la Thisza, il s'élargit beaucoup et prend des aspects de Mississipi.

A l'arrivée à Belgrade, le voyageur est soumis à une formalité vexatoire, la demande des passeports, abolie partout ailleurs même par ce temps de nihilistes. Est-ce pour épargner à la Russie l'humiliation d'entendre dire qu'elle est seule à conserver cette exigence démodée et inutile ? La réflexion qui vient aussitôt à l'esprit n'est pas flatteuse.

Il est cependant évident que les conspirateurs ne seront pas assez niais pour arriver en Serbie par les bateaux, où ils sont passés en revue pendant tout un jour, et d'où ls ne sortent que pour traverser la douane. Ils entreront par les frontières de terre, partout ouvertes et non gardées. Il peut convenir à la Russie d'être rébarbative, puisqu'elle ne désire pas attirer les étrangers, mais la Serbie, qui les appelle et les reçoit de la façon la plus hospitalière, ne devrait pas se montrer à eux, tout d'abord, sous l'aspect revêche et vexatoire d'un gendarme.

Je descends au Grand-Hôtel, construit jadis par le prince Michel. C'est un immense bâtiment, dont les chambres ont les proportions des salles de réception du palais des doges. Quand je suis venu ici en 1867, j'y étais presque seul. Aujourd'hui l'hôtel est rempli, et aux petites tables où l'on dîne séparément, comme en Autriche, c'est à peine si je puis trouver place. Cela seul indique combien tout est changé. La ville aussi est transformée. Une grande rue occupe l'arête de la colline, entre le Danube et la Save, et aboutit à la citadelle, qui domine le fleuve sur un promontoire escarpé. Elle est maintenant garnie des deux côtés de hautes maisons à deux ou trois étages, avec des boutiques au premier, dont les étalages exhibent, derrière de grandes glaces, exactement les mêmes objets que chez nous : quincaillerie, étoffes de toute espèce, chapeaux, antiquités, habits tout faits, chaussures, photographies, livres et papier. Les petites échoppes basses et les cafés turcs ont disparu. Rien ne rappelle plus l'Orient : on se croirait en Autriche. A l'endroit où la rue s'élargit et devient un boulevard planté d'une double rangée d'arbres, s'élèvent une statue équestre du prince Michel, dont le nom et le portrait se retrouvent partout dans le pays, et un théâtre de style italien, dont les lignes classiques ne manquent pas d'élégance. Une subvention de 40,000 francs permet d'entretenir une troupe et de jouer parfois des pièces nationales, mais surtout des traductions en serbe d'ouvrages français ou allemands.

Sur le glacis de la forteresse, qui s'appelle Kaligmedan, on a planté un jardin public où, les soirs d'été, les habitans viennent se promener aux sons de la musique militaire, en contemplant le magnifique panorama qui se déroule au pied de ces hauteurs. On y aperçoit, semblable à un lac, le confluent des deux grands fleuves : d'un côté, la Save arrivant de l'ouest ; de l'autre, le Danube, descendant à l'est vers les gorges sauvages de Basiasch, et au nord, les plaines à moitié submergées de la Hongrie se perdant à l'horizon dans un lointain infini. C'est sur ce glacis que les Turcs empalaient leurs victimes. Que de souvenirs horribles, que de récits de massacres et de supplices me reviennent à la mémoire ! Je visitai la citadelle en 1867, quand les troupes ottomanes venaient de l'évacuer et j'y ramassai des petits carrés de papier sur lesquels étaient inscrits trois mots arabes : « O Siméon combattant (contre les infidèles) ; » vaine protestations de l'Islamisme qui battait en retraite. L'odieux bombardement de 1862 avait décidé l'Europe à intervenir pour mettre un terme à une situation intolérable. L'ancien quartier turc qui s'étendait le long du Danube était complètement désert ; tous les habitans étaient partis, abandonnant leurs maisons. Aujourd'hui elles ont été rasées et les juifs espagnols y ont bâti des demeures nouvelles. De la domi

nation musulmane il ne reste presque plus de traces : quelques fontaines avec des inscriptions arabes et une mosquée qui tombe en ruines. Il y avait un grand nombre de mosquées jadis et le traité d'évacuation stipulait qu'elles seraient respectées. Mais comme nul ne les répare, le temps fait son œuvre : elles s'écroulent ; bientôt il n'en restera plus une seule. C'est dommage. Le gouvernement serbe devrait en conserver une comme souvenir d'un passé dramatique et comme ornement architectural. Voyez avec quelle rapidité recule la domination ottomane ! Récemment encore elle s'étendait sur toute la rive droite du Danube et de la Save et nominalement jusqu'en Roumanie, en plein cœur de l'Europe ; maintenant elle est rejetée au-delà des Balkans, où elle n'exerce même plus qu'une autorité nominale.

Sur les deux penchans de la colline centrale, vers le Danube et vers la Save, on a bâti des rues nouvelles composées exclusivement de maisons-villas, très élégantes, mais n'ayant qu'un rez-de-chaussée. Elles ont un jardin, une grande cour et de vastes dépendances : le tout occupe une superficie très étendue et procure beaucoup d'air et de lumière. Toutes les constructions neuves et vieilles sont fraîchement badigeonnées en couleurs claires, ce qui fait que la capitale de la Serbie continue à mériter son nom de *Beo Grad*, Blanche ville.

De ma fenêtre, je vois les cours d'une école moyenne. Les élèves sont habillés comme chez nous et jouent les mêmes jeux. Cependant, il y aurait à faire, en Serbie, une étude spéciale sur les chants populaires qui accompagnent souvent les jeux d'enfans, ainsi que l'a fait M. Pitré pour la Sicile, où il a retrouvé l'écho des plus anciens mythes de la race aryenne. Ceux qui dirigent l'enseignement ont à s'occuper des jeux sous un autre rapport. Avec les programmes surchargés que l'on adopte partout, il n'y a plus de place pour les récréations et les exercices musculaires. Les élèves des classes supérieures croient que jouer est au-dessous de leur dignité. Ils se promènent, causent et discutent. Les cerveaux sont surmenés, la vigueur physique diminue, et l'anémie ravage les générations nouvelles. Quelques quarts d'heure de gymnastique réglementaire ne sont pas un remède suffisant. Il faut les jeux en plein air, qui vivifient le sang, fortifient les muscles, donnent du sang-froid, de la décision, du coup d'œil, comme le *cricket* en Angleterre et les barres ou la paume en France. Récréation, mot français admirable, qu'il faudrait savoir réaliser dans l'éducation. Comme les anciens, les Grecs surtout, avaient bien compris l'art de développer l'être humain tout entier, moralement, intellectuellement, physiquement ! Dans ces incomparables institutions, les

Bains de Rome, où à côté des salles de conférences, dissertaient les philosophes, on trouvait la bibliothèque et l'arène pour la lutte et le pugilat. Les Anglais seuls ont imité les anciens en ceci. Leurs universités, à vrai dire, forment beaucoup plus de jeunes hommes vigoureux que de savans, et les étudians consacrent toutes leurs après-midi à des jeux athlétiques. Les jeunes filles qui suivent les cours universitaires veulent imiter cet exemple. Récemment à Cambridge, au collège féminin de Newham dirigé par Mlle Gladstone, je voyais le programme d'un grand *match* de lawn-tennis, entre cet établissement et celui de Girton. Me serait-il permis de recommander au ministère de l'instruction de Serbie et peut-être à ceux de plus d'un autre pays, l'examen de cette question : Quelle place les jeux et les récréations doivent-ils occuper dans l'éducation intégrale?

Je visite quelques écoles : même aspect que chez nous et même encombrement de matières dans l'enseignement moyen. Voici la liste des matières enseignées dans les gymnases serbes : latin, français, allemand, langue serbe et vieux slave, histoire de la littérature nationale, géographie, cosmographie, histoire générale et histoire de Serbie, botanique, zoologie, minéralogie, géologie, physique, chimie, biologie, anthropologie, arithmétique, algèbre, géométrie, géométrie descriptive, dessin, sténographie, gymnastique, musique et chant; jusqu'à trente-huit heures de leçons par semaine, parmi lesquelles heureusement, — et j'en fais compliment à la Serbie, — trois heures de gymnastique et deux heures de chant. Le grec est supprimé. Pour ce qu'on en apprend chez nous, on ne ferait pas mal d'y renoncer aussi. Cette accumulation de branches enseignées qui usent et fatiguent les jeunes cerveaux provient du raisonnement suivant, auquel il est difficile de répondre. Les mathématiques sont indispensables et les langues anciennes ne le sont pas moins, car elles forment le goût, le style et la pensée ; puis est-il permis aujourd'hui de ne pas connaître quelques langues étrangères et de ne rien savoir des phénomènes naturels au sein desquels nous vivons et de l'organisation de notre propre corps qui nous tient, certes, d'assez près? La Serbie entretient trois gymnases complets et vingt « demi-gymnases, » où toutes les branches ne sont pas enseignées ; elle y consacre environ un demi-million de francs, ce qui est assez satisfaisant. Le gymnase de Belgrade a 620 élèves et celui de Kragoujevatz 357, ce qui prouve qu'il existe déjà des gens ayant le désir de faire instruire leurs enfans. Je suis reçu au ministère de l'instruction publique par M. Novakovitch, qui en tient le portefeuille et par le chef de bureau, M. Militchevitch, qui est entièrement dévoué à ses impor-

tantes fonctions. Ils me remettent le texte de la nouvelle loi du 12 janvier 1883 sur l'instruction primaire et les tableaux qui résument la situation actuelle.

En 1883, on comptait dans le royaume, y compris les nouvelles provinces, 618 écoles, avec 821 instituteurs et institutrices, et 36,314 élèves des deux sexes. Pour une population de 1,750,000, cela ne fait que 1 élève sur 48 habitans ou 2 pour 100 de la population, ce qui est extrêmement peu.

Il existe dans le pays deux villes de plus de 20,000 habitans : Belgrade et Nisch ; 8 de 5,000 à 10,000 et 43 de 2,000 à 5,000, plus 930 bourgs et villages de 500 à 2,000 et 1,270 petits hameaux de 200 à 500 habitans. Puisqu'il n'y a en tout que 618 écoles, il s'ensuit qu'il y a même de gros villages qui n'en ont pas jusqu'à présent. On a fait plus relativement pour l'enseignement moyen, et c'est un tort : on multiplie ainsi les chercheurs de places. Dans un pays agricole et démocratique comme l'est la Serbie, il faut imiter la Suisse et instruire le cultivateur, car il est le vrai producteur de la richesse. Le ministère progressiste l'avait compris. M. Novakovitch a obtenu de la skoupchtina la loi récente, qui est aussi complète et aussi énergique qu'on peut le désirer. Elle est empruntée à la législation scolaire des états les plus avancés sous ce rapport, la Saxe et les pays scandinaves. Rien n'y manque : enseignement obligatoire pendant six années, de sept à treize ans, plus deux années complémentaires ; obligation pour toute commune scolaire de fournir les locaux, le matériel de classe, les livres, pour l'instituteur un traitement convenable avec maison, jardin d'un arpent, bois de chauffage et une pension de retraite commençant à 4 pour 100 et s'élevant jusqu'à la totalité du traitement ; inspection annuelle de toutes les écoles ; examens des élèves, fonds scolaire et impôt scolaire spécial payable par tous les contribuables. Le ministre nomme les instituteurs communaux et n'autorise l'ouverture d'écoles privées qu'à des conditions très sévères. Si la Serbie parvient à mettre à exécution une loi pareille, elle pourra en être fière, mais il faudra beaucoup d'argent. L'état devrait, comme aux États-Unis, concéder au fonds scolaire une grande partie des terres publiques; c'est le meilleur usage qu'on en puisse faire.

Le ministère progressiste a fait adopter récemment une réorganisation complète de l'armée, due au général Nikolitch. Elle donnera une force d'environ 17,000 hommes de toutes armes sur pied de paix et de 80,000 sur pied de guerre. En 1883, les dépenses militaires se sont élevées à 10,305,326 francs.

Le dimanche, j'entre dans la cathédrale du rite orthodoxe, qui, avec

ses clochetons en forme de bulbes et sa façade style italien, a très grand air. On entrevoit encore la trace des boulets turcs de 1862. L'intérieur n'offre rien de curieux, sauf l'iconostase, couverte de grandes figures de saints sur fond d'or; elle forme une haute paroi, derrière laquelle les officians disent la messe. Le nombre des fidèles est très restreint : quelques femmes qui embrassent les images des saints et allument des cierges, presque pas d'hommes. Si la foi n'est pas morte, les pratiques paraissent très négligées. Un volontaire italien, M. Barbanti Brodano, qui a fait la guerre de 1875 en Serbie, rapporte, dans un volume de souvenirs très vivement écrit et intitulé *sulla Drina*, qu'il a été très frappé de rencontrer si peu d'églises en ce pays. Sept ou huit hameaux n'en ont qu'une seule, située à une grande distance et d'apparence plus que modeste. Grande différence, remarque-t-il, avec l'Italie. où chapelles, oratoires et églises abondent. Le fait est que la statistique nous apprend qu'il n'y a que 972 paroisses pour 2,253 villes, villages et hameaux. Les évêques seuls (il y en a cinq) reçoivent un traitement de l'état. Les popes sont entretenus par les fidèles. D'après une loi récente, outre le casuel, ils ont droit à 2 francs par tête de contribuable. Beaucoup ont famille, car ils peuvent se marier avant d'être consacrés diacres. Ils ne sont pas forts en théologie; les études au séminaire ont été, jusqu'à présent, très négligées; beaucoup, dit-on, ne comprennent pas le vieux slave des offices; mais le peuple les aime, parce qu'ils cultivent eux-mêmes leur champ, qu'ils partagent les sentimens populaires, et qu'ils ne visent nullement à une prééminence théocratique. Ils n'exercent en aucune façon sur leurs ouailles cette influence en matière politique que le prêtre catholique a conservée sur les campagnards, dans les pays de foi, comme l'Irlande, le Tyrol ou la Belgique. Ceci est important pour les élections.

Les églises du rite oriental ne sont pas toujours ouvertes comme celles des catholiques. Elles ne le sont, comme chez les protestans, que les jours de fêtes, à l'heure des services. L'unitairien Channing, peu porté cependant aux pratiques dévotes, préfère l'usage catholique. L'évangile dit sans doute : « Quand tu pries, entre dans ta chambre, ferme la porte et prie ton Père en secret; » mais à moins de nier toute influence des choses extérieures, il faut bien admettre que l'âme s'élèvera plus aisément vers Dieu dans un temple et parmi les symboles qui le rappellent qu'entre quatre murs nus. Les orthodoxes, trouvant presque toujours closes les portes de leurs lieux de culte, en oublient facilement le chemin.

Je fais visite au métropolite, Mgr Mraovitch. Il est le chef de l'église nationale de Serbie, depuis qu'à la suite du traité de Berlin celle-ci s'est affranchie du patriarcat de Constantinople et que,

comme le disait le message princier à la Skoupchtina, elle est redevenue indépendante telle que l'avait constituée saint Sabbas. La nomination de Mgr Mraovitch s'est faite à la suite d'un grand événement politique, car il a éloigné la Serbie de la Russie, pour le rapprocher plus intimement de l'Autriche. Un impôt ayant été établi sur la fortune présumée, on a voulu l'appliquer aussi au clergé. Celui qui se fait moine doit payer 100 francs, puis 150 francs s'il est élevé au rang de jeromonach, 300 francs s'il devient igumène. Le précédent métropolite Michel a protesté, et a refusé le paiement de l'impôt, parce qu'il portait atteinte au droit de l'église. « Comment, disait-il dans une lettre adressée au ministre des finances, l'état peut-il mettre une taxe sur des vœux et des dignités monastiques qu'il fait profession d'ignorer? Ce serait à l'église à exiger cet impôt au profit de l'état; mais alors l'église vendrait les fonctions religieuses, ce qui est un péché et une violation des constitutions ecclésiastiques; ce serait de la simonie. » On affirmait qu'il était l'agent de la Russie et qu'il faisait de la propagande pour les cercles moscovites de Moscou. Le gouvernement répondit que personne n'a le droit de désobéir aux lois, pas plus le clergé et son chef que les autres citoyens, et il déposa le métropolite, en désignant son successeur. N'a-t-il pas outrepassé ses pouvoirs? D'après la loi canonique, le métropolite est nommé par le synode, que convoque à cette fin l'évêque le plus ancien; mais la nomination doit être approuvée par le prince. Ceci implique-t-il pour l'état le droit de révocation? *Adhuc sub judice lis est.* Les amis de l'ancien archevêque et le parti russe avaient compté que tout le clergé aurait violemment pris fait et cause pour lui: il n'en a rien été. Les popes orthodoxes n'ont pas l'ardeur belliqueuse des prêtres catholiques. Ce n'est pas eux qui auraient amené M. de Bismarck à Canossa. Soit indifférence, soit crainte du bras séculier, ils se sont tus; mais en Russie, l'opinion et même le gouvernement ont été vivement froissés par cet incident, qu'on attribuait à tort, me dit-on, aux inspirations de l'Autriche. Quand je me trouvai à Belgrade, l'affaire semblait terminée.

Le nouveau métropolite, Mgr Mraovitch, est un petit vieillard, dont les longs cheveux blancs retombent sur les épaules et dont les yeux gris ne manquent pas de finesse. Je me permis de lui demander si ses ouailles étaient partout aussi peu assidues à l'église qu'à Belgrade. « A la campagne, me dit-il, vous auriez trouvé plus de monde à la messe. Cependant les campagnards ne se piquent pas d'y aller régulièrement. Je le regrette, mais ils sont néanmoins bons chrétiens et surtout très attachés à leur religion, qui est intimement liée à toutes les fêtes de famille et qui, à leurs yeux, se confond avec le sentiment national. Pendant des siècles nous avons été foulés par

les musulmans et dépouillés par les prélats phanariotes, et cependant, nous n'avons pas eu d'apostasies. — Votre culte, lui dis-je, autorise le divorce ; n'en abuse-t-on pas? — Nullement, me répond-il ; mais on prétend qu'il n'en est pas de même à Bucarest. » Le métropolite habite un grand palais en face de la cathédrale ; l'ameublement n'a rien de luxueux. A côté se trouve le séminaire. Tous les habitans de la Serbie professent le culte orthodoxe, sauf trois mille juifs, d'origine et de langue espagnoles, et environ quinze mille catholiques, la plupart étrangers. Ceux-ci relèvent de l'évêque de Diakovar, dont l'autorité s'étend sur la Serbie, comme précédemment sur la Bosnie.

Je trouve ici avec grand plaisir notre ministre, mon collègue à l'académie de Bruxelles, M. Émile de Borchgrave, qui a écrit une savante étude sur les colonies flamandes et saxonnes de la Transylvanie, et un excellent livre sur la Serbie qui m'a beaucoup aidé dans mes recherches, ainsi que les rapports de M. Alexandre Mason, secrétaire de la légation anglaise. M. de Borchgrave me conduit chez le roi. Je l'avais vu souvent lorsqu'il faisait ses études à Paris, chez mon ancien maître François Huet. Il était alors un bel adolescent, aux yeux de flamme, déjà très fier de son pays. « Voyez, me dit-il un jour, en m'apportant un journal où l'on faisait l'éloge de la Serbie, lisez ceci ! On ne dira plus maintenant que nous sommes des barbares. » Après dix-huit ans, au lieu du jeune collégien, je retrouve un superbe cavalier, très grand, très fort et qui s'appelle Milan Ier, roi de Serbie. Quel changement de toutes façons ! Il a conservé le souvenir le plus affectueux de la France et de M. et de Mme Huet, qui ont été pour lui comme un père et une mère. C'est en 1868 qu'il a été appelé brusquement à succéder à son cousin le prince Michel, assassiné dans le parc de Topchidéré. Le roi est très occupé de son budget, qu'il connaît jusque dans ses menus détails. Il est satisfait d'avoir vu passer les recettes de 13 millions en 1868, année de son arrivée au pouvoir, à 34 millions en 1883. « Et nous n'en resterons pas là, ajoute-t-il, car les impôts sont mal assis. Ils pourraient rendre le double, sans accabler les contribuables. » — Je me permets de remarquer que le gonflement des budgets est une maladie propre à tous les états modernes, mais qu'il faut la combattre, sous peine de la voir devenir mortelle.

Le fait est que le système financier est encore très primitif. L'impôt direct est fixé, non sur la terre, mais par « tête contributive, » *porezka glava*. Le maximum de cette taxe est, pour les villages, de 15 thalaris de Marie-Thérèse, valant 4 fr. 80, de 30 thalaris pour les villes, et de 60 pour Belgrade. 6 thalaris, ou environ 30 fr., telle est la contribution moyenne, dont 3 comme capitation et 3

comme taxe sur la fortune présumée. Il existe un grand nombre de classes et chacun est placé dans l'une d'elles, d'après son revenu. Les ouvriers paient une capitation annuelle qui varie de 2 fr. 40 à 9 fr. 60, d'après leur salaire. L'impôt direct est perçu au profit de l'état par la commune, qui en fait la répartition entre ses habitans. Il a produit, en 1883, environ 12 millions. Les impôts indirects ont donné 2 millions, les domaines 2 millions, les taxes diverses, timbres, enregistrement encore 2 millions. Les communes peuvent percevoir aussi une taxe établie sur la même base que l'impôt direct au profit de l'état; mais elle ne peut en dépasser le quart dans les villages, le tiers dans les villes, la moitié à Belgrade. Je transcris ici à titre d'information précise une quittance de contribution d'un habitant de Belgrade appartenant à la onzième classe des contribuables, et il y en a quarante : impôt direct pour l'état, 30 fr. 32 ; fond des écoles, 2 fr. 50; fond des hôpitaux, 1 fr. 60; pour le clergé, 2 fr.; pour la commune, 13 fr. 48 ; pour les pauvres, 1 fr. 90 ; pour l'armement, 1 franc; pour les invalides, 2 francs; pour l'amortissement de la dette publique, 2 francs. Total : 56 fr. 80. — Cela fait un peu l'effet de la note de l'apothicaire du *Malade imaginaire;* mais j'y vois ce grand avantage que chacun sait pour quel objet il paie. Il en est de même en Angleterre, où l'on doit payer un certain nombre de pence par livre sterling de revenu pour les écoles, pour les routes, pour l'éclairage, etc. Le contrôle est plus facile, et le contribuable est plus provoqué à l'exercer qu'avec nos versemens en bloc constituant une masse, où nos gouvernans puisent, suivant les prévisions du budget, et où personne ne se retronve, sauf peut-être MM. Léon Say et Paul Leroy-Beaulieu, tandis que ce rôle de Belgrade est intelligible pour un enfant. Tout ce qui peut brider la fureur des dépenses publiques est excellent; mais tout n'est-il pas inutile? Certes, en Serbie, il vaudrait mieux introduire un impôt foncier sur la terre, basé sur un cadastre indiquant l'étendue, la qualité et le revenu des parcelles; seulement il serait à craindre qu'on n'en profitât pour exiger davantage, et c'est toujours l'armée qui consommerait improductivement tout ce qui serait enlevé aux cultivateurs.

— Le roi m'invite à déjeuner pour aller ensuite assister à une fête de village. L'ancien palais princier, le Konak, est une villa à un étage, séparée de la rue par une grille et un jardin qui se prolonge en arrière en un parc bien ombragé. L'ameublement, sans luxe tapageur, rappelle celui d'une habitation de campagne d'un lord anglais. La reine Nathalie est la fille du colonel russe Kechko, boyard de la Bessarabie, et d'une princesse Stourdza, Roumaine; elle est ainsi cousine du roi Milan. Elle descend de l'antique famille française des Baulx, Balsa en italien et en roumain. Elle est d'une beauté

qui a fait événement dans sa visite récente à Florence, où elle est née ; grande, élancée, un port de déesse sur les nues, un teint chaud, éblouissant, et de grands yeux veloutés de Valaque. L'unique enfant, le prince Alexandre, qui apparaît avant qu'on ne se mette à table, a sept ans. Il est plein de vie et ressemble à ses parens, ce dont il n'a pas lieu de se plaindre. Quelle sera sa destinée? Deviendra-t-il le nouveau Douchan de l'empire serbe? Est-ce à Constantinople qu'il ceindra un jour la couronne des anciens tsars? Dans ces pays en fermentation et en transformation, les rêves les plus audacieux se présentent involontairement à l'esprit. En attendant, à côté du Konak actuel, on construit un grand palais avec des dômes prétentieux, qu'on a eu le tort de faire avancer jusque dans l'alignement du boulevard même.

La reine me rappelle que j'ai écrit, dans la *Revue des Deux Mondes*, certain réquisitoire contre le luxe qui doit me porter à condamner ces dépenses inutiles. « En effet, lui dis-je, je crois que c'est aux souverains à donner l'exemple de la simplicité et de l'économie. Partout les dépenses improductives ruinent les familles et les états. » Le roi et la reine parlent le français avec le meilleur accent. Après le café, on part pour le village où se célèbre la *Slava*. Il est situé au-delà de Topchidéré, non loin de la Save. La route n'est pas en très bon état ; mais nos chevaux hongrois nous entraînent au grand trot. Le maréchal du palais, le lieutenant-colonel Franassovitch, m'explique ce que c'est que la Slava. Chaque famille comme chaque village a sa Slava : c'est la fête du saint qui en est le patron. Elle dure plusieurs jours; c'est une antique coutume qui remonte à l'époque où la famille patriarcale vivait groupée sous le même toit. Aujourd'hui encore elle se célèbre partout, même dans les villes. La maison se décore de feuillage et de fleurs. Un banquet réunit les plus proches parens, sous la présidence du chef de la famille. Un pain fait du plus pur froment est posé au centre de la table. Une croix y est imprimée en creux, au milieu de laquelle est fixé un cierge à trois branches, allumées en l'honneur de la Trinité. Le pope prononce une prière et appelle la bénédiction de Dieu sur toute la famille. Au dessert se succèdent les toasts et les chants; les Serbes y excellent. C'est en assistant à une Slava, ou à la fête des morts, qu'on voit combien est encore puissant ici le sentiment familial. C'est un des caractères de toute société primitive où le clan, le γένος, la *gens*, est la cellule sociale, l'alvéole au sein duquel se conserve et se développe la vie humaine.

Le village où nous arrivons n'est qu'un petit groupe de maisons basses, couvertes de chaume et cachées en des vergers de grands pruniers à fruits violets. Pas d'église; le centre est l'école. Sous la

vérandah, on a étendu un tapis et placé des fauteuils pour leurs majestés et leur suite. Le roi et la reine arrivent dans une légère victoria, précédée d'un piquet de hussards portant un ravissant uniforme hongrois. Les paysans, rassemblés en foule, crient : *Zivio!* ce qui signifie : *Vive!* Je saisis sur le vif le contraste entre les mœurs anciennes et celles de l'Occident, qui s'introduisent rapidement. Le préfet et le sous-préfet, en habit noir et cravate blanche, s'avancent vers le roi et le saluent avec respect, gourmés et raides comme des fonctionnaires occidentaux. Le maire, le kmete, avec son beau costume : veste brune soutachée de noir, larges culottes, jambières albanaises, s'approche, et, avec une aisance parfaite, adresse au roi son petit discours, en le tutoyant, suivant l'usage traditionnel. C'est la démocratie du temps de Miloch.

Quand nous avons pris place sur des fauteuils réservés, parmi les feuillages et les fleurs qui ornent le bâtiment de l'école, commence une cérémonie des plus caractéristiques. Les paysannes se dirigent en longue file vers la reine, et chacune, à son tour, lui donne sur les deux joues un retentissant baiser, qu'elle leur rend consciencieusement. Curieux tableau : la reine Nathalie porte un ravissant costume de campagne qui fait ressortir toute l'élégance de sa taille, une robe de foulard bleu à pois blancs et un chapeau de paille garni de velours assorti ; les paysannes sont vêtues d'une chemise brodée en laines de couleurs, avec un tablier tout couvert d'arabesques de tons très vifs et cependant harmonieux ; sur la tête, un mouchoir rouge ou des fleurs et des sequins ; autour du cou et de la ceinture, de lourds colliers formés de pièces d'or et d'argent. Toutes ces étoffes et ces broderies sont l'ouvrage de leurs mains. Chez la reine, toutes les distinctions de la civilisation moderne ; chez ces femmes de la campagne, les idées, les croyances, les mœurs, les produits de l'industrie familiale, la personnification des civilisations primitives.

L'une de ces femmes, très âgée, mal vêtue, peu lavée, sentant cruellement l'ail, embrasse la reine quatre ou cinq fois et lui adresse un interminable discours. Le roi l'interrompt : « Voyons, que veux-tu ? — Mon fils unique a été tué à la dernière guerre, répond-elle ; j'ai donc droit à une pension et je ne la reçois pas. — Kmete, reprend le roi, en s'adressant au maire, qui était resté à côté de lui, ceci te regarde. Qu'as-tu à dire ? — Je dis que cette femme est à son aise et que, par conséquent, elle n'a pas droit à la pension. — Comment ! réplique la vieille, mais une telle, du village voisin, a plus de terre que moi et elle a une pension. — Je n'ai pas à juger ce que font les autres, dit le maire ; mais moi, je remplis mon devoir ; je défends l'intérêt de mes contribuables. —

Nous examinerons cela, reprend le roi; colonel Franassovitch, veuillez en prendre note. » Je me figure que c'est ainsi que saint Louis jugeait sous son chêne. Je vois en action l'antique souveraineté patriarcale.

Le roi me donne alors quelques détails sur l'organisation communale en Serbie. La commune, *opchtina*, jouit d'une autonomie complète dans les limites fixées par la loi. Les habitans nomment le conseil communal et le maire, sans nulle intervention du pouvoir central. Le nombre des membres formant le conseil dépend de la population de la commune; mais, pour toute décision, il faut au moins trois conseillers. Ceux-ci fixent souverainement le budget en recettes et en dépenses. Ceci est bien la commune primitive, telle qu'on la trouve encore en Suisse, en Norvège, dans le *township* américain et telle qu'elle existait partout, avant que le pouvoir central soit venu restreindre sa compétence. Voici qui tient encore aux libertés anciennes : la justice, en premier ressort, est toute communale. Le maire, *presednit opchtiné*, avec deux adjoints élus pour un an, forme un tribunal qui décide de toutes les contestations jusqu'à la somme de 200 francs et qui juge, en matière pénale, les délits de simple police. Des décisions de ce tribunal il peut être appelé devant une commission, composée de cinq membres, élus tous les trois mois. Une loi récente a limité un peu la compétence de ce tribunal de village. Les conseils communaux choisissent aussi des jurés qui font partie de la cour d'assises pour juger les accusés habitant leur commune. Dans tout notre Occident, au moyen âge, les échevins communaux exerçaient également des fonctions judiciaires. En Serbie, au-dessus des tribunaux locaux, s'étagent un tribunal de première instance par département, une cour d'appel et une cour de cassation. Cette organisation est empruntée à la France. Afin que tout marche d'une façon plus méthodique et plus uniforme, on veut étendre les pouvoirs de l'autorité centrale, au détriment de l'autonomie locale. C'est un progrès à rebours; car, dans notre Occident, on s'accorde à constater les avantages de la décentralisation, et si l'on pouvait avoir la commune comme aux États-Unis ou en Serbie, on s'estimerait heureux.

Près de l'école, je remarque une construction en bois de forme étrange. C'est un gerbier en clayonnage, très long, élevé sur des pieux, à un mètre du sol, et recouvert d'un épais toit de chaume. « C'est là, me dit le roi, un de nos greniers d'abondance pour les temps de guerre. Encore une de nos vieilles coutumes. Chaque commune est tenue d'avoir un gerbier pareil, et tout chef de famille doit y verser, chaque année, 150 okas, soit environ 182 kilogrammes de maïs ou de blé. En temps ordinaire, nous avons

ainsi 60 à 70 millions de kilogrammes de blé pour les distribuer aux habitans, en cas de disette, ou quand les hommes doivent se mettre en campagne. »

Mais voilà le *kolo* qui se met en branle. Le kolo, en bulgare *koro*, le χόρος grec, est la danse nationale des Slaves. Un cercle immense se forme, d'hommes et de femmes, alternativement. Ils se donnent la main ou se prennent par la taille. Au centre, les tsiganes jouent les airs nationaux. La ronde tourne lentement, en décrivant des méandres. Le pas consiste en de petits bonds sur place, sans entrain. La musique est douce, presque mélancolique, nullement entraînante. Quelle différence avec les tsardas hongroises, aux emportemens affolés, aux fougues furieuses! Mais les couleurs du tableau sont d'une vivacité merveilleuse. Les hussards de l'escorte royale sont venus prendre place dans la file, qui tourne, tourne toujours; puis sont accourues des jeunes filles tsiganes, vêtues d'étoffes rouges et jaunes. Parmi les danseurs et la foule qui les entoure, tous, hommes et femmes portent le costume national, si pittoresque, si éclatant de tons. De vieux chênes projettent leur ombre sur la vaste cour. Pas un ivrogne; je ne vois guère boire que de l'eau. Aucun cri grossier. La fête se poursuit avec une convenance parfaite. Tous ces paysans ont une grande distinction naturelle et une dignité d'homme libre. Rien n'est vulgaire. Je n'ai jamais vu une scène de mœurs où tout fût d'une couleur locale aussi complète.

Nous rentrons par Topchidéré, qui est le bois de Boulogne de Belgrade. Des promenades y serpentent sous de beaux ombrages, au bord d'un petit ruisseau coulant à travers les prairies d'une vallée verdoyante. Ici se trouve la maison qu'occupait Miloch et le vaste parc aux daims, où a été assassiné le prince Michel. Je dîne chez notre ministre, avec quelques diplomates. Parmi ceux-ci se trouve le comte Sala, qui fait l'intérim à la légation française. La comtesse, une Américaine parisienne, est étincelante d'esprit et de beauté. Je reste tard pour causer avec M. de Borchgrave de la situation économique du pays, qu'il connaît à fond. J'emprunte aussi quelques détails à un rapport très bien fait de M. Mason, secrétaire de la légation anglaise.

Nul pays ne mérite mieux d'être appelé une démocratie que la Serbie. Les begs turcs ayant été tués ou chassés dans les longues guerres de l'indépendance, les paysans serbes se sont trouvés propriétaires absolus des terres qu'ils occupaient, sans personne au-dessus d'eux. Il n'y a donc ici ni grands propriétaires ni aristocratie. Chaque famille possède le sol qu'elle cultive et en tire de quoi vivre avec les procédés de culture les plus imparfaits. Le prolétariat était

inconnu autrefois, grâce aux zadrugas, ou communautés de famille, qui, comme nous l'avons vu, subsistaient sur un fonds inaliénable, héritage en mainmorte, et ensuite grâce à une loi ancienne qui interdit la vente, même au profit des créanciers, de la maison, de cinq arpens de terre (environ deux hectares et demi), du cheval, du bœuf et des outils aratoires nécessaires pour les cultiver. Dans les campagnes, on ne trouve guère d'ouvriers, et, semblable en cela au Yankee, aucun Serbe ne consent à être domestique; même les cuisinières et les servantes viennent de la Croatie, de la Hongrie et de l'Autriche. Quand un cultivateur, avec l'aide de sa famille, ne peut suffire à couper ses foins ou ses blés, il s'adresse à ses voisins, qui viennent lui donner un coup de main, et la rentrée de la récolte est une occasion de fête. Cela s'appelle la *moba*. Point de salaire; service pour service, à charge de revanche. N'est-ce pas l'âge d'or? Malheureusement, ces fiers Serbes, qui, avant le récent désarmement, marchaient toujours armés, sont de très médiocres cultivateurs. Leur grossière charrue, toute en bois, avec un petit bout de soc en fer, traînée par quatre bœufs, déchire le sol, mais ne le retourne pas. Au maïs succède le froment ou le seigle, puis suit une jachère de plusieurs années. C'est à peine si le tiers de la superficie est en culture. La statistique de 1869, la dernière qui ait été publiée, ne donnait, pour 360,000 « têtes de contribuables, » et pour mettre en mouvement 79,517 charrues grandes et petites, *ralitzas*, que 13,680 chevaux de trait et 307,516 bœufs. C'est déplorablement insuffisant. Cependant, comme la population est peu dense, 1,820,000 habitans sur 4,900,000 hectares, ou deux hectares et demi par tête, il s'ensuit que les vivres ne manquent pas et qu'on peut en exporter. La statistique nous apprend, en effet, qu'en moyenne la Serbie vend à l'étranger pour 30 millions de francs de bétail et de produits animaux, et pour 8 à 10 millions de fruits, grains et vins.

Voici quelques chiffres indiquant comment la superficie est employée et quelle est la richesse agricole du pays. La moitié du territoire, soit 2,400,000 hectares, est occupée par les montagnes et les forêts; 800,000 hectares sont en terres cultivées et 430,000 hectares en prairies; le surplus est vague. Sur les terres labourables le maïs prend 470,000 hectares, le seigle, le froment et les autres grains 300,000 hectares; le reste est consacré aux vignes, aux pommes de terre, au tabac, au chanvre, etc. Le maïs est ici, comme dans tout l'Orient, le produit principal. On estime que la récolte moyenne donne pour le maïs 448,327 tonnes, 250,000 pour le froment, 32,000 pour l'avoine et 80,000 pour les autres grains. La richesse en bétail est représentée par les chiffres suivans : 826,550 bêtes

à cornes, 122,500 chevaux, 3,620,750 moutons et 1,067,940 porcs. Les statisticiens ont noté que si, d'une part, dans les pays en progrès, la population augmente, ce qui prouve un accroissement de la prospérité générale, d'autre part, la quantité du bétail diminue, ce qui est regrettable, car il en résulte que la proportion de nourriture animale devient moindre. Si l'on considère les anciennes provinces serbes, sans les districts annexés par le traité de Berlin, qui ont 280,000 habitans, on trouve que la population s'élevait à 1,000,000 en 1859, à 1,215,576 en 1866 et à 1,516,660 en 1882. L'accroissement annuel est donc d'environ 2.2 pour 100, ce qui donne une période de doublement de cinquante ans comme en Angleterre et en Prusse. En même temps, de 1859 à 1882, le nombre des bêtes à cornes tombait de 801,296 à 709,000, celui des chevaux de 139,801 à 118,500, celui des porcs de 1,772,011, à 958,440. Il n'y a que le chiffre des moutons qui augmente un peu : de 2,385,458 à 2,832,500. Ceci semble le résultat habituel de ce que l'on appelle les progrès de la civilisation. A mesure que la population s'accroît, elle doit de plus en plus se contenter d'une nourriture végétale. D'après Tacite, le Germain se nourrissait surtout de viande et de laitage, tandis que l'Allemand et le Flamand, dans les campagnes, ne mangent guère que des pommes de terre et du pain de seigle. Maintenant encore, le rapport entre le chiffre du bétail et celui de la population est beaucoup plus satisfaisant ici que dans nos pays occidentaux, car en réduisant le nombre des animaux domestiques en têtes de gros bétail, on arrive au total d'environ 1,400,000 pour 1,516,660 habitans, ce qui fait presque une tête par habitant. C'est à peu près la même proportion qu'en Bosnie-Herzégovine, qui, avec 2 millions d'hectares en plus, n'a que 1,158,453 habitans au lieu de 1,820,000. Il faut aller dans les pays nouvellement occupés, comme l'Australie et les États-Unis, pour trouver une proportion aussi favorable. On peut en conclure que les Serbes mangent généralement de la viande à l'un de leurs repas, quand ils ne sont pas obligés de faire maigre, ce qui leur arrive plus de cent cinquante jours par an. Alors ils se contentent de maïs et de fèves.

Le porc a été pour la Serbie ce que le hareng a été pour la Hollande, la principale source de la richesse commerciale et la cause de son affranchissement. Les héros de la guerre de l'indépendance, les gueux de mer qui, au XVIe siècle, ont dispersé les flottes de Philippe II, étaient des pêcheurs de harengs, et ici Miloch et ses compagnons étaient des éleveurs et des marchands de porcs. D'innombrables troupeaux de ces animaux, presque à l'état sauvage, s'engraissaient de glands dans les vastes forêts de la région centrale, la Schoumadia. Ils étaient amenés par bandes vers la Save et le Da-

nube et vendus pour la consommation de la Hongrie et de l'Autriche. Aujourd'hui les forêts de chênes sont dévastées et le lard d'Amérique a pénétré partout. Cependant, en 1881, on a encore exporté 325,000 porcs gras et maigres. L'étendue moyenne des exploitations est de 4 à 5 hectares, mais avec des droits de jouissance sur les prairies et les forêts de la commune ou de l'état.

— Je fais quelques visites, d'abord au président du conseil, M. Pirotchanatz, qui a infiniment d'esprit et de verve, et qui voit de haut la situation de l'Europe et celle de son pays, ensuite au ministre des finances (1), M. Chedomille Mijatovitch, chez qui je passe la soirée. Il a étudié l'économie politique en Angleterre ; il est membre du *Cobden Club* et il a épousé une Anglaise qui a publié, dans sa langue, une histoire de Serbie, les légendes serbes et les poèmes relatifs à la bataille de Kossovo. M. Mijatovitch parle le français non moins bien que l'anglais. Il s'occupe en ce moment de la loi qui doit créer la banque nationale. Le jour même j'avais assisté, dans la salle de la skouptchina, à une réunion de négocians de Belgrade et des autres villes principales, qui avaient discuté les statuts de la future banque. Je ne pus que les trouver excellens, puisqu'ils étaient la reproduction de ceux de notre banque nationale, qui est considérée comme un établissement modèle en ce genre. Je critique vivement cependant un article qui permet de faire des avances à des entreprises industrielles. Il y a là un danger réel. La mission de maintenir intacte la circulation fiduciaire est si délicate, parfois si difficile, qu'il ne faut pas la compliquer en engageant les capitaux de la banque en des affaires toujours aléatoires. On transforme celle-ci en crédit mobilier. En outre, comme l'établissement est soumis au contrôle de l'état, les influences politiques peuvent entraîner à faire de mauvais placemens. La loi belge interdit même à notre banque d'émission d'accorder un intérêt aux dépôts, afin qu'elle ne s'expose pas à les perdre en cherchant à les placer avantageusement. La banque nationale de Serbie fonctionne maintenant, mais ce qui lui fait défaut jusqu'à présent, c'est le papier de commerce à escompter.

Nous touchons un autre point encore. Les hommes d'état que j'ai rencontrés ici, comme ceux de la plupart des jeunes pays, désirent vivement voir se développer chez eux l'industrie manufacturière. A cet effet, on a voté, en 1873, une loi spéciale qui permet au gouvernement d'accorder aux entreprises industrielles qui s'établiront en Serbie un monopole exclusif, même pour quinze ans, et, en outre, toute espèce de faveurs : des terres, des bois, des exemptions de droits d'importation sur les machines. Quelques concessions de

(1) Maintenant ministre de Serbie à Londres.

monopole ont été demandées, mais sans aboutir. La seule qui ait réussi est une grande fabrique de draps, établie à Paratchine, par une maison de Moravie. Mais l'état est obligé de lui prendre tous les draps nécessaires à l'armée, en les payant 10 pour 100 de plus que le prix le plus bas soumissionné par d'autres fournisseurs. Ceci est une rude charge imposée aux contribuables. Et qui en profite? Personne; pas même les ouvriers, qui reçoivent un minime salaire : 0 fr. 40 à 1 franc pour les femmes, 1 fr. 50 à 2 francs pour les hommes. Tout monopole est une entrave au progrès, et partout où on l'a pu, on les a supprimés. On les comprend quand ils rapportent un revenu au fisc, comme ceux du sel, du tabac ou des allumettes; mais un monopole qui coûte de l'argent à l'état et qui grève tous les consommateurs est une chose absurde et inique. Dans un pays où chacun est propriétaire et cultive sa propre terre, l'heure de l'industrie manufacturière n'est pas venue; il manque le prolétariat, pour lui fournir la main-d'œuvre à bon marché par la concurrence des bras. Au lieu de se féliciter d'une situation économique si heureuse, qui permet à tous de mener la vie saine de la campagne et de se procurer, par le travail agricole, un bien-être suffisant, le gouvernement serbe s'efforce, au moyen de primes, de protection et de privilèges, de créer une industrie factice, contre nature, plus exposée encore que la nôtre aux crises cruelles dont nous souffrons périodiquement. Quelle aberration ! Elle est dictée par cette idée qu'un pays où manque la grande industrie est arriéré, barbare. Même erreur en Italie. Voit-on s'élever des cheminées de fabrique, on s'en réjouit : c'est l'image de la civilisation occidentale. Qui profitera de la création de ces établissemens? Ni l'état, qui leur accorde des faveurs de toute espèce, ni le public, rançonné par les monopoleurs, ni surtout les travailleurs enlevés des champs et entassés dans les ateliers. Quelques spéculateurs étrangers s'enrichiront peut-être aux dépens de la Serbie et iront dépenser ailleurs le produit net de leurs prélèvemens privilégiés.

Comme le sol, source principale de la richesse, est aux mains de ceux qui le font valoir, il n'y a pas de fermage payé, et ainsi manque la classe des rentiers et des oisifs, qui forment les grandes villes : Belgrade n'a que 36,000 habitans et Nisch 25,000. Toute la population urbaine, y compris celle des bourgades, ne dépasse pas 200,000 âmes. Il n'y a point du tout d'aristocratie et très peu de bourgeoisie; celle-ci est composée des négocians, des boutiquiers et des propriétaires de maisons. Mais, d'autre part, il n'y a point de paupérisme; les infirmes, les vieillards et les malades sont soutenus par leurs proches et, dans les villes, par la commune ou par les associations ouvrières. Presque tout ce qu'il faut aux habi-

tans des campagnes, qui forment les neuf dixièmes de la population, les vêtemens, les meubles, les ustensiles, les instrumens aratoires, est confectionné sur place par les industries domestiques. Est-il si urgent de tuer celles-ci, par une concurrence subventionnée, qui remplacera les bonnes et fortes étoffes de laine et les solides chemises de lin brodées, appropriées au climat et si pittoresques, par des cotonnades à bas prix, à l'imitation de celles de l'Autriche et de l'Allemagne? Tout manque donc ici jusqu'à présent pour favoriser le développement de l'industrie manufacturière : les marchés urbains, les consommateurs et le personnel ouvrier. Elle se heurterait d'ailleurs à un autre obstacle résultant, non des conditions naturelles, mais des combinaisons spéciales du tarif douanier ; car l'Autriche s'est fait accorder des avantages exceptionnels par le récent traité de commerce de 1881.

Pour faciliter les échanges des populations habitant des deux côtés de la frontière dans une certaine zone, l'Autriche a adopté, de commun accord et sous condition de réciprocité avec quelques états limitrophes, notamment avec l'Italie et la Roumanie, un tarif appelé *Grenz-Tarif*, qui réduit les droits d'entrée à la moitié de ce que paie la nation la plus favorisée. Les marchandises autrichiennes partent à destination de la zone spécifiée; mais, une fois entrées en Serbie, elles se répandent dans le pays tout entier. Les droits de douane, déjà peu élevés en général, se trouvent ainsi tellement réduits que les fabriques serbes qui veulent s'établir sont rendues impossibles ou sont bientôt tuées par la concurrence. C'est ce qui a frappé de stérilité la plupart des monopoles accordés en vertu de la loi de 1873. Les patriotes serbes s'indignent de ce qu'ils appellent un asservissement commercial à l'Autriche. Les autres nations ont le droit de se plaindre de cette prime exorbitante accordée à un état déjà si favorisé par sa proximité; car, sur le total du commerce extérieur de la Serbie, s'élevant en 1879 pour les importations et les exportations à 86 millions de francs, les échanges avec l'Autriche montaient à 65 millions. Mais, quant à moi, j'y vois un avantage pour les Serbes : elle les préserve d'être internés dans des ateliers insalubres et exploités par des manufacturiers privilégiés.

Je me suis permis de dire aussi au ministre des finances qu'un autre danger me semblait menacer la Serbie, celui de la dette publique, grossissant partout et toujours, grevant toutes les familles, ruinant surtout les campagnes et faisant plus de mal que les trois fléaux dont la litanie demande que le Seigneur nous délivre : la peste, la guerre et la famine. Point d'agent de paupérisation plus malfaisant. Les désastres de la guerre se réparent vite, on l'a bien vu en France après 1870; mais la dette arrache le pain de la bouche de

ceux qui le produisent : voyez l'Italie, la Russie et l'Égypte. Elle est surtout une cause de souffrances dans les contrées éloignées des marchés de l'Occident, où les denrées sont à bon marché et l'argent rare. Dans une province écartée, au centre de la péninsule des Balkans, une famille vit à l'aise; mais forcez-la de verser 20 ou 30 francs en or aux banquiers de Vienne ou de Paris, pour sa part dans l'intérêt de la dette, que de produits elle devra vendre et soustraire à la satisfaction de ses besoins, dans une région où les routes manquent pour l'exportation et où il n'y a pas d'acheteurs sur place, parce que chacun produit à suffisance tout ce qu'il lui faut! La facilité d'emprunter est un entraînement irrésistible pour ceux qui gouvernent. Ils ont immédiatement en mains des moyens d'action énormes; l'avenir pourvoira aux intérêts et au remboursement! Les banquiers sont toujours prêts à avancer l'argent. Ils touchent la prime et rejettent le risque sur les souscripteurs. Le déficit se creuse; on emprunte encore pour le combler; les populations sont accablées de charges croissantes, jusqu'à ce que vienne la faillite. C'est l'histoire habituelle des emprunts orientaux. Pour les pays primitifs, le crédit est une peste. La dette de la Serbie ne s'élève encore qu'à 130 millions, dont 100 ont été consacrés à faire le chemin de fer Belgrade-Nisch et à remplacer les millions emportés par la faillite Bontoux. Mais les emprunts n'ont commencé à se succéder qu'à partir de 1875, et, déjà ils prennent plus de 7 millions par an sur un revenu de 34. On entre dans cette voie funeste qui a mené la Turquie à sa perte. Pour obtenir 5 millions destinés à compléter l'achat de 100,000 nouveaux fusils Mauser, on a cédé à l'Anglo-Austrian Bank le monopole du sel pour quinze ans. Je sais parfaitement que jusqu'à présent la Serbie peut très facilement payer l'intérêt de sa dette, d'autant plus que le nouveau chemin de fer, surtout quand il sera relié à Salonique, d'un côté, et à Constantinople, de l'autre, favorisera notablement le développement de la richesse; mais, néanmoins, je ne puis cacher mon impression aux ministres serbes qui m'ont fait un si bienveillant accueil. Armemens coûteux, emprunts répétés, mise en gage des sources du revenu, ce sont là des symptômes inquiétans auxquels il faut veiller. *Principiis obsta* est une admirable devise trop peu comprise.

En voyage, je tâche toujours, quand j'en ai le temps, de visiter les bureaux des principaux journaux; c'est encore le meilleur centre d'informations. On y trouve des gens d'esprit capables d'exposer la situation d'une façon plus « objective, » plus impartiale que les « politiciens. » Je rencontre plusieurs fois M. Komartchitch, rédacteur en chef du journal progressiste et gouvernemental le *Vidélo*. Il y a trois partis en Serbie : les conservateurs, les progressistes et les radicaux.

Les conservateurs ont pour chef M. Ristitch, l'homme politique le plus considérable du pays. Il a fait partie du conseil de régence après la mort du prince Michel et pendant la minorité du prince Milan. C'est lui qui a dirigé la politique étrangère, pendant la période si difficile, si périlleuse de la guerre turco-russe et aussi au congrès de Berlin, d'où il a eu l'honneur de rapporter pour la Serbie les deux importantes provinces de Nisch et de Pirot. Il a dû quitter le pouvoir, parce qu'il n'a pas voulu céder aux exigences de l'Autriche, lors des négociations pour le traité de commerce. Quand le cabinet de Vienne a menacé de fermer ses frontières aux exportations de la Serbie et que les canonnières autrichiennes sont venues s'embosser à Semlin, la Serbie n'a pas osé résister et M. Ristitch s'est retiré. On le prétend inféodé à la Russie. Il s'en défend énergiquement. « Ce que je veux pour mon pays, me dit-il, c'est ce bien précieux que nous avons conquis au prix de notre sang, l'indépendance. Nous devons conserver de bonnes relations avec l'Autriche, mais nous ne pouvons pas oublier ce que la Russie a fait pour nous. C'est à elle que nous devons d'exister. C'est elle qui, à la paix de Bucarest, en 1812, puis en 1815, en 1821 et en 1830 est intervenu pour nous, et a obtenu notre affranchissement. Inutile de rappeler ses sacrifices en notre faveur durant la dernière guerre. C'est d'elle encore que nous pouvons attendre la délivrance des populations slaves affranchies par le traité de San-Stefano, mais remises sous le joug turc par le traité de Berlin. Amis de tous, serviteurs de personne, voilà quelle doit être notre devise. » A l'intérieur, M. Ristitch est hostile aux innovations trop hâtives et partisan d'un gouvernement fort. Il est encore dans la force de l'âge. L'œil, ferme et même dur, indique une volonté arrêtée. Il expose ses idées avec une grande netteté, et, quand il s'anime, avec une véritable éloquence. Il occupe une vaste maison richement meublée, sur le boulevard Michel, non loin du Konak.

Le parti progressiste correspond aux libéraux de l'Occident. Il n'a guère de respect pour les institutions anciennes, qu'il considère comme un reste de barbarie, et il ne se pique point d'une grande déférence envers l'église nationale, ainsi que l'a prouvé la façon dont il a mené et terminé le différend avec le métropolite Michel. Il veut doter son pays le plus tôt possible de tout ce qui constitue ce qu'on appelle la civilisation occidentale : grande industrie, chemins de fer, affaires financières, banques et crédit, instruction à tous les degrés, beaux monumens, villes bien pavées, éclairées au gaz, bourgeoisie aisée menant grand train, développement de la richesse, et pour hâter la réalisation de ce programme, l'accroissement des pouvoirs et des revenus du gouvernement et la centralisation. Le

roi, qui désire voir son pays marcher d'un pas rapide dans la voie du progrès, s'attache de préférence à ce groupe des « libéraux. » En outre, comme tous les souverains, qui craignent les chocs que peut amener la situation actuelle de l'Europe, il a pour visée principale de fortifier son armée.

Le parti radical comprend deux groupes dont les tendances sont très différentes. Le premier se compose des paysans et des popes de la campagne, qui veulent conserver intactes les anciennes libertés locales et payer peu d'impôts. Ils sont par conséquent hostiles aux innovations des progressistes, qui coûtent de l'argent et qui étendent le cercle d'action du pouvoir central. Les ruraux serbes ressemblent en ceci et à ceux de la Suisse qui, par le *referendum*, rejettent impitoyablement toutes les mesures centralisatrices, et à ceux du Danemark, qui, dominant dans la chambre basse, refusent, depuis des années, de voter le budget trop favorable aux villes, d'après eux, et à ceux de la Norwège, qui tiennent en échec le roi Oscar, si aimé en Suède et si digne de l'être. La seconde fraction du parti radical est composée de jeunes gens qui, ayant fait leurs études à l'étranger, en ont rapporté des idées républicaines et socialistes. Leur organe était la *Somouprava* (*l'Autonomie communale*). Leur amour des anciennes institutions slaves s'avive d'un enthousiasme étrange pour « la commune » de Paris. Dans un programme publié naguère dans un de leurs organes, le *Seduacost*, ils réclamaient la revision de la constitution afin d'arriver aux réformes suivantes : suppression du conseil d'état, division du pays en cantons fédérés, la magistrature remplacée par des juges élus, tous les impôts transformés en un impôt progressif sur le revenu, et au lieu de l'armée permanente, des milices nationales.

Si les élections sont libres, le parti des paysans doit l'emporter, car est électeur tout homme majeur payant l'impôt sur ses biens ou son revenu, ce qui équivaut à peu près au suffrage universel des chefs de famille. On compte 360,000 contribuables, dont environ les neuf dixièmes appartiennent aux campagnes. Mais quand le groupe radical urbain expose des idées révolutionnaires et socialistes qui n'ont guère d'application dans un pays où il n'y a ni accumulation de capitaux, ni prolétariat et où se trouve réalisé le principe essentiel du socialisme : « A tout producteur l'intégralité de son produit, » parce que la propriété foncière est répartie universellement et très également, alors les paysans prennent peur, et les avancés sont livrés sans défense à la merci du gouvernement, qui parfois use à leur égard de procédés de répression sommaire, rappellant trop l'époque turque, ainsi qu'on l'a vu récemment.

Je ne puis m'empêcher de croire que le parti progressiste, en

s'efforçant d'implanter hâtivement en Serbie le régime dont la révolution française et l'empire ont doté la France, poursuit un faux idéal, dont l'Occident revient. Au risque de passer pour un réactionnaire, je n'hésite pas à dire que très souvent les paysans ont raison dans leurs résistances. C'est un si grand avantage pour un pays de posséder des autonomies locales, vivantes, ayant leurs racines dans le passé, qu'il faut bien se garder de les affaiblir ou de restreindre leur compétence. Quand la centralisation les a détruites, on a grand'peine à les ressusciter, comme on le voit en France et en Angleterre. Le « fonctionnarisme » est une des plaies des états modernes : pourquoi l'introduire là ou il n'existe pas? Un exemple fera comprendre ma pensée. Tandis que la Belgique, avec cinq millions et demi d'habitans, n'a que neuf gouverneurs de province, la Serbie, qui n'a que 1,800,000 habitans, est divisée en vingt et un départemens avec autant de préfets (*natchalnick*) et quatre-vingt-un districts ayant chacun son sous-préfet (*sreski-natchalnik*), et dans chaque préfecture et sous-préfecture il y a des secrétaires, des greffiers, des employés : n'est-ce pas trop? Le but poursuivi paraît très désirable : c'est l'application rapide et surtout uniforme des lois. Il paraît intolérable que toutes les communes ne marchent pas du même pas et que quelques-unes restent très en arrière. C'est cependant ce que l'on voit dans les pays les plus libres et les plus heureux, en Suisse, aux États-Unis et jadis dans les Pays-Bas. L'uniformité est une admirable chose, mais on peut la payer trop cher. Il faut voir dans Tocqueville comment, en la poursuivant, l'ancien régime a détruit la vie locale et préparé la révolution. L'avantage incalculable des pays où la commune primitive a survécu, c'est que plus on y est démocrate, plus on est conservateur. Quelles sont les causes de perturbation dans les états occidentaux? La grande industrie, la concentration des capitaux, le prolétariat, les grandes villes et la centralisation. Or, c'est là ce que les progressistes travaillent à développer en Serbie. Ils sont donc, à leur insu, les fauteurs des révolutions futures, en multipliant, aux dépens des contribuables, les places, ample proie que se disputeront les factions politiques, les influences parlementaires et les aspirans au pouvoir. C'est un des maux dont souffrent déjà la Grèce et l'Espagne, sans parler des états plus rapprochés de nous.

Les Serbes doivent rester un peuple principalement agricole : *Beati nimium agricolæ !* Il n'est pas vrai, comme l'a dit l'économiste allemand List, le fondateur du Zollverein, en invoquant l'exemple de l'ancienne Pologne, qu'un état exclusivement adonné à l'agriculture ne peut s'élever à un haut degré de civilisation. Il y a trente ou quarante ans, avant qu'un tarif ultra-protecteur eût dé-

veloppé la grande industrie aux États-Unis, la Nouvelle-Angleterre avait autant de lumières et de bien-être et plus de vertus et de vraie liberté qu'aujourd'hui. Lisez ce qu'en disent les voyageurs clairvoyans de cette époque : Michel Chevalier, Ampère, Tocqueville : nulle part ils n'avaient trouvé un état social plus parfait. Voilà l'idéal qu'il faut poursuivre et dont la Serbie n'est séparée que par une certaine infériorité de culture qui est le résultat inévitable de quatre siècles de servitude. Si ma voix pouvait être écoutée, je dirais aux Serbes : Conservez vos institutions communales, votre égale répartition de la terre, respectez les autonomies locales ; gardez-vous de les écraser sous une nuée de règlemens et de fonctionnaires. Ayez surtout de bons instituteurs, des popes instruits, des écoles pratiques d'agriculture, des voies de communication ; puis, laissez agir librement les initiatives individuelles, et vous deviendrez un pays modèle, le centre d'agglomération de cet immense et splendide cristal en voie de formation, la fédération des Balkans. Mais si, au contraire, vous violentez et comprimez les populations, pour marcher plus vite et vous rapprocher en peu de temps de l'Occident, vous conduirez la Serbie et vous-même à l'abîme, car vous provoquez les révolutions.

— Je m'entretiens avec M. Vladan Georgevitch du service sanitaire de la Serbie dont il est l'organisateur et dont il est très fier. Il a beaucoup voyagé et beaucoup étudié, et il a pu édicter une réglementation modèle dans un pays où presque tout était à faire. J'en dirai quelques mots parce qu'elle soulève un très grave débat. Il est certain qu'il est pour les communes une série de mesures, et pour les individus une façon de vivre, de se nourrir et de se soigner, en cas de maladie, qui sont les plus conformes à l'hygiène publique et privée. L'état doit-il, par des règlemens détaillés, imposer tout ce que commande la science à cet égard, comme il le fait dans l'armée, afin d'accroître autant que possible les forces de la population ? Il est hors de doute, qu'en le faisant, l'état aidera les citoyens à se mieux porter et à se mieux défendre des épidémies ; mais, d'autre part, il affaiblira le ressort de l'initiative et de la responsabilité individuelles, comme on l'a vu dans les établissemens des jésuites au Paraguay ; il favorisera l'extension du fonctionnarisme ; la nation deviendra un mineur soumis à une tutelle perpétuelle. Récemment, Herbert Spencer a poussé, à ce sujet, un cri d'alarme d'une admirable éloquence en décrivant l'esclavage futur : *the Coming Slavery*, qui réduira, dit-il, les hommes, libres jadis, à n'être plus que des automates aux mains de l'état omnipotent. C'est l'éternel débat entre l'individu et le pouvoir. Je me trouve très embarrassé en présence d'une réglementation plus minutieuse, plus excessive qu'au-

cune de celles éditées par la bureaucratie prussienne, et, en même temps, si méthodique, si conforme aux *desiderata* de la science qu'on ne peut s'empêcher de l'admirer. On en jugera ; j'imagine qu'il n'est pas un médecin qui ne souhaitât semblable organisation pour son pays.

Au ministère de l'intérieur est constituée une section sanitaire, composée d'un chef de service, d'un inspecteur général, et d'un secrétaire, de deux chimistes et d'un vétérinaire général, tous docteurs en médecine. La compétence et les pouvoirs de cette section s'étendent à tout ce qui concerne l'hygiène, même à la nourriture des habitans. Elle peut édicter des règlemens obligatoires applicables à toutes les industries travaillant pour l'alimentation. L'énumération de ces prescriptions forme un petit volume. Pour mettre à exécution ces règlemens, la section a sous ses ordres des médecins de département, d'arrondissement et de commune, des vétérinaires et des sages-femmes. L'organisation médicale est aussi complète que l'organisation administrative : à côté du préfet, le médecin départemental, presque aussi bien rétribué ; à côté du sous-préfet, le médecin d'arrondissement, avec le même traitement ; dans chaque commune d'une certaine importance, un médecin communal qui fait de droit partie du conseil municipal. Ceci, en tout cas, est excellent. Au ministère se réunit aussi le conseil sanitaire général, composé de sept médecins. C'est un corps scientifique consultatif. Sa mission est d'étudier et de contrôler les mesures que peut adopter la section sanitaire qui représente le pouvoir exécutif. Le pays tout entier est donc soumis à une hiérarchie de fonctionnaires médicaux, investis du pouvoir d'inspecter et de réglementer tout ce qui touche à l'hygiène des hommes et des animaux domestiques.

Voici maintenant quelques détails de cette réglementation. Tout enfant doit être vacciné entre le troisième et le douzième mois de sa naissance et revacciné à la sortie de l'école primaire et, s'il est du sexe masculin, revacciné une troisième fois quand il est appelé au service militaire. La vaccination obligatoire et gratuite se fait sous la surveillance du préfet et du médecin départemental, et en présence du maire. La vaccination doit avoir lieu entre le 1er mai et le 30 septembre. Sur toute maison où règne une maladie contagieuse doit être attaché un écriteau réglementaire, indiquant la nature du mal. Même prescription en Hollande, où l'on pouvait voir récemment sur l'hôtel qu'occupait l'héritier de la couronne, une plaque portant ces mots sinistres : *Fièvre typhoïde*. Le médecin départemental doit veiller à la propreté des maisons habitées, en éloigner les causes d'infection ou de maladie résultant des lieux d'aisances et des fumiers trop rapprochés des sources, de la nature de l'eau, de la mauvaise

nourriture, des coutumes concernant les couches et les inhumations. Ses investigations doivent s'étendre même jusqu'à un sujet très délicat, « car il doit rechercher comment se font les mariages, s'ils produisent des maladies héréditaires, quelle est la fécondité moyenne des unions et s'il y a des causes qui la limitent. » Sous peine de punition disciplinaire, il est tenu d'obtenir du préfet des mesures pour faire disparaître soit dans les ateliers, soit dans les familles particulières, « tout ce qui peut nuire à la santé. » Le nombre des pharmaciens est limité et le prix de tous les médicamens taxés. Les honoraires des médecins pour leurs visites et pour toutes les opérations le sont également. Ainsi la visite simple se paie dans la capitale de 1 à 4 francs, dans le reste du pays de 1 à 2 fr. Pour un bandage de plâtre sur un bras cassé 6 francs, pour amputer un bras ou une jambe 40 francs, pour l'emploi du forceps 6 à 40 francs, et ainsi de suite. On ne peut pas dire que le corps médical ait abusé de sa toute-puissance pour rançonner les malades. Un hôpital de vingt lits au moins doit être ouvert dans chaque chef-lieu de département et dans chaque arrondissement; il est placé autant que possible au centre du territoire. N'oublions pas qu'il y en a 31 pour 1,800,000 habitans. Le médecin officiel y aura son logement. Les indigens y seront reçus gratuitement ou ils seront soignés à domicile.

Dans l'intérêt de la santé publique, les règlemens n'ont pas craint d'interdire un usage séculaire qui semble presque un rite religieux. Partout les orthodoxes transportent leurs morts au cimetière dans un cercueil ouvert et on couvre le visage et le corps de fleurs. Désormais il faut le mettre dans un cercueil fermé, sous peine de prison et d'amende. Les prescriptions, pour combattre les épizooties à la frontière et dans le pays, sont également rigoureuses et minutieuses. Cette vaste et complète organisation sanitaire dispose d'un budget spécial qui se compose du revenu de toutes les fondations hospitalières fusionnées en un fonds spécial, d'un impôt spécial de 1 fr. 60 par contribuable et de subsides de l'état. Je pense qu'en aucun pays il n'existe un régime de police hygiénique aussi détaillé et aussi parfait. Mais n'a-t-on pas dépassé la mesure? Dans une intéressante étude sur l'histoire du service sanitaire en Serbie, M. Vladan Georgevitch nous montre, dès le XII[e] siècle, les anciens souverains serbes, le grand Stephan Nemanja et le roi Milutine fondant des hopitaux. Nommé récemment maire de Belgrade, cet hygiéniste éminent s'est donné pour mission de faire de cette capitale la ville la plus saine de l'Europe. A cet effet, il s'occupe, en ce moment, de préparer de grands travaux de pavage, d'éclairage et d'égouts, ce qui est excellent; seulement, pour payer l'intérêt

des douze millions que cela coûtera, il veut établir l'octroi, ce qui serait très regrettable. Alors que tous les économistes condamnent cet impôt et qu'on envie les pays qui, comme la Belgique et la Hollande, sont parvenus à l'abolir, on irait entourer Belgrade d'un cercle de douane intérieure et d'un cordon de gabelous, et on choisirait pour cela le moment où les nouveaux chemins de fer, qui relieront l'Occident à l'Orient, vont faire de la capitale serbe une grande place commerciale et où il faut surtout faciliter les échanges, en supprimant les entraves, les frais et les délais! Mieux vaut accomplir lentement les améliorations que d'arrêter, dès le début, l'essor du commerce, qui fuit dès qu'on le gêne et qu'on porte atteinte à sa liberté.

— On fonde grand espoir sur le développement des industries extractives. Déjà existe à Maidan-Pek, aux mains d'une compagnie anglaise, une grande fonderie de fer, mais elle ravage les forêts et ne donne pas de grands bénéfices. Bientôt, grâce au chemin de fer, on pourra exploiter les couches de lignite qu'on rencontre entre entre Kupria et Alexinatz et aux bords de la Nischava, au-delà de Nisch, et aussi rouvrir les mines de plomb argentifères de Kapaonik et de Jastribatz, dans la vallée de la Topolnitza. Comme la Grèce au Laurium, la Serbie possède des résidus d'anciennes exploitations qui contiennent 5 à 6 pour 100 de plomb et 0,0039 d'argent. On estime qu'il y en a 426,000 mètres cubes. On les rencontre dans les montagnes de Glatschina, à 28 kilomètres de Belgrade.

— Le bâtiment où se réunit l'assemblée nationale, la skoupchtina, est une construction provisoire sans prétention architecturale. On y trouve, comme partout, des bancs en demi-cercle, l'estrade du bureau et des galeries publiques, mais il n'y a point de tribune pour l'orateur, chacun parle de sa place. Le régime constitutionnel ordinaire est en vigueur; seulement il n'y a qu'une chambre. Le conseil d'état, avec onze à quinze membres, nommés par le roi, prépare les lois. Il a aussi d'importantes attributions administratives; mais la skoupchtina seule vote les lois et le budget. Elle compte aujourd'hui 170 membres dont les trois quarts sont élus à raison de un député par 3,000 contribuables et le dernier quart nommé par le roi « parmi les personnes distinguées par leur instruction ou leur expérience des affaires publiques. » Curieuse incompatibilité, les officiers, les fonctionnaires, les avocats, les ministres des cultes ne peuvent être désignés par le peuple, mais seulement par le roi. La skoupchtina se réunit chaque année. Le roi peut la dissoudre. Pour changer la constitution, *oustaw*, pour élire le souverain ou le régent, s'il y a lieu, ou pour toute ques-

tion de première importance au sujet de laquelle le roi veut consulter le pays, il faut réunir la skoupchtina extraordinaire, qui se compose de quatre fois plus de députés que l'assemblée ordinaire. Une bande de réfugiés réunie le 4 février 1804 dans la forêt d'Oréchatz, y décida la guerre sainte contre les Turcs et conféra à Kara-George le titre de vojd ou de chef : ce fut la première skouptchina. C'est d'elle qu'émanent, par conséquent, la nationalité serbe et plus tard la dynastie. C'est en Serbie, plus que partout ailleurs, qu'on peut dire que tous les pouvoirs viennent du peuple. Les électeurs étant tous des propriétaires indépendans, les élections devraient être complètement libres, et néanmoins, dans les momens de crise, le gouvernement, par l'influence de ses préfets et de ses sous-préfets, parvient, dit-on, à imposer ses candidats. Si cela est vrai, c'est un symptôme regrettable et pour les gouvernans et pour les gouvernés.

— Le prix des denrées et le montant des traitemens servent à faire apprécier les conditions économiques d'un pays. Les chiffres sont un peu inférieurs à ceux de l'Occident, mais pas notablement. La liste civile du roi a été élevée, en 1882, de 700,000 à 1,200,000 francs. Le métropolite reçoit 25,000 fr., les ministres et les évêques 12,630 fr., les conseillers d'état 10,140 francs, les conseillers de la cour des comptes et de la cour de cassation de 5,000 à 7,000 fr.; le président d'un tribunal de première instance de 4,000 à 5,000 francs, les juges de 2,500 à 4,000, un professeur d'université 3,283 francs, augmentés tous les cinq ans jusqu'à 7,172 francs, un professeur de l'enseignement moyen 2,273 francs, augmentés tous les cinq ans jusqu'à 5,000 francs; les instituteurs et les institutrices, outre le logement et le chauffage, fourni par la commune, 800 francs, augmentés successessivement jusqu'au maximum de 2,450 francs; un général, 12,600 francs, un colonel 7,000, un capitaine 2,700 et un lieutenant 1,920. A Belgrade, la viande se paie 1 franc le kilogramme, le poisson 1 fr. 50, le pain 0 fr. 25, le vin de 0 fr. 50 à 1 franc, le beurre 3 à 4 francs, la couple de poulets 2 à 3 francs, un dindon 4 francs. Plus on pénètre dans l'intérieur du pays, plus ces prix diminuent. Les voies de communication rapides nivellant les prix, Belgrade est déjà sous l'action du marché de Pesth. La Serbie a adopté le système monétaire français; seulement le franc s'appelle *dinar* et le centime *para*.

M. Vonitch, professeur d'économie politique à l'université, m'en fait voir les bâtimens. Ils ont été construits, grâce au legs généreux d'un patriote serbe, le capitaine Micha Anastasiévitch, mort récemment à Bucharest, et dont l'une des filles a épousé M. Marinovitch, envoyé de Serbie à Paris. C'est le plus beau monument de Belgrade.

On y a réuni des monnaies, des armes, des antiquités, des manuscrits et des portraits très intéressans pour l'histoire nationale. C'est aussi le siège de l'académie royale des sciences. L'université n'a que trois facultés : celle de philosophie et lettres ; celle des sciences, comprenant les arts et métiers, et celle de droit, vingt-huit professeurs et environ deux cents élèves. Pour étudier la médecine, il faut se rendre à l'étranger.

Le code civil, rédigé sous Miloch, est une imitation du code autrichien ; cependant il y a quelques différences curieuses à noter, entre autres celle-ci : comme dans toutes les législations primitives, les filles n'héritent pas, s'il y a des fils ou des enfans mâles issus d'eux. Elles n'ont droit qu'à une dot, afin que les biens ne passent pas dans une famille étrangère.

Les corps de métiers existent encore, mais sans privilèges exclusifs. Chacun a sa caisse, comme les *trades-unions* en Angleterre ; elle est formée au moyen de versemens hebdomadaires des membres. Elle a pour but de venir en aide aux compagnons malades ou momentanément privés de travail. Belgrade a 30 corps de métiers, Tchoupria 39, Pojarevatz 28, Nisch 27, Pirot 21. L'esprit d'association est développé parmi les artisans. J'ai remarqué, en face des bureaux du *Videlo*, une *zadruga* de tailleurs, c'est-à-dire une société coopérative. L'antique zadruga rurale, la communauté de famille, est, en effet, une association de production agricole.

— J'aime à errer dans le grand cimetière. Il est situé à l'extrémité sud de la ville, sur une colline d'un côté, coupée à pic par une carrière. L'on y a une vue admirable sur le Danube et sur l'immense plaine de la Hongrie. Le vendredi, les parens des défunts viennent visiter leurs tombes et y apportent des offrandes, comme dans l'antiquité. Voici, sur le tertre où est plantée une simple croix en bois noir, une petite bougie, un plat de cerises, un petit pain, une bouteille de vin et des fleurs. Une femme y est accroupie, elle pousse des gémissemens accompagnés d'invocations à l'âme de son mari semblables à des mélopées : « O ami, pourquoi nous as-tu quittés ? Nous t'aimions tant ! Chaque jour, nous te pleurons ! Rien ne pourra nous consoler. » Sur d'autres tombes se font entendre des lamentations encore plus douloureuses. On dirait un chœur de pleureuses romaines. L'effet est poignant. Le rite oriental s'est beaucoup moins modifié que les cultes occidentaux. Les coutumes du paganisme grec et latin, qui ont transformé le christianisme primitif, purement sémitique, sont restées ici intactes et vivantes. Ce poétique cimetière n'est pas à 200 mètres des habitations, comme le prescrit le règlement sanitaire : sera-t-il aussi fermé ?

— Je dîne chez M. Sidney-Locock, ministre d'Angleterre, qui s'est

fait bâtir ici une charmante résidence avec une pelouse unie comme un tapis, où l'on joue au lawn-tennis, à l'ombre de beaux arbres. On se croirait aux environs de Londres. Grande discussion avec le ministre d'Allemagne, le comte de Bray, sur le point de savoir qui profitera le plus du futur chemin de fer Belgrade, – Nisch, – Vrania, – Salonique, ou l'Angleterre ou l'Autriche. La concurrence sera vive, car les Autrichiens sont favorisés par leur tarif différentiel. En tout cas, l'Angleterre ne peut pas y perdre. Si on relie, par un tronçon facile à faire le long de la côte, Salonique à la ligne grecque récemment inaugurée de Larissa-Volo, ce dernier port, situé au fond du plus admirable golfe, deviendra le point d'embarquement le plus rapproché vers les échelles du Levant et l'Egypte, à moins qu'on ne pousse jusqu'à Athènes!

— Quelles sont les visées d'avenir de la Serbie? Elles sont vastes, illimitées, comme les rêves de la jeunesse. Les patriotes exaltés voient renaître dans un avenir éloigné l'empire de Douchan, ce qui est une pure chimère. D'autres espèrent, ici comme à Agram, qu'un jour un état serbe-croate réunira toutes les populations parlant la même langue : les Croates, les Serbes, les Slovènes, les Dalmates et les Monténégrins; mais, pour cela, il faut ou qu'elles se soumettent à l'Autriche, ou qu'elles contribuent à la démembrer. Quoique ce projet ait pour lui la force très grande du principe des nationalités, il n'est pas encore à la veille de se réaliser. Les patriotes pratiques visent un but plus prochain et qu'ils seront peut-être à la veille d'atteindre au moment où paraîtront ces lignes : l'annexion de la vieille Serbie, cette pointe nord de la Macédoine, au sud de Vrania, qui comprend le théâtre de la grandeur et de la chute de l'antique royaume serbe : Ipeck, la résidence des anciens patriarches serbes; Skopia, où Douchan plaça sur sa tête la couronne impériale de toute la Romanie; Déchani, le tombeau de la dynastie des Némanides, et Kossovo, le champ de bataille épique où triompha définitivement le croissant. Si l'armée serbe, qui se masse en ce moment sur la frontière sud, pénètre dans la vieille Serbie, le voyageur qui connaît le mieux cette partie de la péninsule, M. Arthur Evans, assure qu'elle y sera reçue avec joie par les rayas et sans résistance sérieuse de la part des soldats turcs, très peu nombreux dans cette région. Si l'Europe veut éviter à l'avenir de nouvelles complications, il faut qu'elle tienne compte des vœux des populations, fondés sur les convenances ethniques, économiques, géographiques et sur les souvenirs de l'histoire.

ÉMILE DE LAVELEYE.

REVUE DRAMATIQUE

Odéon : *Conte d'avril,* comédie en 4 actes et 6 tableaux, en vers, de M. Auguste Dorchain. — Renaissance : *le Procès Veauradieux* (reprise). — Vaudeville : *Cherchez la femme,* comédie en 3 actes, de MM. de Najac et Hennequin. — Comédie-Française : *Antoinette Rigaud,* comédie en 3 actes, de M. Raymond Deslandes; *Tartufe.* — Gymnase : *les Mères repenties* (reprise). — M. Émile Perrin.

Oui, vraiment, c'est un conte, un conte bleu... comme le ciel d'avril, et comme lui traversé de souffles qui paraissent l'haleine même de la jeune nature, — il est bien nommé ce léger ouvrage que l'Odéon nous présente : *Conte d'avril.* Distribué en « six tableaux, » il n'est, à franchement dire, qu'une suite d'aquarelles ; n'attendez pas, effrayé par ce chiffre, une grande et forte composition dramatique; le conteur, un poète, à peine sorti de l'adolescence et qui se risque pour la première fois sur la scène, a observé des pauses dans son récit et interrompu à cinq reprises « la petite flûte de sa voix : » c'est presque tout son artifice.

Avant de se hasarder sur les planches comme page du magnifique capitaine Shakspeare, à qui je viens d'emprunter une expression, M. Auguste Dorchain s'était annoncé plutôt comme celui de ce fin chevalier de Malte, M. Sully-Prudhomme : il s'était recommandé par son recueil de vers, *la Jeunesse pensive* (1), à tous ceux qui joignent au goût des bonnes lettres quelque souci de la délicatesse des mœurs. Il avait dit avec tendresse, mélancolie et décence, avec sincérité enfin, sans forfanterie, ni mauvaise honte, le premier mouvement du désir chez l'homme, du moins chez l'honnête enfant de parens honnêtes, et le premier trouble de la pudeur virile ; comment l'*âme vierge* s'émeut, et comment le *cœur s'éveille;* comment l'*habitude des caresses*, prise sur les genoux des mères, devient un jour dangereuse ; et comment, pour la perdition des imprudens, brille en certains yeux une flamme dont le

(1) Alphonse Lemerre, éditeur.

foyer intérieur est mort, pareille à la lumière attardée des *étoiles éteintes*. Il avait modulé sur ce thème des strophes d'une élégante simplicité, d'une langue pure et d'une forme souple. Et soudain le voici au théâtre ! Que vient-il faire, le pauvret, dans cette galère ? J'imagine que, la veille de la première représentation, il a été bien près de prendre peur, et que volontiers il se serait excusé, comme fait son héroïne travestie :

J'ai les goûts... d'une fille, et pour talens suprêmes,
Je sais un peu chanter et dire des poèmes !

Mais, au nom du public, M. Porel lui aurait répondu, dans doute, comme fait son héros :

Des vers et des chansons !.. Mais cela, c'est sans prix,
Et tu sais tout, alors, n'eusses-tu rien appris...
Des vers et des chansons ! Par avance je t'aime...

Et ce public, en effet, à qui la dramaturgie de M. d'Ennery, lorsqu'on remonte une *Cause célèbre*, arrache des larmes, et qui s'amuse encore un peu, lorsqu'on reprend *le Procès Veauradieux* et lorsqu'on joue *Cherchez la femme*, des combinaisons de MM. Hennequin et Delacour ou de Najac et Hennequin, ce public, habitué à tant de science et de rouerie, devait faire grâce à l'innocent qui venait le rafraîchir et le charmer par sa cantilène naturelle.

Malheureux qui n'a pas de musique en lui-même !

soupire, par la bouche de son personnage favori, l'ingénu poète ; il en a, il nous en fait part :

La musique commence, écoutons la musique !

Cependant, pour chanter à sa guise dans ce lieu où, d'ordinaire, on n'exécute que des morceaux composés selon les règles, M. Dorchain a pensé modestement qu'il était sage de se choisir un puissant patron. « Ce n'est pas moi, pourrait-il murmurer, mais un plus grand que moi, dont l'esprit souffle par ma bouche ; ma fantaisie n'est que de redire à ma façon ce qu'a jadis inventé la sienne : pardonnez à ma fantaisie ! » Pour obtenir à son filleul la licence nécessaire, nul parrain n'avait plus d'autorité que Shakspeare : c'est à lui que le débutant s'est adressé. Il a entrepris de nous répéter librement *la Douzième Nuit* ou *Ce que vous voudrez*, autrement dit *le Soir des rois ;* à cette nouvelle édition de la légende, il a donné le quatrième titre qu'on sait, assurément plus clair que les trois autres et qui lui convient à merveille. Parce qu'elle tient

de la mascarade et parce que, le soir de l'Épiphanie, qui est le douzième après Noël, le gouvernement de la maison est tiré au sort et les rôles y sont souvent renversés; parce qu'elle est un divertissement et que ce jour là est jour de réjouissance; ou parce qu'elle est capricieuse d'esprit et d'allure aussi bien que sa voisine, *Comme il vous plaira,* — fallait-il que cette comédie fût désignée par un de ces noms énigmatiques? Toujours est-ce bien un conte d'avril et de Shakspeare en son avril, ou du moins en son printemps; il paraît, d'ailleurs, que c'en est le dernier rejeton.

Le maître a trente-cinq ans à peine; il n'a pas déchaîné encore ses grands monstres, lamentables et terribles exemplaires de l'humanité : Hamlet, Othello, Macbeth (il a lancé seulement Richard III); à plus forte raison est-il loin du symbolisme final de *la Tempête* : plutôt qu'effrayant dramaturge et rare philosophe, il est poète sur la scène, étant amoureux et folâtre. S'il est déjà une force de la nature, c'est de la nature printanière ; il a l'esprit bouillonnant de verve et l'âme tendrement galante. Il s'est diverti aux quiproquos de la *Comédie des méprises;* il a glissé dans *les Deux Gentilshommes de Vérone,* à défaut de la sève passionnée qui éclate dans *Vénus et Adonis* et dans quelques *Sonnets,* un doux filet de sentiment; il a mis un peu de son cœur dans *le Marchand de Venise,* il aurait versé tout le reste, si ce cœur n'était inépuisable, dans *Roméo et Juliette;* il a songé *le Songe d'une nuit d'été,* où l'on doute si son imagination est plus enjouée ou plus émue; il a rêvé cet autre rêve, — d'un dormeur éveillé sans doute, puisqu'il n'aperçoit plus si facilement des génies et des fées, — *Comme il vous plaira.* C'est à ce moment qu'il détache des broussailles de la farce italienne, et peut-être de la souche première, appartenant au conteur Bandello, un rameau de peu d'apparence. Mais voici qu'entre ses mains ce rameau fleurit et verdit : des corolles parfumées y éclosent, les jets d'une frondaison bizarre y foisonnent. Ce n'était que le chétif support d'un imbroglio à renouveler des *Ménechmes,* comme la *Comédie des méprises;* seulement ici les jumeaux seraient de sexes différens. — Une sœur et un frère se ressemblent au point qu'on les confonde ; la sœur, cachée sous l'habit masculin, aime secrètement un homme qui aime une autre femme; cette femme précisément aime le frère; après les marches en avant et en arrière, les chassés-croisés et les passes qu'on devine, chacun, dans ce quadrille, prend sa juste place, et rangés deux à deux selon la loi naturelle et la loi sociale, les amoureux sont unis. — Il n'y avait là rien de précieux. Mais ces amoureux, Shakspeare leur prête un peu de sa poésie mélancolique et tendre, comme à Protée, le gentilhomme de Vérone, et à sa maîtresse Julia, comme à Rosalinde et à Orlando : et voilà les fleurs! Autour de ces amoureux, à travers cette version sentimentale des *Ménechmes,* il anime et agite une paire d'ivrognes, un sot de mine puritaine, une

malicieuse servante; il leur communique sa jovialité prodigieuse, il leur souffle ses plus énormes calembredaines : et voilà cette végétation fantasque!

M. Dorchain, à son tour, cueille ou recueille cette heureuse pousse et la transporte en son jardin. Pour lui aussi, c'est le printemps; un printemps moins vigoureux et moins luxuriant que pour Skakspeare, est-il besoin de le déclarer? Notre poète, pourtant, célèbre selon ses forces la jeune saison où il vit : s'il a moins de feu que le maître, une précieuse assurerait pourtant qu'il fait délicieusement tiède dans son âme. Il redit à sa manière cette vieille histoire : « Il y avait une fois en Illyrie... » Et dans son récit, quelques changemens qu'il fasse, quelques chemins de traverse qu'il prenne, il n'a garde de négliger les amoureux.

Nous reconnaissons chez lui le duc Orsino, ce dilettante couronné, ce prince mélancolique et charmant, qui se charme lui-même par sa mélancolie, qui se sait bon gré de son ennui comme d'un signe de délicatesse, et aussi comme d'une raison qu'il a de se distraire noblement; artiste et amoureux, et plutôt qu'amoureux, en somme, artiste en amour; épris de toutes les gentillesses du sentiment comme des finesses de la mélodie, plutôt que de la créature vivante à qui son sentiment s'attache. Il ouvre la *Douzième Nuit* par ces jolies paroles : « Si la musique est l'aliment de l'amour, jouez toujours; donnez-m'en avec excès... Encore cet air! Il avait une telle chute mourante! Oh! il arrivait à mon oreille comme le doux vent du sud qui souffle sur un banc de violettes!.. Assez, pas davantage; cela n'est pas aussi doux maintenant que tout à l'heure (1). » Son bouffon le connaît bien, qui lui jette ce souhait au passage : « Allons! que le dieu de la mélancolie te protège, et que ton tailleur fasse ton pourpoint d'un taffetas d'une couleur changeante, car ton cœur est une véritable opale! » Tel nous l'avons salué jadis, tel nous le retrouvons chez M. Dorchain.

De même Viola : tout de bon aimante, celle-ci, et tout de bon, quoique doucement, triste. A peine au côté d'Orsino, elle « voudrait être sa femme. » Dans le mariage, elle sera comme une sœur aînée d'Imogène, aussi fidèle, aussi soumise, pareillement simple et chaste en son affection. Elle est, jusque-là, patiente et résignée. Sous le costume de page, elle sert avec abnégation, quoique son cœur en gémisse, la galanterie de son maître auprès d'une autre. Interrogée par lui si « ses yeux ne se sont pas arrêtés sur quelque beauté, » car un parfum d'amour émane de ses modestes paroles, elle convient que c'est « un peu vrai. » — « Quel genre de femme est-ce? demande le duc négligemment. — De votre complexion. — Elle n'est pas digne de toi, alors. Quel âge a-t-elle, dis-moi? — Votre âge environ, mon-

(1) *Œuvres complètes de Shakspeare*, trad. Émile Montégut, t. III; Hachette, édit.

seigneur. » Elle ne se permet rien davantage, sinon d'imaginer le roman d'une sienne sœur « qui aimait un homme, dit-elle, comme il se pourrait que, si j'étais femme, j'aimasse Votre Seigneurie... Elle ne révéla jamais son amour, mais elle laissa son secret, comme un ver dans le bouton d'une fleur, se nourrir des roses de ses joues; elle languit, intérieurement rongée par ses pensées... — Mais ta sœur mourut-elle de son amour, mon enfant? — Je suis toutes les filles de la maison de mon père et tous les garçons aussi. » Telle autrefois elle murmurait ce discret aveu, et telle maintenant elle le répète. M. Dorchain a traité ce caractère, aussi bien que celui d'Orsino, avec prédilection; sans rien laisser échapper de l'un ni de l'autre, il y a ménagé quelques nuances que le maître, en sa rapidité, avait omises; nous verrons tout à l'heure s'il faut blâmer cette hardiesse.

Olivia, non plus, l'altière, la passionnée Olivia, ne nous manque pas. « Retournez vers votre maître, disait-elle fièrement; je ne puis l'aimer; qu'il n'envoie pas davantage, à moins que par aventure vous reveniez me trouver pour me dire comment il prend ma réponse. » Dès le premier entretien, abusée par la ressemblance et par le costume, elle aimait Viola, prise pour son frère Sébastien : « Je ne sais pas trop ce que je fais, et je crains que mes yeux ne jouent auprès de mon âme le rôle de trop grands enjôleurs. » Au second elle se déclarait, et, dédaignée, repoussée, elle s'efforçait en vain de faire retraite et de renfermer ses sentimens; ils éclataient avec plus de force : « Oh! qu'il est beau, ce dédain qui rayonne sur sa lèvre méprisante et irritée!.. Je te le jure par les roses du printemps, par la virginité, l'honneur, la vérité, par tout au monde; je t'aime tant, qu'en dépit de tout ton orgueil, ni mon esprit, ni ma raison ne réussissent à cacher ma passion! » Mêmes sentimens aujourd'hui, même langage à peu près. Enfin le frère de Viola, Sébastien, cet ardent jeune homme, prompt à l'estocade et prompt à l'amour, sous le nom plus euphonique de Silvio, complète encore le quadrille. Le poète français a pris soin des deux couples.

Même il s'est avisé de noter, dans la gamme de leurs sentimens, quelques demi-tons que l'inventeur avait franchis : c'est la nouveauté que j'indiquais plus haut; c'est le meilleur de ce que M. Dorchain a de personnel dans le fond de l'ouvrage. Le génie de Shakspeare, on le sait, révèle ses personnages par des éclairs plutôt qu'il ne les illumine peu à peu et comme par un jour qui se lève. Orsino aimait Olivia, Orsino aime Viola; quelques traits vous déclarent ce changement : à vous d'apercevoir sous ces brusques signes tout ce qui s'est passé dans cette âme, tout le menu jeu de sa machine, et par quelle espèce d'aimant l'approche d'une personne l'a mise en branle. M. Dorchain déduit avec plus de complaisance le détail des effets et des causes. Son duc, tout d'abord, interrompt des réflexions de Viola sur l'amour :

Tais-toi! si j'écoutais plus longtemps ton histoire,
Mon petit Silvio, je finirais par croire
Qu'une autre femme un jour me pourra mieux charmer,
Et que je n'aime pas autant qu'on peut aimer!

A la manière dont il se rassure lui-même sur ses sentimens pour Olivia, on devine quelle en est la qualité :

Oui... mais je ne veux pas douter ainsi... je l'aime,
Je l'aime!.. Je ne puis à ce point m'abuser!
Tiens, la preuve : je viens encor de composer
Des vers, — c'est un sonnet et de la bonne marque,
Tout plein de traits d'esprit, comme ceux de Pétrarque...

C'est en bel esprit, justement, qu'il aime cette dédaigneuse personne; elle-même s'en avise et dit qu'il « parle comme un livre. » Et lui, peu à peu, comme enveloppé secrètement par la tendresse de Viola, s'en imprègne et passe d'un amour de tête à l'amour de cœur :

Oui, quand Olivia me repousse et me glace,
Il me semble parfois que quelqu'un prend sa place...
Qui? Je ne sais... Je suis à l'aveugle pareil :
Ses yeux clos n'ont point vu la splendeur du soleil,
Mais des rayons dorés qu'il ne peut pas connaître
La douceur cependant l'échauffe et le pénètre...
Ainsi j'ai cru sentir, en des instans d'émoi,
Un amour inconnu flotter autour de moi!

Cet amour inconnu, c'est des habits d'un page qu'il s'exhale pour griser un seigneur; c'est à une femme, sous ces habits, que l'amour d'une autre femme s'adresse, lorsqu'Olivia prend Viola pour Silvio. Nous ne touchons cette « étrange matière » que pour donner acte à M. Dorchain de la légèreté avec laquelle il s'est tenu au-dessus d'un double péril. Ni Julia, qui, sous un costume pareil, rejoint son amant Protée, est méconnue par lui et porte ses messages galans; ni Rosalinde, qui parcourt en pourpoint et haut-de-chasses la forêt des Ardennes, regagne en cet attirail, au moins par manière de badinage, les galanteries d'Orlando et touche le cœur de la paysanne Phœbé; ni Jessica, déguisée en garçon pour être enlevée par Lorenzo, ni Portia en docteur; ni plus tard Imogène, qui, en équipage de voyageur, s'attire subitement par la seule grâce de sa beauté, la tendresse de ses deux frères, — aucune enfin des héroïnes travesties de Shakspeare n'est aventurée dans un défilé aussi scabreux. Encore, en ce temps-là, qu'on fût plus ingénu ou plus cynique, était-on moins regardant qu'aujourd'hui sur les bienséances; quelque peu d'équivoque n'eût peut-être donné de scrupules ni au poète ni au public. Les contemporains de l'auteur du *Comte Kostia* sont tenus à

plus de délicatesse. On pouvait se fier, il est vrai, à l'auteur de *la Jeunesse pensive* du soin de traiter chastement son sujet. Toutefois le proverbe a beau témoigner que « pour les purs, tout est pur, » il y fallait une singulière habileté ; il paraissait presque impossible de ne pas tremper un tantinet, à gauche ou à droite, dans l'odieux ou dans le ridicule : M. Dorchain, tout le long de l'ouvrage, a réussi à n'effleurer ni l'un ni l'autre. Vers la fin, sa Viola, aussitôt reconnue pour ce qu'elle est, a honte du costume qu'elle porte et, par un joli mouvement, comme si elle se sentait nue, s'enveloppe dans le manteau de son frère. « Cache-moi, dit-elle... Oh ! surtout devant lui !.. » Et devant le duc, en effet, elle ne reparaît qu'avec ses vêtemens de femme : n'est-ce pas une décente et gracieuse nouveauté ?

Aussi bien le singulier mérite de M. Dorchain, c'est que, tout en déduisant la psychologie de ses personnages, il s'est gardé de les ramener dans l'atmosphère du monde réel et qu'il les a laissés dans cette vapeur lumineuse où l'imagination de Shakspeare les avait suspendus. Cette Illyrie, plutôt que sur le bord de l'Adriatique, est située au cœur même de l'empire de la Fantaisie, et je ne serais pas surpris que la principale promenade, aux environs de la capitale d'Orsino, fût la prétendue forêt des Ardennes. Je ne m'étonnerais pas non plus qu'on y trouvât la grotte où Bélarius découvre Imogène : « Arrêtez ! n'entrez pas ! N'était que cet être mange nos victuailles, je croirais qu'il y a ici une fée. — Qu'est-ce, seigneur ? — Un ange ! par Jupiter ! ou sinon, une merveille terrestre ! Contemplez la nature divine sous la forme et à l'âge d'un jeune garçon ! » Ange ou fée, Imogène, dans son travestissement, n'a guère de sexe ; elle n'est que la beauté sous une espèce visible, à qui l'amour, d'une voix mâle ou féminine, indifféremment, peut rendre hommage. Aussi l'un de ses frères peut la saluer de la sorte : « Si vous étiez femme, jeune homme, je vous ferais une cour pressante rien que pour être votre valet : en bonne honnêteté, je vous le dis comme je le ferais. » Oui, certes, en bonne honnêteté ! De même, son autre frère peut l'appeler « l'oiseau que nous aimions tant... » Viola, elle aussi, entre Orsino et Olivia, est un oiseau privé plutôt qu'une jeune fille habillée en garçon. Elle aussi, on peut douter presque si elle est une fée ou un ange ; et, plutôt que de choisir, il siérait de l'appeler un « être » merveilleux. Mais, de grâce, Orsino est-il beaucoup plus naturel ? Même Olivia et Silvio sont-ils attachés beaucoup plus lourdement à la terre ? Point ! Ils appartiennent tous, bien que chacun ait son caractère, à cette classe de créatures qui sont comme des bulles soufflées par le caprice du poète ; créatures de peu de consistance et qui n'exigent pas que nous croyions à la réalité de leur personne.

Leur charme, au contraire, c'est qu'elles existent plutôt comme des formes gracieuses, où luit une goutte de sentiment ou de pensée enfer-

mée là par le génie. Nous suivons leurs aventures avec une sympathie souriante et qui, n'étant qu'à demi crédule, n'est jamais inquiète; nous n'en pouvons ressentir ni effroi ni scandale. Patiente, par les mêmes raisons, doit être cette sympathie : elle n'attend pas ni ne presse la fin d'une action dont l'issue heureuse ou malheureuse lui importe; elle ne contraint pas une intrigue à passer par ce chemin-ci et non par celui-là. Elle escorte bénévolement les figurines animées par l'auteur où il lui plaît de les conduire, elle s'arrête où il les retient : contente s'il leur inspire de jolies phrases, elle ne se soucie ni d'abréger leurs entretiens, ni de réclamer autre chose. Les héros de cette sorte de comédie et les spectateurs qui les suivent sont justement comme le bouffon d'Orsino souhaiterait que fût son maître : « Je voudrais qu'on embarquât sur mer les hommes d'une semblable constance, afin que leurs affaires fussent partout et leur but nulle part; car l'absence d'intention, c'est là ce qui fait toujours un bon voyage de rien. » — C'est là, du moins, ce qui permet de s'attarder en route et de jouir d'un hors-d'œuvre tel que ces vers, accompagnés discrètement derrière des bosquets de lilas par une exquise aubade de M. Widor :

Les yeux battus, fermés au matin qui pâlit,
La belle Olivia repose en son grand lit,
Sur un épais duvet, sous des courtines blanches
Où sa main a brodé des oiseaux et des branches,
Et, rêvant de l'aubade en son demi-sommeil,
Croit entendre des voix lui chanter le réveil...

« Vous réveillez-vous, la belle oublieuse !
Belle nonchalante, ouvrez vos yeux doux!
N'entendez-vous pas la chanson joyeuse
Que dans l'aubépin, le frêne et l'yeuse,
Nous vous chantons tous?.. »

Elle écoute... Un souris léger plisse sa bouche...
Par un trou du volet sur le bord de la couche
Un furtif rayon d'or vient baiser son bras blanc.
Ses yeux sont toujours clos... Voici que cependant
Glisse sous sa paupière une lueur d'aurore...
Allez, musiciens! Plus haut! plus haut encore!..
Non ce ne serait plus aussi bien, calmez-vous,
Plus bas! plus bas!.. Le chant déjà discret et doux
S'apaise encor... Ce n'est qu'un murmure d'abeille...
Il s'éloigne,.. il s'éteint... Et ma beauté s'éveille!
« Quoi! je n'entends plus rien! dit-elle; ai-je rêvé?
Car j'ai dormi longtemps!.. le soleil est levé!.. »

La meilleure manière de louer un poète, — à moins que ce ne soit un moyen de le condamner sans jugement, — c'est de le citer : après cet exemple, on sait quel plaisir le spectateur « embarqué » à la suite

de M. Dorchain, peut prendre aux vicissitudes du voyage. Mais toutes les rives qu'ils visitent ensemble ne sont pas décorées de la même sorte : où le sentiment fleurit on fait volontiers escale; où pousse le comique, voire le grotesque, ce grotesque de Shakspeare qui, même cultivé, même acclimaté à la moderne et à la française, garde encore des couleurs trop crues et des odeurs trop grossières pour nous, il semble là que le temps dure davantage et l'agrément de la promenade languit. M. Dorchain n'a conservé ni messire Tobie ni messire André; il les a remplacés par un seul personnage, capitan biberon et poltron, qu'il a baptisé Quinapalus, d'un nom inventé ou cité jadis par le bouffon d'Orsino. De même que, dans la partie amoureuse de l'ouvrage, il a éteint prudemment nombre de concetti, dans la partie grotesque il a supprimé les trivialités; de tous les divertissemens où les deux ivrognes de Shakspeare se complaisent, il n'a relevé que la farce qu'ils jouent à l'intendant Malvolio avec l'aide de Maria, la moqueuse fille de chambre, à présent appelée Jacinta. C'est encore trop : après l'exposition, aisée et pimpante, après le demi-aveu de Viola au duc, après la déclaration d'Olivia, ce quatrième tableau nous surprend comme un intermède, et comme un intermède si enfantin que nous nous demandons s'il est excusable de nous surprendre. Enfin, les méprises plaisantes et non plus sentimentales qui se succèdent à partir du retour d'Andrès (Antonio dans la *Douzième Nuit*), tout ce comique de quiproquos, épuisé aujourd hui par trop d'imitations des *Ménechmes*, nous laisse indifférens; plus ce qui précède nous était agréable, et plus nous regrettons que le poète s'égare vers un autre genre.

Ici je m'arrête, car bientôt, sur cette pente, ce n'est plus M. Dorchain que je heurterais, mais Shakspeare, et nous aurons de meilleures rencontres. Le directeur de l'Odéon se propose de jouer avant longtemps *le Songe d'une nuit d'été;* il sera opportun alors de revenir par une autre voie à cet examen que j'ai tenté déjà, lorsqu'on a repris *Macbeth*, du système de composition dramatique de Shakspeare et de son plus ou moins de convenance à notre goût moderne et français. Pour aujourd'hui, disons seulement que six tableaux, même n'étant que des aquarelles et les plus légèrement peintes et les plus joliment du monde, sont pourtant six tableaux; que l'inconvénient de leur nombre est aggravé par les exigences nouvelles de notre mise en scène et par ses inévitables lenteurs; et de même l'inconvénient de leur diversité : nous consentons plus difficilement à passer d'un genre à son contraire, lorsque nous avons pris la peine, pour nous établir dans le premier, de considérer un décor complet ou plusieurs et d'attendre qu'on en change; ayant mis au jeu davantage, nous n'aimons guère qu'on le quitte subitement pour un autre, alors que la partie est avancée. Ainsi M. Dorchain, puisqu'il a tant fait que de réduire à

six le nombre des tableaux de la pièce anglaise, qui est dix-neuf, si j'ai bien compté; puisqu'il s'est permis de façonner une exposition plus régulière en introduisant plus tôt le frère de Viola et lui donnant d'abord plus d'importance; puisqu'il s'est dispensé de mettre le pied dans tous les pas du géant; puisqu'il a supprimé plusieurs de ses personnages et en a façonné un nouveau; puisqu'il a simplifié son badinage et nettoyé son grotesque; enfin, puisqu'il s'est « inspiré » de lui plutôt qu'il n'a traduit ou même *adapté* son ouvrage,— M. Dorchain aurait mieux agi pour ses intérêts s'il avait écrit franchement, après avoir médité Shakspeare, une comédie en un acte, en deux tableaux tout au plus, où il ne serait presque rien resté que de la partie sentimentale du *Soir des rois*. Tel quel, cet opuscule un peu longuet, premier essai dramatique de l'auteur, est un exercice honorable et, par endroits, délicieux : il faut maintenant qu'il soit suivi de quelque œuvre originale de M. Dorchain. Ce qu'il a prouvé déjà d'habileté en accommodant de la façon que voilà un texte si difficile indique assez qu'il peut composer, pourvu qu'elle soit simple, une charpente de pièce; au soin qu'il a pris de garder les caractères, à ce qu'il y a introduit, on juge que cette pièce ne sera pas vide; par les vers que j'ai cités et par bien d'autres, qui permettent de pardonner une ou deux taches, on est assuré que le style en sera pur, élégamment sinueux et doucement sonore : il faut que ce petit ouvrage, comme son héroïne, puisse être comparé à « l'Avril, précurseur de l'Été. »

Conte d'avril est encadré dans de frais décors et joué avec bonne humeur, d'un air vif et gracieux, par une demi-douzaine d'artistes. Et pourtant, même à ce propos, je pourrais poser la question qui se posera nécessairement à propos du *Songe d'une nuit d'été* : la comédie shakspearienne, au moins celle d'une certaine sorte, gagne-t-elle à être représentée devant nous, spectateurs moins naïfs que les premiers, et qui voyons l'acteur tel qu'il est, non tel que le poète veut qu'on l'imagine? Ici, du moins, il ne s'agit que de fantaisie et non de fantastique. D'ailleurs Malvolio n'est pas un être tellement céleste qu'il ne puisse être figuré par un homme : il l'est, en effet, et parfaitement, par M. Kéraval. De même Quinapalus est réalisé heureusement par M. Dumény, et Jacinta par Mlle Rachel. Mais admettons, pour être justes, que Mlle Antonia Laurent prête à Olivia le charme hautain et la passion qu'il lui faut : n'est-elle pas toutefois un peu trop raisonnable et posée? M. Pierre Berton module avec beaucoup d'art les mélodies parlées du rôle d'Orsino : toute sa personne, pourtant, est-elle, comme on le voudrait, presque aérienne? Mlle Baréty a de la flamme et de la diction; mais sa voix de contralto et sa forte beauté conviennent-elles à cette Viola dont il est dit que, « sa petite flûte de voix est *bien* l'organe d'une jeune fille, » et que, travestie, elle paraît « quelque chose entre le bambin et l'homme? On jurerait presque, s'écrie Malvolio,

qu'*elle* a encore sur les lèvres le lait de sa mère. » Regardez M. Segond; un gaillard de cette encolure dirait-il, avec des larmes toutes prêtes : « Mon cœur est plein de sensibilité, et ma nature est encore si près de celle de ma mère qu'un mot de plus et mes yeux vont révéler qui je suis? » Une jeune fille peut-elle être prise pour un tel homme? Songez que Viola et son frère, pour leur ressemblance, sont comparés aux « deux moitiés d'une pomme, » et, sans doute, d'une pomme d'api! En vérité, pour jouer de tels personnages au théâtre sans décevoir notre attente, il faudrait des comédiens empruntés à la troupe ordinaire d'Obéron et de Titania!

Mais, tandis que, sur la rive gauche, on importait ce fruit de la vieille fantaisie anglaise, on nous offrait, rue Richelieu, un produit de la moderne convention française, *Antoinette Rigaud*. La différence de la fantaisie à la convention, dois-je l'indiquer? Les personnages du *Soir des rois* ne demandent pas, je l'ai dit, qu'on croie à leur existence; Orsino, duc d'Illyrie, ne réclame pas pour être inscrit sur l'Almanach de Gotha; lui et ses compagnons, qui sont tout sentimens et tout idées, se contentent d'agir et de parler librement selon leur logique d'idées et de sentimens. Les personnages d'*Antoinette Rigaud* sont un général et un capitaine qui veulent être marqués sur l'Annuaire de l'armée, un industriel qui ne se laisserait pas oublier dans le Bottin des départemens, et leurs familles et leurs amis; ils demandent qu'on admette leur réalité, nous l'admettons, — mais comment? Nous sommes d'accord avec l'auteur qu'ils auront le droit et même le devoir de parler et d'agir chacun selon les habitudes d'un certain type théâtral et selon les exigences ordinaires de certaines situations scéniques, le tout pendant quelques heures et pour nous procurer le plaisir que donnent aux yeux les ressorts d'une mécanique bien faite sur un modèle connu. D'ailleurs, quand je désigne ce genre comme français, je n'entends pas insinuer qu'il soit le seul : *Tartufe*, qui vient d'être repris sur cette même scène pour les débuts d'un intelligent comédien, M. Laugier, dans le rôle d'Orgon, *Tartufe* est français aussi; pourtant il n'est pas du même ordre et ne procure pas la même espèce d'agrément qu'*Antoinette Rigaud*. Mais la comédie de convention, il faut le dire, plaît au goût national, qui est tempéré. Deux sous-lieutenans, à peine entrevus au commencement de la nouvelle pièce, quittent la scène sans bruit et n'y reparaissent pas : je gage qu'ils ont passé dans la salle pour voir le reste du spectacle, et je garantis qu'il s'y plaisent. Ils sont des sous-lieutenans, et non des moralistes ni des gens de lettres; ils n'ont pas juré de ne se divertir qu'à des peintures de caractères, de passions ou de mœurs et à des curiosités de style : rien ne les gêne. Au demeurant, même des spectateurs plus chagrins ne s'abandonnent-ils pas aux distractions que ce genre propose? Assez d'autres aujourd'hui, sans les purs dis-

ciples de Scribe, s'efforcent d'enfermer la vérité dans leurs ouvrages. Avec l'auteur de *la Visite de noces*, il est plus d'un de ses contemporains dont les personnes tendres disent à peu près ce que la Béatrice de Shakspeare disait du comte Juan : « Je ne puis jamais le voir sans avoir une brûlure au cœur pendant une heure. » A défaut de la fantaisie, qui chez nous est rare, on peut se laisser rafraîchir par la convention.

Le général, le capitaine; la fille du général, la sœur du capitaine; le mari, uni à cette sœur; le séducteur enfin, voilà les pions que M. Deslandes fait manœuvrer sur l'échiquier. C'est justement de quoi jouer une partie classique. Le capitaine, qui occupe un emploi de jeune premier convenable à son grade, aime la fille du général qui, naturellement, est l'ingénue; il la demande en mariage; il est repoussé, pourquoi? Parce que le général a promis à sa femme mourante de ne jamais marier sa fille à un militaire. Sur ces entrefaites, un soir, dans le château du général, le séducteur rapporte à la sœur du capitaine des lettres imprudentes. Presque surpris par le mari, en s'échappant par la chambre de la fille du général, il perd un médaillon donné par la sœur du capitaine. Celui-ci, pour sauver sa sœur, reconnaît comme sien le médaillon trouvé. Il est accusé par le général d'avoir voulu compromettre sa fille pour forcer son consentement; il en convient, il écrit la formule de démission qu'on lui réclame. Cependant sa sœur ne peut accepter un tel sacrifice; elle fait confidence de la vérité au général. Ce dernier, au moment où le capitaine va signer la formule, lui ouvre ses bras et l'appelle son gendre : *Much ado about nothing! All's well that ends well!..*

La partie est bien conduite, par un homme au courant des usages du théâtre et qui sait faire entrer et sortir des acteurs et filer une scène; il prête, évidemment de bon cœur, à ses héros les sentimens commandés par leur emploi et par la circonstance, qui se trouvent tous avantageusement honnêtes; il leur fournit, pour les exprimer, un langage assez naturel et pourtant préparé avec soin : n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour obtenir un succès? J'applaudis à cette réussite et ne me soucie pas d'imiter Malvolio, notre puritain de tout à l'heure, à qui Olivia reproche de « goûter les choses avec un appétit mal disposé. »

MM. Febvre et Worms, MM^mes^ Baretta et Reichemberg, secondés par MM. Laroche et Baillet, ont traité avec honneur, au nom de la Comédie-Française, M. Raymond Deslandes, directeur du Vaudeville : on n'est pas courtois avec plus de talent. — Et, le soir de la première représentation, le comité a fait découvrir au public, dans le grand foyer, le clair et coquet plafond peint par M. Guillaume Dubufe.

Cependant l'histoire dira que, l'an III du *Maître de forges*, dans le second mois de la saison théâtrale, M. Koning, directeur du Gymnase,

tenta de jouer une autre pièce que celle de M. Ohnet. Il fit choix des *Mères repenties*, un drame presque fameux de Félicien Mallefille. Une idée première intéressante, une exposition vivement faite, un second acte où deux scènes sont menées avec une sûreté remarquable, un dénoûment qui n'est pas sans beauté, quoique décidé par un moyen saugrenu; un rôle curieux, joué curieusement par M. Dumaine; une esquisse de personnage, présentée à merveille par Mme Pasca; une autre, où M. Romain a montré que, si M. Damala fait des progrès, il ne reste pas en arrière; de-ci, de-là, une phrase où se condense une estimable amertume de pensée; partout une recherche de force et de précision, voilà ce qu'on reconnut dans *les Mères repenties*. Mais trop d'invraisemblances romantiques, naïves ou méditées, dans l'action, dans les caractères et dans les mœurs, jointes à je ne sais quoi de démodé dans le style, firent classer définitivement l'ouvrage, — s'il est des jugemens littéraires qui soient définitifs, — dans une espèce voisine du mélodrame. Cette pièce est la dernière, assure-t-on, que Mme Pasca doive jouer au Gymnase : nous ne verrions pas sans chagrin cette comédienne distinguée et pathétique se retirer si tôt. La principale utilité de cette reprise aura été de la désigner une fois de plus, qui sera sans doute la bonne, à l'habile équité du comité de la rue Richelieu... Hélas! c'est au comité seulement que nous pouvons adresser cette requête, et nous devons finir cette revue par une douloureuse nouvelle.

M. Émile Perrin, administrateur général de la Comédie-Française, est mort. Depuis tout juste huit jours, par un effort de la volonté sur la maladie, il avait repris le gouvernement de la maison, comme s'il avait juré de mourir debout. Il fut, ce haut bourgeois de Paris, ce grand fonctionnaire de l'état dans l'ordre des lettres, un gentilhomme et un artiste. La critique le taquina souvent sur ses préférences pour tel genre d'ouvrages, pour tel procédé d'exécution, pour telle façon de gouverner les comédiens : toujours elle respecta son zèle, son dévoûment à sa tâche, son goût sincère de la chose dramatique, aussi bien que sa fière et discrète personne. Elle est unanime aujourd'hui à regretter ses mérites. On permettra, peut-être, à l'un de ceux qui se sont toujours efforcés de le comprendre et qui, pensant l'avoir compris, l'ont rarement blâmé, de s'incliner avec autant d'émotion que ses adversaires devant son cercueil.

LOUIS GANDERAX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre.

Voilà donc cette journée du 4 octobre passée et le grand secret des urnes divulgué ! C'est fait, et sauf le vote de ces jours prochains qui doit compléter le scrutin du 4, les résultats généraux des élections françaises sont dès ce moment clairs et certains : ils sont même retentissans et significatifs. C'était, à vrai dire, un pressentiment assez universel que ces élections pouvaient ménager bien des surprises, qu'elles devaient dans tous les cas être une épreuve sérieuse et peut-être décisive. On savait, pour l'avoir distingué bien des fois, que dans cette grande masse nationale de France qui parle peu souvent et dont les partis ne sont que les interprètes infidèles, il y avait une indicible fatigue, de l'inquiétude, une sorte d'ébranlement ou de dégoût, que le pays excédé avait de secrètes révoltes d'impatience. On ne doutait pas que ces malaises ne pussent se manifester à la première occasion et que le scrutin de liste, voté si à propos, ne pût servir à traduire sous une forme concentrée tous ces sentimens indistincts d'une nation mécontente et froissée. On admettait enfin, et les républicains qui ont encore quelque clairvoyance n'étaient pas les derniers à l'admettre, que par une sorte de réaction logique et naturelle, cette situation fatiguée, ébranlée devait ménager nécessairement quelques succès à l'opposition conservatrice dans des régions plus particulièrement éprouvées par les crises du temps. On croyait qu'il pourrait y avoir trente, quarante représentans conservateurs de plus dans la chambre nouvelle : c'était déjà un retour d'opinion, une nouveauté d'une singulière signification. On le pensait ainsi ! Ce qu'on ne soupçonnait pas, c'est que,

par un mouvement assez général, décidé, spontané, le suffrage universel allait envoyer au nouveau parlement près de deux cents conservateurs et peut-être un plus grand nombre après le prochain scrutin du 18. C'est là cependant le phénomène curieux des élections françaises; c'est le résultat qui a un moment confondu tous les calculs, qui a éclaté comme une révélation de l'intensité du sentiment public, comme une victoire inespérée pour les conservateurs vaincus de la veille, comme un avertissement sévère pour les républicains troublés tout d'un coup dans leur rêve de domination infatuée.

On aurait beau ruser avec des chiffres, dénaturer la réalité des choses ou essayer de s'abuser, de se dédommager par des jactances, par des subtilités d'interprétation, par les illusions obstinées de l'esprit de parti dissimulant ses mécomptes et ses blessures : les faits sont là, parlans et éloquens, les faits passent avant tout. Ce qu'il y a justement de frappant dans ces élections du 4 octobre, ce qui leur donne le caractère d'une manifestation d'opinion des plus sérieuses, c'est que le mouvement qui s'est produit avec une vivacité presque imprévue n'a rien de partiel, ou de local, ou d'accidentel. Il tient sûrement à des causes profondes, multiples, communes à toutes les zones de la France. On ne peut pas cette fois prétendre d'un ton superbe que c'est la dernière résistance de quelques départemens arriérés, rebelles au progrès, infestés de cléricalisme et de mœurs réactionnaires. Le mouvement est né partout à la fois. Il est dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans la Somme, comme au Midi dans les Landes, dans les Pyrénées, dans le Gers, dans le Tarn-et-Garonne, dans la Haute-Garonne ; il est dans les régions de l'Est, dans l'Ardèche, dans la Lozère aussi bien qu'à l'Ouest, dans les Côtes-du-Nord, dans le Finistère, dans la Mayenne et sur les côtes de la Manche, dans le Calvados, — au centre, dans l'Indre, dans la Vienne comme aux extrémités du pays. L'universalité exclut toute idée d'un vote de surprise : c'est là ce qu'il y a de caractéristique.

Et qu'on ne dise pas que cela s'explique après tout, que les succès des candidats de l'opposition conservatrice ont pu tenir aux divisions des républicains, à la multiplicité des listes républicaines. C'est une explication qui n'explique rien, qui est tout au plus une manière de pallier une vérité importune. Les départemens où les conservateurs ont eu les succès les plus éclatans, les plus décisifs, sont précisément ceux où il n'y avait qu'une liste républicaine, où les forces des partis étaient concentrées, où la lutte était parfaitement nette et tranchée. Dans le Nord, il n'y avait qu'une liste républicaine, et les conservateurs ont une majorité de plus de quarante mille voix. Tout auprès, dans le Pas-de-Calais, il n'y avait qu'une liste, et entre le dernier conservateur élu et le premier candidat républicain, qui est M. Ribot, il y a une différence de plus de vingt mille voix. Dans la Manche, dans

le Calvados, dans le Finistère, dans la Mayenne, dans la Charente, dans l'Indre, dans l'Aveyron, dans les Landes, dans le Tarn-et-Garonne, il n'y avait qu'une liste, les républicains ont marché d'un même pas, et les conservateurs ont eu le plus souvent une majorité considérable. Dans les départemens où opportunistes et radicaux sont divisés, les conservateurs ont presque toujours plus de voix que leurs adversaires séparés, et là où ils sont vaincus, là où ils sont en ballottage, ils suivent de près, quelquefois à mille ou cinq cents voix de différence, les républicains. A Paris même, dans cette ville de tous les contrastes et de toutes les fantaisies, qui se donne le plaisir de mettre à la tête de sa représentation M. Lockroy, M. Floquet, et qui a la chance de compter parmi ses prochains députés d'anciens membres de la commune ou un cabaretier du Nord, à Paris même, les conservateurs arrivent à un chiffre de près de cent mille voix : tant il est vrai que le mouvement est universel et sérieux! Les républicains n'auront pas moins, sans doute, la majorité dans le nouveau parlement; ils l'auront surtout probablement après le scrutin définitif qui va s'ouvrir dimanche prochain et pour lequel ils rallient fiévreusement toutes leurs forces, au risque de réunir pour un jour, sans choix, sans discernement, des ennemis de la veille qui redeviendront des ennemis du lendemain. Ils auront numériquement la majorité, ce n'est pas la question. Oui, sans doute, les républicains restent, par le droit des majorités, les maîtres, peut-être désormais les maîtres un peu embarrassés du pouvoir; mais en même temps, si l'on nous passe le mot, le coup est porté, une étrange lumière s'est faite. La manifestation d'opinion conservatrice dont le scrutin du 4 octobre est l'expression concertée garde son caractère, sa force, et il reste ceci de clair, d'avéré, de positif comme un chiffre. A ne prendre que quelques départemens, il y a quelques années, les réactionnaires, — puisque ainsi on les nomme, — réunissaient dans le Nord 71,000 suffrages, ils viennent d'obtenir 162,000 voix; dans le Pas-de-Calais, ils sont passés de 60,000 à 101,000 voix, — dans la Manche, de 38,000 à 58,000, — dans le Calvados, de 43,000 à 53,000, — dans le Cher, de 22,000 à 35,000. Dans la Gironde, le chiffre de toutes les oppositions était de 35,000, il a dépassé l'autre jour 60,000. En un mot, aux dernières élections, en 1881, les conservateurs avaient réuni 1,789,767 suffrages, ils comptent aujourd'hui plus de 3,500,000 voix. D'un seul coup, ils regagnent et au-delà tout ce qu'ils avaient perdu dans les scrutins qui se sont succédé depuis dix ans. Voilà le fait sensible, résumé en chiffres, qu'il faut d'abord constater et dont on ne saurait diminuer ni déguiser, par de captieux calculs, la sévère signification.

A quoi donc a tenu ce mouvement si vif, si général d'opinion qui vient de se déclarer par les élections du 4 octobre et quel en est vraiment le caractère, quelle en est la portée réelle? Il n'y a que les es-

prits vulgaires, les politiques infatués qui se figurent tout expliquer par les excitations dénigrantes ou par les captations de quelques partis hostiles, qui se plaisent à chercher les raisons de leurs défaites un peu partout, hormis en eux-mêmes, dans leurs fautes et dans leurs excès. La vraie raison, la raison essentielle du mouvement qui s'accomplit, qui vient de se dévoiler, elle est dans toute une situation qui ne date ni d'aujourd'hui ni d'hier, qui se développe par degrés depuis quelques années, et est arrivée dans ces derniers temps à un degré assez aigu pour que tout le monde en ait eu le sentiment plus ou moins vif.

Assurément, dans ces luttes confuses, souvent obscures, qui vont se dénouer par un scrutin, il peut y avoir des causes particulières, des faits particuliers qui décident du vote. Il n'est point douteux que la question du Tonkin, plus que toute autre, a eu son rôle dans les dernières élections, qu'elle a pu être une arme redoutable aux mains des partis; elle a eu certainement son influence sur l'opinion, peu favorable aux expéditions lointaines, surtout aux expéditions mal conduites, et elle a donné plus d'un allié à l'opposition conservatrice. La question financière, elle aussi, a eu sans contredit son rôle; elle a pesé sur la raison nationale, qui s'est émue de se trouver tout à coup en face des déficits, des emprunts illimités et des désordres budgétaires, qui a senti le danger d'une crise de finances ajoutée à une crise des industries, à une crise de l'agriculture. Dans certaines parties du pays, sinon dans le pays tout entier, le souvenir des querelles religieuses, des guerres aux croyances, des perpétuelles violences de secte a eu son effet et a sûrement entraîné bien des suffrages. Toutes ces questions, tous ces faits ont eu certainement leur part dans le dernier vote; mais ils n'ont eu peut-être toute leur influence, une influence décisive, que parce qu'ils se sont trouvés réunis, parce qu'ils procèdent, on le sent, d'une même politique agitatrice et imprévoyante que les républicains ont prétendu inaugurer à leur arrivée au pouvoir, qu'ils ont obstinément poursuivie, qu'ils ont poussée à bout. Est-ce légèreté vaniteuse de dominateurs improvisés? Est-ce inexpérience ou ignorance des affaires? Est-ce entraînement de parti et de secte? Toujours est-il que les républicains, depuis qu'ils sont au gouvernement, se sont fait cette politique qui se réduit à toucher à tout à la fois, à tout agiter sans mesure, sans ménagement pour les intérêts, pour les sentimens les plus inviolables. Ils se sont flattés de donner la popularité des grandes entreprises à la république, et ils se sont lancés dans ces expéditions lointaines qu'ils n'ont su ni préparer, ni conduire, ni laisser conduire, qui ne nous ont valu jusqu'ici que des mécomptes et des sacrifices sans compensation, qui laissent aujourd'hui le pays en face d'un avenir incertain. Ils ont cru s'illustrer et flatter un goût populaire en multipliant les travaux, en dépensant l'argent sans compter pour des écoles fastueuses, sous prétexte de fonder un enseignement

nouveau, et ils n'ont réussi qu'à créer cette situation financière où l'on ne pourra échapper à des taxes nouvelles. Ils se sont crus obligés de donner des gages aux passions de secte pour assurer leur règne, et ils ont entrepris cette guerre irritante et puérile aux institutions religieuses, aux prêtres, au budget des cultes. Ils n'ont pas vu que plus ils s'engageaient dans cette voie, plus ils compromettaient la république en la rendant suspecte à tous les esprits modérés. Bien souvent on leur a dit qu'ils se trompaient. Les républicains n'ont rien écouté, et ils ont fini par exclure les modérés de leurs conseils. Ils ont cru pouvoir tout se permettre, comme le disait ces jours derniers M. Floquet. Ils ont, par leur politique, blessé tous les instincts, menacé les intérêts, mis l'incertitude partout, croyant peut-être abuser indéfiniment le pays. Eh bien ! le pays, qui est la victime de leur politique, leur a répondu à sa manière, par son vote, et puisque les modérés de la république ne sont plus écoutés, il est allé droit aux conservateurs les plus caractérisés, les plus résolus.

Est-ce à dire que le pays ou une notable partie du pays, en votant pour des conservateurs qui sont des partisans de toutes les monarchies, ait voulu donner un mandat de révolution et se prononcer contre la république? Il faut s'entendre et rester autant que possible dans la vérité des choses, si on ne veut pas aller au-devant des plus désastreuses déceptions. Évidemment les électeurs qui ont nommé des candidats de l'opposition conservatrice ont dit d'une certaine manière qu'ils n'avaient pas peur de la monarchie, qu'ils ne s'effrayaient ni du mot ni même probablement de la réalité; mais il est bien clair aussi qu'ils n'ont dit rien de plus, qu'ils n'avaient nullement la pensée de se prononcer sur une forme de gouvernement et que ce serait se laisser aller à une étrange illusion de voir dans le dernier vote l'intention ou le prélude d'une restauration monarchique. La première raison, c'est qu'il faudrait d'abord savoir de quelle monarchie il s'agit et, ce n'est précisément qu'en évitant cette périlleuse question que les conservateurs ont pu s'entendre, qu'ils peuvent rester unis. Qu'on remarque bien que dans cette masse française qui est allée au scrutin, le 4 octobre, il y a beaucoup d'hommes simples, sincères, désintéressés qui, par lassitude des révolutions, ont accepté la république telle qu'on la leur promettait, libérale, protectrice, et qui, en votant l'autre jour pour les conservateurs, ont cru voter non contre un régime, mais contre ceux qui ont travesti ce régime au gré de leurs passions, contre ceux qui, par leur triste politique, ont compromis tous les intérêts du pays. Il y a quelques semaines, à la veille des élections, un candidat qui est aujourd'hui le député élu de Toulouse, un homme de talent et d'éloquence, M. Jacques Piou, avouait dans un discours qu'il avait été, il y a dix ans, de ceux qui s'étaient ralliés sincèrement aux institutions nouvelles; il ajoutait, sans embarras, qu'il avait cru que

la constitution loyalement pratiquée pouvait être une transaction acceptable et offrir un terrain de ralliement à tous les hommes de bonne volonté. Pourquoi est il aujourd'hui candidat, député conservateur? C'est que les républicains ont été les premiers à violer la transaction et qu'ils se sont servis de la république pour assouvir leurs passions, pour précipiter le pays dans des crises nouvelles. Ce que disait M. Piou, il y a un mois, dans un discours où il résumait, en traits saisissans, le règne des républicains, sans mettre en cause les institutions, est un peu l'histoire de la France désabusée, plus impatiente peut-être de réparations que de révolutions nouvelles. Non, pour rester dans le vrai, les masses conservatrices qui sont allées au scrutin du 4 octobre, ne semblent pas avoir précisément voté contre la république ou pour la monarchie ; mais elles ont sûrement voté contre les imprévoyances et les fausses directions de l'expédition du Tonkin ; elles ont voté contre la dilapidation de la fortune publique; elles ont voté pour la paix religieuse troublée par les sectaires; elles ont voté contre la politique qui s'est manifestée dans ces œuvres, surtout contre les menaces des radicaux et contre les complaisans des radicaux. Elles ont tout bonnement obéi au plus simple sentiment de conservation. C'est le sens le plus vrai de ce vote qui, sans enlever la majorité aux républicains, leur a opposé cette force de près de deux cents conservateurs, dont l'élection est dans tous les cas un avertissement.

Quelle moralité, cependant, les républicains prétendent-ils tirer, de leur côté, de ces élections du 4 octobre? Les républicains, il faut l'avouer, ont un peu perdu la tête. Ils ont frémi un moment en se voyant presque menacés dans leur domination, en sentant ce coup d'aiguillon d'un vote inattendu. Ils ont commencé par extravaguer passablement depuis quelques jours, par se démener en cherchant comment tout cela avait pu arriver, comment ils pourraient faire face au danger. Et quelles explications ont-ils trouvées? Quels moyens ont-ils découverts pour se raffermir, pour se défendre contre le retour offensif du sentiment public? Explications et moyens se ressentent certainement du trouble de leur esprit. Oui, vraiment, on ne s'en était pas douté, c'est ainsi pourtant. Si les instincts conservateurs se sont si énergiquement réveillés, si le pays a envoyé tant de monarchistes au parlement, c'est parce que la république n'a pas été jusqu'ici assez républicaine, assez radicale; c'est parce qu'on n'a pas été assez exclusif, parce qu'on n'a pas assez épuré les administrations, la magistrature, parce qu'on n'a pas assez réformé, parce qu'on ne s'est pas assez hâté de supprimer le budget des cultes, d'abolir le concordat, parce qu'on s'est divisé. Le moyen, c'est de reprendre ce beau travail, de commencer par refaire, pour le scrutin du 18, cette alliance républicaine dont les radicaux se promettent de tirer parti : en sorte que plus le pays semble s'inquiéter de la politique de faction qui a tout compromis, plus les républicains éprouvent le besoin

d'ajouter à ses inquiétudes par des menaces de violences nouvelles, et, pour couronner l'œuvre, ils proposent à Paris de répondre à la province de la belle façon en nommant, le 18, la fleur des radicaux. Voilà qui est faire de la haute politique et comprendre les intérêts de la république! Les républicains prétendent encore faire marcher la France, ils croient cela tout simple : il n'y a qu'à donner un coup de gouvernail à gauche, comme on le dit d'un mot dont on ne comprend même pas le sens, — ou à exhumer le faisceau des licteurs, avec la hache au bout, suivant l'expression imagée de M. Lockroy! Au lieu de se livrer à ces aberrations et à ces fantaisies qui ne sont pas sans danger, les républicains feraient beaucoup mieux de s'imposer pour pénitence quelques jours de réflexion, de se donner le temps de lire d'un regard plus attentif dans ce scrutin qui a un moment troublé leur raison; ils feraient mieux de comprendre ce qu'ils n'ont pas encore compris qu'on ne fonde pas un régime et un gouvernement avec de l'anarchie, qu'on ne conduit pas un pays comme la France en lui faisant violence, en le troublant dans sa sécurité, dans ses intérêts, dans toute sa vie morale et matérielle. C'est, pour le moment, la plus évidente moralité du scrutin du 4 octobre.

A peine les élections s'achèvent-elles en France cependant, l'agitation électorale commence en Angleterre. De toutes parts, dans le royaume-uni, on se prépare à ce nouveau scrutin, dont la date n'est pas encore fixée, qui est néanmoins considéré dès ce moment comme une épreuve décisive, qui a, certes, son importance, et parce qu'il va s'ouvrir dans des circonstances extérieures ou intérieures assez graves et parce que deux millions d'électeurs de plus vont concourir au vote. Déjà la campagne est engagée et les chefs des partis anglais ont commencé leurs tournées avec la préoccupation visible de conquérir cette masse électorale nouvelle qui, pour la première fois, va dire son mot sur les affaires publiques. Les *leaders* libéraux, lord Hartington, M. Goschen, sir William Harcourt, lord Rosebery, M. Chamberlain, sir Charles Dilke, ont ouvert le feu, et leur vieux chef, M. Gladstone lui-même, après quelques semaines de repos, a repris à leur tête son poste de combat; il a publié son manifeste, qui peut passer pour le programme du parti. Les *leaders* du torysme, à leur tour, lord Randolph Churchill, sir Stafford Northcote, devenu lord Iddesleigh, lord George Hamilton, le chancelier de l'échiquier sir Michael Hicks Beach, se sont jetés dans la lutte, opposant discours à discours, et le chef du cabinet, lord Salisbury, vient d'exposer ces jours derniers, à Newport, le programme conservateur. Bref, la campagne est ouverte, elle promet sûrement d'offrir un singulier intérêt, d'autant plus que les partis qui vont se rencontrer en adversaires au scrutin sont visiblement livrés à un profond travail de transformation dont le dernier mot est loin d'être dit.

Tout est, en vérité, assez nouveau dans ces élections anglaises qui

se préparent, qui ne sont qu'une des phases de la révolution des choses, et si les anciens partis se couvrent encore quelquefois de leurs vieux noms, s'ils gardent quelques-unes de leurs traditions, ils ne sont plus déjà ce qu'ils étaient. Les conditions de la lutte ne sont plus les mêmes entre les libéraux, qui reviennent au combat après avoir perdu le pouvoir il y a quelques mois, et les conservateurs, qui sont aujourd'hui au gouvernement, qui ont à conquérir une majorité. A qui restera le succès au prochain scrutin?

Assurément, les libéraux ont des chances sérieuses; ils ont surtout l'avantage de marcher sous un chef populaire, d'avoir le nom de M. Gladstone inscrit sur leur drapeau. Ce n'est pas que M. Gladstone, avec son grand âge, puisse retrouver ses anciennes forces pour de nouvelles campagnes, et que le récent manifeste du vieux chef libéral soit une de ces œuvres qui passionnent l'opinion. Le manifeste, daté de Hawarden, n'est sur certains points qu'une défense assez pâle de la politique extérieure du précédent cabinet et sur d'autres points qu'un programme de politique intérieure assez vague; mais M. Gladstone est le plus populaire des Anglais vivans aujourd'hui. Il a devant le pays l'ascendant de son éloquence, de ses services, de ses talens. Son nom est la force de son parti, et il serait capable de gagner des batailles, même quand il ne pourrait pas recommencer ses tournées d'autrefois dans le Midlothian. Toute la question est de savoir si l'influence de M. Gladstone peut suffire aujourd'hui pour maintenir une certaine cohésion dans son parti, pour atténuer ou pallier les divisions entre les radicaux et les vieux whigs qui se sont trouvés un moment réunis dans le dernier cabinet. Il est bien clair en effet que radicaux et whigs ont quelque peine à marcher du même pas. M. Chamberlain va en avant avec son programme de radicalisme semi-socialiste, réclamant la gratuité de l'enseignement primaire, la réforme démocratique des impôts, le droit pour les communes d'employer le produit des taxes locales à l'achat de terres destinées à être distribuées aux paysans. D'un autre côté, des hommes comme M. Goschen, lord Hartington, ne vont certainement pas aussi loin; ils résistent au courant radical où le vieux libéralisme anglais risque de se perdre. M. Goschen s'efforçait récemment de mettre les électeurs en garde contre la panacée décevante du socialisme d'état, contre ceux qui passent leur temps à susciter des espérances irréalisables, à faire briller des « feux follets » aux yeux du peuple. Lord Hartington reste, dans ses discours, un whig de tradition, et il parlait l'autre jour de l'accent d'un homme désabusé tout prêt à quitter au premier signe la chambre des communes, à aller attendre sans impatience dans la retraite l'héritage de la pairie qu'il est destiné à recevoir de son père le duc de Devonshire. Qui l'emportera des radicaux ou des whigs modérés? Ces divisions, que l'autorité de M. Gladstone peut contenir un moment,

n'existent pas moins et elles sont évidemment la faiblesse du parti libéral devant le prochain scrutin.

Les conservateurs ont la chance d'être plus unis, de n'avoir pas eu encore le temps de s'user au pouvoir; et ils sont de plus assez habiles pour savoir profiter de tout, des faiblesses de leurs adversaires, de leurs divisions, des excès d'opinion de M. Chamberlain et de ses amis. Les nouveaux tories ont la prétention d'être plus libéraux que les libéraux, de se prêter à toutes les réformes qui peuvent tendre au développement des droits du pays, qui sont dans l'esprit du temps. Ils se sont nettement prononcés pour une extension des libertés locales que le chef du cabinet, dans son manifeste de Newport, représente comme le moyen « d'intéresser directement et activement le peuple à la direction de ses affaires. » Ils sont assez disposés à faire à l'Irlande toutes les concessions compatibles avec la suprématie de la couronne, avec l'intégrité et l'unité législative de l'empire britannique. La politique intérieure que les conservateurs proposent peut être discutée, elle n'est pas, dans tous les cas, inconciliable avec le progrès moral et politique de l'Angleterre; mais il y a un point sur lequel les conservateurs gardent un avantage auquel l'opinion anglaise peut n'être pas insensible. Depuis qu'ils sont au pouvoir, ils ont réussi, dans une certaine mesure, à dénouer ou tout au moins à atténuer quelques-unes des difficultés extérieures qui leur avaient été léguées par les libéraux. Ils ont pu régler, ne fût-ce que temporairement, avec la Russie la question de la frontière de l'Afghanistan, et, s'ils n'en ont pas précisément fini avec les affaires d'Égypte, ils ont du moins évité toute complication nouvelle. Avec cela auront-ils, dans le nouveau parlement, la majorité que les libéraux ont eue jusqu'au bout dans la dernière chambre des communes? C'est justement la question qui va émouvoir, passionner l'opinion anglaise pendant quelques semaines, et qui sait si, pendant ce temps, il n'y aura pas eu dans le monde, des incidens qui pourraient avoir leur influence sur le scrutin d'où dépend la direction de la politique de l'Angleterre?

On ne le sait que trop, les affaires naissent toutes seules, au moment où on n'y songe guère : témoin cette révolution de Bulgarie qui était dans la logique des choses orientales, tant qu'on voudra, dont on ne prévoyait cependant pas l'explosion à si courte date, et qui est nécessairement un embarras pour toutes les politiques, une épreuve assez délicate pour la paix générale elle-même. En un instant, on le sait, tout s'est trouvé accompli : un traité européen a été mis en suspens par une insurrection plus ou moins spontanée éclatant dans les Balkans. L'union de la Bulgarie, principauté à peu près indépendante, et de la Roumélie orientale, province soumise à l'empire ottoman, a été proclamée sans résistance apparente. Le prince Alexandre de Battenberg a cédé, sans

se faire prier, à la tentation d'ajouter, par l'annexion d'une province, un fleuron à la couronne bulgare : il s'est déclaré le chef du mouvement, et dès lors, ceux qui ont fait cette révolution n'ont plus eu d'autre pensée que de tout précipiter; ils se sont hâtés d'organiser militairement, administrativement cette union, de mettre des forces sur pied, avec la préoccupation évidente de conquérir au plus vite le bénéfice du fait accompli et irrévocable. C'est ce qui s'est passé jusqu'ici dans les deux provinces unies. Depuis le coup de théâtre de Philippopoli, qui a porté une atteinte directe à un ordre diplomatique créé par un congrès souverain, on a eu à peine le temps de se reconnaître et de se consulter. Le gouvernement du sultan, qui était le plus intéressé, mais qui n'était pas le seul intéressé, a eu la prudence de ne pas essayer de rentrer par la force dans une de ses possessions, de ne pas compromettre par un acte de coercition sommaire une situation déjà assez délicate et assez grave; il a tenu à ne rien faire sans s'être adressé aux puissances qui ont signé le traité de Berlin, qui ont créé l'état territorial dans les Balkans. Les puissances, à leur tour, se sont communiqué leurs impressions, leurs idées; elles ont délibéré, et le premier résultat saisissable de ces délibérations entre cabinets a été la réunion des représentans des principaux gouvernemens de l'Europe à Constantinople. Les ambassadeurs se sont réunis il y a peu de jours et ils ont rédigé un mémorandum condamnant l'insurrection de Philippopoli, reconnaissant le droit et la modération de la Turquie, exhortant tout le monde à s'arrêter, à éviter l'effusion du sang. Ce n'est là évidemment qu'une entrée en scène de la diplomatie, le préliminaire de résolutions plus précises. Quelles seront maintenant ces résolutions? Comment en assurera-t-on l'autorité et l'efficacité? C'est ici que l'accord devient plus difficile, que tout se complique, d'autant plus qu'à la question bulgare viennent se joindre toutes les autres questions qui font pour ainsi dire explosion dès qu'une étincelle jaillit sur quelque point de l'Orient.

C'est la Bulgarie qui a commencé, et aussitôt toutes ces populations orientales, tous ces jeunes états se sont agités, comptant peut-être sur les divisions de l'Europe ou sur la complicité de quelque puissance. En quelques jours, le mouvement s'est propagé et a pris un caractère singulièrement périlleux. La Serbie s'est armée sous prétexte que la révolution bulgare troublait l'équilibre dans la presqu'île des Balkans et la déliait elle-même des engagemens du traité de Berlin. Le roi Milan s'est hâté de convoquer son assemblée, qui n'a pas manqué de l'exciter à l'action et de voter un emprunt de guerre. Les forces serbes, mobilisées en toute hâte, se sont portées à la frontière, à Nisch, prêtes à ouvrir la campagne, à se jeter dans la vieille Serbie, dans cette région sur laquelle les regards des politiques de Belgrade

sont toujours fixés. D'un autre côté, la Grèce s'enflamme à son tour, comme si elle était en danger ou comme si elle voyait luire l'occasion favorable de conquêtes nouvelles. La Grèce mobilise son armée, prépare ses réserves, cherche de l'argent et est impatiente de courir, elle aussi, aux frontières. La Grèce se souvient avec amertume de n'avoir pu obtenir du côté de l'Épire tout ce que le congrès de Berlin lui avait laissé espérer, et elle se flatte de saisir cette fois quelque province, quelque fragment de territoire de plus; elle est entraînée comme la Serbie. La passion populaire règne dans ces petits pays, et les gouvernemens suivent le mouvement, craignant toujours d'être renversés s'ils résistent, s'ils osent écouter un conseil de sagesse. Le prétexte invariable de ces agitations nouvelles, c'est que, si l'équilibre doit être rompu dans les Balkans au profit de la Bulgarie, la Serbie et la Grèce ont droit aussi à un agrandissement dont la Turquie est toujours appelée naturellement à payer les frais. Ces malheureux états ne voient pas qu'ils cèdent naïvement à une égoïste jalousie de race peu faite pour relever leur cause et qu'ils choisissent d'ailleurs assez mal leur moment pour occuper, pour troubler l'Europe de leurs affaires. Quelque indécise qu'elle paraisse, l'Europe n'est sûrement pas disposée à se laisser entraîner dans des aventures où revivraient aussitôt les plus redoutables antagonismes. L'Allemagne, la Russie, l'Autriche, peuvent éprouver quelque difficulté à se mettre d'accord sur le système d'action diplomatique qu'elles suivront de concert avec les autres puissances; elles tiennent dans tous les cas à sauvegarder les conditions essentielles du traité de Berlin, et il est bien clair que personne n'est d'humeur à risquer une guerre pour la Bulgarie, pour la Serbie ou pour la Grèce.

Ce qui reste donc de plus probable, c'est que l'Europe fera ce qu'elle pourra pour ramener à la raison et à la paix ces jeunes états si impatiens d'aventures, pour leur ôter tout prétexte de récriminations ou de revendications en réduisant la révolution bulgare aux proportions les plus simples. Elle ne cherchera peut-être pas à abolir tout ce qui s'est fait à Philippopoli ; elle ne refusera pas sans doute de ratifier une sorte d'union personnelle au profit du prince Alexandre de Battenberg, en maintenant la Bulgarie et la Roumélie dans des conditions assez distinctes, en laissant toute sa force à la suzeraineté du sultan. C'est là du moins la combinaison qui semble rallier les chancelleries préoccupées de contenir le feu, d'éviter la crise décisive. Ce ne sera encore, si l'on veut, qu'un expédient peu sérieux, une trêve sans avenir, c'est possible. Il y a longtemps que la question d'Orient se traîne à travers les trêves et les expédiens.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

Le résultat des élections du 4 octobre et l'aggravation de la situation politique dans la péninsule des Balkans ont eu pour conséquence sur notre marché une baisse considérable non-seulement des fonds publics, mais de plusieurs valeurs de premier ordre qui avaient échappé, en partie du moins, jusqu'à présent, à l'influence des mouvemens déterminés par la spéculation sur les prix des rentes.

Bien que le parti de l'opposition conservatrice, grâce à l'esprit de discipline qui, à Paris et dans les départemens, avait présidé à la confection des listes de candidats et cimenté l'union sur le terrain de la résistance à la politique opportuniste et aux progrès du radicalisme, s'attendît avec raison à gagner un assez grand nombre de sièges, il ne comptait cependant pas sur un succès aussi complet. Le verdict du corps électoral, au premier tour de scrutin, a été une condamnation éclatante des erremens, des principes et des actes du parti qui tenait le pouvoir depuis les dernières élections générales. L'opportunisme a succombé sous le poids des fautes accumulées pendant sa longue gestion des affaires. Il a payé de la perte de son influence et de sa vitalité politique les mécomptes successifs et les dépenses énormes de l'expédition du Tonkin, le mécontentement provoqué dans les régions du Nord, de l'Ouest et du Midi par la persécution religieuse et l'application du système de la laïcisation à outrance, enfin le désordre porté dans les finances et l'établissement du déficit chronique.

Les élections du 4 octobre ont aussi porté un coup décisif, sinon au régime républicain lui-même, du moins au gouvernement de la majorité inféodée aux successeurs de M. Gambetta. Si les conservateurs ont largement profité du discrédit de l'opportunisme, la défaite de celui-ci a, dans une mesure non moins appréciable, fortifié le radicalisme. Les partis extrêmes se trouvent donc en présence pour le second tour de scrutin, et l'on peut appréhender sérieusement que la composition de la prochaine chambre ne rende très difficile la constitution d'une majorité de gouvernement et la formation de ministères durables. Les diverses fractions du parti républicain ont bien pu, sous le coup de la défaite subie le 4 octobre, faire trêve à leurs divisions et serrer leurs rangs en face du parti conservateur qu'elles se plaisent à appeler l'ennemi commun. Mais ce mouvement de concentration peut ne pas sur-

vivre aux nécessités passagères qui l'ont déterminé. D'ailleurs, l'union dût-elle subsister après le scrutin du 18 octobre, elle consacrerait selon toute vraisemblance la prépondérance des idées radicales, et c'est justement ce qui est de nature à préoccuper vivement le monde des affaires et du travail.

La situation au dehors n'offre pas de moindres sujets d'inquiétude. On avait espéré que l'accord des trois empires résoudrait promptement les difficultés résultant de la révolution bulgare. La Turquie, au lieu d'agir *ab irato* contre l'insurrection rouméliote, avait fait appel à l'intervention des puissances et remis sa cause à l'arbitrage du concert européen. Mais l'entente entre les gouvernemens a tardé à s'établir. Les marchés financiers, un moment rassérénés par l'annonce qu'une conférence allait remettre tout en ordre dans l'Europe orientale et apaiser le conflit naissant, commencent à douter du succès de l'intervention diplomatique. Les réunions des ambassadeurs à Constantinople n'ont abouti à aucun résultat. La Turquie s'impatiente et se prépare à agir militairement. La Serbie et la Grèce ont réclamé des compensations territoriales en se plaignant que l'équilibre établi par le traité de Berlin fût rompu à leur détriment. Ces deux petits états ont mobilisé leurs armées et menacent de recourir à la force si l'Europe ne fait pas droit à leurs revendications. Chaque journée qui s'écoule, infructueuse au point de vue de l'arrangement espéré, diminue les chances d'une solution pacifique. Il est vrai que les représentans des puissances prodiguent à Belgrade et à Athènes les conseils de modération, et que l'Autriche notamment s'efforce d'arrêter la Serbie devant l'aventure belliqueuse où le prince Milan est sur le point de s'engager. Il est même question d'une démonstration navale combinée dans les eaux helléniques. On paraît croire malheureusement, à Vienne et à Berlin, que cette pression un peu tardive restera sans effet contre l'effervescence populaire qui entraîne les gouvernemens.

La spéculation à la hausse a capitulé, au moins provisoirement, devant la gravité des événemens politiques. Des positions depuis longtemps conservées et qui s'appuyaient sur le bon marché de l'argent, sur l'avilissement des reports et sur le concours de l'épargne, ont été brusquement liquidées. L'étendue et la continuité de la réaction indiquent, en outre, que des banquiers et des établissemens de crédit ont allégé leurs portefeuilles. En même temps que les rentes, ont été offertes les grosses valeurs, Banque de France, Crédit foncier, actions des grandes compagnies, Banque de Paris, Gaz, etc. Non que rien dans la situation de ces sociétés justifie une dépréciation si subite et si importante, mais parce que ce n'est pas en jetant sur le marché des titres libérés de 250 francs et cotés bien au-dessous du pair que les capitalistes peuvent aisément se munir d'argent liquide, tandis que les gros titres offrent relativement toutes facilités à cet égard.

Malheureusement des ventes de cette nature ne se produisent qu'au milieu de circonstances critiques, alors que l'épargne est plus disposée à suspendre ses ordres d'achat qu'à les multiplier. Les offres tombent en quelque sorte dans le vide, la contre-partie se dérobe et les réalisations ne peuvent s'effectuer qu'au prix de durs sacrifices pour les vendeurs.

C'est ainsi que les actions de la Banque de France, qui jusqu'alors avaient pu se soutenir aux environs de 5,000 francs, malgré la diminution constante des bénéfices, sont tombées brusquement, depuis le commencement du mois, de 4,925 à 4,620.

Le Crédit foncier, dont le marché est plus large, a mieux résisté. Il perd cependant 50 francs (de 1,315 à 1,265) sur le dernier cours de compensation. La Banque de Paris a reculé de 30 francs (de 640 à 610), le Lyon de 17 francs à 1,240, le Midi de 12 francs à 1,145, le Nord de 40 francs à 1,520, l'Orléans de 10 francs à 1,290, le Suez de 40 francs à 1,975, la Part civile de 37 francs à 1,270.

La dépréciation des valeurs de la Compagnie de Panama a fait de rapides progrès depuis la fin de septembre. L'action a perdu près de 50 francs à 370, et les obligations ont été constamment offertes. Il s'est formé sur ce groupe une spéculation à la baisse qui n'est que trop bien servie par les événemens et par l'impossibilité où ceux-ci mettent la compagnie de procéder aux mesures financières annoncées lors de la dernière assemblée générale. Le bruit répandu avec persistance qu'un appel de fonds sur les actions était imminent paraît inexact.

Parmi les petites valeurs, avons-nous dit, peu ont été atteintes; il faut citer cependant le Crédit mobilier et la Compagnie franco-algérienne, en baisse l'une et l'autre de 20 francs, et le Télégraphe de Paris à New-York, qui de 125 a reculé à 100 francs.

Les Chemins autrichiens, les Lombards et le Nord de l'Espagne sont en réaction de 7 francs, le Mobilier espagnol de 12 francs. Les valeurs ottomanes ont payé un lourd tribut aux inquiétudes politiques; le 4 pour 100 consolidé perd 1 fr. 50; la Banque ottomane, 18 francs; les obligations privilégiées, 15 francs. L'Unifiée a pu se maintenir au-dessus de 320.

Les Consolidés anglais seuls, parmi les fonds d'état, ont maintenu leurs cours sans défaillance. Chez nous, le 3 pour 100 a baissé de 1 fr. 85; l'Amortissable, de 0 fr. 75; le 4 1/2 de 1 franc. L'Italien, au contraire, n'a fléchi que de 0 fr. 30, tandis que le 4 pour 100 hongrois a reculé d'une unité. L'Extérieure était en voie de reprise après le détachement du coupon trimestriel lorsque des informations moins satisfaisantes sur la solution du conflit hispano-allemand ont fait reperdre cette avance.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE ET ONZIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — LV[e] ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1885.

Livraison du 1[er] Septembre.

Livraison du 15 Septembre.

Livraison du 1er Octobre.

Livraison du 15 Octobre.

Paris. — Imp. A. Quantin, 7, rue Saint-Benoît.